



DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

MERCREDI 30 MAI 1990

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14301 - 5 F

Birmanie : les urnes contre les militaires

La junte militaire au pouvoir à Rangoun a concédé, lundi 28 mai, que la principale formation d'opposition, la Ligue nationale pour la démocratie, avait remporté les élections législatives organisées la veille dans le pays. Dans l'attente de résultats officiels, qui ne seront pas donnés avant plusieurs jours, cette dernière estime, pour sa part, qu'elle a obtenu 230 sièges sur les 485 du futur Parlement.

On pourrait difficilement imaginer un dénouement plus exceptionnel. L'élan populaire de 1988 avait été brutalement réprimé dans le sang par l'armée, les victimes se comptaient par milliers. Revenus au pouvoir, les militaires avaient supprimé toutes les libertés, instauré la loi martiale, rempli les geôles - où la torture est pratiquée couramment - déplacé des populations entières et assigné à résidence les chefs du mouvement démocratique, à commencer par la charismatique Aung San Suu Kyi, la dirigeante de la Ligue.

Pendant vingt mois, la Birmanie a donc vécu sous un régime de terreur qui rappelle les pires heures de la dictature du général Ne Win. Ce qui paraît logique, car le « vieux » homme, tout en ayant officiellement conservé sa fonction officielle, semble avoir gardé une influence prépondérante.

Aussi, quand les militaires ont promis des élections, personne n'a cru qu'ils joueraient le jeu. A la veille du scrutin, des centaines de cadres de l'opposition ont de nouveau été arrêtés, et la junte a refusé la présence d'observateurs étrangers, à l'exception de quelques dizaines de journalistes. La campagne électorale n'a d'ailleurs été qu'une comédie jouée par une certaine élite de partis, dont la plupart n'avaient que des formations fantômes, créées par le pouvoir en place pour abuser les citoyens et noyer la Ligue sous le nombre.

L'HONNÉTÉ, même relative, du scrutin et l'admission de son échec électoral par la junte n'en sont que plus surprenantes. Revenus au pouvoir, les militaires seraient-ils prêts à l'abandonner en se soumettant à une loi des urnes dont ils ont fait si peu de cas par le passé ? La réponse, malheureusement, est loin d'être positive. Déjà, la junte a fait savoir que l'Assemblée serait chargée de rédiger une Constitution dans un délai de deux ans, ce qui laisse à penser qu'elle n'aura guère de prise sur la gestion du pays. Fait significatif, la loi martiale et le couvre-feu nocturne restent en vigueur dans de nombreuses régions. L'ordre militaire n'a sûrement pas fini de régner dans un pays aux prises, en outre, avec plusieurs insurrections ethniques.

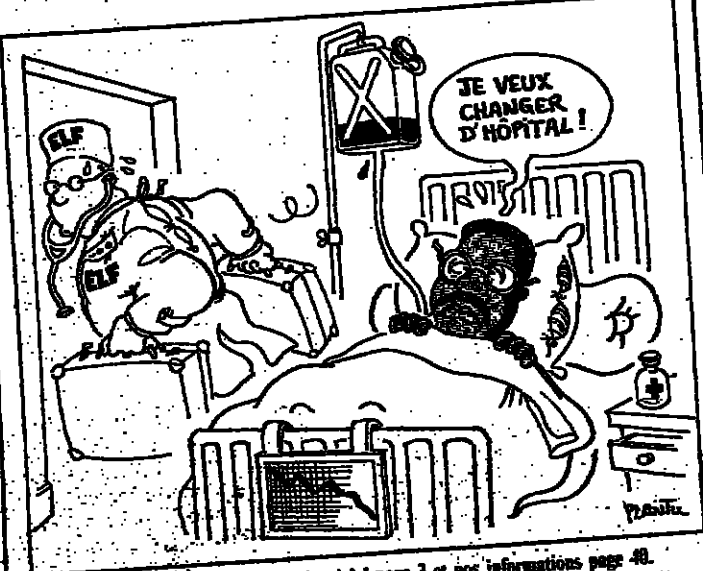
La junte a, bien sûr, les moyens de recourir une nouvelle fois à la force pour se tirer du piège qu'elle s'est elle-même tendu. Il reste qu'elle a réveillé un espoir. Il est de devoir des pays qui peuvent avoir une influence à Rangoun de ne pas mésestimer les pressions pour obliger à engager au moins un véritable dialogue avec les nouveaux élus. Même si l'expérience prouve combien il est difficile de faire pression sur ces galonnés birmans qui, depuis quarante ans, pour conserver leurs privilèges, ont isolé leur pays et l'ont conduit à la ruine.

Lire nos informations page 8

Les menaces de M. Bongo

Elf souhaite reprendre ses activités au Gabon

Les forces armées gabonaises ont pris le contrôle, mardi 29 mai, de la ville de Port-Gentil. Dans un entretien à TF1 le président Bongo a lancé une mise en garde à la compagnie Elf, menaçant de faire appel à d'autres partenaires. M. Dumas a soutenu la reprise de l'exploitation pétrolière. M. La Foch Priou, président d'Elf, nous a déclaré : « Nous recommencerons à travailler dès que les conditions de sécurité le permettront. »



Lire l'article de notre envoyé spécial page 3 et nos informations page 48.
Lire également : « Phares d'Afrique : Matières premières, du miracle au mirage » page 4.

Les handicaps de Mikhaïl Gorbatchev

Lors de ses entretiens avec M. Bush, le président soviétique va tenter de faire, de ses difficultés intérieures, une force...

par Michel Tatu

On en était au « troisième Gorbatchev ». L'homme de tous les pouvoirs et du blocus de la Lituanie, qui succédait sur le mode moins sympathique au Gorbatchev de la perestroïka triomphante des sommets de New York et de Mahe. Force est de constater que ce troisième Gorbatchev a déjà fait place à un quatrième : au Gorbatchev des plaies et des bosses, voire à celui de la « tragédie », comme l'écrit le quotidien britannique *The Independent*. Au point que certains observateurs se demandent déjà si ce séjour plus long que les autres à l'étranger est bien avisé, si le président soviétique ne court pas le risque d'être renversé pendant son absence, comme un quelconque dictateur africain.

Le fait est qu'on est entré dans une phase totalement aléatoire et imprévisible du processus de réformes en Union soviétique. La

toute dernière ruée des achats dans les magasins a non seulement parachevé la destruction d'une économie en ruine, mais aussi exposé le pays au danger bien réel d'une explosion sociale : quand des centaines de personnes se battent devant des étalages quasi vides, le moindre incident peut dégénérer en bagarre, la bagarre en pillage, avec le risque d'une extension à d'autres régions.

Une conséquence des derniers désordres est de faire monter d'un cran les enjeux, de rendre quelque peu caducs et dépassés les problèmes qui, hier encore, étaient au premier plan. Ainsi, la crise lituanienne est toujours dans l'impasse, mais elle pourrait bien être éclipsée par les nouvelles violences en Arménie, avec ce trait nouveau que sont les premiers actes de rébellion armée contre des militaires soviétiques et un rappel que ce n'est pas seulement à Vilnius, mais dans presque toutes les régions du pays

que le gouvernement central n'est plus obéi.

A leur tour, les éruptions indisciplinées à la périphérie sont maintenant quelque peu dépassées par la prise de conscience de la République russe, la plus importante de l'Union. Quelle que soit l'issue de la bataille qui se déroule pour sa présidence, il faudra compter avec le courant qui représente M. Boris Eltsine et la volonté exprimée par tous les candidats d'affirmer la « souveraineté » de la Russie au sein d'une fédération dont la « rénovation » finira sans doute par être imposée en catastrophe par ses membres plutôt que définie par un pouvoir central débordé.

Et que restera-t-il au « président de l'URSS » qu'est Mikhaïl Gorbatchev lors qu'il sera défait par un président après l'autre, et jusqu'à son cœur même de son système ?

Lire la suite page 8



**MARCEL CHALET
THIERRY WOLTON**
**Les visiteurs
de l'ombre**
**Les confessions d'un maître
contre-espion**

GRASSET

« Ce récit rejoint sans effort le plus extraordinaire roman d'espionnage. »
Pierre Gallerey/Le Figaro

« Chalet et Wolton tissent un récit tendu de près d'un demi-siècle de guerre secrète. »
Yann de l'Écotois/L'Express

Russie : élection de M. Eltsine

L'enfant terrible des réformateurs a été élu de justesse, mardi 29 mai, président du Parlement de la fédération de Russie.

Un entretien avec le PDG de Rhône-Poulenc

M. Jean-René Fourtou explique comment il finance ses multiples acquisitions récentes, notamment aux États-Unis et quel parti il compte en tirer.
page 26 - section C

Biennale de Venise

Les tendances écartées de l'art contemporain.
page 11 - section B

SCIENCES • MÉDECINE

Fossiles à crédit
au Muséum de Londres
pages 19 à 21 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40 - section C

Hachette au secours de la Cinq

La chaîne de M. Hersant échappe à l'asphyxie, mais le mariage sera-t-il solide ?

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a approuvé, lundi 28 mai, l'entrée du groupe Hachette dans le capital de la Cinq à hauteur de 22 %. Parallèlement, le groupe financier de M. Jean-Marc Vernes va augmenter sa participation pour la porter aussi à 22 %. Le CSA, qui a entendu les explications de M. Yves de Chaisemartin, directeur de la Cinq et de M. Yves Sabouret, vice-président d'Hachette (le *Monde* du 29 mai), a reçu l'assurance que l'accord entre Hachette et le groupe de M. Hersant ne concernait que la Cinq et ne contrevient pas aux dispositions anti-concentration.

En donnant son feu vert au renflouement de la Cinq par Hachette et le groupe de M. Jean-Marc Vernes, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a mis fin à une guerre qui durait depuis neuf mois. Depuis qu'un jour de septembre 1989, MM. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi, action-

naires de la chaîne, avaient tenté d'en arracher le contrôle à son président, M. Robert Hersant. La manœuvre avait échoué mais le contentieux entre les partenaires empêchait, depuis lors, toute augmentation du capital et menait doucement la Cinq au bord du dépôt de bilan.

Aujourd'hui, tous les protagonistes de l'affaire semblent heureux du dénouement. Les petits actionnaires comme les *Echos* ou le canadien Metropole TV, qui refusaient de couvrir plus avant les pertes énormes de la chaîne, ont pu vendre leurs parts à un prix. Le groupe Charteurs de M. Seydoux - où l'on qualifie l'issue de « raisonnable » - va pouvoir se consacrer à l'avenir du satellite de télévision britannique qui va lui coûter plus de 1,5 milliard de francs d'investissements.

JEAN-FRANÇOIS LACAN
Lire la suite page 17 - section B

M. Joxe et les armes de la police

En affirmant, lundi 28 mai, que l'immense majorité des policiers de la police nationale n'ont pas besoin d'être armés, M. Pierre Joxe a, sans doute délibérément, voulu susciter un débat difficile. Cette conviction va contre toutes les traditions et les habitudes d'une police traditionnellement attachée au port d'arme. Les premières réactions des syndicats faisant état de « surprise, d'incrédulité et de consternation » montrent combien le sujet est délicat.

Lire page 15 - section B
les articles de
DOMINIQUE DHOMBRES
et d'ERICH INCYAN

هكذا من الأصل

DÉBATS

Démocratie

Le Pen président ?

par Alain Carignon

DES « affaires », il y en a eu d'importantes sous toutes les Républiques. La V^e n'en est pas exempte. Ces affaires ne condamnent pas la démocratie, mais la vitalité de la démocratie résulte aussi de la capacité de sa justice à les traiter en toute indépendance.

La République a connu d'autres périodes où les partis politiques acceptaient le même type de société et aspiraient à une vie politique pacifique, comprise comme un facteur d'épanouissement de la démocratie. Mais aujourd'hui, la différence est fondamentale : il y a un homme pour canaliser les frustrations consécutives à cette situation. Sans cet homme, la crise de confiance que subit la classe politique ne ferait que ressembler à celles, nombreuses, qu'elle connaît au cours de son histoire. En effet, dans toutes les « affaires » précédentes et dans les années paisibles, il n'y avait personne pour en tirer bénéfice contre la démocratie elle-même.

Gare au torrent de boue !

Nous sommes donc confrontés à un défi moral de grande ampleur. Les hommes publics, bien entendu, mais également les médias. Nous voilà face à une opinion publique désorientée, affective, mobile. A l'Est, la dictature a été renversée : à l'Ouest, les fondements de la démocratie peuvent être menacés. Or, un

pays qui n'aime plus sa vie publique et qui dispose d'un leader pour incarner cette haine, est un pays en danger. C'est aujourd'hui le cas de la France.

Si un certain nombre de règles minimales ne sont pas respectées, un torrent de boue va se déverser sur les responsables, sur tous ceux qui croient encore à la chose publique, et il sera de nature à mettre en péril la démocratie. Ces règles minimales sont simples :

— Le respect de la loi : elle s'applique à tous, gouvernants et gouvernés. Tout manquement des uns comme des autres ne peut qu'être sanctionné.

— Le respect de l'autre : toutes les opinions peuvent être débattues, voire combattues, mais ni la race, ni la religion ne peuvent servir d'enjeu à un débat : c'est un délit. Ce n'est pas une opinion.

— Le respect de la dignité humaine : la vie publique n'est pas faite de mauvais feuilletons politico-financiers. A trop la traiter comme un fait divers, il va y avoir du sang.

— Le respect des droits de la défense : on ne peut pas faire le portrait accablant du futur coupable et ne rien dire lorsque la justice le disculpe.

— Le respect de l'information contradictoire : trop souvent aujourd'hui, tout se passe comme s'il fallait que les faits s'adaptent aux commentaires.

Timisoara ne doit pas devenir la règle. Du président de la République que l'on a tenté de mêler à l'opération Pechiney à... Michel Droit accusé bruyamment de « corruption passive » et dont le non-lieu est passé quasi inaperçu, les exemples ne manquent pas.

Grenoble n'est pas exemple des rumeurs médiatisées : qu'un officier HLM ait des problèmes et que des erreurs de gestion soient commises, c'est vrai. Qu'un industriel local dépose son bilan, c'est exact. Que tel ou tel problème existe dans une association mérite d'être contrôlé avec sérieux. Que les responsabilités, voire les fautes de chacun, s'il y en a, soient sanctionnées, c'est indispensable.

Mais la cour de cassation ayant décidé en janvier qu'il n'y avait pas lieu de mêler son nom à ces affaires, devrait, normalement, éviter les dérapages et les exploitations. Ce n'est pas le cas.

Fric, sang et sexe

Chaque fois que la morale s'efface, que s'évadent les points de repère, de comparaison, d'appréciation qui permettent de comprendre, c'est l'irruption de l'instinct, c'est la force de la bête, le relâchement lâche qui permet tout. Qui en tire les dividendes immédiats ?

Après les politiques dont la responsabilité est immense, le système

médiatique doit, lui aussi, s'interroger. Les règles minimales de la démocratie ne sont plus respectées. La classe politique est déconsidérée. Nous avons franchi le seuil d'alerte. La médiatisation croissante de l'instinct fait de l'opinion publique un redoutable enjeu quotidien. Le regain nationaliste, le retour aux clans et aux tribus marquent aussi cette marche en arrière.

Nous connaissons déjà la recette des ventes dans bon nombre de pays voisins : fric, sang, sexe. La France est sur la mauvaise pente.

Nous avons déjà donné pour le fric. Pour le sang, il y a eu Carpentras. A quand les enquêtes sur le sexe ? A mon avis, cela ne devrait plus tarder.

A qui ce naufrage profite-t-il ? En cas de présidentielle aujourd'hui, Jean-Marie Le Pen, comme l'a rappelé René Rémond, est quasiment assuré d'être présent au second tour. Les médias valent-ils que Jean-Marie Le Pen soit président de la République ? Retournez pour Le Pen ? Ils le placent en centre de gravité, alors qu'il s'agit d'un point de chute de la vie publique.

A force de nettoyer les prétendues écuries de la République, un beau matin, Marianne choisira un faux palefrenier, fort en verbe et en gestes. Avant de se réveiller avec la gueule de bois des mauvaises vertes.

► Alain Carignon est maire (RPR) de Grenoble.

TRAIT LIBRE



Enseignement

Philo sans culture

par Maryvonne David-Jougneau

A l'occasion des événements de Carpentras, ministres et journalistes n'ont pas manqué de rappeler aux enseignants leur fonction d'éducateurs. Mais sait-on que pour les 80 % des jeunes promus au destin de bachelier en l'an 2000, qui auront à subir ou à jouer de... de huit heures de philosophie par semaine selon les sections, la notion de culture, si indispensable pour penser le problème de la différence, est disparue du programme de questionnement toutes les sections ?

Par arrêté du 1^{er} octobre 1973, les sections scientifiques B, C, D, E et F 11 n'ont plus eu l'heure de « l'interrogation sur la nature et la culture », comme leurs aînés. Les sections G, H et F8 pouvaient encore se poser le problème de « la nature », mais plus celui de « la culture ». Les deux notions restaient au seul programme des élèves de section A, faisant huit heures de philosophie.

On peut supposer que cette disparition s'inscrivait dans la stratégie de reprise en main de la philosophie, « menacée » par l'importance des sciences humaines envahissant les classes de philosophie d'alors. Pour ce faire, il suffisait de supprimer du programme la réflexion sur « nature et culture » : on ne passerait plus de temps à dissenter de l'homme dans sa diversité culturelle... On reviendrait à l'Homme universel de la philosophie traditionnelle.

Le malheur, c'est qu'il ne suffit pas de supprimer la réflexion sur la diversité humaine pour en supprimer la réalité ou l'expérience ! On peut la poser comme étant de l'ordre de l'« essentiel », elle reste bel et bien là, présente...

Or le concept de culture est précisément celui qui permet le mieux de penser la différence, tout en sauvegardant le fond commun d'humanité qui permet de penser la communication possible même là où elle est difficile.

facile. Certes, il n'est pas à lui seul la garantie d'une pensée dialectique qui sache tenir ensemble le « particulier » des cultures et « l'universel » de l'homme. La preuve en est que le Club de l'Horloge a pu s'en emparer comme d'un argument contre l'introduction d'autres cultures. Il est vrai aussi que son usage au sens ethnologique risque d'être retourné contre la culture occidentale, qui est amenée à se penser comme une culture parmi d'autres, avec le risque qui s'ensuit pour fonder l'universalité de « nos » valeurs.

Mais depuis quand supprimé-on en philosophie une contradiction à résoudre en en supprimant l'un des termes ?

Pour avoir voulu évaluer la menace du relativisme culturel, on risque de tomber, faute de garde-fou, dans la barbarie de l'affirmation des valeurs posées comme absolues, à la façon de M. Le Pen.

On me dira que nos jeunes ne sont pas menacés, qu'ils ont montré qu'ils sont majoritairement antiracistes et qu'ils n'aiment pas qu'on touche à leur pote ! Je crains que cette position idéologique ne reste de l'ordre de l'« opinion vraie », comme dirait Platon, et que si on « ne s'enchaîne pas par la connaissance des causes », elle ne soit comme les statues de Dédale qui risquent toujours de s'enfuir à la première occasion.

La mise en place d'un processus de connaissance à propos de la diversité culturelle au sein de l'Histoire permet, mieux que la seule morale du respect de la personne, de réduire progressivement la réaction archaïque de rejet face à l'autre. Il serait bon que la notion de culture retrouve sa place dans les programmes de philosophie de toutes les sections, sans qu'on ait besoin de l'introduire de manière furtive, voire furtive, dans notre réflexion avec les élèves.

► Maryvonne David-Jougneau est agrégée de philosophie, professeur au lycée Champollion de Grenoble.

BIBLIOGRAPHIE

La République heureuse

JEAN-PIERRE SOISSON est le prince charmant de l'ouverture. Il aime la vie, la vie publique comme la vie privée, d'un amour tranquille et heureux de Bourguignon sensuel et modéré. Il aime la politique comme un grand jeu de charme et d'adresse, une politique pacifique et enjouée qui doit tout à Edgar Faure et rien à Shakespeare. Il aime les autres, ses amis bien sûr, ceux d'hier et d'aujourd'hui, ses adversaires aussi, qui seront peut-être les amis de demain et qui en tout cas ne seront jamais ses ennemis. Car Jean-Pierre Soisson n'a pas, ne peut pas avoir d'ennemis. Il est programmé pour l'amitié, le service rendu, le mot qui fait plaisir, l'art de rapprocher les contraires et de désamorcer les tensions.

Si le titre n'avait déjà été pris, il aurait pu intituler ses élégants Mémoires : *Tout m'est bonheur*, tant est serine, spontanée, innocente surtout, sa faculté d'adaptation à un monde qu'il perçoit comme essentiellement bienveillant et dont il a su faire avec délectation le complexe toujours disponible de ses désirs.

Il y a bien sûr du fils de famille dans ce bonheur d'être au monde. Issu d'un milieu de gros commerçants suffisamment respectables pour avoir tâté des fonctions électorales et des responsabilités consulaires, le maire d'Auxerre ne dédaigne pas les grandeurs d'établissement : il évoque avec une

pointe d'orgueil le concours général dont il fut lauréat en thème latin, défend l'ENA en champion, sans état d'âme de la méritocratie bourgeoise et célèbre le charme désuet de la Cour des comptes avec l'indulgence de celui qui a la certitude de n'y jamais revenir.

Le bréviaire et la rapière

Fondateur du PR, devenu, au prix d'un rapide changement de carte, ministre de François Mitterrand porte un respect de principe, qui n'exclut pas un certain conformisme, n'est pas n'importe quel monde : c'est celui de l'Yonne, de l'Yonne républicaine, discrètement laïque après avoir été furieusement anticlérical, et farouchement janséniste.

Jean-Pierre Soisson vit à l'ombre de Vézelay, quelque part entre la basilique et la table de Marc Meneau. Comme le chef de l'Etat, il appartient par toutes les fibres de son être à cette Bourgogne ambiguë qui, de Bernard de Clairvaux à Mgr de Caylus, fut terre de chrétienté militante, voire sectaire, avant de basculer par réaction dans la déchristianisation virulente puis dans le matérialisme tranquille de ses terres et de ses vignes.

Le radicalisme de Jean-Pierre Soisson, qui est tout de relativisme et d'entre-gent, doit lui aussi beaucoup à son terroir original. Au souvenir de Paul Bert aussi, qui ne fut

point radical d'ailleurs mais simplement républicain « opportuniste ». Bien entendu, Jean-Pierre Soisson ne dit pas tout. Ses Mémoires d'ouverture sont en fait des Mémoires entrelardés sur la réalité, comme il sied à un ministre en exercice.

Ce qui doit être dit n'est pas dit et ce qui doit être dit, comme la défense et l'illustration de l'action gouvernementale du ministre du travail, l'est avec une application à laquelle le bon citoyen rend hommage.

L'auteur en raconte toutefois assez pour que nous sentions l'essentiel, c'est-à-dire derrière le ministre suave ce je-ne-sais-quoi de fauve et d'un peu prédateur qui fait les politiques. A la différence des démocrates sociaux dont il fait gentiment l'attention scrupuleuse, ce républicain de cour suit à l'heure du choix de décider vite et couper à travers champs pour parvenir au but. Tel Aramis croquant en deux minutes son bréviaire contre sa rapière, l'abbé Soisson se fait volontiers breiteux quand le sort se joue à la pointe de l'épée.

C'est ce mélange de grâce enjouée et de promptitude à la manœuvre qui vaut aujourd'hui à ce grand séducteur la faveur retrouvée de l'aimable Marianne.

► **JEAN-LOUIS BOURLANGES**
« Mémoires d'ouverture », de Jean-Pierre Soisson, éditions Belfond, 260 pages, 98 F.

AU COURRIER DU MONDE

Bons et mauvais Juifs

Dans le Monde du 19 mai, Paul Giniwski distingue entre bons et mauvais Juifs en des termes qu'on ne peut laisser passer sans réagir. Rappelons-lui que le CRIF, organisateur de la manifestation du 14 mai, avait demandé qu'il n'y ait ni banderoles ni slogans. Que certains aient cru devoir déroger à cette règle en venant avec des drapeaux israéliens est regrettable.

Le texte de Paul Giniwski est révélateur du fâcheux climat qui caractérise certaines composantes du judaïsme français contemporain. Après le juif juif, voici le temps du juif debout et du juif couché. Que cette catégorie ait été forgée par un homme auteur d'un ouvrage à la gloire du régime de Prétoria en marque la limite.

Paul Giniwski devrait d'ailleurs se poser l'intéressante question de savoir si sa tendance à voir dans chaque critique du gouvernement israélien un acte d'antisémitisme n'est pas responsable de la banalisation du terme qui explique aujourd'hui le retour du reflux.

PATRICK GIRARD
Paris

Droit de vote dans chaque commune

Le droit de vote des résidents étrangers est essentiel à l'intégration. Mais la majorité des Français ne l'acceptent pas. Je propose une solution, à laquelle, me semble-t-il, nul ne peut s'opposer : que par la loi, il soit accordé à chaque commune de décider pour elle-même du droit de vote des immigrants de sa circonscription. Elle pourrait le faire, soit par un vote de son conseil municipal, soit par un référendum populaire de ses habitants. Cet amendement à la Constitution paraît devoir réunir non seulement les deux tiers mais la totalité des voix du congrès des deux Assemblées. Ne réunit-il pas les désirs décentralisateurs et les propositions de référendum populaire faites tant par le président de la République que par les partis de l'opposition ?

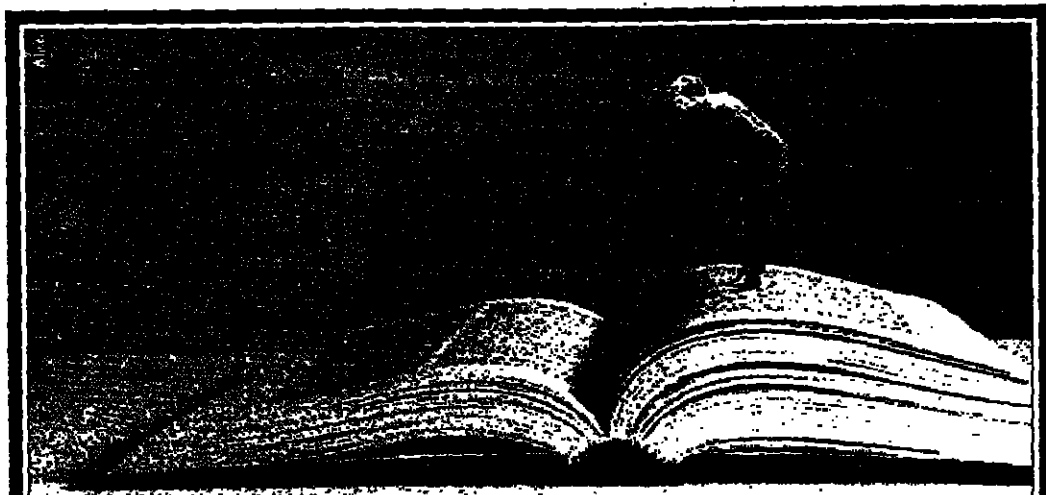
JEAN CUSSAT-BLANC
Beauville

Un impôt pour le froid

Certains maires plaident pour la « solidarité nationale », nouvelle version de l'impôt sécheresse 1976. Cela me paraît abusif, car à sens unique. Existe-t-il une compensation pour les nuisances dues au froid dans les régions Nord et Est de la France ?

Si le climat du Sud est plus agréable, et si les populations profitent y vivre, il paraît logique qu'elles subissent les aléas. Ou bien qu'elles migrent vers d'autres climats.

PHILIPPE CLERC
Honnin



LE LANGAGE HEIDEGGER • HENRI MESCHONNIC

Professeur de linguistique à l'Université de Paris VIII, Henri Meschonnic élabore, dans cet ouvrage, la poétique du langage Heidegger et ses effets sur la philosophie, la littérature et les sciences humaines.

Collection « Ecrivains » dirigée par Béatrice Didier. 400 pages - 170 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1985), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griezot, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75003 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

ÉTRANGER

L'extension des troubles en Afrique de l'Ouest

Gabon : les manifestations se poursuivent à Port-Gentil en dépit de l'instauration de l'état de siège

Les manifestations se poursuivent dans la nuit de lundi à mardi 29 mai, à Port-Gentil, en dépit de la proclamation de l'état de siège dans toute la province de l'Ogooué maritime où se trouve la deuxième ville du pays. Annoncée lundi après-midi par le premier ministre, M. Casimir Oyé Mba, cette décision, prise par le chef de l'Etat, M. Omar Bongo, donne les pleins pouvoirs aux militaires.

Dans un message à la nation, radiotélévisé, il a appelé « tous les Gabonais, quelle que soit leur sensibilité ou leur appartenance politique, à se ressaisir » afin d'arrêter le chaos.

Peu avant minuit, un millier de personnes défilait néanmoins sur le bord de mer, à Port-Gentil, aux cris de « Bongo assassin ». Selon le secrétaire général du Parti gabonais du progrès (PGP), M. Auguste Ambouroué, la proclamation de l'état de siège n'a pas pris ses militants par surprise.

Les armes rudimentaires avec lesquelles les militants s'affichaient depuis près d'une semaine ont déjà été cachées, a-t-il précisé. M. Ambouroué a cependant affirmé que son parti maintenait la consigne de grève générale afin de contraindre le président Omar Bongo à quitter le pouvoir.

En fin d'après-midi, les forces de l'ordre, qui se manifestaient pour la première fois depuis cinq jours, dans les quartiers populaires, ont émis un barrage mis en place par les manifestants. Celui-ci a aussitôt été reconstruit.

Au centre-ville, en revanche, les militaires gabonais sont de plus en plus visibles depuis 24 heures. Des renforts blindés, légers notamment, ainsi qu'un peloton de la garde présidentielle ont été acheminés par avion et par bateau depuis Libreville.

M. Bongo : « Si ELF ne revient pas... »

Les Français résidant encore dans la ville, de 800 à 900 personnes, ont été regroupés en début de soirée dans les centres prévus par les militaires pour une éventuelle évacuation.

Avertis en fin d'après-midi, ils ont été appelés vers 20 heures à rejoindre deux centres au milieu d'un important dispositif militaire.

Ces regroupements s'effectuent à titre préventif. Chaque expatrié avait reçu au cours de la journée une note explicative lui recom-

mandant de se munir de vivres et d'un couchage sommaire.

Le ministre de l'information, Jean-Rémy Pendy-Bouyiki, a, par ailleurs, déclaré que la ville ne disposait que de cinq jours de stocks alimentaires.

Le président Bongo a, d'autre part, laissé entendre, lundi, lors d'un entretien accordé à TF 1, qu'il pourrait remplacer la compagnie pétrolière française Elf par une autre société étrangère si elle ne reprendait pas rapidement ses activités dans son pays. « J'ai dit que si, dans trois, quatre, cinq jours, Elf ne revient pas et que quelqu'un dise : « Bon, moi, je suis prêt à travailler », a-t-il déclaré, ajoutant : « Je crois que les gens d'Elf m'entendent, je suppose. Alors qu'ils me répondent. » M. Bongo a déclaré que beaucoup de gens « savent faire du pétrole ».

« Si l'interruption de la production pétrolière dure encore dix jours, notre économie est par terre » affirme le ministre gabonais de l'information

LIBREVILLE
de notre envoyé spécial

C'est le spectre de la machette contre l'ordinateur : lundi 28 mai, les Transal de l'armée française ont rapatrié à Libreville une bonne partie du personnel étranger du gisement pétrolier de Rabi-Kounga, dont la mise en exploitation par la Shell avait doublé la capacité d'exportation du Gabon l'an dernier. On craint, en effet, que des révoltes se dirigent vers ces installations ultra-modernes, largement automatisées, situées en pleine forêt équatoriale, au sud de Port-Gentil. « On a entendu dire que des installations avaient été attaquées à soixante kilomètres de chez nous, nous a déclaré un cadre français. Il a été décidé que ceux qui voulaient partir pouvaient le faire. La maintenance reste assurée. »

Quelque mille huit cents Français avaient quitté Port-Gentil dimanche. Avec les évacués de Rabi-Kounga et ceux qu'un Transal est allé chercher à Lambarene dimanche soir, on devait atteindre, lundi soir, le nombre total de deux mille évacués sur Libreville, mais tous n'ont pas été rapatriés en France.

La décision prise par ELF d'arrêter l'essentiel de la production et de demander l'évacuation de son personnel a eu un effet d'entraînement, parfois irrationnel, chez les autres expatriés, la compagnie invoquant les menaces qu'elle

avait reçues de la part des émeutiers au moment où plus personne ne contrôlait Port-Gentil. Mais son attitude alimente beaucoup de spéculations. On dit qu'elle appréciait peu les ouvertures faites par le gouvernement à d'autres sociétés pétrolières. De nouveaux permis de recherches avaient été accordés et la Shell, sa rivale, était passée au premier rang de la production, depuis l'ouverture de Rabi-Kounga.

La surprise des évacuations

Privée de son ancienne prééminence, ELF a-t-elle voulu montrer qu'elle était encore en mesure de donner le ton ? Certains se le demandent. On remarque, par ailleurs, qu'un ancien directeur général-adjoint d'ELF Gabon, M. Marc Saturnin Nan Nguema, est un des dirigeants du Parti gabonais du progrès, la plus résolue des formations d'opposition, en guerre ouverte avec le régime depuis la mort suspecte de son chef, M. Rendjambe, la semaine dernière.

« Personne, à la direction d'ELF, n'a prévu les autorités françaises ou gabonaises de la décision d'évacuation la semaine dernière, nous a dit le ministre de l'information, M. Jean-Rémy Pendy-Bouyiki. On a été surpris et on s'interroge, car ce n'est pas clair. Ces grandes compagnies internationales ont une énorme autonomie de décision. »

Mais le plus important, c'est la suite des événements. En ce moment, il y a des discussions avec les compagnies pétrolières au niveau présidentiel.

« Si l'interruption de la production dure encore dix jours, notre économie est par terre », admet le ministre de l'information. Du quotidien national L'Union, qui évoque le triste sort des « milliers de boys, cuisiniers, nourrices, chauffeurs ayant perdu leur petit job », avec le départ des Blancs, jusqu'aux plus hauts responsables, l'accent est mis sur les conséquences économiques du désordre pour l'ensemble des Gabonais. La reprise du travail, sans incident majeur lundi à Libreville, est une bonne nouvelle pour le président Bongo, dont la tactique est de gagner du temps.

Reste à enterrer Joseph Rendjambe dont la mort est à l'origine de tout. L'autopsie a été effectuée par des médecins choisis par la famille et les autorités, y compris un médecin militaire français. Les conclusions sont qu'il n'y a aucune trace de coups, ni de poison connu par la science. Le moment le plus crucial sera l'arrivée du corps à Port-Gentil, fief du défunt. On indique, de bonne source, que, pour éviter les débordements, la famille et les autorités ont demandé, chacune de leur côté, que le transfert du corps depuis Libreville soit assuré par l'aviation militaire française.

JEAN DE LA GUERIERE

Un échec de la politique française affirme M. Jean-Pierre Cot, ancien ministre de la coopération

Les troubles que traversent plusieurs pays d'Afrique francophone traduisent « un échec de l'Afrique mais aussi de la coopération française » sur le continent, a estimé, lundi 28 mai, M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au Parlement européen. « Nous devons faire notre examen de conscience et changer complètement la politique de la France en matière de développement », a-t-il estimé.

L'ancien ministre de la coopération - qui démissionna en 1982, après quelques mois au gouvernement, à la suite de désaccords sur la politique africaine imposée par l'Elysée - a affirmé que cet échec « n'est pas celui de la gauche, qui

n'a pas mené une politique très différente de la droite en matière de coopération, mais un échec de tous les responsables successifs de la politique africaine de la France ». « Nos relations avec l'Afrique doivent demeurer une priorité, mais il faut reprendre les choses de zéro sur une base assainie », a ajouté M. Cot en souhaitant « moins de volontarisme et de conditionnalité » dans l'attitude de Paris. L'aide française et européenne devrait être notamment conditionnée à « un minimum de respect des droits de l'homme et d'une exigence minimale en matière de démocratie » par les régimes qui en bénéficient, a-t-il affirmé.

Les étudiants de Kinshasa se heurtent aux forces de l'ordre

Une manifestation organisée par les étudiants de Kinshasa a eu lieu, lundi 28 mai, sur le campus universitaire de la capitale zaïroise et s'est terminée par des affrontements avec les forces de l'ordre qui ont fait quatre blessés, deux étudiants et deux gendarmes.

Les étudiants avaient décidé d'organiser cette manifestation pour marquer leur solidarité avec leurs camarades de Lubumbashi, la capitale de la province du Shaba, où des événements sanglants ont

eu lieu il y a une quinzaine de jours. A cet égard, le gouverneur du Shaba a affirmé que ces événements avaient fait un mort et treize blessés alors que, selon plusieurs sources, le nombre des victimes dépasserait la cinquantaine. De leur côté, quarante prêtres de Lubumbashi ont condamné, dans une lettre pastorale, lue au cours de la messe dominicale, cette « opération meurtrière » en dénonçant « la cruauté des méthodes utilisées, l'esprit de vengeance et de tribalisme ». - (AFP)

LIBÉRIA Les rebelles annoncent l'attaque « imminente » de Monrovia

Les rebelles libériens ont annoncé, lundi 28 mai, que l'attaque de Monrovia était « imminente » et qu'ils combattaient déjà les forces gouvernementales aux abords de l'aéroport international de Robersfield, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de la capitale. D'autres éléments rebelles se trouvent à 23 km au nord de la capitale et des affrontements ont eu lieu dans une grande plantation qui s'étend jusqu'aux abords de Monrovia, a indiqué un dirigeant rebelle. Selon lui, les combattants du Front national patriotique du Libéria se sont emparés, lundi, de Kakata, un noeud routier stratégique à une cinquantaine de kilomètres au nord de Monrovia, et ont « définitivement » pris Gbangba et Buchanan.

A Monrovia, des centaines de personnes ont assiégé, lundi, le ministère des affaires étrangères pour obtenir des passeports, les écoles protestantes ont été fermées, l'Eglise catholique projette de fermer les siennes. - (AFP)

CÔTE D'IVOIRE Le gouvernement présente un nouveau plan d'austérité

Le gouvernement a annoncé, lundi 28 mai, l'augmentation d'un certain nombre de taxes, la diminution drastique de certains crédits, la vente de véhicules officiels et une modification des tarifs douaniers. Ces mesures ont été présentées par M. Alassane Ouattara, président du comité interministériel du programme de stabilisation et de relance économique : elles pourraient rapporter 130 milliards de francs CFA en année pleine et doivent être votées par l'Assemblée nationale pour entrer en application le 1^{er} juin afin que les bailleurs de fonds occidentaux fournissent rapidement 30 milliards, en plus des 20 milliards que la France a déjà « décaissés ».

M. Ouattara a indiqué que « les ressources financières de l'Etat ne lui permettent pas de satisfaire les revendications » des fonctionnaires, qui ont récemment manifesté pour obtenir une amélioration de leurs conditions de vie.

Des employés du principal hôpital d'Abidjan et des chauffeurs de taxi se sont mis en grève, lundi. Certains, ainsi que des cheminots licenciés l'an dernier, ont manifesté dans les rues. - (AFP)

AFRIQUE DU SUD Le ton monte entre le gouvernement et la droite

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Dans un article publié lundi 28 mai, au lendemain d'une manifestation de masse de la droite, à Pretoria, le président De Klerk a accusé le Parti conservateur de mener une campagne d'incitation à la violence. « Les menaces de révolte et de résistance du Parti conservateur sont irresponsables, antidémocratiques et dangereuses pour notre pays », estime M. De Klerk. « Le moment est venu de rappeler aux responsables du Parti conservateur qu'ils ont perdu les élections du 6 mai 1987 et du 6 septembre 1989, écrit le président. Plutôt que de calomnier et de diffamer le gouvernement, la direction du Parti conservateur devrait prendre part aux négociations. »


La tension s'accroît au sein de la communauté blanche. The Citizen, quotidien pro-gouvernemental, a fait état, dans son édition de lundi, de menaces proférées par l'organisation extrémiste N/1 N/olwe, les « Loups blancs », contre des parlementaires du Parti national. « Tous les traitres qui devraient être placés face à un peloton d'exécution »,

Selon le Sunday Star, le raidissement de l'extrême droite contre la politique de réformes menée par le président De Klerk a incité le Broederbond, une société secrète dont sont issus bon nombre de ministres, à proposer une « conférence afrikaner ». Véritable réservoir de matière grise pour le gouvernement, le Broederbond semble considérer que le mouvement est trop rapide pour de nombreux Afrikaners et qu'il y a un risque réel de couper le Parti national, au pouvoir, de sa base sociale.

D'autre part, M. Mangosuthu Buthezi, le premier ministre du KwaZulu, a annoncé que l'Inkatha, le mouvement zoulou qu'il dirige, avait décidé de se transformer en parti politique. Marié de n'être pas directement associé aux discussions en cours entre l'ANC et le gouvernement, M. Buthezi rappelle ainsi qu'il faut compter avec lui pour la deuxième phase des négociations qui devrait débiter bientôt pour statuer sur le rapport que la commission mixte a remis le 21 mai à la direction de l'ANC et au gouvernement.

FREDERIC FRITSCHER

OLIVER SACKS



Des yeux pour entendre
129 F

L'homme qui prenait sa femme pour un chapeau
124,50 F

Cinquante ans de sommeil
130 F

Sur une jambe
82,50 F

Migraine
107,50 F

Collection La couleur des idées

Editions du Seuil

هكذا من الأصل



ENQUÊTE

Plaies d'Afrique

II. - Matières premières : du miracle au mirage

Trente ans après l'indépendance, l'Afrique bouge. Atteinte par le vent de liberté venu d'Europe de l'Est, elle réclame, elle aussi, jusque dans la rue, de prendre en main son destin (le Monde du 29 mai).

Que reste-t-il de « nos » Afriques ? Dans les classes de l'après-guerre, l'instigateur, baguette au poing, traçait la mosaïque coloniale du continent noir. Afrique équatoriale française. Afrique occidentale française. Congo belge, possessions encore britanniques ou naguère allemandes, italiennes. Des fleches à pointe effilée jaillissaient en fusée vers le nord, porteurs de richesses : coton d'Égypte, phosphate marocain, café, cacao, arachides de l'ouest africain, fruits, miniers du Congo, or et diamants de la « cheminée bleue » de Kimberley.

Du Caire au Cap, la bête noire aux formes bisornes jetait ses perfusions sur l'Europe. Une source de jouvence pour le Vieux Continent, à base de trésors végétaux, minéraux, humains aussi. Car toute l'Afrique était matière première, sang et sève. Le bois d'ébène, autre non donné aux esclaves votés à la prison des plantations, comme l'okoumé du Gabon. L'esclavage aboli, les indépendances proclamées, restaient les ressources naturelles renouvelables, les « cultures de rente » appelées spéculation, les gisements miniers à découvrir, ceux

que les colons n'avaient pas eu le temps d'épuiser. Trente ans après, les pièces du puzzle se sont brouillées. Les puissances du Nord n'ont guère besoin des richesses du Sud ou si peu. Les matières premières ont épuisé l'Afrique. Le trésor est resté mais ce n'était plus un trésor. Lorsque, en 1987, s'affrontèrent le Mali et le Burkina-Faso, pauvre parmi les pauvres, pour d'improbables filons aurifères, le combat tourna court mais pas le mythe du trésor enfoui. L'Afrique croyait au miracle, l'heure du mirage avait sonné.

Au milieu de la décennie 80, les prix des matières premières ont touché leur plus bas niveau historique. Les denrées tropicales subissent encore la menace de la pléthore. Les produits de substitution ont entamé le monopole des ressources naturelles. Le monde moderne préfère la fibre optique au cuivre, les fibres et le caoutchouc synthétiques au coton et à la gomme d'évéry. La matière grasse végétale au beurre de cacao. Le plastique aux métaux. L'édulcorant au sucre de canne, le laboratoire à la mine et à la plantation. L'Afrique s'est libérée en chassant les suissesses coloniales, mais elle n'a pas chassé son naturel premier » qui la prive à présent d'une authentique liberté de manœuvre. Plus de deux pays sur trois du continent nord dépendent de deux ou trois produits de base pour les deux tiers de leurs recettes d'exportation (1). La dépendance éco-

nomique s'est substituée à l'emprise politique. Les prix des matières premières africaines sont fixés à Paris, Londres ou New-York, au gré des humeurs, de la spéculation et des consommateurs. L'Afrique subsaharienne ne compte plus que pour 1,3 % des échanges mondiaux. Ses richesses n'ont plus cours. La voilà hors jeu après avoir si longtemps constitué un enjeu.

L'appât de l'Occident pour les matières premières de ce continent ne s'est pas seulement nourri de légendes de rêves exotiques peuplés de diamants et de douces végétales. L'Afrique fut une provision de guerre tout terrain, tantôt économique, tantôt militaire. Jusqu'à la crise de surproduction de la zone stratégique, en 1917, la Société des Nations publiait un document éclairant où elle disait sans peur les Etats entre les « have » et les « have not », les détenteurs et les non-détenteurs de matières premières. Elle prêtait à ces derniers (Allemagne, Italie, Japon) des intentions belles pour leur faire payer un accès aux ressources naturelles. La SDN interpréta dans les années allemandes dans le Sud-Ouest africain truffé de vanadium, « le métal du développement ». Mussolini voyait l'Ethiopie comme « La Mandchourie d'Italie », une réserve de matières premières dites sensibles.

La chasse aux trésors

Les alliés, eux aussi, ont su tirer parti du sous-sol d'Afrique pour orchestrer l'apothéose meurtrière de la deuxième guerre mondiale. Lors-
que, en juillet 1945, les hommes de Robert Oppenheimer mirent au point la bombe atomique dans le désert de Nouveau-Mexique, manquant l'uranium indispensable à la mise à feu de l'engin. La matière fissile était essen-
ciel mal connue outre-Atlantique. Un superbe gisement d'uranium existait en Europe, mais il se trouvait à Bohême, à Joachimsthal, une petite ville sudète passée sous contrôle al-
mand.

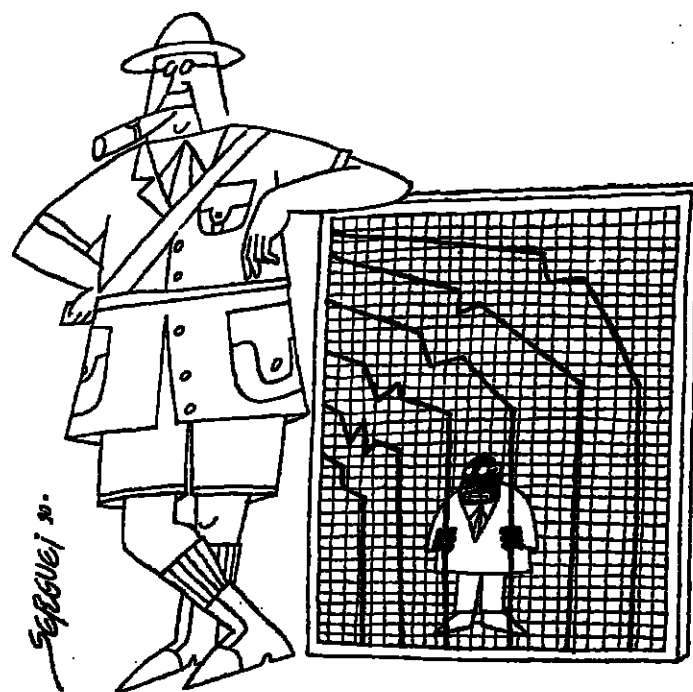
Les géologues américains savaient, en revanche, qu'une mine comparable se cachait à Katanga, dans la forêt vierge du Congo belge. Stanley avait bien entendu les indigènes évoquer « les pierres qui luisent dans l'obscurité ». Ce trésor était revenu au roi des Belges Léopold II à travers l'Union minière du Haut-Katanga. Dès 1940, un administrateur de cette société réfugiée aux États-Unis fut contacté par les propos de l'armateur du Roosevelt. Le Belge donna l'ordre d'acheminer tous les stocks de l'Union minière vers le port de New York. Cinq ans plus tard, s'engagea Léopoldville une autre négociation entre le royaume colonial et les mines. Les Belges cédèrent au prix fort l'exclusivité de la production de Chingobwe. Les bombes lâchées sur Hiroshima et Nagasaki seraient bouées de métal congolais.

Mais ce sont les années 70 qui ont donné aux matières premières africaines leur rationnement pétro-industriel. Les images fortes se bousculent où se mêlent l'aventure minière, les brutes des botes, les espoirs de puissance et d'un nouvel ordre économique fondé sur les produits de base enfin payés à leur juste prix. Les « jaguars » de l'armée française protègent les convois de minéral de fer mauritanien contre les attaques du Polisario, entre Font Gourdau et Port-Etienne. Les émiss du pétrole, tout-puissants en 1973, exhortant l'Afrique à multiplier les cartels de combat sur le marché, le café, le cacao.

La Guinée de Sékou Touré, vidée de sa base par le grand frère soviétique au nom de l'entraide fraternelle. Et la hantise d'une pénurie de cobalt en mai 1978 lorsque les rebelles du Front national de libération du Congo prirent le contrôle de la capitale minière du Zaïre, Kolwezi, ouvrant la deuxième guerre du Shaba. On calcula que ce pays d'Afrique centrale détenait le tiers des réserves mondiales de cobalt, un métal-clé pour les supraligères de l'industrie aéronautique. L'Amérique, dont le plus clair des approvisionnements provenait du Shaba, en était totalement dépourvue.

L'impossible cartel

En quelques mois, les cours passèrent de 5,5 dollars à 45 dollars par livre, à la veille du raid aérien de l'armée française. On s'inquiéta aussi pour les réserves de la « copperbelt » (ceinture de cuivre). Troisième exportateur de métal rouge du monde, le Zaïre soufflait le chaud sur les marchés internationaux. Perplexes aussi, les experts s'interrogeaient sur les possibilités d'écoulement du minerai. Les voies ferrées étaient incertaines pour



gagner l'Angola, le Mozambique ou l'Afrique du Sud.

Avec le recul des années, on peut encore s'apitoyer sur le fait espior ivrolien de tenir l'Occident par le ventre avec l'arabisme, un mélange d'arabica et de robusta dont le goût s'avère désastreux. La Côte d'Ivoire, qui occupait le troisième rang des producteurs de café, jeta dès plus belle son dévolu sur le cacao, avec des débours qu'on connaît aujourd'hui. C'est un autre aspect de la crise des matières premières africaines. Au moment du boom attisé par les chocs pétroliers de 1973 et 1979, les pays exportateurs ont pris des habitudes de rentiers. Les cours d'exception allaient assoir dans la durée leur développement, au moins le croyaient-ils. Et si les choses devaient mal tourner, ils feraient appel à l'Occident. L'Occident avait montré le chemin.

Pendant l'hiver 1979, comme s'effondraient les cours du cacao, le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny décida de stocker plus de 100 000 tonnes de fèves sur le port d'Abidjan. Destinées à déverser le marché en créant un monopole, l'entreprise fut soutenue par l'alliance des pays producteurs de cacao composée entre autres du Zaïre, du Nigeria et du Cameroun. Mais, pendant que la Côte-d'Ivoire entamait son bras de fer avec le marché, trois États à l'affairisme le prix, les rous-tissants à raffiner le cacao, se vergogne leur production. Trahi par les siens, Abidjan se retrouva seul avec 150 000 tonnes d'inventu chèrement stocké. Et désormais sans grande valeur. Le rêve de cartel avait vécu.

Ceux qui plaçaient quelques espoirs dans une OPEP du métal rouge ont aussi déchanté. Créé en 1967 sous l'impulsion des Chiliens, le Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC), a tenu en vain d'acquiescer une identité en 1974 avec l'appui du Pérou, du Zaïre et de la Zambie. Machine de guerre dirigée contre les pays industriels, il échoua par manque évident de cohésion. Latino-Américains et Africains ne parvinrent nullement à une communauté d'intérêt, condition indispensable à l'existence d'un cartel.

Pendant que les « *Chicago boys* » envoyés à Santiago dissuadaient le

général Pinochet de donner corps au CIPEC, les émissaires belges, français et britanniques délivraient le même message aux présidents zairais et zambien, sur la foi d'une vieille amitié... On murmura que l'existence du CIPEC avait empêché l'apparition d'un véritable cartel sur le métal rouge. Le chef de l'Etat zambien Kenneth Kaunda se lamentait : « *Mon peuple est né avec une cuillère de cuivre dans la bouche.* » Une cuillère qui ne nourrissait plus son homme.

La loi de la jungle

Ces faits d'armes, peu glorieux, ont montré qu'au-delà de l'affrontement manichéen Nord-Sud, les matières premières cristallisent un combat fratricide Sud-Sud. L'Afrique a perdu la bataille contre les pays industriels pour redresser en sa faveur les termes de l'échange. Elle a subi la déchirure interne du tiers-monde, l'éclatement des solidarités accablé par la terrible crise des produits de base. La stratégie de chacun pour soi s'est imposée, substituant à la loi du marché la loi de la jungle.

Ce retour à l'état sauvage s'est accompagné d'une mise à coupe réglée de l'Afrique par l'Asie et l'Amérique latines, trois bœufes de rayer le continent, trois de la carte. En quinze ans, la Malaisie a décuplé sa production de cacao qu'elle brade sur le marché mondial. L'Indonésie a mis la pression sur le café. Mauvais coup pour l'Éthiopie et pour tout l'Ouest africain. Quand le Brésil investit dans la mine géante de Carajás, il hypothèque les projets africains comme celui du mont Nimbe en Guinée. En cherchant à évincer les producteurs américains de cuivre par une polémique, le prix bas, c'est le Zaïre et la Zambie que le Chili s'engage à évincer. Le conflit des matières premières dresse les tiers-mondistes les uns contre les autres, renforce les égoïsmes, secrète des stratégies solitaires, souvent suicidaires, opposés aux franc-tireurs.

Comment expliquer autrement l'obstination du président ivoirien entre janvier et novembre 1988 à stocker toute sa récolte, avec l'espoir qu'*ils* viendront me manger le cacao

dans la main » (2). Ils ? Les pays consommateurs, nids de la spéculation et du complot contre l'Afrique, dans le discours incantatoire du « bélier de Yamoussoukro ». Pour sortir de l'impasse, le président planteur a lui-même confié son destin à deux firmes de négoce international, émanations de ce capitalisme qu'il pourfend. Comme si le rôle des marchands était de garantir aux producteurs un prix meilleur.

Nalveté, complicité ? D'après les auteurs de la guerre du cacao, le président ivoirien bénéficie d'un « *quota politique* » de 100 000 tonnes dont le produit est crédité sur le compte spécial d'une firme basée à Genève, Intersuco. « Cette société peut vendre auprès de l'industrie et du négocié légèrement en dessous du prix mondial. Grâce à ce privilège régulier, le cacao du président Ivoirien arrive toujours moins cher sur le marché. Par conséquent, il est toujours plus facile à placer que le cacao de la Côte-d'Ivoire. »

Histoire édifiante, mais hélas ! banale. Combien de chefs d'Etat africains confondent les caisses de stabilisation des produits de base avec leur propre cassette. Un sérieux différend oppose actuellement le Zaïre aux grands gendarmes internationaux : on ne trouve plus trace, dans le budget de l'Etat zaïrois, des 400 millions de dollars de versement de la société minière des diamants (civre, cobalt, mince).

Le Fonds monétaire international a décidé de suspendre un prêt de 55 millions de dollars pendant que la Banque mondiale ajournera un déboursement de 100 millions de dollars. En attendant des explications, les matras des chimistes africains, quelques-uns, se chauffent.

Le prochain caractère stratégique. Elle restera des affaires d'Etat. Elles sont devenues aussi de mauvaises affaires.

Indépendantes, les nations noires n'ont pas su s'affranchir de leur spécialité coloniale. Elles l'ont au contraire renforcée, misant sur une poignée de produits premiers quand il aurait fallu diversifier les sources de richesse, favoriser l'agriculture vivrière, protéger des industries naissantes à dimension humaine. Un secteur « matières premières » bien géré, mais ramené à des proportions raisonnables aurait pu irriguer les économies africaines. En conservant une importance trop forte, les produits de base ont entravé le développement au lieu de l'accélérer.

Chute des cours mondiaux, flambée des taux d'intérêt, crise de la dette. L'Afrique s'est trouvée prise au piège. Pour rembourser, il fallait exporter davantage, au risque d'aggraver la surproduction. Au casino des matières premières, l'Afrique a perdu. Sa dette est pour beaucoup une dette de jeu.

ERIC FOTTORINO

1) *La Stabilisation des prix des matières premières* de Philippe Delmas, et Christophe Guillemin. Economica 1983.

2) La Guerre du cacao, de Jean-Louis Gombaud, Corinne Moutout, Stephen Smith, Cokemann-Lévy, 1990.

3) Les produits considérés comme stratégiques sont essentiellement concentrés dans le sous-sol sud-africain : l'or, le platine, le chrome, le vanadium, le manganèse (aussi abondant au Gabon), l'uranium du Niger.

4) Voir l'article « Afrique : la chimère de matières premières ». *Champs économiques le Monde* du 20 avril 1990.

Prochain article
Dette : paiera,
paiera pas...
par ERIC FOTTORINO

CE WEEK-END,
on décroche !

Nous vous proposons le week-end de Pentecôte :

PARIS :
à partir de 600 F/personne, en chambre double.

CAEN :
à partir de 378 F/personne, en chambre double.

AMBOISE :
à partir de 535 F/personne, en chambre double.

AIX-EN-PROVENCE :
à partir de 520 F/personne, en chambre double.

BORDEAUX :
à partir de 425 F/personne, en chambre double.

LE WEEK-END *Prix à partir*
l'hôtel + petit déjeuner avec buffet + deux activités au choix.
Un conseiller touristique sur place s'occupe de tout pour vous.
Tarifs enfants : renseignez-vous.

ENCHANTÉ DU RENBOURSE


ALLO ? **05 17 27 27 27**
Appel GRATUIT 23 AM

Boulevard Central de réservation du Groupe MCM

[illegible]

NEUBAUER un financement fantastique jusqu'au 31 mai

Votre **605 sv 3 litres**, prix catalogue*: 184 200 F
Coût total d'acquisition en L.O.A. 4 ans**: 184 200 F



MINITEL
3615 NEUBAUER

PEUGEOT
NEUBAUER

* Prix catalogue au 30 avril 1990, hors options et taxes carte grise.
** Exemple pour un location avec option d'achat A.D. mens. option d'achat final ouverte par choix du garant.

Prix TTC	Débit de garantie	1er loyer	12 mensualités	30 jours de	Credit total*
184 200 F	27 530 F	18 359 F	5 520 F	30 jours de	184 200 F

Offre réservée aux véhicules de plus de 100 000 F
Remarque factuelle : sur offre valable pour reprise d'accident de chasser par CNAF/AGORA

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68
4, rue de Clésaudun 75009 PARIS ☎ 42.65.54.34
227, bd. Anatole-France 93209 ST DENIS ☎ 48.21.50.21

EUROPE

RFA : difficultés pour le chancelier Kohl

Tempête sur l'union monétaire interallemande

Le chancelier Kohl devait rencontrer, mardi 29 mai à Bonn, une délégation du Parti social-démocrate (SPD) conduite par son président, M. Hans Jochen Vogel, afin de discuter de possibles améliorations à apporter au traité d'union monétaire et économique entre la RFA et la RDA. M. Kohl s'en était entretenu lundi au Reichstag, à

Berlin-Ouest, avec le premier ministre est-allemand, M. Lothar de Maizière.

L'appel lancé dimanche par le candidat social-démocrate à la chancellerie, M. Oskar Lafontaine, à s'opposer à la ratification du traité dans sa forme actuelle a soulevé une tempête politique en RFA et en RDA. M. Lafontaine a heurté de nom-

breuses sensibilités, y compris parmi les sociaux-démocrates à l'Ouest comme à l'Est. Le baromètre politique publié cette semaine par l'hebdomadaire *Der Spiegel* montre cependant que 58 % des Allemands de l'Ouest trouvent que le chancelier Kohl consacre trop d'efforts à la réunification par rapport à d'autres tâches jugées plus priori-

taires, comme l'environnement et l'emploi. Le chancelier a souligné lundi pour sa défense que tout retard dans la mise en œuvre de l'union provoquerait un nouvel afflux massif d'Allemands de l'Est qui continueraient toujours d'arriver en RFA au rythme de deux mille à trois mille par semaine.

Le retour d'Oskar Lafontaine

BONN

de notre correspondant

Il n'aura pas fallu plus d'un mois à M. Oskar Lafontaine, candidat du Parti social-démocrate à la chancellerie, pour faire sa rentrée en fanfare sur la scène politique allemande. Victime, le 25 avril dernier, d'un attentat qui faillit lui coûter la vie, il a réduit au strict minimum le temps de sa convalescence. Son domicile de Sarrebruck, qu'il n'a quitté que pour assister à un match de football de l'équipe locale, est devenu un centre de la vie politique.

Cet homme que l'on disait psychologiquement abattu par le geste meurtrier d'une schizophrène a choisi de ne pas se laisser emporter dans une spirale dépressive.

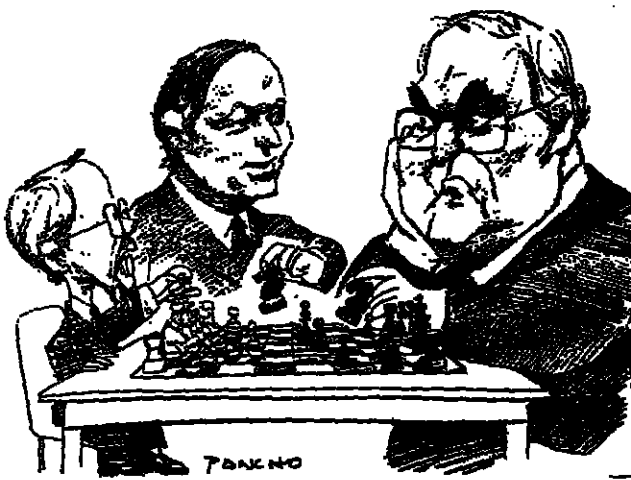
Il se moque de ceux qui insistent qu'il a besoin du concours de psychologues pour surmonter le choc consécutif à l'attentat : « Si tous les névrosés du monde politique devaient faire une psychothérapie, les psychologues ne manqueraient pas de travail ! », ironise-t-il dans une interview au magazine *« Der Spiegel »* qui lui donne l'occasion de reprendre la parole dans le débat

politique national. Oskar Lafontaine ne fait pas dans la nuance. Le traité d'état conclu avec la RDA par le Chancelier Kohl et l'introduction du deutschemark dans ce pays le 2 juillet prochain est une « décision éminemment fautive » dont il ne veut pas assumer la responsabilité.

Il craint que le rythme d'enfer imposé par le chancelier Kohl à l'unification du pays provoque un effondrement de l'économie est-allemande, un chômage massif, et la reprise de l'émigration des citoyens de la RDA vers l'Ouest.

Il demande donc au groupe parlementaire SPD de ne pas voter en l'état la ratification de ce traité au Bundestag. Même s'il laisse entendre qu'il ne s'opposerait pas, si des améliorations y étaient apportées, à ce que la nouvelle majorité social-démocrate au Bundestag - la deuxième chambre du parlement - le laisse passer, Oskar Lafontaine place ses amis politiques dans une situation difficile.

De nombreux députés SPD au Bundestag seraient plutôt enclins à dire qu'il a traité d'Etat pour ne pas être accusés de freiner l'unification du pays, tout en sachant que seul Oskar Lafontaine est



capable de mener, en décembre prochain, leur parti vers la victoire électorale.

Le président du parti, M. Hans Jochen Vogel, essaie tant bien que mal de jouer les médiateurs. Il devait tenter d'obtenir du chancelier Kohl, qu'il rencontre mardi 29 mai, un accord sur les compléments jugés nécessaires par le

SPD pour donner son accord à l'union économique et monétaire : la promesse d'une aide aux entreprises est-allemandes pour surmonter le choc de l'introduction du deutschemark, la saisie des biens des partis de l'ancien régime, dont ceux de la CDU de M. Lothar de Maizière. Le chancelier mise actuelle-

ment sur la bonne volonté de M. Vogel et d'une partie du SPD pour isoler Oskar Lafontaine, son adversaire le plus dangereux.

Ce dernier sait fort bien qu'il ne peut l'emporter lors des prochaines élections que dans le cadre d'un affrontement très dur avec le chancelier.

Son analyse des effets de l'union monétaire recoupe celle, plutôt pessimiste, des experts économiques et de la Bundesbank. « Ce qui est économiquement erroné ne peut être politiquement juste », affirme-t-il encore.

Encouragé par les résultats des dernières élections régionales, qui ont vu la défaite de la CDU, Oskar Lafontaine est persuadé qu'il exprime un sentiment majoritaire dans l'opinion ouest-allemande. Celle-ci, si l'on en croit les sondages, n'est pas fondamentalement opposée à l'unification du pays, mais souhaite quelle s'effectue sans hâte inconsidérée, et surtout sans douleur pour son portefeuille.

LUC ROSENZWEIG

GRANDE-BRETAGNE

Razzia albanaise à l'aéroport de Londres

LONDRES. - Trente membres de l'équipe de football junior d'Albanie, interpellés dimanche 27 mai à l'aéroport de Londres-Heathrow à la suite d'une série de vols dans les boutiques hors taxes, ont été remis en liberté lundi et ont quitté la Grande-Bretagne sous bonne escorte, à l'indiqué Scotland Yard.

Un possible malentendu

Arrivés de Rome, en transit pour l'Islande, certains des jeunes footballeurs ont mis à profit leur escale pour se livrer à une véritable razzia sur les boutiques hors-taxes, où 2 000 livres (environ 19 000 F) de marchandises ont disparu.

Une partie d'entre elles ont été retrouvées sur des joueurs, d'autres cachées dans les toilettes de l'aéroport.

Selon un porte-parole de l'aéroport, il pourrait s'agir d'un malentendu. « Apparemment, a-t-il dit, quand les Albanais ont vu les mots « hors taxes », ils ont cru qu'ils pouvaient tout emporter sans rien payer ».

L'équipe a été accompagnée par des policiers jusqu'à la porte d'embarquement de son vol à destination de Reykjavik, où elle doit disputer un match amical cette semaine. (AFP, Reuters.)

ROUMANIE : après l'écrasante victoire de M. Iliescu et du Front de salut national

Les intellectuels d'opposition sous le choc

Après son élection triomphale, le 20 mai dernier, à la présidence de la République, M. Ion Iliescu a écarté tout retour au communisme qui, a-t-il dit, serait « un suicide politique ». Il a à plusieurs reprises rejeté les accusations de fraude électorale de certains observateurs et réitéré ses offres de « gouvernement de coalition et de coopération », dans la mesure où les autres partis le veulent, « sur des bases loyales et correctes ».

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

Le choc. Abattus et désemparés, les intellectuels de Bucarest tentent, au lendemain du raz-de-marée Iliescu, de comprendre ce qui vient de leur tomber dessus et d'en mesurer les conséquences. Eux qui crurent un moment pouvoir enfin rejoindre l'Europe se retrouvent, l'espace d'un scrutin libre, avec un président élu à une majorité qui oserait à peine revendiquer les tyrannies de républiques bananières. « Mais enfin, nous avons quand même eu une révolution ! » s'exclame, la voix blanche, une jeune professeur. Dimanche 20 mai à minuit, lorsque la télévision a annoncé la première estimation de 83 % pour le président Ion Iliescu, elle a fondu en larmes.

Au Groupe pour le dialogue social, mouvement créé en décembre par plusieurs opposants, que l'on avait un moment espéré voir jouer le rôle de conscience de la nation, quelques-uns de ces intellectuels erraient au lendemain du scrutin comme

frappés par une nouvelle calamité. « Nous sommes désormais le seul pays d'Europe à être librement dirigés par des communistes », ironisait avec un sourire grinçant Gabriel Andreescu, philosophe emprisonné sous Ceausescu.

Ils avaient beau s'y attendre, car leurs propres sondages leur laissent prévoir une victoire écrasante du leader du Front de salut national (FSN), ces chiffres que la lenteur du dépouillement rendait chaque heure plus impressionnants les forcent maintenant à regarder la réalité en face : toutes les classes, toutes les couches des dirigeants et de l'appareil du Front depuis le 22 décembre, qu'ils ont maintes fois dénoncées comme un glissement vers un nouveau système de Parti-Etat, sont restées sans effets sur la population. La cassure entre l'intelligentsia et le peuple roumains apparaît aujourd'hui au grand jour.

Complexe de culpabilité

Les intellectuels roumains ne se sont pas encore remis de n'avoir pas joué, à quelques courages exceptions près, un rôle d'opposition au régime de Ceausescu, et le complexe de culpabilité continue d'en dévorer plus d'un. Ceux qui s'étaient réunis au sein du Groupe du dialogue social se sont perdus dans des contradictions et des conflits internes de groupuscule. Divisés sur les modalités d'action politique, sur l'opportunité de présenter des candidats aux élections législatives, sur l'opportunité de soutenir les « goulans » contestataires de la place de l'Université, ils ont oublié de communiquer avec le reste de la société. Tout en soutenant une petite liste de candidats indépendants, ils ne se sont pas engagés dans la campagne électorale, se tenant soigneusement à l'écart des partis politiques traditionnels. Pendant ce temps, en face, la vieille machine de propagande se remettaient en marche, et les journaux proches du FSN traînaient dans la boue Doina Cornea ou la poétesse Anna Bladina.

Pour le ministre de l'éducation, Mihai Sora, l'une des deux personnalités indépendantes du gouvernement sortant dirigé par Petre Roman, « le Groupe pour le dialogue social peut jouer un rôle

important, celui de levain de la société, mais cela demande du temps. Il faut qu'une société civile émerge, et surtout qu'elle soit en état, qu'elle réagisse instantanément à tout abus du pouvoir. Sinon, le pouvoir se reformera comme avant ».

L'autre personnalité indépendante du cabinet sortant, le ministre de la culture Andrei Plesu, illustre à lui seul toutes les ambiguïtés de cette première phase de l'ère post-Ceausescu qui vient de s'achever. Ancien opposant, membre du Groupe pour le dialogue social, il a été en butte aux critiques d'un grand nombre de ses amis du Groupe pour sa collaboration avec le Front, et a dû, sous la pression du premier ministre, se défaire de son vice-ministre Dan Petrescu, célèbre dissident qu'il a gardé comme conseiller.

« Ils n'ont pas réussi à me faire peur »

Pourtant, affirme-t-il, il a pu, en cinq mois, « faire des choses » au ministère de la culture, un domaine où il jouissait d'une certaine liberté, ne figurant pas parmi les priorités des nouveaux dirigeants.

M. Plesu avait par exemple changé 75 % du personnel de son ministère - très marqué idéologiquement sous l'ancien régime - en trouvant des emplois dans des institutions subalternes, telles que des bibliothèques, aux anciens censeurs et propagandistes.

Andrei Plesu se souvient d'une conversation avec Adam Michnik, le grand théoricien de Solidarité : « Il me disait : mais vous, les intellectuels, vous devez entrer au Front, vous devez le configurer ! Alors qu'on a fait exactement le contraire, on en est sorti lorsqu'il s'est transformé en parti politique... » A la veille des élections, le ministre de la culture préférerait réserver son jugement sur le maintien ou non de personnalités indépendantes dans le prochain gouvernement ; mais, ajoutait-il, « toutes les erreurs du pouvoir n'ont pas réussi à me faire peur. Je ne crois pas qu'il y ait un danger réel de retour en arrière. Même les apparatchiks ne veulent pas le retour au communisme, ils veulent plutôt le faire oublier et survivre dans les meilleures conditions. Ce n'est pas une question idéologique ».

Une longue marche s'annonce

pour les intellectuels d'opposition. « Il faut nous concentrer sur les quelque 30 % d'électeurs qui n'ont pas voté pour le FSN aux législatives », insiste Alin Teodorescu, président du Groupe pour le dialogue social. Ceux-là ont dit non. Le problème fondamental ici, c'est qu'il n'y avait rien à quoi on ait pu dire oui : ni programme, ni personnalité... » L'opposition roumaine a deux ans, la durée de la nouvelle Assemblée constituante, pour se structurer. Son absence des institutions ne risque-t-elle pas de l'handicaper ? « Notre présence dans les mass media complèterait beaucoup plus que notre présence au Parlement », rétorque Alin Teodorescu. Reste à savoir si l'ampleur de la victoire du FSN lui laissera cette possibilité.

SYLVIE KAUFFMANN

BIBLIOGRAPHIE

« Un mensonge gros comme le siècle », de Michel Castex

La révolution roumaine ou l'« histoire d'une manipulation »

L'un des premiers lecteurs de ce livre a été M. Paléologue, alors ambassadeur de Roumanie à Paris, qui a vu avec intérêt sa lecture « avec indignation », mais l'a terminée « convaincu ». De fait, l'ouvrage de Michel Castex est fait pour choquer et convaincre à la fois.

Une double intention qui apparaît dès le titre de l'ouvrage : *Un mensonge gros comme le siècle*, et son sous-titre : *Roumanie, histoire d'une manipulation* (1). L'auteur, qui a dirigé l'équipe de l'AFP dépechée à Bucarest pendant la révolution roumaine, est bien placé pour dénoncer les manipulations dont les journalistes ont été victimes, les prétendues 60 000 victimes, le faux charnier de Timisoara et ses corps recouverts, les enfants « mitraillés à la sortie d'un spectacle de marionnettes », la lamentable comédie du procès des Ceausescu sur le thème du « génocide ». Il note avec raison que les premiers et plus ardents propagateurs des informations mensongères, voire leurs initiateurs, ont été les journalistes et agences de l'Est - hongrois et yougoslaves d'abord, soviétiques ensuite.

M. Alexandre Paléologue, ambassadeur en France, a été rappelé définitivement à Bucarest

L'ambassadeur de Roumanie à Paris, M. Alexandre Paléologue, a été rappelé définitivement lundi 28 mai par son gouvernement. A-t-on appris auprès de la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie à Paris.

M. Paléologue s'est aussitôt rendu au Quai d'Orsay pour aviser le gouvernement français de cette mesure prise à son égard, quelques jours après la victoire écrasante de M. Ion Iliescu et du Front de salut national aux élections roumaines.

L'ambassadeur, qui est âgé de soixante et onze ans, avait pris ses fonctions en France fin janvier. Il avait été rappelé une première fois « en consultation » le 16 avril, après s'être demandé publiquement si le premier ministre Petre Roman avait « une maturité politique suffisante » pour « pouvoir gérer un gouvernement compliqué

dans une période confuse ». Il avait regagné son poste cinq jours plus tard, après avoir eu, avait-il indiqué à son retour, « une conversation courtoise mais franche » avec M. Iliescu. « J'ai fait valoir, avait-il déclaré alors, qu'un ambassadeur n'est pas le publicitaire du gouvernement ».

Lors de ce premier rappel, il avait affirmé que « certaines attitudes officielles (roumaines) nuisaient plutôt à l'image » de la Roumanie et qu'il avait considéré de son devoir « de les corriger, de les amener ou bien de les présenter sous un angle qui serait recevable dans l'opinion française ».

Ecrivain très respecté en Roumanie, M. Paléologue avait été emprisonné dans les années 50 et avait pris ensuite la défense des dissidents roumains, dont le poète Mircea Dinescu et l'enseignante Doina Cornea.

son peuple. Trahi non seulement par l'armée, mais par la Securitate elle-même, qui, sous la direction du général Vlad, laisse M. Iliescu compléter avec le général Militaru dès l'été 1989, réprime plutôt mollement les premiers désordres, et surtout laisse le tyran sans aucune protection lors de sa fuite à Varenne ». Et l'on retrouve ici, pour les partager, les soupçons de l'auteur, pour qui il est impensable que la « nouvelle direction surgie de l'ombre, ces « communistes et libéraux gorbatchéviens », n'ait pas agé au préalable des contacts avec « le maître » à Moscou.

Un livre à lire d'autant plus vite qu'il s'avale d'une seule traite, avec de l'humour, du cynisme, macabre ou non, à chaque page. Même si l'on hésite un peu, une fois l'ouvrage refermé, à parler de « révolution roumaine ».

M. T.

» Michel Castex, *Un mensonge gros comme le siècle*, Albin Michel, 190 pages, 75 F.

Centre formation professionnelle

C.F.P.A.

Préparation intensive
27 août au 22 septembre
80 % à 90 % DE REÇUS
chèque année

CEPES

32, rue Charles-Luthi, 92200 Neuilly
Tél. : 47-45-09-19 ou 47-22-94-94.

AMÉRIQUES

Cocaïne et politique dans un village mexicain

A Aguililla, la lutte anti-drogue tourne à l'affrontement entre le gouvernement et l'opposition

La président Carlos Salinas a fait de la lutte contre la drogue une des priorités de son gouvernement. Malgré la création d'une brigade des stupéfiants et des saisies records, le Mexique reste le premier fournisseur de marijuana et d'héroïne des États-Unis. Une série de graves incidents, notamment dans l'État de Michoacan, ont mis en évidence l'utilisation par les autorités de la lutte contre la drogue pour régler des comptes avec l'opposition politique.

AGUILILLA (Michoacan)

de notre envoyé spécial

Les grandes tiges couvertes de feuilles d'un beau vert débordent de la camionnette rouge stationnée au bord de la piste poussiéreuse qui mène d'Apantzingan à Aguililla. Deux hommes chargent la marijuana qu'ils viennent de récolter sur les bords de la rivière quelques dizaines de mètres plus bas. La scène se déroule en plein jour mais la présence de Iakachnikov posée sur le côté du véhicule indique qu'il vaut mieux ne pas poser de questions.

Aguililla, trente mille habitants, « capitale » régionale de la « mauvaise herbe » qui a fait la fortune des villages éparpillés dans la Sierra Madre, dans l'État de Michoacan est à quelques kilomètres à peine, gardée par un poste militaire chargé des opérations de destruction des champs de marijuana et de pavot. Tout le monde sait ici que les officiers ont leurs « protégés » et s'acharnent spécialement sur ceux qui refusent de partager les bénéfices.

« Terres chaudes »

Certains paysans affirment que l'armée, et surtout la police judiciaire fédérale, vont jusqu'à leur offrir des semences en échange de 50% de la récolte. « En fait, raconte un petit agriculteur, l'armée finit souvent par nous confisquer la récolte au complet et s'occupe ensuite de l'écouler auprès des distributeurs qui la transportent jusqu'aux États-Unis. »

Les « terres chaudes » au pied de la Sierra sont très fertiles : melons destinés aux États-Unis, mangues, citrons verts, et surtout ces avocats dont le Mexique est le premier producteur mondial. Plusieurs sécheresses successives et l'indifférence des autorités, selon les paysans, ont provoqué un exode massif vers les États-Unis, en particulier vers la petite ville de Redwood-City (Californie), où vivent 80% des vingt mille exilés originaires d'Aguililla.

Au début des années 80, l'intro-

duction de la culture du cannabis tire la région de sa léthargie économique. Avec deux récoltes par an, les petits paysans sortent vite de la misère, mais ce sont surtout les intermédiaires et les autorités qui s'enrichissent de manière spectaculaire. Les retombées financières sont difficiles à évaluer, mais les signes extérieurs de richesse ne manquent pas.

Les antennes paraboliques se dressent un peu partout, et les adolescents font les fous en moto-ciclette à trois roues dans les rues poussiéreuses d'El Aguaje, que les nouveaux riches n'ont même pas pris la peine de faire goudronner. Dans ce petit village, à mi-chemin entre Aguililla et la capitale de la région, Apantzingan, le fin du fin, c'est de se promener en Ford Cheyenne équipée de haut-parleurs extérieurs qui déversent de la musique rock à tue-tête.

A Aguililla, on est un peu plus raffiné. Un des principaux trafiquants a fait restaurer une maison coloniale pour la transformer en hôtel de luxe, le Plaza. Les clients sont rares, mais cela ne préoccupe guère le propriétaire, qui avait besoin d'une entreprise légale pour blanchir ses revenus illicites. Un autre n'a pas hésité à investir dans la restauration de l'église du village.

« Gonzalo Vega m'a fait un chèque de 15 millions de pesos (plus de 5 000 dollars) pour remplacer la vieille horloge du clocher », reconnaît le père Emiliano, qui a fait poser une plaque avec le nom du narco-philanthrope. « Ici, ajoute-t-il, tout le monde profite de l'argent de la drogue, y compris l'église. Certains agriculteurs n'apportent des dons pour remercier Dieu de les avoir aidés à vendre leur récolte de marijuana. Je leur explique que Dieu n'y est pour rien, mais je finis par accepter leur contribution, pour qu'ils n'aillent pas tout dépenser au bar ». C'est pourquoi le curé d'Aguililla, qui a personnellement tout quelques semaines contre la drogue et la « culture de l'argent », a pu s'offrir, lui aussi, l'année dernière une Ford Cheyenne avec air climatisé.

Détruit par l'alcool et la cocaïne qui avait fait sa fortune, Gonzalo Vega avait à peine trente-trois ans au moment de sa mort en août 1988 - sa tombe, surmontée d'une reproduction de la Pietà de Michel-Ange, est la plus belle du cimetière. Il était en effet un des intermédiaires du cartel de Medellín entre la Colombie et les États-Unis. « Tous les jours, raconte un de ses amis, entre dix et quinze avionnettes atterrissaient à Aguililla, bourrées de cocaïne et d'armes, surtout des Kalachnikov. Très demandées ici, Gonzalo et un de ses associés avaient chacun plusieurs avions et organisaient l'acheminement de la drogue vers les États-Unis par voie aérienne. »

Depuis la mort de Gonzalo, et surtout depuis l'arrivée au pouvoir en décembre 1988 d'un nouveau

président de la République, Carlos Salinas, décidé à donner satisfaction aux États-Unis sur le plan de la lutte contre les stupéfiants, les affaires vont beaucoup moins bien pour tout le monde et l'argent ne coule plus à flot comme dans les années fastes (1983-1988), lorsque le propriétaire de l'hôtel Plaza invitait un millier de personnes pour le baptême de son premier enfant. La gigantesque boîte de nuit de Gonzalo Vega reste déserte, et rares sont ceux qui se permettent encore de parier plusieurs milliers de dollars dans un combat de coqs.

Nombreuses opérations de police

« La quasi-totalité des narcos importants sont allés s'installer ailleurs depuis que les autorités ont renforcé la répression contre le trafic de drogue », affirme un fonctionnaire de la mairie d'Aguililla, mais ils continuent à faire travailler les paysans de la région. Ils leur fournissent les semences, les insecticides et les armes pour se défendre. Ils leur ont appris aussi à utiliser certaines techniques. Dans le cas du pavot par exemple, les paysans cultivent de minuscules surfaces qu'ils entourent de végétation dense. En période de floraison, ils vont tous les jours à l'aube enlever les pétales rouges un par un, rendant impossible le repérage aérien. »

La police judiciaire fédérale a multiplié ses opérations dans la région après le départ des grands

trafiquants vers des villes plus importantes comme Uruapan, Morelia ou Guadalajara. « Quelques petits poissons ont été arrêtés mais tous les gros avaient eu le temps de se mettre à l'abri », constate une personnalité locale qui reproche au gouvernement d'utiliser le prétexte de la lutte contre la drogue pour mener la vie dure à l'opposition. Principale cible : le Parti de la révolution démocratique (PRD), issu d'une scission de la formation au pouvoir depuis 1929, le Parti révolutionnaire institutionnel, qui a remporté ses principaux succès électoraux au Michoacan.

« Ce n'est pas un hasard, affirme la jeune présidente du PRD d'Aguililla, Alma Valencia, si la police judiciaire a mené deux opérations les 13 et 15 novembre dernier, en pleine campagne électorale pour le renouvellement des conseils municipaux du Michoacan. Il s'agissait de dissuader la population de voter en faveur de l'opposition. Les policiers ont semé la terreur dans le village, défonçant les portes pour entrer dans les maisons de gens qui n'avaient rien à voir avec la drogue et emportant argent, bijoux et même voitures. »

Le nouveau maire, un petit agriculteur de trente-neuf ans, Salomon Mendoza, accompagné d'une centaine de personnes du village, était allé protester auprès du gouverneur de l'État. Ses démarches avaient finalement abouti, et les autorités avaient dû remettre leurs biens aux habitants d'Aguililla. Le 6 mai, au moment précis où l'attention des Mexicains était centrée sur l'arrivée du pape, le maire

d'Aguililla était arrêté à son tour. Il était aussitôt inculpé de l'assassinat de trois agents de la police judiciaire tués la veille au cours d'un affrontement avec des paysans liés au trafic de drogue, selon les autorités.

Sous la torture - son visage en porte encore les marques - il a signé un document dans lequel il « reconnaît » s'être engagé à « protéger les trafiquants » en échange de leurs suffrages aux dernières élections. « C'est évidemment une opération montée de toutes pièces contre moi par la police fédérale qui ne me pardonne pas d'avoir dénoncé ses exactions », dit-il dans sa cellule de la prison de Mexico. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, la population d'Aguililla a peur : « Dès la tombée de la nuit, affirme un habitant, on entend des rafales d'armes automatiques, et beaucoup de gens quittent le village. »

Aguililla n'est pas un cas isolé, même s'il est des plus spectaculaires. Depuis 1988, au sein de la police judiciaire fédérale d'une brigade des stupéfiants, de nombreux abus ont été signalés dans plusieurs États producteurs de drogue. Pour tant les résultats obtenus ne sont guère encourageants. Les autorités ont certes saisi 38 tonnes de cocaïne importée de Colombie en 1989 et 716 tonnes de marijuana produite localement, mais, simultanément, la production de marijuana a progressé de manière encore plus spectaculaire : 47 000 tonnes en 1989 contre 5 000 tonnes en 1988.

BERTRAND DE LA GRANGE

Jean-Claude Duvalier démenage

L'ancien dictateur d'Haïti, Jean-Claude Duvalier, vient de quitter la maison de Mougins où il habitait depuis le mois de juin 1988. Peu après son arrivée en France, le 7 février 1988, à bord d'un avion américain, il s'était installé dans la villa « Mohamedia » appartenant au milliardaire saoudien Adnan Kashoggi. Sa nouvelle résidence, située à quinze kilomètres de là, est une propriété du quartier résidentiel de Super-Cannes à Vallauris. Son propriétaire, un ancien ambassadeur ivorien, M. Théodore Danel, a officiellement « mis à la disposition » de Jean-Claude Duvalier.

« Bébé Doc », sa femme, Michèle, et leurs deux enfants, Nicolas, huit ans, et Anya, quatre ans, ont pris possession des lieux à la mi-mai. Si leur nouvelle adresse au 1000 boulevard de Super-Cannes est désormais connue, leur statut juridique, plus de quatre ans après l'obtention d'un visa de huit jours, reste lui, toujours très flou.

◻ ETATS-UNIS : aide d'urgence au Panama et au Nicaragua. - Le président George Bush a signé, vendredi 25 mai, une loi d'aide d'urgence qui prévoit d'accorder 420 millions de dollars au Panama pour aider à la reconstruction du pays après l'invasion américaine de décembre 1989, et 300 millions de dollars au Nicaragua dont l'économie est sortie exsangue des années de guerre civile. - (AFP)

BOSTON
SAN FRANCISCO
CHICAGO
TORONTO
PHILADELPHIE
LOS ANGELES
HOUSTON
DALLAS
MIAMI
DETROIT
WASHINGTON
ATLANTA
NEW YORK
PITTSBURGH

ESSAYEZ DONC
DE GAGNER
AUTANT DE VILLES
AVEC
D'AUTRES LETTRES.

British Airways est de loin la compagnie européenne qui propose le plus de destinations vers l'Amérique du Nord. Après un changement simple et rapide à Londres, vous pouvez vous rendre directement dans 22 villes aux États-Unis et au Canada; 19 d'entre elles sont d'ailleurs desservies quotidiennement.

En plus des villes déjà mentionnées, nous relient Anchorage, Montréal, Newark, Orlando, San Diego, Seattle, Tampa et Vancouver.

Aucune autre compagnie européenne ne peut vous offrir une telle souplesse. Alors quand vous vous rendez en Amérique du Nord, choisissez la bonne compagnie.

BRITISH AIRWAYS

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIÈRES

1

On des uns blancs si aveuglants le via, le porto, au repos attend son heure et nous, celle de l'apéro...

LISBONNE 990 F

VOL ALLER-RETOUR. DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM TAPEZ 36 15 NF. TÉLÉPHONEZ AU 42 73 19 64

هكذا من الأصل

ASIE

CHINE

Une Française se bat pour la libération de son mari chinois

Depuis huit mois, Agnès Gaudu frappe, discrètement, à toutes les portes. Obligeant pour un temps son métier de journaliste (1), elle se bat pour la libération de son mari chinois. Arrêté le 27 septembre dernier à Canton, une semaine après leur mariage, Wang Xuechi, de son nom d'artiste Wang Du - il est sculpteur et peintre - croupit dans une geôle, mal nourri, malade, sans recevoir de colis ni l'aide d'un médecin ou d'un avocat.

Pensant que la discrétion était sa meilleure arme - illusion souvent répandue par les dictatures - elle a vu les autorités de Canton, l'ambassade de France à Pékin, le Quai d'Orsay et plusieurs personnalités à Paris. Après lui avoir fait miroiter en décembre la libération « imminente » de son mari, les Chinois ont engagé contre lui en avril une enquête judiciaire pour « crime d'incitation et de propagande contre-révolutionnaire », qui peut coûter cinq à quinze ans de détention.

Qu'a fait Wang Du ? D'après Agnès Gaudu, il a participé comme tant d'autres aux manifestations de l'an dernier à Canton. Mais il est fils de mineur d'une province éloignée, il n'a donc pas de relations sur place, et de plus il était en disponibilité après un congé sabbatique. La victime idéale pour une police ayant des quotas d'arrestations à remplir.

Wang Du semble la victime des purges aveugles qui ont suivi le 4 juin et de la dent qu'ont les dirigeants de Pékin contre une France qui a accueilli de nombreux dissidents. Il n'a pas bénéficié des récentes amnisties. S'il est inculpé dans les semaines à venir, Agnès Gaudu craint qu'il soit lourdement condamné. La balle est donc dans le camp chinois, mais aussi dans celui du Quai d'Orsay. Les interventions discrètes ayant échoué, le temps ne serait-il pas venu des protestations officielles ?

P. DE B.

(1) Elle est l'auteur de *Chine, l'empire du lac* (Ramsay).

PAKISTAN : les troubles dans le Sind

Le chef de l'Etat dénonce l'attitude du parti de M^{me} Bhutto

Le président Ghulam Ishaq Khan a sommé lundi 28 mai le premier ministre, M^{me} Benazir Bhutto, d'utiliser « toutes les options » que lui offre la Constitution pour rétablir l'ordre dans la province méridionale du Sind, où le bilan officiel des violences a dépassé lundi les 100 morts. Le chef de l'Etat pakistanais, qui n'est pas membre du parti au pouvoir, a condamné sans réserve l'attitude de la police la veille à Hyderabad, où au moins 50 personnes, notamment des femmes protestant contre le maintien d'un couvre-feu total, ont été tuées par balles (le Monde du 29 mai).

M. Ishaq Khan a dénoncé les opérations « mal conçues » des « agences provinciales » qui ont ouvert le feu « de manière indiscriminée » sur des « citoyens innocents ». L'appel du président à M^{me} Bhutto pour qu'elle utilise « toutes les options disponibles conformément à la Constitution » a relancé les spéculations sur une éventuelle imposition, au Sind, de l'autorité directe du pouvoir central, au détriment des institutions provinciales.

Le déploiement de l'armée semble avoir apaisé la situation à Hyderabad, mais à Karachi, capitale du Sind, au moins 22 per-

sonnes ont été tuées et plusieurs dizaines d'autres blessées lundi par des tirs d'individus masqués qui continuent de semer la terreur dans plusieurs quartiers de la plus grande ville du Pakistan, selon un bilan officiel. Parmi les victimes figure un sénateur de l'opposition, Mohsen Siddiqi, âgé de soixante-treize ans, tué d'une balle dans la tête.

Le gouvernement provincial, contrôlé par le Parti du peuple pakistanais (PPP) de M^{me} Bhutto, a lancé la semaine dernière une campagne « antiterroriste », mais le parti d'opposition des Mohajirs (MQM), bien implanté dans les zones urbaines, affirme être l'unique victime des opérations. Le MQM représente les musulmans venus se réfugier au Pakistan après la partition du sous-continent indien en 1947. M^{me} Bhutto, qui s'est rendue lundi soir à Karachi, a accusé récemment le gouvernement de New-Delhi et ses « agents provocateurs » d'exploiter les tensions pour se venger de ses propres difficultés au Cachemire où une révolte anti-indienne se poursuit depuis plusieurs mois. Elle a exclu, lundi, la formation d'un gouvernement d'union nationale en dénonçant l'« attitude irresponsable » de l'opposition. (AFP.)

Selon une organisation humanitaire américaine

Une « répression sans merci » se poursuit au Tibet

Deux prisonniers tibétains ont été exécutés pour avoir tenté de s'échapper d'un camp de travail, a annoncé le 18 mai le *Quotidien du Tibet*, selon lequel cette mesure a été prise pour « préserver l'unité nationale et l'ordre public à Lhasa ». Ils se trouvaient dans ce camp après avoir été condamnés à mort avec sursis pour meurtre. D'autre part, le gouverneur du Tibet, M. Doje Tsering, a démissionné - officiellement pour rai-

sons de santé - et devrait être muté dans un ministère.

Ces mesures interviennent à un moment où l'organisation humanitaire américaine Asia Watch publie un rapport sur la « répression sans merci » qui se poursuit sur le « Toit du monde ». Ce texte fournit chiffres et témoignages sur l'augmentation des arrestations depuis un an et sur les tortures et mauvais traitements dont sont victimes les détenus tibétains... tout comme les Chinois dans le reste du pays. En dépit de la levée de la loi martiale à Lhasa le 1^{er} mai, aucun des prisonniers politiques tibétains n'a été élargi. Ils continuent au contraire d'être battus, attaqués par des chiens, frappés avec des matraques électriques, suspendus pendant des heures, et ce bien que Pékin ait ratifié en 1988 la Convention des Nations unies contre la torture.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : attentat meurtrier à Jérusalem

Un Israélien tué et dix autres blessés par l'explosion d'une bombe

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le cycle redouté paraît bien enclenché. Une semaine après l'attentat antipalestinien de Rishon-le-Zion, la police privilégie la thèse de la vengeance après l'explosion, lundi 28 mai à Jérusalem, d'une bombe qui a tué un Israélien et en a blessé dix autres, dont trois enfants.

Le site avait été soigneusement choisi. La bombe était placée au beau milieu du marché le plus populaire de Jérusalem, Mahaneh Yehuda. L'explosion a eu lieu à midi, la veille d'un jour de fête, alors que l'endroit est encore un peu plus bondé qu'à l'accoutumée. L'attentat a déjà d'une demi-douzaine d'années 70, ce marché, où sont employés de nombreux Palestiniens (manutentionnaires, bouchers, livreurs), est un lieu sensible, prompt à s'enflammer, bastion de la droite et de l'extrême droite, situé à deux pas des locaux

du Kach, le parti du rabbin raciste Meir Kahane.

L'engin artisanal - de l'explosif dans un tube de métal - avait été déposé dans une corbeille à l'entrée d'un restaurant. Shimon Cohen, soixante et onze ans, a été touché par des éclats à l'abdomen et est mort quelques heures plus tard. La plupart des blessés ont été atteints aux jambes. La responsabilité de l'attentat a été revendiquée par deux mouvements palestiniens : le Jihad islamique ainsi qu'un groupe de dissidents de l'OLP basé à Damas et se présentant comme le Fath-Intifada. Les personnalités palestiniennes nationalistes de Jérusalem, telles que MM. Fayçal Hussein ou Radwane Abou Ayache, ont condamné l'opération.

Une centaine de Palestiniens ont été appréhendés sur les lieux, mais la plupart de ceux qui travaillaient sur le marché se sont très vite enfuis ou ont été cachés par leurs employeurs pour échapper à la colère de la foule. Car, à peine les blessés évacués et l'effet de pani-

que dissipé, quelques petits groupes se sont efforcés, en vain, de fonder une émeute antipalestinienne, aux cris de « Mort aux arabes » ou « Vive Ami Popper » - le jeune homme qui a tué sept Palestiniens la semaine passée à Rishon-le-Zion.

L'un des députés de l'extrême droite, M. Rehavam Zeevi, dit « Gandhi », est immédiatement venu se mêler à la foule, cependant que les militants du Kach distribuaient des photos de leur chef. Tout autant qu'aux « Arabes », on en est pris à la gauche israélienne, aux cris de « Mort à Shalom archav », le mouvement La paix maintenant.

Autre cible : la presse, israélienne et étrangère, accusée d'en avoir trop dit, mais dont au moins deux représentants, un cameraman et un photographe, ont été attaqués à coups de poing. La police n'a pas laissé faire. Mais elle craint un enchaînement de violences et avait, mardi, renforcé ses patrouilles en ville.

ALAIN FRACHON

Le sommet arabe de Bagdad

Violents réquisitoires contre la politique américaine au Proche-Orient

La politique américaine au Proche-Orient a été la cible principale, lundi 28 mai, de la première journée du sommet arabe extraordinaire de Bagdad. Ouvrant le feu, le président irakien Saddam Hussein a rejeté sur Washington la responsabilité première de « la politique agressive et expansionniste pratiquée par Israël » et il a affirmé avec détermination : « Si Israël nous agresse et utilise contre nous des armes de destruction totale, nous frapperons avec force et nous utiliserons les armes de destruction totale. »

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Le président irakien a encouragé ses pairs à « dire clairement aux Etats-Unis qu'ils ne peuvent poursuivre cette politique en prétendant en

même temps être les amis des Arabes. Nous devons leur dire d'une seule voix », a-t-il ajouté en précisant à l'adresse de Washington « que les Arabes seront heureux d'établir des relations d'amitié avec eux, mais sur la base du respect mutuel et de l'égalité ». Il a donc prononcé un discours ferme, parfois menaçant, mais sans pour autant fermer la porte.

Ce discours s'adressait aussi à ses pairs arabes, alliés des Etats-Unis - l'Egypte en tête - que le président irakien a en fait invités à serrer les rangs pour donner plus de poids au monde arabe dans une négociation de paix, à laquelle, toutefois, il n'a fait aucune référence.

Devant cet auditoire arabe et sur un ton beaucoup plus dur que devant le Conseil de sécurité à Genève, le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, s'est lancé lui aussi dans un très violent réquisitoire contre la politique américaine. « Nous demandons aux Etats-Unis, a-t-il dit, de mettre fin aux atterroisements, aux hésitations, à la confusion qui caractérisent leur comportement. Nous leur

demandons d'approcher franchement la réunion d'une conférence internationale de paix au lieu de proposer des idées confuses - une allusion claire au plan Baker - qui ne font qu'encourager Israël à perpétuer l'occupation. »

Dénonçant avec véhémence l'émigration des juifs soviétiques en Israël, « une menace contre la sécurité nationale arabe », le chef de l'OLP a invité les pays arabes « à utiliser toutes les armes, y compris les sanctions, le boycottage économique, les pressions politiques et morales contre les Etats et institutions qui participent à l'émigration [et agissent] contre les territoires et les droits arabes dans ce domaine ».

Au-delà de cette rhétorique très dure, rendue nécessaire, expliquait-on dans son entourage, par la situation dans les territoires occupés et l'influence grandissante des mouvements islamistes palestiniens extrémistes, le chef de l'OLP s'adressait lui aussi à l'Egypte, intermédiaire arabe pour le plan Baker, accusée dans cette affaire d'une trop grande complaisance à l'égard de Washington.

Indifférent à ces accusations voilées, le président Mubarak, dans un discours d'une extrême modération, a au contraire invité les Arabes à donner la préférence à la raison sur la passion, affirmant au sujet de l'émigration des juifs soviétiques en Israël qu'il avait décelé « des signes clairs du côté de M. Gorbatchev que l'URSS commençait à comprendre l'importance du problème et qu'une orientation similaire se dessinait aux Etats-Unis et au sein de la CEE ».

L'appel de détresse du roi Hussein

Le pathétique de cette journée aura toutefois été le véritable appel de détresse lancé par le roi Hussein de Jordanie à l'adresse, principalement, des Etats pétroliers du Golfe, les exhortant à agir en faveur de son pays « avant qu'il ne soit trop tard ». Qualifiant « d'actes d'agression contre la Jordanie et la Palestine l'installation des juifs soviétiques dans les territoires occupés par Israël », le roi a affirmé « qu'il était clair que la Jordanie ne pouvait résister seule aux menaces d'Israël ».

Expliquant la situation économique critique de son pays par le fardeau que constitue le fait d'être la première ligne de défense de la nation arabe, le roi - échoué, dit-on, par les nombreuses promesses qu'il se voit faire dans le Golfe et à Riyad, mais qui ne se concrétisent jamais - a lancé : « Abandonner la Jordanie, c'est abandonner la Palestine. Nous avons besoin de votre soutien maintenant, pas demain, ni dans un proche avenir. »

Cet appel à l'aide, rendu nécessaire par la situation économique catastrophique du royaume hachémite, sera-t-il entendu, en particulier par l'Arabie saoudite dont le ministre des finances est présent à Bagdad ? Ce sera peut-être après tout le seul résultat concret d'un sommet dont les résolutions finales qui devraient être adoptées ce mardi sont, aux dires de plusieurs délégués, beaucoup plus modérées que le ton des discours.

FRANÇOISE CHIPAUX

DIPLOMATIE

Les handicaps de M. Mikhaïl Gorbatchev

Suite de la première page

Le fait est encore que celui qu'on hésite à appeler le « numéro Un » est en train de perdre, à force d'atterroisements, sa crédibilité de réformateur. Dernière contradiction en date : la pratique par laquelle le parti s'emploie à dépouiller les municipalités progressistes nouvellement élues dans les grandes villes de leurs instruments de pouvoir, en confiscant à la hâte immeubles et journaux (trente-quatre immeubles ont été retirés d'un trait de plume au nouveau soviet de Moscou, avant même son entrée en fonctions). Comment croire dans ces conditions aux appels réitérés à « rendre le pouvoir aux soviets », aux promesses d'en dépouiller l'appareil du parti ?

Fidèle à la tactique consistant à transformer les catastrophes en succès extérieurs, l'entourage de M. Gorbatchev a multiplié, à l'approche du sommet soviéto-américain, les avertissements pessimistes, sur le thème : « Céder à Gorbatchev maintenant si vous souhaitez nous maintenir au pouvoir. »

M. Chataline, le conseiller présidentiel, ne cache pas non plus la couleur en expliquant au *Financial Times* que les Occidentaux sont « tout simplement obligés de faire quelque chose » pour maintenir la stabilité en URSS, notamment en renflouant l'économie par « de gros crédits ».

Combien de temps cette position de faiblesse sera-t-elle la force du président soviétique ? Sans doute l'hypothèse d'un putsch

« militaro-fasciste » restaurant à Moscou un gouvernement de la manière forte et faisant planer sur toute l'Europe de l'Est la menace d'un retour à l'ordre impérial de naguère préoccupe-t-elle légitimement les gouvernements occidentaux.

Le « syndrome de Weimar »

Sans doute aussi le problème de l'Allemagne et de son futur statut se posera-t-il en termes plus ou moins conflictuels avec l'importance quel gouvernement soviétique : aucun russe n'accepterait de gaieté de cœur de perdre les positions stratégiques que la seconde guerre mondiale a values à son pays en Europe. Et s'il est prioritaire de conjurer le « syndrome de Weimar », avec une Allemagne livrée à elle-même dans une souveraineté diminuée, il faut aussi ne pas réveiller les bantises de la Russie de la même époque, enfermée derrière son « cordon sanitaire » quand elle n'était pas exposée aux agressions extérieures.

Cela dit, le pire n'est pas toujours sûr et il est moins sûr que le chantage exposé plus haut soit efficace à long terme. D'abord parce que trop de compréhension occidentale conforte, tant chez M. Gorbatchev que dans son équipe, les tendances conservatrices que l'on prétend vouloir éviter.

Ensuite, parce que l'impopularité du dirigeant soviétique chez lui est tout de même un facteur à considérer, et que cette impopula-

rité est d'ailleurs aggravée par la comminatoire occidentale, source d'humiliations pour un patriotisme russe déjà malmené. Enfin et surtout, parce que le chaos qui se développe en Russie vide la menace de sa substance : M. Gorbatchev n'est plus le garant de la stabilité espérée.

En fait, la question ne devrait pas se poser en ces termes, d'autant que le rôle de l'Occident ne peut être que des plus limités face à l'énormité des problèmes à résoudre. Mais si elle se pose, alors on pourrait tout aussi bien se demander si l'architecture de la perestroïka n'a pas déjà accompli l'essentiel de son œuvre, si l'Union soviétique n'en est pas au stade où ses alliés d'Europe de l'Est se sont trouvés dans les premières semaines de leurs révolutions, lorsque les Krenz, les Modrow, les Grosz, Poszgai et autres communistes sincèrement réformateurs ont cédé la place à d'authentiques démocrates, seuls capables de gagner la confiance de leur population et de mener à son terme le changement de système qui était nécessaire.

M. Gorbatchev, lui, continue de vouloir réformer le même système. Ses difficultés ne pourront que continuer tant qu'il n'aura pas décidé d'en changer.

MICHEL TATU

M. Valéry Giscard d'Estaing sera par l'empereur Akhito. L'ancien président de la République française, M. Valéry Giscard d'Estaing, actuellement en visite au Japon, a été reçu lundi 28 mai en audience par l'empereur Akhito. Il avait auparavant eu un entretien d'une demi-heure avec le premier ministre nippon, M. Kaifu. (AFP.)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE HUBERT-BEUVE-MÉRY
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Compteur 36-15 - Tappez LEMONDE
ou 36-15 - Tappez LM

Impression
de « Monde »
12, L. M. Gumburg
94852 IVRY

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Un tué et dix autres blessés
l'explosion d'une bombe

Le 24 mai, à 14 heures, une bombe a explosé dans la rue de la République à Rochefort. Un homme a été tué et dix autres blessés. Les enquêteurs cherchent à identifier le responsable de cet acte de violence.

Violents réquisitoires
contre l'Amérique au Proche-Orient

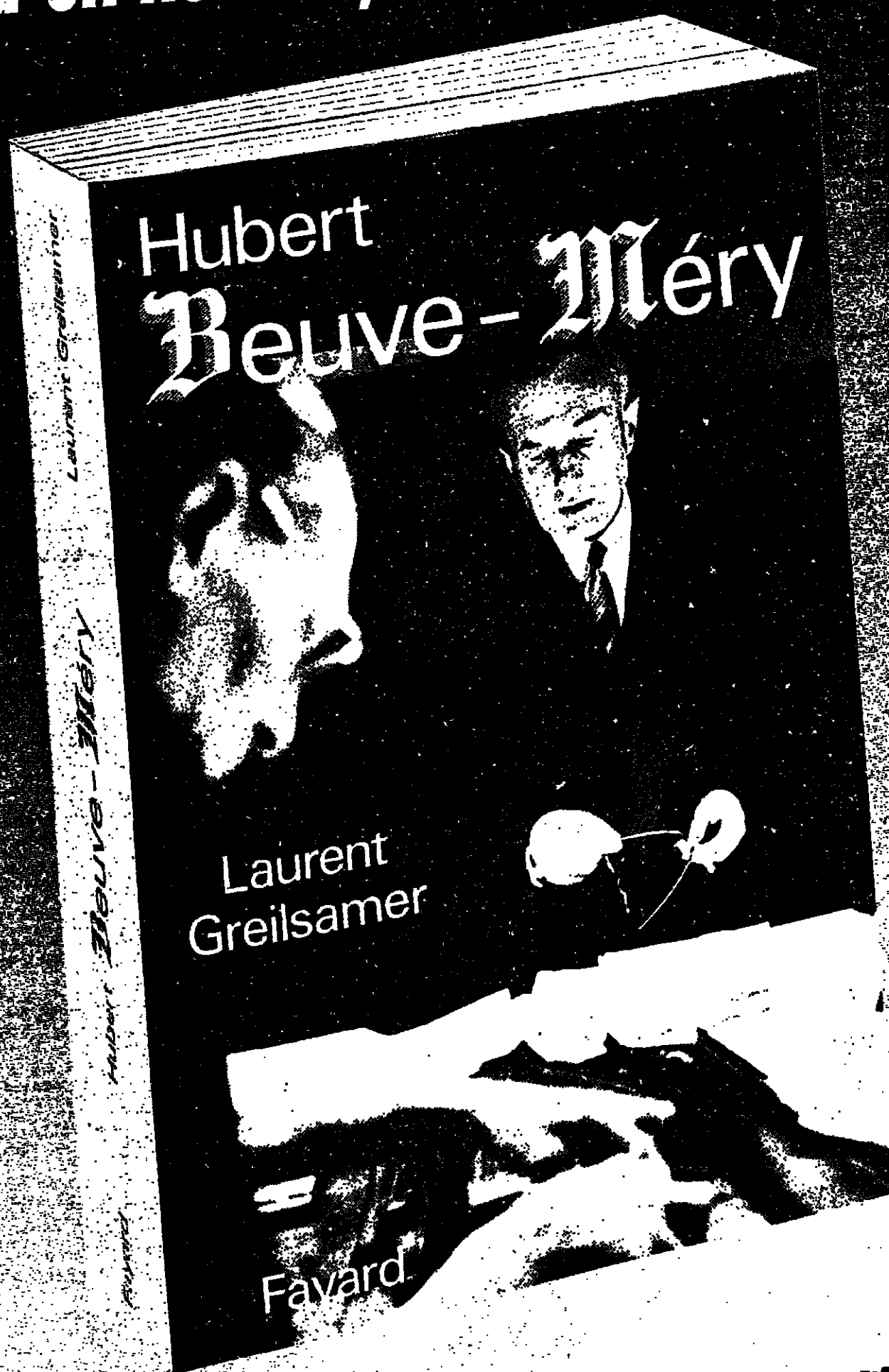
Les réquisitoires contre l'Amérique au Proche-Orient se multiplient. Les dirigeants arabes exigent une condamnation internationale de la politique américaine.

ATIE

Le 25 mai, à 10 heures, une bombe a explosé dans la rue de la République à Rochefort. Un homme a été tué et dix autres blessés. Les enquêteurs cherchent à identifier le responsable de cet acte de violence.

le fondateur du Monde

destinée d'un homme, histoire d'une exigence



696 p.
150 F

*L'homme est là, bien vivant, avec l'honneur de ce qu'il a bâti.
Ce livre vif et dru nous le restitue et nous le donne à comprendre - librement,
tendrement - jusqu'au plus près de l'inconnaissable.*

Jean-Noël Jeanneney, *Le Monde*

FAYARD

هكذا من الأصل

POLITIQUE

La table ronde sur l'immigration

Des méthodes énergiques ont eu pour effet d'inverser la courbe des demandes d'asile

L'opposition envisageait, mardi 29 mai, de se rendre à l'hôtel Matignon pour la table ronde sur l'immigration organisée par M. Michel Rocard. Parmi les propositions que le premier ministre lui avait adressées à la fin de la semaine dernière, figure un « réexamen du statut social des demandeurs d'asile ». M. Giscard d'Estaing s'est prononcé, de son côté, pour l'abrogation de la circulaire du 17 mai 1985 accordant aux candidats au statut de réfugié, pendant l'examen de leur dossier, le droit au travail et certaines prestations sociales. Ces initiatives sont directement liées aux nouvelles méthodes de l'OFPPA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) qui ont complètement inversé la tendance de ces dernières années : non seulement le traitement des demandes est beaucoup plus rapide, mais le nombre des candidats a diminué.

Le nouvel immeuble de l'OFPPA à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) illustre de manière éclatante le changement intervenu. Dans ce cube de verre, occupant

10 000 mètres carrés, on bute à chaque pas sur les micro-ordinateurs. La fée informatique règne ici sans complexe, faisant définitivement oublier le misérabilisme des anciens locaux d'Aubervilliers.

La situation de l'Office commençait à devenir dramatique. Les demandes d'asile en France étaient passées de 21 700 en 1984 à 34 300 en 1988, pour doubler presque en un an et atteindre 61 400 en 1989. Les dossiers s'empilaient dangereusement, se perdant parfois. Les décisions – négatives dans 90 % des cas – pouvaient prendre plusieurs années, compte tenu de la possibilité d'un recours. Entre-temps, le candidat au statut de réfugié avait bénéficié d'un permis de travail et s'était installé en France avec sa famille. Il devenait de plus en plus difficile de l'inviter à quitter le territoire.

En un an, l'OFPPA a multiplié par quatre sa capacité d'action. Le nombre de dossiers traités est passé de 2 200 en mars 1989 à 8 600 en mars 1990. Aujourd'hui, en première instance, le traitement moyen d'une demande ne prend pas plus d'un mois. Et, au total, en tenant compte de la possibilité d'un recours, un dossier est bouclé en quatre mois. C'est ce qui a conduit le gouvernement, dès le 19 décembre 1989, à envisager la suppression du droit au travail.

Nouveauté : chaque candidat au statut de réfugié est tenu de donner ses empreintes digitales. Cette mesure, décidée en accord avec la

Commission nationale informatique et libertés, avait surtout pour but d'éviter les fraudes et le défilé de plusieurs dossiers par un même demandeur. Mais elle a eu un effet dissuasif très sensible : craignant d'être fichés, ou sachant que les demandes sont traitées beaucoup plus vite que précédemment, certains « émigrants économiques », ne relevant pas du statut de réfugié politique, préfèrent rester dans la clandestinité... ou dans leur pays d'origine. Le nombre des candidats turcs, en particulier, a diminué de manière notable.

« Procédures-TGV »

Ainsi, la baisse des demandes s'est-elle ajoutée à l'accélération du traitement des dossiers, tant par l'OFPPA que par la commission des recours. Pour permettre à cette dernière de faire face à la situation, il a même fallu voter une loi ces derniers jours (le Monde du 23 mai). Ce qui fait que l'Office grignote peu à peu le stock considérable qui s'était accumulé dans ses tiroirs. Et il peut mieux s'occuper des quelque cent quatre-vingt mille titulaires du statut de réfugié auprès desquels il joue le rôle d'une main.

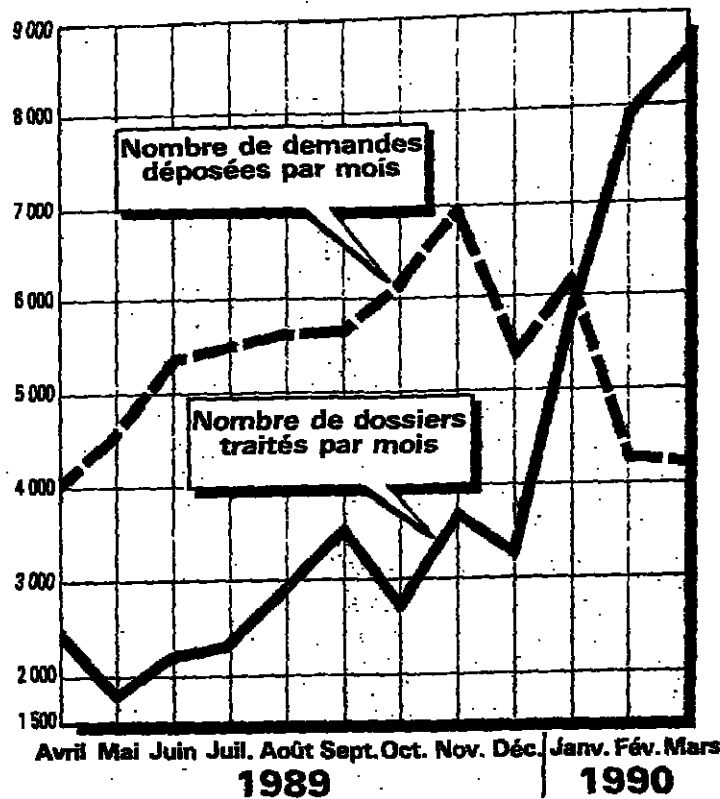
Les défenseurs du droit d'asile assistent avec inquiétude à cette nouvelle situation. Ils dénoncent des « procédures-TGV », en accusant l'Office de trahir la plupart des cas sur dossier, sans recevoir les candidats. On

leur répond que les arguments avancés par certains candidats (« J'ai fui la sécheresse... ») ne relèvent pas de la Convention de Genève ou que des demandes stéréotypées, rédigées par des écrivains publics, sont immédiatement repérées et se passent d'examen...

Que fera-t-on des milliers de demandeurs déboutés ? M. Rocard affirmait le 16 mai : « Après examen individuel de chaque dossier et sous situations humanitaires particulières, la recrudescence à la frontière devra être la règle si l'étranger tentait de se maintenir irrégulièrement en France. » Il n'est cependant jamais très facile ni très humain de chasser des familles, même si elles ne sont établies en France que depuis quelques mois.

Au lieu de renvoyer chez elles des personnes qui n'ont aucune chance d'obtenir le statut de réfugié, le gouvernement souhaiterait faire diminuer sensiblement le nombre des candidats. Pour cela, des contacts ont été pris avec plusieurs États étrangers, et avec des pays de la CEE par lesquels transitent une bonne partie des demandeurs. On estime en effet que la plupart des candidats circulent d'un pays à l'autre, frappant à toutes les portes, jusqu'à trouver un moyen de s'établir. Or, les législations ne sont pas toutes semblables. Dans ce domaine, plus encore que dans d'autres, il n'existe de véritable solution qu'euro-péenne.

ROBERT SOLE



Mise au point

Le regroupement familial selon M. Juppé

Lors du débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale, le 22 mai, M. Alain Juppé avait réclamé une réforme du regroupement familial, c'est-à-dire des conditions d'installation en France des familles de travailleurs étrangers.

Se référant à une proposition de loi de son groupe, le secrétaire général du RPR fixait trois nouvelles règles : « refus de la polygamie, séjour régulier en France pendant dix ans, avis obligatoire du maire sur les

conditions matérielles du regroupement ». La deuxième de ces conditions paraissait pour le moins étrange (le Monde daté 27-28 mai) : exigerait-on du travailleur étranger dix ans de séjour en France (au lieu d'une seule année) avant de pouvoir y faire venir sa famille ? En réalité, M. Juppé estime que seuls les étrangers titulaires d'une carte de séjour de dix ans devraient bénéficier de cette faculté, ce qui est sensiblement différent.

Le mécénat à l'Assemblée nationale

Les députés sont hostiles aux fondations d'entreprise à caractère lucratif

Les députés ont adopté, lundi 28 mai, le projet de loi relatif aux fondations d'entreprise, modifiant la loi du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat. Ce texte, présenté au nom du gouvernement par M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, crée une nouvelle structure juridique, la fondation d'entreprise, afin d'encourager les actions de mécénat à moyen et à long terme. Les députés ont supprimé l'une des dispositions introduites par le Sénat, qui permettait la reconnaissance de fondations à caractère lucratif. Les groupes PS et UDF ont voté pour, le RPR et l'UDF se sont abstenus, le PC a voté contre.

En 1989, 600 millions de francs ont été consacrés au mécénat par les entreprises françaises. Elles sont aujourd'hui près de mille, contre cinq cents en 1987. À se lancer dans de telles opérations, c'est pour soutenir ce développement du mécénat en France que le projet de loi, soumis lundi 28 mai aux députés, prévoit la création d'une nouvelle personnalité morale, la fondation d'entreprise.

Cette fondation, créée à l'initiative de sociétés civiles ou commerciales, d'établissements publics à caractère commercial ou industriel, de coopératives ou de mutuelles, devra poursuivre un but d'intérêt général et présenter un caractère

non lucratif. Contrairement aux associations, qui avaient autorisé la création de fondations d'entreprise à caractère lucratif, les députés ont estimé que ce statut était « incompatible » avec des finalités d'intérêt général.

Soumise à une autorisation administrative, la fondation a une durée de vie déterminée, qui ne peut être inférieure à cinq ans. Aucun de ses fondateurs ne peut se retirer avant ce terme s'il n'a pas payé intégralement les sommes qu'il s'était engagé à verser.

Pour assurer le financement d'opérations de mécénat, la fondation doit présenter une dotation initiale, dont le montant, fixé par décret, pourrait s'élever à 200 000 francs. Contrairement aux associations reconnues d'utilité publique, la fondation d'entreprise n'est pas habilitée à recevoir des dons ou des legs. Les versements des entreprises ouvrent droit à déduction du bénéfice imposable dans la limite de deux pour mille. Les fondations créées à l'initiative d'entreprises avant ce projet de loi devront modifier leur titre – en précisant qu'elles sont des fondations d'entreprise – pour se mettre en conformité avec le nouveau texte. D'ici le 31 décembre 1991.

Les députés ont rejeté un amendement du Sénat qui instituait un Conseil national des fondations. P. R.-D.

Menaces d'orages sur Mayotte

Outre-mer aussi la cohabitation avec les émigrés étrangers provoque des tensions, même à Mayotte où les « cousins » venus des Comores voisines sont traités comme des indésirables

MAMOUZOU de notre envoyé spécial

Une grande agitation s'empara soudain de la barge qui relie la Petite-Terre à la Grande-Terre, les deux îlots habités que constitue Mayotte dans l'océan Indien. Tandis que l'embarcation se trouve à moins de cent mètres du rivage, un homme jeune et apeuré vient de se jeter par dessus bord. Avant même qu'il ne tombe à la mer, des bras l'agrippent et le hissent sur le pont. Le homme a du mal à réaliser qu'il est déjà solidement tenu par un gendarme qui appelle du renfort, à terre. Bruyante, la foule manifeste sa satisfaction. « C'est un Comorien », un voleur de voitures ! Les gendarmes le recherchaient depuis une semaine », explique aux M'zongous (vocalise qui désigne l'homme blanc à Mayotte) un jeune Mahorais. Lui-même n'a pas manqué une seconde du film de l'arrestation. C'est un passager de la barge qui, le premier, a reconnu le Comorien soupçonné de vol parmi les autres voyageurs. Encerclé par deux centaines de Mahorais, l'homme n'avait aucune chance de s'enfuir, malgré son geste de désespoir en se jetant dans le lagon.

La suite du feuilleton, les Mahorais la connaissent par cœur. Entendu par les gendarmes puis déposé à la maison d'arrêt de Mamoudzou, le Comorien sera traduit en justice. Si sa culpabilité est prouvée, il sera condamné et expulsé de la collectivité territoriale une fois sa peine purgée. L'expulsion intervient en effet qu'en cas de condamnation par la justice (dix expulsions ont eu lieu en 1989). A Mayotte, la reconduction automatique d'un immigré clandestin à la frontière est une procédure très rarement utilisée, bien que les textes le permettent, souligne le préfet M. Daniel Limodin. L'an dernier, en revanche, la gendarmerie a refoulé plus de cent cinquante personnes qui tentaient d'accoster sur la Grande-Terre sur des boutres venant de l'île d'Anjouan, située à 80 kilomètres environ dans le nord-ouest de Mayotte.

« Catiman »

Dans leur grande majorité, les Mahorais souhaitent que les autorités manifestent plus de fermeté vis-à-vis des immigrants comoriens clandestins. « Nous les détestons », affirme avec vigueur un jeune adolescent de la brousse. Pour l'heure, la cohabitation d'une forte communauté d'immigrés (les chiffres quant à leur nombre varient de six mille à vingt mille !) avec les Mahorais est vécue sans trop de heurts. Mais la situation risque d'évoluer très vite.

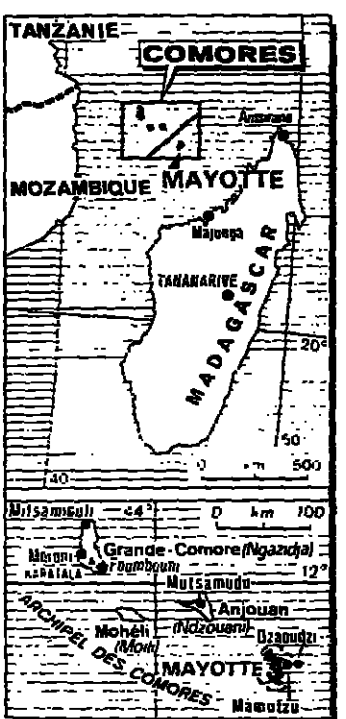
Le 14 janvier dernier, cinq à six mille personnes ont manifesté dans les rues de Mamoudzou au cours d'une « marche verte » contre l'immigration clandestine. « Le moindre incident peut aujourd'hui mettre le feu aux poudres », assure un jeune cadre mahorais. En Grande-Terre, l'idée de constituer des milices privées trotte déjà dans la tête des partisans de la manière forte. Réceptionniste à l'hôtel Babab, Madi Bounou – ancien parachutiste français à Madagascar de 1957 à 1964 – a fondé le groupe « Catiman ». « Le catiman, explique-t-il, fait peur aux gens. C'est pour ça que nous avons choisi ce nom. Nous en avons assez des vols et de cette délinquance qui monte. Nous ne voulons plus de ces étrangers sur notre sol, il y en a trop. S'il y en a, nous les Mahorais, nous sommes perdus. » Madi Bounou voulait faire enregistrer « Catiman » comme association de loi 1901 à la préfecture de Dzaoudzi. Le préfet a refusé catégoriquement. « Il n'est pas question de laisser la porte ouverte aux milices privées. Ceux qui sont à la tête de ce groupe ne représentent qu'eux-mêmes », précise M. Limodin. Malgré le refus, « Catiman » ne veut pas renfermer ses crocs. « Nous sommes décidés, assure le réceptionniste. Nous allons demander l'expulsion de tous les clandestins ». Mais comoriens et Mahorais ne font-ils pas partie d'une même famille ? « Abdou c'est Abdou, ici ou là-bas », assure un jeune Mahorais assis aux côtés d'un Grand-Comorien. Comment d'ailleurs les distinguer ? La différence entre les deux peuples qui culminent des origines communes, viendrait de l'accent des Comoriens qui parlent le swahili comme les Mahorais, avec quelques variantes. « Ce sont certes nos cousins », dit M. Bounou, « mais ils ne sont pas d'accord avec nous ».

Main-d'œuvre corvéable

Ces cousins indésirables, que viennent-ils chercher à Mayotte ? Depuis l'accession de l'archipel des Comores à l'indépendance, en 1974, et le choix fait à l'époque par les Mahorais de rester dans l'ensemble français, les relations entre les trois îles comoriennes et Mayotte se sont inversées, explique M. Atila Cheyssi, un architecte-sociologue. Jusqu'à cette date-clé, en effet, Mayotte se sentait un peu laissée pour compte au sein de l'archipel. « Pour des salaires de misère, les Mahorais partaient chercher du travail à Anjouan ou à Moroni. Aujourd'hui, dit-il, le flux s'effectue en sens contraire ! »

Les Comoriens viennent à Mayotte d'abord pour le travail et

l'attrait d'un SMIC local (1 300 francs) qui est de quatre à cinq fois plus élevé que celui en vigueur à Moroni. Les clandestins qui arrivent à Mayotte appartiennent aux catégories sociales comoriennes les mieux formées : jeunes diplômés, anciens fonctionnaires ou même cadres moyens. « Ce sont forcément les plus audacieux qui émigrent. Leur bonne maîtrise du



Le PS demande l'application de la loi à une revue « révisionniste ». – La fédération des Hauts-de-Seine du PS a saisi le procureur de la République de Nanterre « afin qu'il fasse appliquer la loi réprimant l'incitation à la haine raciale, l'apologie des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité » à la suite du défilé à la préfecture du premier numéro d'une revue d'histoire révisionniste, le 14 mai. « Le jour même où des centaines de milliers de Français manifestaient leur solidarité avec la communauté juive après les persécutions du cimetière de Carpentras ».

L'ouvrage antisémite « Protocoles des Sages de Sion » interdit. – Un arrêté du ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, publié au Journal officiel du samedi 26 mai, interdit la circulation, la distribution et la mise en vente sur l'ensemble du territoire de l'ouvrage intitulé « Protocoles des Sages de Sion ». Cet ouvrage est un faux antisémite diffusé en Russie par la

français constitue un atout supplémentaire », précise le sociologue. Dans la collectivité territoriale, ils acceptent à l'importe quel travail. Beaucoup sont sur les quais, employés à la manutention des conteneurs qui apportent tout à Mayotte. D'autres œuvrent dans le bâtiment ou les chantiers routiers. Certains se font chauffeurs de « taxi » – la plupart du temps de vieilles Renault 4 brinqueballantes importées de La Réunion. D'autres encore trouvent du travail dans les rares commerces, dans les champs. Les Comoriens sont aussi employés comme « boys » chez des particuliers, Mahorais aisés ou fonctionnaires M'zongous. Sur 900 villas habitées par des M'zongous, on a pu comptabiliser jusqu'à 700 Comoriens utilisés comme « boys ».

Pour tous les employeurs que renseigne Mayotte, l'attrait des Comoriens est évidemment très fort. L'immigré, ici comme partout ailleurs dans le monde, est une main-d'œuvre corvéable à merci et qui ne proteste pas d'autant que le Comorien ne possède ni permis de séjour, ni carte de travail. Non déclaré – et pour cause – à la Caisse de prévoyance locale qui fait fonction de Sécurité sociale, il travaille pour 600 francs en moyenne, soit moitié moins que le SMIC mahorais. « Si, demain, on m'obligeait à renvoyer les Comoriens que j'emploie, mon chiffre d'affaires baisserait de 30 à 40 % », confie un chef d'entreprise. Rentabilité ou souci d'économie obligent, la plupart des employeurs ferment les yeux sur le statut illégal de cette main-d'œuvre.

ALIX DIJOUX

police politique tsariste au début du siècle.

M. Le Pen interdit à Angoulême. – M. Georges Chavanes, député (UDC) et maire d'Angoulême, a annoncé, lundi 28 mai, son refus de louer une salle municipale pour la venue de M. Jean-Marie Le Pen, le 27 juin, « afin d'éviter que les tensions extrêmes ne se transforment en violence ». Cette décision est intervenue vingt-quatre heures avant la manifestation à Angoulême d'un « collectif antifasciste » et après que M. Chavanes avait reçu les représentants de la communauté juive de la ville. (Corresp.)

Les propositions de l'opposition pour une relance de l'aménagement du territoire. – M. Michel Giraud, député (RPR), maire du Perreux (Val-de-Marne), a présenté, lundi 28 mai, les propositions de l'opposition pour une relance de l'aménagement du territoire. M. Giraud,

porte-parole de l'opposition sur ces questions, a proposé la création d'un grand ministère couvrant l'aménagement du territoire, le logement, les transports et l'équipement. M. Giraud préconise de penser l'aménagement de l'espace français comme « l'union de trois grands bassins de solidarité » (Nord-Ouest, Rhin-Rhône, Grand-Sud) reliés entre eux par cinq axes de développement : un arc atlantique de Calais à Bayonne, une diagonale européenne du tunnel sous la Manche à la Méditerranée, l'axe Rhin-Rhône-Méditerranée, l'axe Bretagne-Alsace et un arc méditerranéen. Un débat sur l'aménagement du territoire devait avoir lieu mardi 29 mai à l'Assemblée nationale.

M. Debarge plaide pour le statut de l'élu local. – M. Marcel Debarge, sénateur socialiste de Seine-Saint-Denis et auteur d'un rapport sur le statut de l'élu local, estime, dans un entretien à la

Croix du 29 mai, que « le statut est victime de la loi d'omniscience ». « On entend dire ça et là : « N'examinons pas des textes ayant trait à l'indemnisation parce que l'opinion publique va continuer à croire que les élus s'en mettent plein les poches. »

La famille de Monaco à l'Elysée. – Le prince Rainier de Monaco, son fils Albert et les princesses Caroline (accompagnée de son mari Stefano Casiraghi) et Stéphanie ont été reçus à déjeuner, lundi 28 mai, à l'Elysée, par le président de la République et M. Mitterrand. Tous les sujets de contentieux entre la France et la principauté ayant été réglés, la conversation a porté sur divers sujets d'actualité, tels que la récente visite présidentielle à Moscou, le grand prix de Monaco de formule 1 ou la lutte contre les incendies de forêt.

14. Biennale de Munich : une pépinière pour l'opéra
15. Le dossier sur le désarmement des policiers

16. Une nouvelle campagne pour le préservatif
« Diagonales », par Bertrand Poirot-Delpech

17. Communication : les nouvelles alliances de la télévision
par câble

A Venise, une Biennale éclatée et multiple

Après trois rudes journées de vernissages entre mondanité et trop plein de tourisme, la 44^e Biennale a été inaugurée officiellement, le 27 mai, par le président Andreotti.

VENISE

de notre envoyée spéciale

Une Biennale dont rien ne viendrait troubler les préparatifs, cela ne s'est jamais vu. Cette fois non plus. Mais alors que d'habitude les polémiques et les débats de dernière minute sont plutôt d'ordre interne, cette fois le trouble est venu du dehors. Sous la forme d'une demande de l'Eglise de censurer l'œuvre d'un groupe d'artistes new-yorkais, qui se nomme Great Fury, et qui, à Aperto, l'exposition des jeunes artistes, propose un portrait lithographié du Pape accompagné de textes attaquant au nom de la lutte contre le sida, sa position contre les préservatifs. Demande irrecevable, estima le directeur de la Biennale pour les arts visuels, Giovanni Carandente, dans le même temps que le président de la manifestation, Paolo Portoghesi condamnait, à titre personnel, la prestation de Great Fury, qu'il jugeait de troisième ordre.

L'œuvre en question ne sera cependant pas censurée. Simplement un cartel placé à l'entrée de l'exposition doit prévenir les visiteurs que certaines œuvres présentées risquent de les choquer. L'avertissement concerne aussi la mise en scène de la Ciccilina, le soir de ses noces, par un autre Américain, Jeff Koons, dont on dit parfois un peu vite qu'il est le nouvel Andy Warhol, et qui, là, a produit une énorme sculpture d'écaille hilare, en bois peint, très kitsch, qu'il a entourée de photos (toujours de la Ciccilina) pornos.

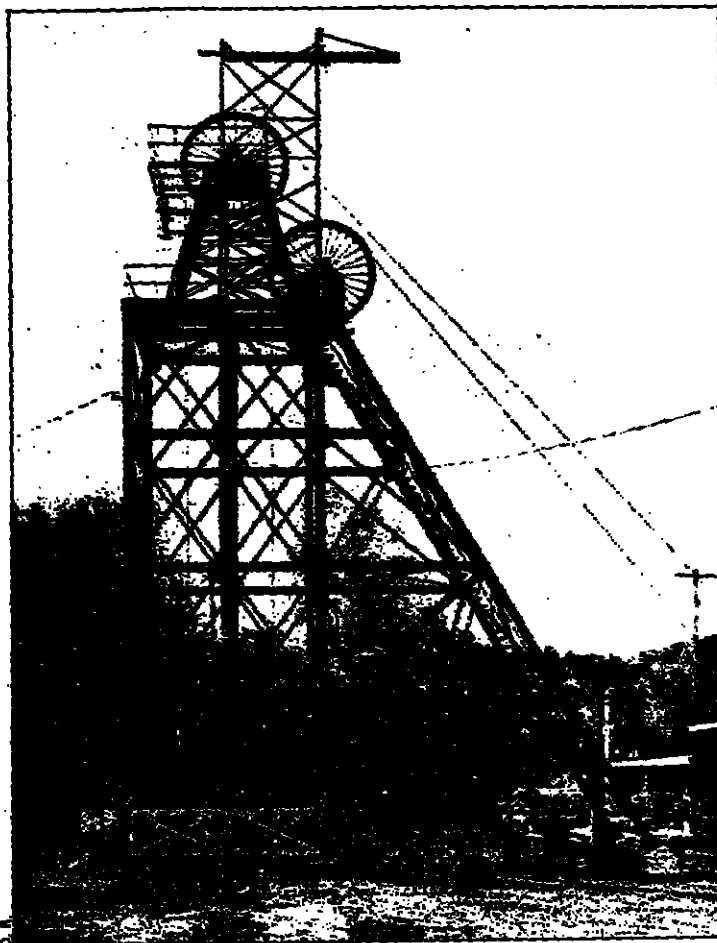
La création comme une crise

Cela dit, il ne faudrait pas croire que cette édition de la Biennale de Venise est tout à fait dépourvue d'un grand courant d'œuvres parlant de sexe à ciel ouvert et défilant la morale. Bien au contraire. A vrai dire, mises à part les pièces déjà citées, les jeunes artistes s'y tiennent dans l'ensemble si bien, sont si sages, qu'il y a même de quoi traverser en baillant un peu les anciennes cordes de l'arsenal où ils sont très proprement alignés. Cela vient-il de l'effet pervers du dispositif, de chacun dans sa travée avec le même nombre de mètres carrés de chaque côté d'une allée bien droite de plus de 150 mètres de long ? Toujours est-il qu'il n'y a pas grand-chose qui dépasse à première vue, et pas grand chose non plus qui

émerge à deuxième vue. Sinon l'impression que les artistes sélectionnés — une centaine de moins de trente-cinq ans, et dont c'est la première apparition sur une scène internationale — sont plutôt à court d'idées. Ou bien que, s'ils en ont, ils ne se risquent pas à les développer autrement que sur un ton mitigé, en recourant à un savant dosage de ready-made, de matériaux de récupération, de formes raides et d'images baroques.

La peinture ne fait plus fureur dans leurs rangs, l'objet pas vraiment, le meuble non plus, ni rien de ce qu'on a vu surgir trop vite, trop gonflé sur la scène artistique depuis dix ans. S'ils ont de la fantasia, ils s'emparent de la gélée. S'ils ont du sérieux (conceptuel, bien sûr), ils le camouflent sous des fioritures. S'ils ont besoin d'images, ils ne savent pas trop comment faire pour se démarquer de la publicité. Bref, ils donnent l'impression de vivre leur création comme une crise, dont ils cherchent à échapper par tous les moyens. Mais encore une fois, il faut rappeler que le contexte rend difficile l'émergence de personnalités — on peut le vérifier devant des œuvres d'artistes que l'on connaît par ailleurs — et comme la spécificité des contextes dans lesquels ces artistes travaillent, qui peuvent être porteurs, par exemple dans les pays de l'Est.

Dans les Giardini, le pavillon central peint en vert, qui est aussi le pavillon italien, accueille l'exposition « Ambiente Berlin » sensée faire événement. Y sont réunis une quarantaine d'artistes vivant à Berlin-Ouest ; d'autres y ont séjourné, invités par l'Institut allemand d'échanges académiques (DAAD). Ainsi du Vénitien Emilio Vedova, qui ouvre l'exposition avec son *Journal abstrait de Berlin*, une installation macabre qui, en 1964, traite de l'absurdité de la division de la ville. La DAAD, en vingt-sept années d'activités, a invité environ trois cents artistes, écrivains, musiciens, plasticiens, cinéastes, pour tenter de restaurer un climat d'échanges qui avait fait de Berlin, dans les premières décennies du siècle, un formidable foyer de création. De fait, des groupes se sont constitués, dont faisaient partie des artistes présents aujourd'hui à Venise : Hölzl, Lüpertz, Patrick, par exemple. En revanche, le mouvement des Jeunes sauvages du quartier de Kreuzberg, révélé en 1982 par l'exposition « Zeigst du », n'y figure pas. On peut se demander pourquoi, d'autant que la figuration brillante



Joanne Mine, Rachel West Virginia 1983.

d'un Killisch (de Berlin-Est) est proche de leur style rebelle à toute contrainte.

L'exposition met donc plutôt à l'honneur la première génération qui a vécu la division de la ville, avec des œuvres souvent très récentes.

L'adieu aux expositions thématiques

Elle aurait gagné à être véritablement historique, ce qui lui aurait évité, peut-être, de ressembler à une manifestation de circonstance, avec tout le malaise qui en découle. Malaise face à des peintures d'un expressionnisme dur à avaler, à deux

ou trois exceptions près : les terribles installations de Kienholz, ou le mur de photos d'objets pris dans une lumière aveuglante de Dieter Appelt.

Aussi se prend-on à regretter les Biennales d'antan, qui proposaient de grandes expositions thématiques (que la Biennale d'aujourd'hui ne semble plus pouvoir s'offrir, faute de moyens), tout en opérant un glissement du côté des salles italiennes où il fait meilleur vivre. Bien qu'on y croise une colossale tête de mort de Dominici, nantie d'un nez pointu de masoquo, une idée qui fait mouche. On y rencontre de bonnes choses, notamment les frises d'empreintes humbles et gauches d'Alighiero Boetti (d'ailleurs cité au palmarès), les tableaux de pierre d'Anselmo (Lion d'or de la peinture),

les petits Vesuves de Tatafiore, une chambre de Pissani qui, à la manière de Duchamp, met le spectateur en position de voyeur, pour découvrir, par des trous, un bassin d'eau et son jet dirigé vers un nu féminin. En prime on peut même s'extasier devant la facture à l'ancienne de l'anachronisme romain, Mariani.

Du côté des pavillons nationaux, il ne faut pas s'attendre à de très grandes révélations, ni à de folles émotions. Cependant les artistes choisis par les pays sont souvent de bons, voire de très bons artistes de la génération des années 70, qui ont déjà fait un bout de chemin, mais qui ne bénéficient pas forcément d'une très large reconnaissance internationale. On admettra que le parti est juste, plus juste que de proposer Jasper Johns, dont on était content, il y a deux ans, de voir les œuvres récentes, mais qui n'avait pas besoin de consécration.

Echapper aux dikats

Au pavillon anglais, on peut apprécier la sculpture étrange de l'artiste d'origine indienne, Anish Kapoor, qui jette un peu de poudre aux yeux avec ses pigments colorés, parfois d'un bleu ressemblant fort à l'IKB, le bleu d'Yves Klein, qui lui servent aussi à dématérialiser ses volumes, tantôt pierres de Lune, tantôt blocs forés comme des puits, tantôt symboles de fécondité. Il reste que c'est encore un très jeune artiste, qui s'exprime singulièrement, et qui est en train de prendre une des meilleures places dans le grand concert de la sculpture anglaise.

Jenny Holzer représente les Etats-Unis. Elle aussi est une bonne artiste, mais ses petites phrases en trois ou quatre langues du genre « on parle pour voler son impuissance », « ascolta quando il corpo ti parla », « expiring for love is beautiful but stupid », « private property create crime », « il denaro crea el gusto », etc., qu'elle fait passer en messages lumineux comme des slogans publicitaires, ou qu'elle grave dans le sol et sur des bancs, perdent de leur impact à ne pas être là où on ne les attend pas, c'est-à-dire dans le tissu urbain.

Ei à Venise, son très beau ruissellement de maximes prend tout d'un coup la tournure d'un discours un rien moralisateur et esthétisant. Ce qui n'a d'ailleurs pas empêché le jury

de lui décerner le prix du meilleur pavillon.

Le pavillon Allemand ne manque pas d'allure avec Mucha et sa construction froide, impeccable, mais on y apprécie surtout le travail des Becher, qu'on a envie de saluer très fort pour leur inépuisable recherche de monuments industriels qu'ils photographient comme des sculptures. On trouvera donc juste que ces vieux routiers de la photographie de chevalements, de mines et de châteaux d'eau, aient décroché le prix de sculpture.

Qu'ils aient été choisis par l'Allemagne et primés, qu'un artiste comme Miralda, qui depuis vingt ans et plus travaille sur la fête et les cérémonies populaires — il propose à Venise une *Lune de miel*, avec gondole en forme de chaussure, orgue de tissus et objets de pacotille, — et qui n'est pas dans le marché, est un signe, aient décroché le prix de sculpture. Qu'ils aient été choisis par l'Allemagne et primés, qu'un artiste comme Miralda, qui depuis vingt ans et plus travaille sur la fête et les cérémonies populaires — il propose à Venise une *Lune de miel*, avec gondole en forme de chaussure, orgue de tissus et objets de pacotille, — et qui n'est pas dans le marché, est un signe, aient décroché le prix de sculpture. Qu'ils aient été choisis par l'Allemagne et primés, qu'un artiste comme Miralda, qui depuis vingt ans et plus travaille sur la fête et les cérémonies populaires — il propose à Venise une *Lune de miel*, avec gondole en forme de chaussure, orgue de tissus et objets de pacotille, — et qui n'est pas dans le marché, est un signe, aient décroché le prix de sculpture.

Décidément cette édition de la Biennale — qui, sous le couvert d'une certaine neutralité, paraît un peu ennuyée — témoigne peut-être mieux que bien d'autres d'une richesse de la création et de son ouverture, qui sait, sur l'avenir. Ce que Giovanni Carandente entendait faire.

Reste encore bien des manifestations intéressantes, contestées, comme celle de la France (en France) ou non, quantité d'expositions hors des Giardini et d'Aperto, proposées par la Biennale elle-même, ou hors Biennale. De quoi passer au moins trois jours à Venise, sans faire de tourisme. Nous y reviendrons.

GENEVIÈVE BREERETTE

ARCHITECTURE

La consultation exemplaire de Valence

Mais que cherchent donc à cacher tant d'architectes en se réfugiant dans un hermétisme incompréhensible au commun des mortels ?

La consultation internationale d'architectes à laquelle viennent de se livrer conjointement les villes de Valence et de Bourg-lès-Valence (Drôme) est exemplaire à plus d'un titre. Exemplaire, en premier lieu, d'une politique du bon sens et de la prévoyance : il s'agit de s'y prendre en temps et en heure pour donner à l'agglomération un outil d'organisation urbaine qui laisse à l'homme la primauté sur l'industrie.

Le contournement futur des deux villes par l'autoroute A 7, qui les coupe actuellement du Rhône, doit permettre le développement de l'agglomération vers le fleuve. Que faire alors du tracé déclassé de l'A7, que faire des rives du Rhône, comment raccorder ces rives à la ville sans que la pression naturelle des investissements industriels l'emporte trop sûrement sur l'habitat ?

Après une première phase de consultation, une commission ad hoc, amplement consultée par les spécialistes du ministère de l'équipement, a suggéré de retenir quatre équipes, issues pour partie de mariages des architectes, urbanistes ou paysagistes de la phase initiale. Les quatre équipes, en l'occurrence l'italien Fukas, le suisse Luscher, le groupe franco-

italien Huët et Massa, enfin le groupe hispano-français Roig et Chemetoff, ont rendu leurs projets début avril, pour être exposés dans le cadre de la Foire de Valence, en mai, et livrés ainsi à l'appréciation des populations concernées, appelées à donner un vote indicatif.

La ville n'entendait pas pour autant choisir un unique lauréat, et c'est avec sagesse qu'elle s'était réservée la possibilité de prendre le meilleur de chaque projet, voire le cas échéant, de n'en rien garder. Deuxième bonne raison de trouver cette affaire exemplaire.

La prudence des organisateurs

Car, par les temps qui courent, on ne saurait assez se méfier des concours et des consultations, nationales ou internationales. Il faut se méfier surtout de leurs organisateurs qui, n'ayant plus les plates certitudes du style international pour prouver la maîtrise de leur jugement, ont désormais une forte tendance à prendre l'essor comme référence, ce qui est tout aussi dangereux.

Il y a en effet deux formes d'essor : l'une qui porte sur le contenu même des projets rendus

et carcasse dans le sens du poil les mouvements de mode (hier les grassements « post-modernes », aujourd'hui les objets déconnectés de leur environnement).

L'autre qui porte sur la forme même, le « rendu » des projets. Cela consiste à livrer des projets totalement illisibles, généralement à prétention artistique, propres en tout cas, lors des réunions de jury, à laisser le champ libre à toutes les interprétations, à toutes les manipulations. Naguère encore, certes, le savoir-faire favorisait tel ou tel concurrent, mais la lisibilité restait une exigence, simplement pour permettre le plus large partage des points de vue, et pour mettre, autant qu'il se peut, les concurrents sur un pied d'égalité devant les jurés. Or la consultation de Valence se révèle, hélas, exemplaire sur ce point-là aussi. Sauf le projet Huët-Massa, qui a la courtoisie de s'exprimer dans un langage, qu'on peut aimer ou non, mais au moins compréhensible par le commun des mortels, les trois autres projets se livrent à une désespérante compétition d'hermétisme.

De quelles incertitudes ces architectes et ces urbanistes se cachent-ils ? Quelles fausses bonnes idées réclament leurs projets, pour qu'ils

se livrent ainsi à de telles diversions ? C'est ce que tout ami de Valence se sera certainement demandé, en se louant de la prudence des organisateurs drômois.

Il serait en effet dommage, puisque les municipalités semblent décidées à faire avancer leur mutation urbaine, de ne pas accélérer au plus vite le contournement de l'A 7, pour laisser se développer naturellement les trois ou quatre idées simples, évidentes, qui régiront les retrouvailles de la ville avec son fleuve.

Ecouter les professionnels pour ce qu'ils montrent réellement, et non pour ce qu'ils prétendent représenter, cela serait une nouvelle forme d'exemplarité pour l'expérience valentinoise.

On ne saurait en tout cas pas assez se méfier d'un retour prématuré au mythe du génial concepteur, de l'architecte ou de l'urbaniste visionnaire, dont un geste de la main suffirait à exprimer la pensée. Cela a fait trop de mal aux villes françaises et d'ailleurs. Pis encore : on continue d'en payer les conséquences au prix fort, comme en témoignent les multiples instances chargées de « réparer » les villes et les banlieues.

FREDÉRIC EDELMANN



BERGSON

Leçons de psychologie et de métaphysique
Cours I

Avec les cours de Bergson, nous entrons pour la première fois dans l'atelier où s'élaborait sa philosophie. Cette traversée en profondeur permettra de prendre la mesure d'une pensée exemplaire et de lui donner son juste statut métaphysique.

Edition par Henri Hude. Collection « Epiméthée » dirigée par Jean-Luc Marion. 448 pages - 290 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

هكذا من الأصل

12 Le Monde • Mercredi 30 mai 1990 •••

• L'UNIFICATION ALLEMANDE, CHANCE OU HANDICAP ?

LE MONDE

diplomatique

36 pages - 17 F

Abonnements : voir tarif page 31

Publication mensuelle - 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 015

PROCHE-ORIENT
Ambitions
irakiennes
(Page 3.)

Démographie
Développement
démocratie...
et
immigrations



EXPLOSION DES CONFLITS EN UNION SOVIÉTIQUE

Le temps de toutes les ruptures

L'attitude de Moscou, après la proclamation d'indépendance de la Lituanie, reste d'une très grande fermeté. On se souvient que sous prétexte de mettre fin à d'odieux massacres interethniques, l'intervention de l'armée en mars dernier à Bakou étouffa - au moins momentanément - l'ambition séparatiste de l'Azerbaïdjan. M. Gorbatchev estime ne pouvoir concéder aux Lituanes ce qu'il refuse d'accorder aux Azeris, aux Géorgiens, aux Moldaves, sans parler des indépendantistes musulmans d'Asie centrale (lire les articles pages 10 et 11). Les puissances occidentales, tout en

manifestant de la sympathie à l'égard des légitimes aspirations lituanaises, se sont gardées de la moindre initiative pouvant mettre M. Gorbatchev en difficulté. D'autant que le nombre des adversaires du président soviétique ne cesse d'augmenter, aussi bien parmi les officiers supérieurs de l'armée, gardiens de l'empire, que parmi les réformistes radicaux qui viennent de s'emparer des matières de Moscou et de Leningrad. De surcroît, la situation économique continue de se dégrader et M. Gorbatchev est également contraint de se battre sur les multiples tranchées du vaste front social.

Par JEAN-MARIE CHAUVIER

sans des réformes libérales, constatant l'absence d'effets. Les plus fervents adeptes de ces réformes le déplorent. Ils pointent du doigt la nouvelle figure de l'adversité : l'« égalitarisme » russe, fruit d'une « mentalité d'esclaves ».

l'« égalitarisme » abhorré. Tout une nouvelle et commode mythologie ? Qu'en est-il, en fin de compte, de cette « égalité » ? Une première confusion à éviter, c'est celle de l'égalité sociale avec le nivellement des revenus. Une seconde, c'est celle du nivellement des revenus sociaux avec l'égalité des revenus tout court. Le nivellement est très réel entre salariés, en défaveur des ingénieurs, des médecins, des enseignants, et donc économiquement démotivants. Mais il n'empêche pas de fortes différences de revenus et de niveaux de vie entre les deux catégories extrêmes - riches et pauvres - de la société. Tous les

MAI 1990

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE MAI

URSS :

Conflits sociaux et sous-développement, par Jean-Marie Chauvier, Marc Ferro, Catherine Goussef, Jacques Sapir et Chantal Lemerrier-Quelquejey.

PROCHE-ORIENT :

Ambitions irakiennes, par Alain Gresh.

CHINE :

Un continent ingouvernable, par Roland Lew.

ALLEMAGNE :

L'unification, chance ou handicap pour l'Europe ? par Denis Clerc.

DÉVELOPPEMENT :

Révolution des semences et alimentation humaine, par Robert Ali Brac de La Périère.

CULTURE :

Le cercle des cinéastes disparus, par Michel David.

DOSSIER (8 pages) :

Démographie, développement, démocratie et... immigrations, par Claude Julien, Jacques Vallin, Susan George, Francis Gendreau, Maria Cosio, Thérèse Locoh, Claude Liauzu et Léon Tabah.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

NOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL :
PAYS :
FRANCE
DOM-TOM

PROCHE-ORIENT
Ambitions
irakiennes

UNION SOVIETIQUE

toutes les ruptures

Le Monde • Mercredi 30 mai 1990 • 15

Le Monde

NUMERO HORS SERIE

DE GAULLE

« C'était à moi d'assumer
la France »

Charles de Gaulle

A l'occasion du centième anniversaire de sa naissance et du cinquantième anniversaire de l'appel du 18 juin, *le Monde* consacre un numéro hors série au général de Gaulle.

Peu de personnalités ont marqué comme lui de leur empreinte notre histoire contemporaine. Pour mieux comprendre l'homme, sa fascination pour la France, ses convictions, la portée de son action politique, *le Monde* a effectué une sélection d'articles parus dans ses colonnes depuis sa création.

Le Monde retrace tous les grands moments de la vie du général : son engagement militaire, son combat pour la France libre, sa volonté de redonner un rang mondial à la nation, son rôle dans la création de nos institutions. *Le Monde* relate aussi ses treize années au pouvoir, la décolonisation, sa détermination dans le choix d'une force nucléaire de dissuasion. Enfin, il évoque la crise de mai 68, l'échec du général de Gaulle au référendum de 1969 et l'héritage qu'il a légué aux hommes politiques d'aujourd'hui.

« DE GAULLE », un numéro hors série du *Monde*, pour revivre l'aventure exceptionnelle d'un grand homme d'État.

30 FRANCS
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX
OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : DE GAULLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : [] [] [] [] [] LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

FRANCE (métropole uniquement). _____ Nombre d'ex. : _____ X 35 F (port inclus) = _____ F.

DOM-TOM et ÉTRANGER _____ Nombre d'ex. : _____ X 40 F (port inclus) = _____ F.

Bulletin et règlement à retourner à :

le Monde, service vente au numéro, 15, rue Falguière, 75501 Paris cedex 15 - France.

LMPB

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

14 La Monde • Mercredi 30 mai 1990

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

CHATELET THEATRE MUSICAL DE PARIS Vendredi 7 ^e juin 12 h 45 (p. Valérie)	LES MOIS MUSICAUX Gottfried Prouvost violon Yvan CHIFFOLEAU violoncelle OFFENBACH, KODALY • PLEINS FEUX • présente Un concert exceptionnel KATSARIS LES VIRTUOSOS DU PHILHARMONIQUE DE BERLIN SCHUBERT, MOZART, BACH
AUTODROM CHATELET FORUM DES HALLES Mardi 5 juin 19 h Jeudi 7 juin 19 h Vendredi 8 juin 19 h (p. Valérie)	GRANDS PRIX INTERNATIONAUX le 6 : BENI SCHMID BEETHOVEN RAVEL, CHAUSSON le 7 : STEVEN BURNS Trompette TELEMANN, BARBER ALBINOW le 8 : Thierry HUILLET Piano TEDI PAPAVERANI Violon SHUMANN, BACH
CHATELET THEATRE MUSICAL DE PARIS Dimanche 10 juin 18 heures (p. Valérie)	Solistes de l'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE de RADIO-FRANCE VILLA-LOBOS, MOZART MENDELSSOHN
CHATELET THEATRE MUSICAL DE PARIS Dimanche 10 juin 18 heures (p. Valérie)	TRIO ISAAC STERN YO YO MA EMMANUEL AX CHOSTAKOVITCH SCHUBERT Concert réservé aux moins de 25 ans

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

ANNE ALVARO
**LE MONSIEUR
AUX
YEUX
BLEUS**
Toute et plus en scène
Catherine DEWITTE
PARIS VILLETTE 42 02 02 63

PLANO
LUNDI 11 JUIN
ANNIE FISCHER
LUNDI 18 JUIN
ALFRED BRENDEL
VENDREDI 22 JUIN
VLADIMIR ASHKENAZY
SALLÉ PLEYEL
LOCATION : 45.63.85.73

châtelet
THEATRE MUSICAL DE PARIS

A l'occasion des 70 ans
d'Isaac Stern
Concert exceptionnel,
réservé aux moins de 25 ans

Trio,
Isaac Stern,
Yo Yo Ma,
Emmanuel Ax
Chostakovitch, Beethoven...
10 juin 18h
Prix des places : 70 - 50 - 40 F
40.28.28.40

theatre 13 45.88.62.22 DU 22 MAI AU 24 JUIN
**SATIRE
RUSSE**
de MOUZA PAVLOVA, réadaptation J.L. JACOBIN - A. RIMOUX

(Rectificatif)
**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION
DES AMIS DE BOURDELLE**
Aura lieu le 22 JUIN 90 à 18 h 30
et sera le mercredi 30 mai comme indiqué par erreur dans notre édition datée du 17/5/90
MUSÉE BOURDELLE
16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 PARIS

Concerts
Radio France

31 Jeudi 31 mai, 20 h 30 Théâtre des Champs-Élysées Maurice Christian Zacharias, piano Orchestre Philharmonique de Radio France Dir. Bernard Klee	7 Jeudi 7 juin, 20 h 30 Folies Notre-Dame-de-Bian-Moncau Du Courmy - Anonyme du XVIII ^e siècle O. Joachim - Chertney - Muret John Grew, orgue
31 Jeudi 31 mai, 20 h 30 Folies Notre-Dame-de-Bian-Moncau Du Courmy - Anonyme du XVIII ^e siècle O. Joachim - Chertney - Muret John Grew, orgue	9 Samedi 9 juin, 20 h 30 Grand Auditorium de Radio France Musiques en Perspective Jéhon - Berlioz - Manoury L. Williams - R. Schuster Orchestre Philharmonique de Radio France Dir. Arturo Tamayo
7 Jeudi 7 juin, 20 h 30 Salle Pleyel Berlin - Rouven et Juliette K. Kollmann - L. Pizzini B. Klee Orchestre National de France et Chœur de Radio France Dir. Sylvain Cambreling	13 Mercredi 13 juin Grand Auditorium de Radio France L'été - Intégrale des Amateurs de jazz 19 h : Marc Plante, piano 20 h : Frédéric Chab, piano 22 h 30 : Alan Newson, piano

Location :
RADIOFRANCE 42 02 15 16
SALLÉ PLEYEL 45 63 85 73
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 47 20 36 77
PNEU 42 02 15 16
1 place, 2 places, 3 places, 4 places, 5 places, 6 places, 7 places, 8 places, 9 places, 10 places, 11 places, 12 places, 13 places, 14 places, 15 places, 16 places, 17 places, 18 places, 19 places, 20 places, 21 places, 22 places, 23 places, 24 places, 25 places, 26 places, 27 places, 28 places, 29 places, 30 places, 31 places, 32 places, 33 places, 34 places, 35 places, 36 places, 37 places, 38 places, 39 places, 40 places, 41 places, 42 places, 43 places, 44 places, 45 places, 46 places, 47 places, 48 places, 49 places, 50 places, 51 places, 52 places, 53 places, 54 places, 55 places, 56 places, 57 places, 58 places, 59 places, 60 places, 61 places, 62 places, 63 places, 64 places, 65 places, 66 places, 67 places, 68 places, 69 places, 70 places, 71 places, 72 places, 73 places, 74 places, 75 places, 76 places, 77 places, 78 places, 79 places, 80 places, 81 places, 82 places, 83 places, 84 places, 85 places, 86 places, 87 places, 88 places, 89 places, 90 places, 91 places, 92 places, 93 places, 94 places, 95 places, 96 places, 97 places, 98 places, 99 places, 100 places, 101 places, 102 places, 103 places, 104 places, 105 places, 106 places, 107 places, 108 places, 109 places, 110 places, 111 places, 112 places, 113 places, 114 places, 115 places, 116 places, 117 places, 118 places, 119 places, 120 places, 121 places, 122 places, 123 places, 124 places, 125 places, 126 places, 127 places, 128 places, 129 places, 130 places, 131 places, 132 places, 133 places, 134 places, 135 places, 136 places, 137 places, 138 places, 139 places, 140 places, 141 places, 142 places, 143 places, 144 places, 145 places, 146 places, 147 places, 148 places, 149 places, 150 places, 151 places, 152 places, 153 places, 154 places, 155 places, 156 places, 157 places, 158 places, 159 places, 160 places, 161 places, 162 places, 163 places, 164 places, 165 places, 166 places, 167 places, 168 places, 169 places, 170 places, 171 places, 172 places, 173 places, 174 places, 175 places, 176 places, 177 places, 178 places, 179 places, 180 places, 181 places, 182 places, 183 places, 184 places, 185 places, 186 places, 187 places, 188 places, 189 places, 190 places, 191 places, 192 places, 193 places, 194 places, 195 places, 196 places, 197 places, 198 places, 199 places, 200 places, 201 places, 202 places, 203 places, 204 places, 205 places, 206 places, 207 places, 208 places, 209 places, 210 places, 211 places, 212 places, 213 places, 214 places, 215 places, 216 places, 217 places, 218 places, 219 places, 220 places, 221 places, 222 places, 223 places, 224 places, 225 places, 226 places, 227 places, 228 places, 229 places, 230 places, 231 places, 232 places, 233 places, 234 places, 235 places, 236 places, 237 places, 238 places, 239 places, 240 places, 241 places, 242 places, 243 places, 244 places, 245 places, 246 places, 247 places, 248 places, 249 places, 250 places, 251 places, 252 places, 253 places, 254 places, 255 places, 256 places, 257 places, 258 places, 259 places, 260 places, 261 places, 262 places, 263 places, 264 places, 265 places, 266 places, 267 places, 268 places, 269 places, 270 places, 271 places, 272 places, 273 places, 274 places, 275 places, 276 places, 277 places, 278 places, 279 places, 280 places, 281 places, 282 places, 283 places, 284 places, 285 places, 286 places, 287 places, 288 places, 289 places, 290 places, 291 places, 292 places, 293 places, 294 places, 295 places, 296 places, 297 places, 298 places, 299 places, 300 places, 301 places, 302 places, 303 places, 304 places, 305 places, 306 places, 307 places, 308 places, 309 places, 310 places, 311 places, 312 places, 313 places, 314 places, 315 places, 316 places, 317 places, 318 places, 319 places, 320 places, 321 places, 322 places, 323 places, 324 places, 325 places, 326 places, 327 places, 328 places, 329 places, 330 places, 331 places, 332 places, 333 places, 334 places, 335 places, 336 places, 337 places, 338 places, 339 places, 340 places, 341 places, 342 places, 343 places, 344 places, 345 places, 346 places, 347 places, 348 places, 349 places, 350 places, 351 places, 352 places, 353 places, 354 places, 355 places, 356 places, 357 places, 358 places, 359 places, 360 places, 361 places, 362 places, 363 places, 364 places, 365 places, 366 places, 367 places, 368 places, 369 places, 370 places, 371 places, 372 places, 373 places, 374 places, 375 places, 376 places, 377 places, 378 places, 379 places, 380 places, 381 places, 382 places, 383 places, 384 places, 385 places, 386 places, 387 places, 388 places, 389 places, 390 places, 391 places, 392 places, 393 places, 394 places, 395 places, 396 places, 397 places, 398 places, 399 places, 400 places, 401 places, 402 places, 403 places, 404 places, 405 places, 406 places, 407 places, 408 places, 409 places, 410 places, 411 places, 412 places, 413 places, 414 places, 415 places, 416 places, 417 places, 418 places, 419 places, 420 places, 421 places, 422 places, 423 places, 424 places, 425 places, 426 places, 427 places, 428 places, 429 places, 430 places, 431 places, 432 places, 433 places, 434 places, 435 places, 436 places, 437 places, 438 places, 439 places, 440 places, 441 places, 442 places, 443 places, 444 places, 445 places, 446 places, 447 places, 448 places, 449 places, 450 places, 451 places, 452 places, 453 places, 454 places, 455 places, 456 places, 457 places, 458 places, 459 places, 460 places, 461 places, 462 places, 463 places, 464 places, 465 places, 466 places, 467 places, 468 places, 469 places, 470 places, 471 places, 472 places, 473 places, 474 places, 475 places, 476 places, 477 places, 478 places, 479 places, 480 places, 481 places, 482 places, 483 places, 484 places, 485 places, 486 places, 487 places, 488 places, 489 places, 490 places, 491 places, 492 places, 493 places, 494 places, 495 places, 496 places, 497 places, 498 places, 499 places, 500 places, 501 places, 502 places, 503 places, 504 places, 505 places, 506 places, 507 places, 508 places, 509 places, 510 places, 511 places, 512 places, 513 places, 514 places, 515 places, 516 places, 517 places, 518 places, 519 places, 520 places, 521 places, 522 places, 523 places, 524 places, 525 places, 526 places, 527 places, 528 places, 529 places, 530 places, 531 places, 532 places, 533 places, 534 places, 535 places, 536 places, 537 places, 538 places, 539 places, 540 places, 541 places, 542 places, 543 places, 544 places, 545 places, 546 places, 547 places, 548 places, 549 places, 550 places, 551 places, 552 places, 553 places, 554 places, 555 places, 556 places, 557 places, 558 places, 559 places, 560 places, 561 places, 562 places, 563 places, 564 places, 565 places, 566 places, 567 places, 568 places, 569 places, 570 places, 571 places, 572 places, 573 places, 574 places, 575 places, 576 places, 577 places, 578 places, 579 places, 580 places, 581 places, 582 places, 583 places, 584 places, 585 places, 586 places, 587 places, 588 places, 589 places, 590 places, 591 places, 592 places, 593 places, 594 places, 595 places, 596 places, 597 places, 598 places, 599 places, 600 places, 601 places, 602 places, 603 places, 604 places, 605 places, 606 places, 607 places, 608 places, 609 places, 610 places, 611 places, 612 places, 613 places, 614 places, 615 places, 616 places, 617 places, 618 places, 619 places, 620 places, 621 places, 622 places, 623 places, 624 places, 625 places, 626 places, 627 places, 628 places, 629 places, 630 places, 631 places, 632 places, 633 places, 634 places, 635 places, 636 places, 637 places, 638 places, 639 places, 640 places, 641 places, 642 places, 643 places, 644 places, 645 places, 646 places, 647 places, 648 places, 649 places, 650 places, 651 places, 652 places, 653 places, 654 places, 655 places, 656 places, 657 places, 658 places, 659 places, 660 places, 661 places, 662 places, 663 places, 664 places, 665 places, 666 places, 667 places, 668 places, 669 places, 670 places, 671 places, 672 places, 673 places, 674 places, 675 places, 676 places, 677 places, 678 places, 679 places, 680 places, 681 places, 682 places, 683 places, 684 places, 685 places, 686 places, 687 places, 688 places, 689 places, 690 places, 691 places, 692 places, 693 places, 694 places, 695 places, 696 places, 697 places, 698 places, 699 places, 700 places, 701 places, 702 places, 703 places, 704 places, 705 places, 706 places, 707 places, 708 places, 709 places, 710 places, 711 places, 712 places, 713 places, 714 places, 715 places, 716 places, 717 places, 718 places, 719 places, 720 places, 721 places, 722 places, 723 places, 724 places, 725 places, 726 places, 727 places, 728 places, 729 places, 730 places, 731 places, 732 places, 733 places, 734 places, 735 places, 736 places, 737 places, 738 places, 739 places, 740 places, 741 places, 742 places, 743 places, 744 places, 745 places, 746 places, 747 places, 748 places, 749 places, 750 places, 751 places, 752 places, 753 places, 754 places, 755 places, 756 places, 757 places, 758 places, 759 places, 760 places, 761 places, 762 places, 763 places, 764 places, 765 places, 766 places, 767 places, 768 places, 769 places, 770 places, 771 places, 772 places, 773 places, 774 places, 775 places, 776 places, 777 places, 778 places, 779 places, 780 places, 781 places, 782 places, 783 places, 784 places, 785 places, 786 places, 787 places, 788 places, 789 places, 790 places, 791 places, 792 places, 793 places, 794 places, 795 places, 796 places, 797 places, 798 places, 799 places, 800 places, 801 places, 802 places, 803 places, 804 places, 805 places, 806 places, 807 places, 808 places, 809 places, 810 places, 811 places, 812 places, 813 places, 814 places, 815 places, 816 places, 817 places, 818 places, 819 places, 820 places, 821 places, 822 places, 823 places, 824 places, 825 places, 826 places, 827 places, 828 places, 829 places, 830 places, 831 places, 832 places, 833 places, 834 places, 835 places, 836 places, 837 places, 838 places, 839 places, 840 places, 841 places, 842 places, 843 places, 844 places, 845 places, 846 places, 847 places, 848 places, 849 places, 850 places, 851 places, 852 places, 853 places, 854 places, 855 places, 856 places, 857 places, 858 places, 859 places, 860 places, 861 places, 862 places, 863 places, 864 places, 865 places, 866 places, 867 places, 868 places, 869 places, 870 places, 871 places, 872 places, 873 places, 874 places, 875 places, 876 places, 877 places, 878 places, 879 places, 880 places, 881 places, 882 places, 883 places, 884 places, 885 places, 886 places, 887 places, 888 places, 889 places, 890 places, 891 places, 892 places, 893 places, 894 places, 895 places, 896 places, 897 places, 898 places, 899 places, 900 places, 901 places, 902 places, 903 places, 904 places, 905 places, 906 places, 907 places, 908 places, 909 places, 910 places, 911 places, 912 places, 913 places, 914 places, 915 places, 916 places, 917 places, 918 places, 919 places, 920 places, 921 places, 922 places, 923 places, 924 places, 925 places, 926 places, 927 places, 928 places, 929 places, 930 places, 931 places, 932 places, 933 places, 934 places, 935 places, 936 places, 937 places, 938 places, 939 places, 940 places, 941 places, 942 places, 943 places, 944 places, 945 places, 946 places, 947 places, 948 places, 949 places, 950 places, 951 places, 952 places, 953 places, 954 places, 955 places, 956 places, 957 places, 958 places, 959 places, 960 places, 961 places, 962 places, 963 places, 964 places, 965 places, 966 places, 967 places, 968 places, 969 places, 970 places, 971 places, 972 places, 973 places, 974 places, 975 places, 976 places, 977 places, 978 places, 979 places, 980 places, 981 places, 982 places, 983 places, 984 places, 985 places, 986 places, 987 places, 988 places, 989 places, 990 places, 991 places, 992 places, 993 places, 994 places, 995 places, 996 places, 997 places, 998 places, 999 places, 1000 places, 1001 places, 1002 places, 1003 places, 1004 places, 1005 places, 1006 places, 1007 places, 1008 places, 1009 places, 1010 places, 1011 places, 1012 places, 1013 places, 1014 places, 1015 places, 1016 places, 1017 places, 1018 places, 1019 places, 1020 places, 1021 places, 1022 places, 1023 places, 1024 places, 1025 places, 1026 places, 1027 places, 1028 places, 1029 places, 1030 places, 1031 places, 1032 places, 1033 places, 1034 places, 1035 places, 1036 places, 1037 places, 1038 places, 1039 places, 1040 places, 1041 places, 1042 places, 1043 places, 1044 places, 1045 places, 1046 places, 1047 places, 1048 places, 1049 places, 1050 places, 1051 places, 1052 places, 1053 places, 1054 places, 1055 places, 1056 places, 1057 places, 1058 places, 1059 places, 1060 places, 1061 places, 1062 places, 1063 places, 1064 places, 1065 places, 1066 places, 1067 places, 1068 places, 1069 places, 1070 places, 1071 places, 1072 places, 1073 places, 1074 places, 1075 places, 1076 places, 1077 places, 1078 places, 1079 places, 1080 places, 1081 places, 1082 places, 1083 places, 1084 places, 1085 places, 1086 places, 1087 places, 1088 places, 1089 places, 1090 places, 1091 places, 1092 places, 1093 places, 1094 places, 1095 places, 1096 places, 1097 places, 1098 places, 1099 places, 1100 places, 1101 places, 1102 places, 1103 places, 1104 places, 1105 places, 1106 places, 1107 places, 1108 places, 1109 places, 1110 places, 1111 places, 1112 places, 1113 places, 1114 places, 1115 places, 1116 places, 1117 places, 1118 places, 1119 places, 1120 places, 1121 places, 1122 places, 1123 places, 1124 places, 1125 places, 1126 places, 1127 places, 1128 places, 1129 places, 1130 places, 1131 places, 1132 places, 1133 places, 1134 places, 1135 places, 1136 places, 1137 places, 1138 places, 1139 places, 1140 places, 1141 places, 1142 places, 1143 places, 1144 places, 1145 places, 1146 places, 1147 places, 1148 places, 1149 places, 1150 places, 1151 places, 1152 places, 1153 places, 1154 places, 1155 places, 1156 places, 1157 places, 1158 places, 1159 places, 1160 places, 1161 places, 1162 places, 1163 places, 1164 places, 1165 places, 1166 places, 1167 places, 1168 places, 1169 places, 1170 places, 1171 places, 1172 places, 1173 places, 1174 places, 1175 places, 1176 places, 1177 places, 1178 places, 1179 places, 1180 places, 1181 places, 1182 places, 1183 places, 1184 places, 1185 places, 1186 places, 1187 places, 1188 places, 1189 places, 1190 places, 1191 places, 1192 places, 1193 places, 1194 places, 1195 places, 1196 places, 1197 places, 1198 places, 1199 places, 1200 places, 1201 places, 1202 places, 1203 places, 1204 places, 1205 places, 1206 places, 1207 places, 1208 places, 1209 places, 1210 places, 1211 places, 1212 places, 1213 places, 1214 places, 1215 places, 1216 places, 1217 places, 1218 places, 1219 places, 1220 places, 1221 places, 1222 places, 1223 places, 1224 places, 1225 places, 1226 places, 1227 places, 1228 places, 1229 places, 1230 places, 1231 places, 1232 places, 1233 places, 1234 places, 1235 places, 1236 places, 1237 places, 1238 places, 1239 places, 1240 places, 1241 places, 1242 places, 1243 places, 1244 places, 1245 places, 1246 places, 1247 places, 1248 places, 1249 places, 1250 places, 1251 places, 1252 places, 1253 places, 1254 places, 1255 places, 1256 places, 1257 places, 1258 places, 1259 places, 1260 places, 1261 places, 1262 places, 1263 places, 1264 places, 1265 places, 1266 places, 1267 places, 1268 places, 1269 places, 1270 places, 1271 places, 1272 places, 1273 places, 1274 places, 1275 places, 1276 places, 1277 places, 1278 places, 1279 places, 1280 places, 1281 places, 1282 places, 1283 places, 1284 places, 1285 places, 1286 places, 1287 places, 1288 places, 1289 places, 1290 places, 1291 places, 1292 places, 1293 places, 1294 places, 1295 places, 1296 places, 1297 places, 1298 places, 1299 places, 1300 places, 1301 places, 1302 places, 1303 places, 1304 places, 1305 places, 1306 places, 1307 places, 1308 places, 1309 places, 1310 places, 1311 places, 1312 places, 1313 places, 1314 places, 1315 places, 1316 places, 1317 places, 1318 places, 1319 places, 1320 places, 1321 places, 1322 places, 1323 places, 1324 places, 1325 places, 1326 places, 1327 places, 1328 places, 1329 places, 1330 places, 1331 places, 1332 places, 1333 places, 1334 places, 1335 places, 1336 places, 1337 places, 1338 places, 1339 places, 1340 places, 1341 places, 1342 places, 1343 places, 1344 places, 1345 places, 1346 places, 1347 places, 1348 places, 1349 places, 1350 places, 1351 places, 1352 places, 1353 places, 1354 places, 1355 places, 1356 places, 1357 places, 1358 places, 1359 places, 1360 places, 1361 places, 1362 places, 1363 places, 1364 places, 1365 places, 1366 places, 1367 places, 1368 places, 1369 places, 1370 places, 1371 places, 1372 places, 1373 places, 1374 places, 1375 places, 1376 places, 1377 places, 1378 places, 1379 places, 1380 places, 1381 places, 1382 places, 1383 places, 1384 places, 1385 places, 1386 places, 1387 places, 1388 places, 1389 places, 1390 places, 1391 places, 1392 places, 1393 places, 1394 places, 1395 places, 1396 places, 1397 places, 1398 places, 1399 places, 1400 places, 1401 places, 1402 places, 1403 places, 1404 places, 1405 places, 1406 places, 1407 places, 1408 places, 1409 places, 1410 places, 1411 places, 1412 places, 1413 places, 1414 places, 1415 places, 1416 places, 1417 places, 1418 places, 1419 places, 1420 places, 1421 places, 1422 places, 1423 places, 1424 places, 1425 places, 1426 places, 1427 places, 1428 places, 1429 places, 1430 places, 1431 places, 1432 places, 1433 places, 1434 places, 1435 places, 1436 places, 1437 places, 1438 places, 1439 places, 1440 places, 1441 places, 1442 places, 1443 places, 1444 places, 1445 places, 1446 places, 1447 places, 1448 places, 1449 places, 1450 places, 1451 places, 1452 places, 1453 places, 1454 places, 1455 places, 1456 places, 1457 places, 1458 places, 1459 places, 1460 places, 1461 places, 1462 places, 1463 places, 1464 places, 1465 places, 1466 places, 1467 places, 1468 places, 1469 places, 1470 places, 1471 places, 1472 places, 1473 places, 1474 places, 1475 places, 1476 places, 1477 places, 1478 places, 1479 places, 1480 places, 1481 places, 1482 places, 1483 places, 1484 places, 1485 places, 1486 places, 1487 places, 1488 places, 1489 places, 1490 places, 1491 places, 1492 places, 1493 places, 1494 places, 1495 places, 1496 places, 1497 places, 1498 places, 1499 places, 1500 places, 1501 places, 1502 places, 1503 places, 1504 places, 1505 places, 1506 places, 1507 places, 1508 places, 1509 places, 1510 places, 1511 places, 1512 places, 1513 places, 1514 places, 1515 places, 1516 places, 1517 places, 1518 places, 1519 places, 1520 places, 1521 places, 1522 places, 1523 places, 1524 places, 1525 places, 1526 places, 1527 places, 1528 places, 1529 places, 1530 places, 1531 places, 1532 places, 1533 places, 1534 places, 1535 places, 1536 places, 1537 places, 1538 places, 1539 places, 1540 places, 1541 places, 1542 places, 1543 places, 1544 places, 1545 places, 1546 places, 1547 places, 1548 places, 1549 places, 1550 places, 1551 places, 1552 places, 1553 places, 1554 places, 1555 places, 1556 places, 1557 places, 1558 places, 1559 places, 1560 places, 1561 places, 1562 places, 1563 places, 1564 places, 1565 places, 1566 places, 1567 places, 1568 places, 1569 places, 1570 places, 1571 places, 1572 places, 1573 places, 1574 places, 1575 places, 1576 places, 1577 places, 1578 places, 1579 places, 1580 places, 1581 places, 1582 places, 1583 places, 1584 places, 1585 places, 1586 places, 1587 places, 1588 places, 1589 places, 1590 places, 1591 places, 1592 places, 1593 places, 1594 places, 1595 places, 1596 places, 1597 places, 1598 places, 1599 places, 1600 places, 1601 places, 1602 places, 1603 places, 1604 places, 1605 places, 1606 places, 1607 places, 1608 places, 1609 places, 1610 places, 1611 places, 1612 places, 1613 places, 1614 places, 1615 places, 1616 places, 1617 places, 1618 places, 1619 places, 1620 places, 1621 places, 1622 places, 1623 places, 1624 places, 1625 places, 1626 places, 1627 places, 1628 places, 1629 places, 1630 places, 1631 places, 1632 places, 1633 places, 1634 places, 1635 places, 1636 places, 1637 places,

SOCIÉTÉ

SANTÉ

Une nouvelle campagne de l'Agence française de lutte contre le sida

Le préservatif ne s'affiche pas

Afin de valoriser l'image du préservatif et d'en banaliser l'usage, l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS) lance, à partir du 28 mai, une nouvelle campagne de publicité à la télévision et dans certains organes de presse grand public. En revanche, contrairement à ce qui avait été prévu initialement, il n'y aura pas de campagne d'affichage sur les préservatifs dans le métro et sur les autobus.

Faire du préservatif un objet actuel, s'inscrivant dans la réalité de la vie quotidienne, un complément indispensable — et qui plus est « branché » — pour des relations amoureuses réussies : tel est, en quelques sortes, le message qu'entend faire passer le clip de 45 secondes réalisé par Jean-Baptiste Mondino et intitulé « histoires d'amour ». Ce clip est particulièrement réussi et tranche heureusement avec les précédentes expériences telles que « le sida, il ne passera pas par moi ». Il est visible, depuis le 28 mai, sur cinq chaînes de télévision (Canal Plus excepté).

Afin de soutenir le lancement de ce petit film, l'AFLS a d'autre part décidé de lancer une autre campagne dans la presse quotidienne, limitée à trois titres (*Libération*, *L'Équipe*, *France-Soir*).

À propos de la décision — contestée par de nombreuses associations de lutte contre le sida — d'annuler

une campagne d'affichage sur les préservatifs dans le métro et sur les autobus, M. Evén a expliqué que les projets qui lui avaient été proposés ne lui « convenaient » pas et qu'il ne s'agissait donc pas d'un « désaccord de principe » vis à vis de ce type de communication. M. Dominique Charvet, directeur de l'AFLS, était pour sa part un peu plus explicite quand il expliquait qu'à la différence de la télévision, « qu'on peut zapper », et d'un journal, « qu'on peut fermer », une affiche « prend une place dans l'espace public » et crée un problème différent.

On peut d'autant plus regretter le manque d'ampleur de cette campagne que l'on observe un début de déblocage à propos du préservatif, qui se traduit par une augmentation de 56 % des ventes de préservatifs en pharmacie depuis 4 ans. Au total, 70 millions de préservatifs ont été vendus, en France, en 1989. 75 % en pharmacies et 25 % en grandes et moyennes surfaces. Selon différentes enquêtes d'opinion, il apparaît que 9 % de la population totale déclare utiliser des préservatifs, de même que 12 % de la population sexuelle active d'Ile-de-France et 47 % de la population dont les « comportements sont réputés à risque » (10 % systématiquement et 37 % de temps en temps).

FRANK NOUCHI

JUSTICE

La mutinerie à la prison de Saint-Maur (Indre) en 1987

Sept détenus condamnés à des peines de huit à quinze mois de prison

Le tribunal de grande instance de Châteauroux (Indre) a condamné, lundi 28 mai, sept des prisonniers de la centrale de Saint-Maur qui avaient participé, dans la nuit du 12 au 13 novembre 1987, à une mutinerie au cours de laquelle douze personnes, dont le directeur de la prison, avaient été retenues en otage.

Les mutins se voient condamnés à des peines qui vont de huit à quinze mois de prison, tandis que six autres détenus, qui étaient jugés pour les mêmes faits, sont relaxés.

La peine la plus lourde, quinze mois, sanctionne Yves Lucovini, détenu considéré comme l'un des meneurs de la mutinerie. Cette condamnation frappe Yves Lucovini.

Le tribunal de grande instance de Châteauroux (Indre) a condamné, lundi 28 mai, sept des prisonniers de la centrale de Saint-Maur qui avaient participé, dans la nuit du 12 au 13 novembre 1987, à une mutinerie au cours de laquelle douze personnes, dont le directeur de la prison, avaient été retenues en otage.

Un autre détenu corse, Pierre Albertini, militant de l'ex-FLNC, a, en revanche, été relaxé. Le tribunal n'a pas retenu contre lui le chef de l'inculpation de séquestration de personnes.

Cinq peines de dix mois et une de huit mois ont été prononcées contre les autres mutins condamnés.

M. Raphaël Constant, avocat au barreau de Paris, qui défendait huit des mutins, a qualifié la décision du tribunal de Châteauroux de « bon jugement sur le plan juridique, mais aussi (...) faux jugement de Salomon ».

PARIS

L'urgence d'un schéma directeur des équipements souterrains

Harmonie en sous-sol

Le pignon de Paris qui traverse le square situé au chevet de l'église Saint-Philippe-du-Roule dans le 8^e arrondissement ne se doute de rien.

Peut-être en regardant bien, verrait-il quelques arbuscules frémir et révéler qu'ils masquent une bouche d'aération. Car il faut bien évacuer la chaleur dégagée par le monstre de cent tonnes enterré sous le square. A plus de vingt mètres de profondeur, EDF a niché, comme dans quatre autres quartiers de la capitale, un poste de transformation souterrain.

Exemple parmi d'autres, cité au cours d'un colloque organisé lundi 28 mai, au Sénat, par l'association « Espace souterrain » que préside et anime le préfet Maurice Doublé sur le thème « Ville, que fais-tu de ton sous-sol ? ». Le sous-sol parisien est un monde en soi, étranger bien souvent à l'autre, celui de la surface.

C'est pas nouveau, de l'après-guerre du douzième siècle près de Belleville, au réseau d'égouts en passant par le métro, le central de télécommunications des Tuileries, le RER, les parcs de stationnement et les 800 hectares de carrières, en partie comblées d'ailleurs. Ni nouveau, ni évidemment parisien : la ville de Saumur ne vient-elle pas de sauvegarder son château truffé de galeries encore peuplées par les ombres des troglodytes qui l'habitaient autrefois.

L'exploitation du sous-sol urbain ne fait pourtant que commencer. En Chine, au Canada, elle est beaucoup plus avancée. Les Japonais projettent la création d'un centre de vie souterrain et, ils en vendent l'idée comme si c'était le pays des merveilles d'Alice.

Ils ont raison. Le bas, l'« infra », l'enfer font peur, et le rêve doit y précéder les pas. Le rêve et la sagesse. Le sous-sol offre tellement d'avantages au moment où le foncier en surface est si cher et où l'on est devenu, à juste titre, si exigeants sur la protection du paysage urbain, qu'il est temps de se prémunir contre des constructions souterraines anarchiques.

Tout propriétaire en surface est en effet propriétaire du sous-sol. Déjà, a souligné un participant au Colloque, la sortie des autocars qui seront stationnés sous le Grand Louvre aurait dû être prévue loin du quartier.

Mais l'on n'a pas pu passer sous la place de la Concorde encombrée au-dessous comme au-dessus. D'où l'urgence de définir des strates, des tranches de niveau selon les équipements, et cette idée simple et forte que soutient « Espace souterrain » : il faut prévoir dès maintenant un schéma directeur du sous-sol, au moins dans ses grandes lignes. Si l'on ne veut pas demain d'embarras dans Paris.

CHARLES VIAL

ENFANCE

Les parents s'organisent pour pallier la pénurie de crèches municipales

Faut-il encore croire les élus lorsqu'ils se plaignent de ne pas être sollicités pour des projets valables de crèches ou de haltes-garderies parentales ? En septembre dernier, la firme Pampers lançait sous le patronage du secrétariat d'Etat à la famille un prix, « Je crèche sympa » (1), pour encourager et soutenir la création de crèches parentales ou de haltes-garderies. En moins de six mois, mille cinq cents dossiers de candidature ont été retirés. Ils reviennent avec une telle vitesse et dans une telle quantité que Pampers a décidé de doubler le prix cette année.

Deux cents projets avaient été envoyés pour la première session, close en mars dernier. Soixante-quatorze ont été primés et leurs auteurs ont reçu une aide allant de 10 000 francs à 30 000 francs. La somme totale des prix s'élève à 1 million de francs. Pour la deuxième session, en juin, Pampers engage à nouveau 1 million de francs. Trois cents associations sont déjà candidates.

La diversité des dossiers et leur nombre montrent à la fois l'immensité des besoins, les points faibles des structures de gardes d'enfants, ainsi que l'imagination des parents, qui en ont assez du bricolage et des solutions de secours. Une récente étude du Crédoc financée par la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) et le commissariat général au Plan, publiée dans la lettre *Consommation et modes de vie* (2), montrait la situation difficile dans laquelle se trouve la France (les auteurs du rapport soulignent toutefois que la France est plutôt en avance dans ce domaine par rapport aux autres pays européens). Actuellement, les modes d'accueil organisés (crèches, assistantes maternelles agréées) ne peuvent recevoir que 44 % des enfants de « parents actifs obligés de faire garder leur enfant de moins de trois ans ».

Sur environ 770 000 enfants, 12 % sont accueillis en crèches col-

lectives, 6 % dans des crèches familiales, 26 % chez des assistantes maternelles agréées. Les autres moins de trois ans, soit environ 430 000 enfants, dépendent de modes de garde non structurés ou « inconnus ». En 1986, environ 270 000 étaient gardés, par leurs grands-parents, par choisis, certes, pour certains, lit-on dans le rapport, mais aussi contraints par la carence de l'offre. Enfin, près de 160 000 enfants, soit 21 % ayant besoin d'un mode d'accueil, étaient gardés par des nourrices non agréées et des gardes à domicile, le plus souvent non déclarées. Tous ces enfants échappent donc presque en totalité à la politique menée envers eux par la collectivité.

Parmi les initiatives présentées au concours Pampers, environ 50 % concernent le monde rural. A Quaix-en-Chartreuse (Isère), des parents se sont regroupés pour créer une garderie « éducative ». Ils viennent d'obtenir un local, mais n'ont pas d'argent pour l'aménager en salle de jeux avec blocs de mousse à escalader, piscine de ballons et recruter un professeur de gymnastique pour les parents et leurs petits le samedi matin.

Coup de pouce

A Saint-Aignan, en Mayenne, l'association Les petits lutins de la Roë a embauché une éducatrice pour accueillir les enfants le mercredi et pendant les courtes vacances. En Ardèche, les parents vivant dans plusieurs petites communes créent un réseau d'assistantes maternelles disponibles dès 5 heures du matin.

D'autres initiatives concernent des enfants handicapés ou défavorisés. Trouver une structure d'accueil pour les tout petits handicapés n'est pas chose facile. Les formules reposant sur l'intégration mêlant enfants normaux et enfants handicapés sont préférées par les parents. A Rouen, un kinésithérapeute est à l'origine de Graffiti, une crèche halte-garderie qui vient d'ouvrir ses portes et accueille déjà quinze enfants dont cinq handicapés moteurs visuels ou auditifs. Son ambition, et celle des parents :

rendre les gamins aussi autonomes que possible.

A Saint-Paul-lès-Dax (Landes), deux éducatrices créent les Pitchoons, une halte-garderie aux horaires souples accueillant des enfants avec des difficultés d'ordre moteur et même psychique et servant également de dépannage pour des enfants envoyés en « urgence » par des travailleurs sociaux dans l'attente d'une solution de placement.

Un projet a particulièrement retenu l'attention : celui de la Passerelle, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), qui veut créer la Petite Passerelle. La Passerelle, c'est une maison familiale où l'on accueille vingt-quatre heures sur vingt-quatre les enfants dont les parents ont des difficultés passagères : hospitalisation, expulsion, crise. Son objectif : épargner aux enfants le placement à la DDASS, leur procurer un sentiment de sécurité, mêler les parents qui gardent tous leurs droits sur leurs enfants à la vie quotidienne (travaux, jeux, sorties) et les aider à préparer le retour au foyer. Pas question de séparer les frères et sœurs, et les séjours sont d'un mois au maximum. La Petite Passerelle devrait permettre d'accueillir également les bébés.

Le montant des prix (de 10 000 à 30 000 francs) peut paraître modeste, mais, pour ces associations, cela constitue le coup de pouce qui permet de se lancer. Lauréat du prix Pampers, c'est la carte de visite qui pourra peut-être attirer l'attention des élus ou des caisses d'allocations familiales sollicités pour un local ou des frais de fonctionnement. Cela sera également une bouffée d'oxygène pour ceux qui viennent de se lancer dans l'aventure en donnant beaucoup d'eux-mêmes.

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) « Je crèche sympa », 10, rue Guillaume-Tell, 75017 Paris.

(2) 142, rue de Chevaleret, 75013 Paris.

DIAGONALES

Le monde riche se couvre de parcs d'attractions. Walt Disney a montré l'exemple, sans dissimuler ses buts : ajouter à ses bestioles de charme la plus-value des rêves qu'elles ont inspirés. Les enfants se voient revendre la tendresse qu'ils portaient à leurs idoles sous la forme d'un « semblant-presque-vrai », avec illusion d'y porter le main, d'agir sur lui. D'autres vedettes de l'imaginaire font aussi le trottoir, chacune pour son compte.

Née sous le signe des forêts et des maisonnettes du temps de Grimm ou de Perrault, l'industrie du « on s'y croirait » s'est mise au goût d'une fin de siècle qui idolâtre la technique et le spectacle. Coustume a été en tableaux de carton-pâte les scènes animées de ses films, qu'elle a éloigné de la ressemblance. Le visiteur des parcs de loisirs est censé toucher du doigt ce qu'il a longtemps caressé du regard. Entre deux jeux du jardin d'enfants, cette simulation d'une troisième dimension et d'une accessibilité partielle devient un nouveau produit de la chaîne, une dentrée à lancer.

Le Futuroscope de Poitiers répond à ce mécanisme commercial. On n'y donne pas à voir l'avenir, mais à sentir le présent. C'est la matérialité de nos représentations actuelles qui est perfectionnée, afin de se rapprocher de la perception directe, « à s'y méprendre ». Aucun appareil ne préfigure le « faire » de demain. Il n'est question que d'enrichir sur les procédés cinématographiques non encore rentabilisés.

Telle salle cerne le visiteur par 360 degrés d'images entre lesquelles elle lui offre l'illusion de choix, « comme dans la vie ». Telle autre salle, moyennant des lunettes, restitue le relief, donnant à croire que des projectiles sortent de l'écran. Mieux : un lieu de projection est équipé de banquettes secourables qui transmettent à tout le corps du spectateur les frémissements et vertiges suggérés par le film d'un petit train de montagne en folie. Il ne manque que l'odeur des vomissements qu'à la longue ne manquerait pas d'entraîner ce scenic railway sur place.

Ces prouesses de fête foraine rappellent les débuts du cinéma, lorsque celui-ci se donnait modestement comme une des branches de l'illusionnisme. Notre connais-

Gadgétique

sance du futur n'y gagne absolument rien, ni celle du présent : pas plus que notre compréhension du passé ne s'enrichit des cires véristes du Musée Grévin. Le ludique et l'émotionnel règnent en maîtres, à l'exclusion de toute réflexion, de tout raisonnement.

Les dépliantes parlent de « concepts » à propos de ces dispositifs distrayants, mais c'est au sens usé où l'emploi des publicitaires. Le charme du lieu tient à sa teneur garantie nulle en création conceptuelle. Les sensations fortes tiennent lieu d'idées neuves. Le client est prié de s'abandonner aux faux-semblants, non d'apporter l'intelligence ou seulement le désir, que Valéry attendait du public des théâtres ou des musées. Laissez-vous projeter dans les galaxies ou les gouffres, et n'en demandez pas plus ! Des hôtes stylées enveloppent le tout dans le tonnelé de confiance sur l'oreiller qui accompagne désormais le moindre voyage ou achat de lessive.

On dit désert de la pensée ne signifie pas neutralité idéologique. Les commentaires des films gagnent à être analysés de ce point de vue. Les « miracles » du cosmos et de nos physiologies intimes sont présentés sur le mode des réussites techniques. Bravo la vie ! La notion de performance technique et économique a contaminé celle de l'effort humain. Discrètement, l'exploit sportif et le suprême physique, ponctués de ratés qui les humanisent, sont donnés pour des idéaux indépassables. Demain, le monde sera composé de foules admirant, devant des écrans perfectionnés, des champions de saut ou d'érudition, le modèle n'étant plus Descartes ou Pasteur, mais un mixte de Rambo et de Monsieur Propre.

Le muscle chasse la matière grise et le culturel, aussi vrai que le jogging aux antipodes tue la méditation par le livre. Un message résume tous les autres : « Nous sommes formidables et vous n'avez encore rien vu. » Le prophétisme est réduit à son expression la plus simple et la moins

exposée aux démentis : « L'an 2000 est pour demain » ; ou : « Nous sommes en pleine mutation. » Vous parlez d'un scoop ! Cela ne rappelle une chaise du Luxembourg qui s'attrait un prestige du tonnerre, sous l'Occupation, en chuchotant aux promeneurs qu'on n'avait jamais été si près de la fin de la guerre ?

Les parcs de loisirs à thèmes scientifiques ne contiennent aucune ouverture sur demain : ils ne sont que des gadgets détournés des progrès et des enjeux réels. Le citoyen est encouragé dans l'attitude que la télévision lui a appris à préférer : celle de téléspectateur passif, juste bon à goûter un surcroît de « semblant ». On le berce de mythes enfantins, de conquêtes des étoiles, de dépassements indéfinis. Ainsi oublie-t-il la disproportion étonnante des peines et des profits !

A Poitiers, un institut de prospective complète le catalogue de mots savants dont se gargarisent et nous abreuvent les décideurs. L'endroit est en forme de fleur, il est commandité par une firme de cosmétiques. On y découvre peut-être que la paix sociale de demain sera affaire de décoration. De toute manière, les organismes de ce genre n'ont cessé de se tromper ou de ne rien prédire, depuis que la mode s'en est répandue.

Reste le lycée attendant, et réputé « innovant ». Les architectes l'ont voulu en forme de proue et de fuselage, pour l'extérieur, et pour l'intérieur, stalino-carénel. Un panneau annonce un « magistère en droit de la communication ». Depuis les bonnes fortunes de l'informatique, le suffixe « tique » est en hausse constante à la bourse des termes qui en imposent. Une chaîne de gadgétisme devrait logiquement voir le jour. Elle nous renseignerait sur le devenir des aquabogues et autres aventures captivantes du troisième millénaire.

Derrière les alvéoles de la ruche centrale, des lycéens assistés d'ordinateurs et de robots dernier cri inventent des programmes de communication, lesquels, nous dit-on, jouera le rôle ancestral de l'eau dans les relations humaines de demain. Et si l'eau vient à manquer ? Et si revenait — on peut rêver — la soif de savoir et de décisions vraiment partagées ?

A Avignon

L'adolescente, la coupe de cheveux et l'agression raciste

La jeune fille noire de seize ans, qui avait affirmé avoir été tondu par quatre voyous, le 16 mai 1990, en pleine rue à Avignon (*le Monde* du 28 mai), avait inventé cette « agression raciste », a déclaré M. Michel Aubourg, procureur de la République au tribunal d'Avignon (Vaucluse), lundi 28 mai. Paniquée par le rasta complet de la coupe de ses cheveux, effectuée par un de ses amis, apprenti-coiffeur, la jeune Anne avait inventé toute cette histoire pour éviter des réprimandes de la part de sa famille. Manifestement abusé par l'invention de sa fille adoptive, le père d'Anne avait déposé plainte le 18 mai dernier.

L'adolescente a fini par avouer la vérité aux policiers de la sûreté urbaine de la Cité des papes, après qu'un de ses amis eut téléphoné au commissariat, sans se faire connaître, pour dire que la jeune fille mentait.

EN BREF

Deux tableaux réalisés à Paris. Une œuvre de Johan Barthold Jongkind, peintre néerlandais du 19^e siècle, estimée à 2 millions de francs, a été dérobée le vendredi 25 mai au Petit Palais. Les deux 45 volumes ont été volés au musée de l'apogée-anté à l'assu des gardiens. Ce tableau de petit format — 25 sur 32 cm — représente une vue de Delft le soir et appartient à la Ville de Paris. Une autre œuvre, un portrait de Jean-Baptiste Rodin père estimé à 300 000 F a disparu le lendemain au musée Rodin.

M. Most d'un cardinal letton. Mgr Julius Valvods, administrateur apostolique de Riga (Lettonie), seul cardinal de l'Eglise catholique en URSS, est décédé, le 24 mai, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Ordonné prêtre en 1918, il avait été consacré évêque de Riga et Liepaja en 1964 puis nommé cardinal en janvier 1983.

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

pour pallier municipales

SOCIÉTÉ

L'équipement radio et vidéo des maisons de retraite

« FM et rides »

En pleine modernisation, les maisons de retraite, foyers-logements, services de gérontologie et résidences pour personnes âgées découvrent la nécessité de la communication interne. Ces établissements se dotent de revues, de radios privées et de circuits de télévision.

C'est au détour d'un couloir de leur maison de retraite que Guillaume, quatre-vingts ans, et Zoé, soixante-dix-huit ans, se sont retrouvés. Copins d'école primaire, ils s'étaient perdus de vue depuis un demi-siècle. Or, il y avait des mois que l'un et l'autre étaient pensionnaires du même établissement, à Marie, dans l'Aisne. Mais ils se trouvaient à deux étages différents. Cette situation absurde, qui témoignait de l'isolement des personnes âgées, y compris dans les collectivités qui les accueillent, devait bientôt changer. A Marie, les chambres vont être reliées par câble à un petit studio de vidéo, qui diffusera bientôt un journal d'information. Les résidents que leur grand âge empêche pour la plupart de quitter leur étage, sauront au moins, en regardant leur écran de télévision, ce qui se passe dans le reste de l'établissement.

« Espace intergénération »

Le mouvement est si bien lancé que Michel Daurail, animateur de l'association Vieillesse buissonnière et créateur du festival du troisième âge de Mâcon (1), a pu organiser en février dernier un concours des « feuilles de chou » des maisons de retraite. Bricolés sur d'antiques ronéos ou déjà très « pros », mais toujours émouvants, plus de soixante bulletins intérieurs sont parvenus de la France entière. En présence de M. Théodore Braun, ministre délégué chargé des personnes âgées, le premier prix, assorti d'un chèque de 5 000 francs, a été décerné à une véritable revue, intitulée les Vieux Amis, confectionnée par une petite équipe de bénévoles au sein de l'hôpital gériatrique de Mulhouse.

Couverture en couleur, 44 pages, rédigé en français et allemand, ce trimestriel, qui a déjà dix ans d'ancienneté, est tiré par les presses de l'établissement à 700 exemplaires. Il est destiné aux quatre cent trente pensionnaires et aux deux cents membres du personnel. Le plus émouvant : les poèmes et les souvenirs d'enfance envoyés par les anciens. Le plus utile : les informations sur les événements et les activités de la maison. Commentaire du médecin-chef, le Dr Bernard Peter : « On ne fait pas le bonheur des gens dans un hôpital. Le bulletin est un trait d'union indispensable, l'un des éléments qui font de notre établissement un vrai lieu de vie ».

D'autres ont carrément sauté l'étape du papier-journal et ont recouru à l'audiovisuel. A Lyon, par exemple, deux reporters de Radio-Fourvière transportent chaque mois leur magnétophone dans telle ou telle maison de retraite de la région. Ils interviewent les pensionnaires, puis montent une bande qui est diffusée à partir des studios lyonnais. Les interviewés sont présents ce jour-là et répondent en direct aux questions des auditeurs, le plus souvent retraités comme eux. « FM et rides » est le nom de l'émission en forme de cabaret - est naturellement très écoutée dans les établissements de personnes âgées, qui mettent ainsi en commun leurs problèmes et leurs initiatives. « Vous comprenez, dit une dame de quatre-vingt-neuf ans, dans une maison de retraite on est tout seul. En écoutant cette radio, il me semble que l'on me parle. Ça me fait réfléchir ».

Certains maisons ont leur propre production. A Saint-Etienne, maison de retraite située à Martigné, en Mayenne, les animateurs diffusent chaque jour le menu, les anniversaires à souhaiter et la météo. Une fois par semaine, ils composent une émission plus étoffée comprenant des nouvelles locales, des faits divers et les événements propres à l'établissement.

On a recensé une dizaine

d'établissements ainsi équipés. Le plus avancé d'entre eux est l'hôpital Charles-Foix à Ivry (Val-de-Marne). Cet ancien hospice des incurables de l'Assistance publique est, avec ses mille trois cents patients et les deux mille membres de son personnel, un véritable mastodonte gériatrique. Pendant deux ans, une radio FM « Espace intergénération » a émis sur 100 mégahertz à partir d'un petit studio installé à l'intérieur de l'hôpital, avec l'aide d'une poignée de spécialistes et de soixante bénévoles. Elle proposait huit heures de programmes : musique, souvenirs, débats, informations. Plusieurs émissions étaient produites par des pensionnaires. Ce poste, actuellement en travaux, reprendra ses émissions en septembre prochain.

Certains responsables de maison retraite considèrent que la radio ne rompt vraiment ni la solitude ni la passivité de ses auditeurs. C'est pourquoi ils lui préfèrent souvent les images. Ils commencent généralement par acheter un magnétophone pour enregistrer et rediffuser les émissions intéressantes qui passent trop tard sur les chaînes de télé. Puis ils font l'acquisition d'un caméscope pour filmer les spectacles et les fêtes auxquels certains pensionnaires ne peuvent pas participer. La projection de ces bandes donne lieu à des séances collectives. « La présence d'une caméra dans l'établissement change les mentalités », explique la responsable de la résidence d'Olivières, dans le Var. Les grand-mères qui avaient tendance à se laisser aller soignent leur mise et se ponctuent.

Yves Campant, animateur de la maison de retraite de Lay-Saint-Christophe, en Lorraine, a même eu l'idée, ingénieuse, d'aller prendre des images dans les villages d'origine des pensionnaires et de les projeter ensuite. Ces retrouvailles par la vidéo sont une bouffée d'oxygène pour l'enfant de pays et suscitent nombre de commentaires chez ses voisins, qui attendent leur tour avec impatience.

Le journal télévisé de Golbey

On a fait mieux encore à Golbey, une petite ville de 9 000 âmes proche d'Épinal, dans les Vosges. Dans un centre de convalescence et d'hébergement qui reçoit près de trois cents pensionnaires, pour la plupart très âgés ou invalides, deux aides soignantes ont été détachées pour réaliser et présenter chaque jour un programme télé fabriqué maison. Elles disposent d'une table de montage et d'un petit studio. Leur journal est simple, efficace et suivi avec attention aussi bien par le personnel, que par les « malades ». Au programme, le menu du jour, les horaires des activités, la présentation des nouveaux arrivants et des départs de l'établissement, les mariages, les naissances et décès de la retraite chez le personnel, la météo et, à l'occasion, des interventions de la presse locale, des informations régionales et même nationales.

Constatation : une amélioration spectaculaire des relations entre le personnel et les pensionnaires. Un vent nouveau souffle sur le centre. A tel point que deux maisons de retraite voisines demandent à profiter du journal télévisé de Golbey, même si c'est en léger défilé. Comme le constate Michel Daurail, « il n'y a pas que des scandales dans les maisons de personnes âgées. Il s'y passe même des choses formidables ».

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Vieillesse buissonnière, 15, place Saint-Pierre, 71000 Mâcon. Tél. : 85-38-08-38.

COMMUNICATION

Les nouvelles alliances de la télévision par câble

« Les polémiques entre France Télécom et opérateurs de réseaux sont terminées » nous déclarent MM. Guy Dejouany, PDG de la Générale des eaux, et Marcel Roulet, directeur général de France Télécom

Médiaville, congrès annuel de la télévision par câble, a ouvert ses portes mardi 29 mai à Lyon. A cette occasion sont paraphés des accords depuis longtemps en gestation, qui doivent mieux lier les intérêts des opérateurs de câble et du principal constructeur de réseaux, France Télécom. C'est ainsi que France Télécom va entrer à hauteur de 10 % dans le capital de Lyonnaise des Eaux et de Paris Télé Câble, qui exploite le réseau parisien. Cet accord prévoit de renforcer la coopération sur le terrain, de diversifier et d'enrichir l'offre de programmes en modulant les tarifs d'abonnement et en installant des terminaux Visiopass pour multiplier les services payants. France Télécom a déjà pris 10 % dans le capital des filiales câble de la Générale des eaux, et négocie un accord de même type avec la Caisse des dépôts.

Le directeur général de France Télécom, M. Marcel Roulet, et M. Guy Dejouany, PDG de la Générale des eaux, principal câble-opérateur français, expliquent dans un entretien conjoint les raisons de leur rapprochement. « Chacun se renvoie la responsabilité des errements du plan câble. Allez-vous en finir avec ces polémiques ? »

Guy Dejouany : « Le Plan câble a souffert d'une approche technique et économique trop ambitieuse. La répartition des responsabilités entre France Télécom, réalisateur et investisseur des réseaux, et les opérateurs responsables de l'équilibre économique du service, était mauvaise. Et l'irruption depuis 1983-1984 de nouveaux programmes de télévision diffusés par voie hertzienne s'est faite en toute ignorance et indépendance du démarrage simultané du Plan câble. Il y a maintenant conscience générale de ces défauts d'origine. Depuis notre accord avec France Télécom, le 5 avril, une nouvelle étape est ouverte ».

Marcel Roulet : « Après la mise en place des réseaux, la commercialisation du câble n'a véritablement démarré qu'en 1988. Aujourd'hui, les polémiques sont terminées : suivant les orientations, annoncées par M. Paul Quilès, les accords signés entre acteurs du câble renforcent leur solidarité ».

Qu'en attendez-vous ?

Marcel Roulet : « Les procédures seront simplifiées. Les syndicats d'immeubles, les offices d'HLM et les abonnés potentiels devraient désormais avoir un seul interlocuteur ».

Guy Dejouany : « L'accord entre la Compagnie générale des eaux et France Télécom a pour objet de créer une meilleure solidarité de responsabilité et d'intérêt et une meilleure collaboration sur le terrain. Le câblage d'immeubles pour des raisons de répartition de la responsabilité de l'opérateur, ce qui favorise une démarche d'ensemble plus économique et plus efficace. Mais il reste du chemin à parcourir, notamment pour améliorer la fiabilité et le coût des réseaux de distribution en fibre optique. De façon générale, il manque aussi au grand projet du câble et des mécanismes financiers, qui, comme dans tout opération d'intérêt national, allègeraient les charges de démarrage ».

Comment expliquez-vous la différence de vitesse de pénétration entre les réseaux publics du plan câble et les réseaux privés ?

Guy Dejouany : « Sur les sites hors plan câble que nous gérons, les taux d'abonnement moyens étaient de 16,4 % à la fin de 1989, contre 10 % environ pour les sites du Plan câble. Cette différence tient principalement au nombre de programmes plus élevé (30 contre 15 ou 20), mais aussi à une organisation plus proche de l'abonné. Il s'agit d'en tirer les enseignements et nous le faisons avec France Télécom ».

Marcel Roulet : « Dans le plan câble, les villes et les opérateurs commerciaux ont choisi les zones à câbler en prenant en compte l'ensemble des logements. Cette politique a ses avantages à moyen ou long terme. Mais elle n'optimise pas l'échancier des investissements, car elle ne tient pas bien compte des potentialités commerciales. Dans les réseaux avec un seul opérateur, la branche « terminale » du câble n'est construite que lorsqu'il y a des candidats effectifs à l'abonnement. C'est un câblage dynamique ».

Abonnement au câble n'est-il pas trop cher ?

Guy Dejouany : « Dans les logements collectifs, les tarifs varient selon les coûts réels et les dans les villes, dans une fourchette de 20 à 30

francs par mois pour le service minimum de huit chaînes. Pour le service complet du câble, le tarif est d'environ 150 francs pour 15 à 20 programmes. Lorsque nous pourrions diffuser 30 à 40 programmes, sur l'ensemble de nos réseaux nous offririons un menu tarifaire plus diversifié comme à Nice et Sète, par exemple. Ce qui est important, c'est le nombre et surtout la nature et la qualité des programmes. Dans son état actuel, le système serait peu sensible à une baisse des tarifs ».

Qu'en attendez-vous ?

Marcel Roulet : « L'accord entre la Compagnie générale des eaux et France Télécom a pour objet de créer une meilleure solidarité de responsabilité et d'intérêt et une meilleure collaboration sur le terrain. Le câblage d'immeubles pour des raisons de répartition de la responsabilité de l'opérateur, ce qui favorise une démarche d'ensemble plus économique et plus efficace. Mais il reste du chemin à parcourir, notamment pour améliorer la fiabilité et le coût des réseaux de distribution en fibre optique. De façon générale, il manque aussi au grand projet du câble et des mécanismes financiers, qui, comme dans tout opération d'intérêt national, allègeraient les charges de démarrage ».

Comment expliquez-vous la différence de vitesse de pénétration entre les réseaux publics du plan câble et les réseaux privés ?

Guy Dejouany : « Sur les sites hors plan câble que nous gérons, les taux d'abonnement moyens étaient de 16,4 % à la fin de 1989, contre 10 % environ pour les sites du Plan câble. Cette différence tient principalement au nombre de programmes plus élevé (30 contre 15 ou 20), mais aussi à une organisation plus proche de l'abonné. Il s'agit d'en tirer les enseignements et nous le faisons avec France Télécom ».

Marcel Roulet : « Dans le plan câble, les villes et les opérateurs commerciaux ont choisi les zones à câbler en prenant en compte l'ensemble des logements. Cette politique a ses avantages à moyen ou long terme. Mais elle n'optimise pas l'échancier des investissements, car elle ne tient pas bien compte des potentialités commerciales. Dans les réseaux avec un seul opérateur, la branche « terminale » du câble n'est construite que lorsqu'il y a des candidats effectifs à l'abonnement. C'est un câblage dynamique ».

Abonnement au câble n'est-il pas trop cher ?

Guy Dejouany : « Dans les logements collectifs, les tarifs varient selon les coûts réels et les dans les villes, dans une fourchette de 20 à 30

francs par mois pour le service minimum de huit chaînes. Pour le service complet du câble, le tarif est d'environ 150 francs pour 15 à 20 programmes. Lorsque nous pourrions diffuser 30 à 40 programmes, sur l'ensemble de nos réseaux nous offririons un menu tarifaire plus diversifié comme à Nice et Sète, par exemple. Ce qui est important, c'est le nombre et surtout la nature et la qualité des programmes. Dans son état actuel, le système serait peu sensible à une baisse des tarifs ».

Qu'en attendez-vous ?

Marcel Roulet : « L'accord entre la Compagnie générale des eaux et France Télécom a pour objet de créer une meilleure solidarité de responsabilité et d'intérêt et une meilleure collaboration sur le terrain. Le câblage d'immeubles pour des raisons de répartition de la responsabilité de l'opérateur, ce qui favorise une démarche d'ensemble plus économique et plus efficace. Mais il reste du chemin à parcourir, notamment pour améliorer la fiabilité et le coût des réseaux de distribution en fibre optique. De façon générale, il manque aussi au grand projet du câble et des mécanismes financiers, qui, comme dans tout opération d'intérêt national, allègeraient les charges de démarrage ».

Comment expliquez-vous la différence de vitesse de pénétration entre les réseaux publics du plan câble et les réseaux privés ?

Guy Dejouany : « Sur les sites hors plan câble que nous gérons, les taux d'abonnement moyens étaient de 16,4 % à la fin de 1989, contre 10 % environ pour les sites du Plan câble. Cette différence tient principalement au nombre de programmes plus élevé (30 contre 15 ou 20), mais aussi à une organisation plus proche de l'abonné. Il s'agit d'en tirer les enseignements et nous le faisons avec France Télécom ».

Marcel Roulet : « Dans le plan câble, les villes et les opérateurs commerciaux ont choisi les zones à câbler en prenant en compte l'ensemble des logements. Cette politique a ses avantages à moyen ou long terme. Mais elle n'optimise pas l'échancier des investissements, car elle ne tient pas bien compte des potentialités commerciales. Dans les réseaux avec un seul opérateur, la branche « terminale » du câble n'est construite que lorsqu'il y a des candidats effectifs à l'abonnement. C'est un câblage dynamique ».

Abonnement au câble n'est-il pas trop cher ?

Guy Dejouany : « Dans les logements collectifs, les tarifs varient selon les coûts réels et les dans les villes, dans une fourchette de 20 à 30

francs par mois pour le service minimum de huit chaînes. Pour le service complet du câble, le tarif est d'environ 150 francs pour 15 à 20 programmes. Lorsque nous pourrions diffuser 30 à 40 programmes, sur l'ensemble de nos réseaux nous offririons un menu tarifaire plus diversifié comme à Nice et Sète, par exemple. Ce qui est important, c'est le nombre et surtout la nature et la qualité des programmes. Dans son état actuel, le système serait peu sensible à une baisse des tarifs ».

Qu'en attendez-vous ?

Marcel Roulet : « L'accord entre la Compagnie générale des eaux et France Télécom a pour objet de créer une meilleure solidarité de responsabilité et d'intérêt et une meilleure collaboration sur le terrain. Le câblage d'immeubles pour des raisons de répartition de la responsabilité de l'opérateur, ce qui favorise une démarche d'ensemble plus économique et plus efficace. Mais il reste du chemin à parcourir, notamment pour améliorer la fiabilité et le coût des réseaux de distribution en fibre optique. De façon générale, il manque aussi au grand projet du câble et des mécanismes financiers, qui, comme dans tout opération d'intérêt national, allègeraient les charges de démarrage ».

Comment expliquez-vous la différence de vitesse de pénétration entre les réseaux publics du plan câble et les réseaux privés ?

Guy Dejouany : « Sur les sites hors plan câble que nous gérons, les taux d'abonnement moyens étaient de 16,4 % à la fin de 1989, contre 10 % environ pour les sites du Plan câble. Cette différence tient principalement au nombre de programmes plus élevé (30 contre 15 ou 20), mais aussi à une organisation plus proche de l'abonné. Il s'agit d'en tirer les enseignements et nous le faisons avec France Télécom ».

Marcel Roulet : « Dans le plan câble, les villes et les opérateurs commerciaux ont choisi les zones à câbler en prenant en compte l'ensemble des logements. Cette politique a ses avantages à moyen ou long terme. Mais elle n'optimise pas l'échancier des investissements, car elle ne tient pas bien compte des potentialités commerciales. Dans les réseaux avec un seul opérateur, la branche « terminale » du câble n'est construite que lorsqu'il y a des candidats effectifs à l'abonnement. C'est un câblage dynamique ».

Abonnement au câble n'est-il pas trop cher ?

Guy Dejouany : « Dans les logements collectifs, les tarifs varient selon les coûts réels et les dans les villes, dans une fourchette de 20 à 30

Améliorer les chaînes thématiques

Ne craignez-vous pas la concurrence de nouveaux réseaux hertziens attribués par le CSA ?

Marcel Roulet : « Le démarrage de la 5 et de la 6 a juste avant l'ouverture des premiers réseaux câblés a indiscutablement freiné leur commercialisation. Contrairement à la diffusion hertzienne, le câble est une infrastructure lourde, à pénétration lente. Mais il est le seul à offrir des capacités importantes dans des conditions idéales de confort. Il faut donc rechercher une complémentarité entre ces moyens, possible si les chaînes hertziennes à péage sont vendues moins cher sur le câble qu'en réception directe. Si ce n'était pas le cas, ou si de nouveaux réseaux hertziens en clair étaient créés, qu'on ne vienne pas nous reprocher les difficultés du câble ».

Guy Dejouany : « Si des conditions précises de cohérence avec le câble, notamment sur le nombre, l'implantation et la durée d'attribution des fréquences hertziennes, sont respectées, l'effet de notoriété de nouveaux programmes thématiques hertziens pourra à moyen terme avoir un effet d'entraînement pour le

Combien investirez-vous dans le câble en 1990 et combien allez-vous perdre en exploitation cette année ?

Guy Dejouany : « Sans parler des découvertes de la période de lancement, nous distinguons trois sortes d'investissements : commercial, technique et technique. Le premier est vital car il crée le fonds de commerce. Aujourd'hui, il est supérieur à 1500 francs par abonné. Nous pensons le ramener à 1000 francs avec la pénétration accrue du service. Côté programmes thématiques, nous avons déjà investi plus de 100 millions de francs. Enfin, nous engageons en 1990 environ 500 millions de francs dans la construction de réseaux ».

Marcel Roulet : « France Télécom investit dans le câble trois milliards de francs par an, moins de 10 % de son investissement total. Ce genre d'équipement s'amortit sur de longs délais, entre quinze et vingt-cinq ans. Ces amortissements représentent l'essentiel de nos pertes d'exploitation, inférieures à celles que nous avons connues avec le service des télégrammes. On ne calcule pas la rentabilité du TGV en comparant les investissements avec les recettes réalisées grâce aux premiers voyageurs ».

propos recueillis par MICHEL COLONNA D'ISTRIA

La presse est-allemande a perdu la moitié de ses lecteurs

Son passé et la concurrence massive des journaux allemands ont fait chuter de 48,8 % la diffusion de la presse quotidienne est-allemande, indique le quotidien est-allemand Berliner Zeitung.

Les neuf quotidiens diffusés nationalement en Allemagne de l'Est ont perdu 1,78 million d'exemplaires depuis décembre 1989, souligne le quotidien berlinois en se fondant sur les chiffres d'abonnement (mode traditionnel d'achat de la presse en Allemagne de l'Est) fournis par le ministère pour la politique des médias.

Cette chute est particulièrement brutale pour Neues Deutschland, le quotidien de l'ex-parti communiste est-allemand SED, dont les abonnements sont passés de près de 1 000 000 d'exemplaires à 354 200 et pour l'ancien organe des Jeunesses communistes, Junge Welt, dont la diffusion a baissé de plus de 60 %, de 1 530 000 exemplaires à 617 200.

L'Union de Reims : la CGT engage une action en référé. La situation est toujours bloquée à l'Union de Reims, dont la parution est suspendue depuis le 23 mai. L'épreuve de force est engagée entre le syndicat du Livre CGT et cette filiale du groupe France-Antilles, qui appartient à M. Philippe Hersant. Les ouvriers du Livre CGT ont introduit ce week-end une action en référé auprès du tribunal d'instance de Reims pour obtenir la réouverture des ateliers de photocomposition et de l'imprimerie, fermés par la direction. Dans une lettre adressée à M. Pierre-Jean Bozo, le directeur général, la CGT explique : « Le fait d'avoir inscrit un communiqué en première page de l'édition du mardi 22 mai était une action très ponctuelle que nous ne renouvelerons pas. » (Corresp.)

Hachette au secours de la Cinq

Suite de la première page

Le groupe Hachette trouve enfin cette participation à une chaîne de télévision que M. Jean-Luc Lagardère n'a cessé d'espérer depuis son échec lors de la privatisation de TF 1. Il lui en coûte 430 millions de francs, une « goutte d'eau » en comparaison des 469 millions de bénéfices nets d'Hachette en 1989 et surtout aux deux milliards de francs qu'a rapporté la récente vente de l'immeuble des NMPP. M. Hersant, enfin, peut se féliciter d'échapper à l'apoplexie et de voir le capital de sa chaîne stabilisé. Seul le groupe de M. Berlusconi - curieusement absent de l'acte final au CSA - n'a pas fait connaître son sentiment.

Mais cette satisfaction quasi générale ne masquera pas longtemps les problèmes. La Cinq sera-t-elle plus rentable demain qu'hier ? Après avoir atteint 13 % de part de marché en jouant abondamment sur la violence, l'érotisme et les films ou séries au rabais stockés par M. Berlusconi, la chaîne a dû céder devant les menaces et les lourdes amendes du CSA.

La « moralisation » de son antenne lui a coûté deux points de part de marché en quelques mois, une baisse redoutable quand on a promis aux publicitaires une hausse constante de l'audience. Aussi la Cinq se retrouve-t-elle aujourd'hui prise dans une spirale déficitaire et sans programmation de rechange.

Les nouveaux actionnaires vont combler les pertes en procédant en juillet à une augmentation de capital de 500 millions de francs. Hachette va sans doute sortir de ses catalogues de programmes des productions de grande écoute et capables de répondre aux exigences des quotas. Le grand groupe de communication français dispose de nom-

breuses filiales capables de redresser l'antenne : Télé Hachette, Hachette International Télévision pour la fiction, Top Télé pour les jeux et les variétés, Hachette Première (producteur de Cyrano) pour les films. De plus, le groupe de M. Lagardère édite le premier magazine de télévision, Télé 7 jours, qui peut, avec ses trois millions d'exemplaires, apporter un soutien appréciable.

Toutes les conditions paraissent donc réunies pour que la Cinq cesse progressivement de jouer les télévisions de complément et affronte sur leur terrain TF 1 et Antenne 2.

C'est sans doute cette perspective qui a poussé le CSA - soucieux d'une amélioration de l'offre télévisuelle - à bénir sans trop rechigner le mariage des deux géants de la presse française, mariage qui aurait, il y a encore quelques années, soulevé un concert de protestations au nom des risques de concentration.

Mais ce mariage sera-t-il durable ? MM. Hersant et Berlusconi avaient déjà quelque mal à se partager le pouvoir. Que se passera-t-il avec trois, voire quatre « crocodiles » dans le même marigot ? M. de Chassemarin affirme aujourd'hui que les nouveaux actionnaires n'ont pas encore abordé le problème de la répartition des responsabilités.

Le conseil d'administration de la Cinq comprendra trois représentants de M. Hersant, trois de M. Berlusconi, deux du groupe Ventes, deux d'Hachette (sans doute MM. Yves Sabourin et Jacques Lehn pour Europe 1), un de Crédit lyonnais et un d'Expar. Assuré du soutien de M. Ventes et de la neutralité bienveillante du Crédit lyonnais, banque du groupe Hersant, le propriétaire du Figure peut s'appuyer sur une majorité.

Pour plus de précaution, un référendum des statuts vient même d'accorder un droit de vote double au président.

Reste qu'Hachette et le groupe Hersant sont des adversaires historiques se livrant une compétition acharnée dans le domaine de la presse magazine et sans doute bientôt dans celui de la presse quotidienne régionale. L'alliance de ces deux ennemis ne peut rester que conjoncturelle.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

La nouvelle répartition du capital...

- TVES (groupe Hersant) : 25 %
- Rete Italia (groupe Berlusconi) : 25 %
- Hachette 5 : 22 % (nouvelle société contrôlée par Hachette : 80% et Europe 1 : 20 %)
- Cinvest (Crédit lyonnais) : 2 %
- Groupe Ventes : 22 % (dont Société centrale d'investissement 19,7 % et Société de participations mobilières 2,3 %)
- SMA SOFIL : 0,9 %
- Expar : 3,1 %

... et l'ancienne

- TVES : 25 %
- Rete Italia : 25 %
- Mutuelles agricoles Groupama (Pargeco) : 16,83 %
- Groupe Ventes : 10,89 %
- Chargeurs SA : 7,34 %
- Cinvest : 5 %
- Les Echos : 3,87 %
- Vidéotron (Société canadienne Télé - Métropole) : 3,42 %
- SMA SOFIL : 2,28 %
- Expar : 0,57 %

مركز من الأصل

SPECTACLES

MARDI 29 MAI

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Privé spécial du jury, Cannes 1957.
Natal (1957, v.o. s. l.), d'André
Wajda. 16 h. Cannes à Paris Perspectives
du cinéma français : Du moi ou
des mon non, de Noémie Lvovska. Pas-
sport (1990), de Georges Danciga. 19 h.
Cannes à Paris sélection officielle Un
certain Scandale Segreto (1990, v.o.
s. l.), de Monica Vitti. 21 h 15.

CENTRE

GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le Cinéma des pays nordiques
Le Petit blanc (1952, v.o. s. l.), d'Erk
Blomberg. 14 h 30. La Maison (v.o. s. l.)
anglais-translation simultanée, d'Ab-
dullah el Rawn. 17 h 30. Les Prospects
1917, v.o. multitrans anglais-translation
simultanée, de Victor Sjöström.
20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eus-
tache. Forum des Halles
(40-26-34-30)

Café, cafés. Jeune public. Publi-
cités RFP. Un dossier de la butte (1963) de M.
Delbez. 14 h 30. Actualités
anciennes. Actualités Gaumont,
16 h 30. Carte blanche : Jean Dou-
cet, les Merveilles Françaises
(1966) de Jean Eustache, le Signe du
lion (1962) de Eric Rohmer. 18 h 30.
Café affrontement. Bande annonce
Dupont la Joie (1974) d'Yves Bousset.
Le Café des joies (1988) de Paul Vec-
chia. 20 h 30.

EXCLUSIVITÉS

ALOUETTES, LE FIL A LA PATTE
(tchèque, v.o.). 14 Juillet Parnasse, 6
(43-26-58-00). Action Christine, 8
(43-29-11-30). Les Trois Balzac, 8
(45-61-10-60). 14 Juillet Bastille, 11
(43-57-90-81).

AFFAIRES PRIVÉES (I) (A., v.o.)
UGC Rotonde, 6 (45-74-84-84). UGC
Normandie, 8 (45-63-16-16). UGC
Montparnasse, 6 (45-74-94-94).
Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.)
Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-
92-82). UGC Biarritz, 8 (45-62-
20-40). v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83).
UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).
Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-
35-43). Paramount Opéra, 9 (47-42-
56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-61-
01-59). UGC Gobelins, 13 (45-61-
94-95). Mistral, 14 (45-39-52-43).
UGC Convention, 15 (45-74-93-40).
Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01). Le
Gambetta, 20 (46-36-10-96).

ALWAYS (A., v.o.) UGC Ermitage,
8 (45-63-16-16). v.f. : Miramar, 14
(43-20-59-52).

APRÈS APRÈS-DEMAIN (Fr.) Ciné
Beaubourg, 3 (42-71-52-36). 14 Juil-
let Odéon, 6 (43-26-59-83). Les
Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.)
Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36).
UGC Danton, 6 (45-63-16-16).
Ermitage, 8 (45-63-16-16). Miramar,
14 (43-20-59-52). 14 Juillet Beaugre-
nelle, 15 (45-75-79-79). v.f. : Saint-
Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43).
UGC Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC
Gobelins, 13 (45-61-94-95).

**L'AVENTURE EXTRAORDINAIRE
D'UN PAPA PEU ORDINAIRE (Fr.)**
v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83). UGC
Montparnasse, 6 (45-74-94-94). Le
Triomphe, 8 (45-74-94-94). Pathé
Francis, 9 (47-70-33-88). UGC Lyon
Bastille, 12 (43-61-01-59). Gaumont
Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé
Wepler II (ex-Images), 18 (45-22-
47-94).

BERLIN JÉRUSALEM (Fr. s. l., v.o.)
L'Ermitage, 14 (45-43-41-63).
BLAZE (A., v.o.) UGC Biarritz, 8
(45-62-20-40). Studio 28, 18 (46-06-
36-07).

BLUE STEEL (A., v.o.) Pathé Mar-
ignan-Concorde, 8 (43-59-92-82).
Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).
v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52).
LA CAMPAGNE DE CICÉRON (Fr.)
Lain, 4 (42-78-47-86).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.)
Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).
Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31).
Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-
48-18). Gaumont Ambassade, 8 (43-
59-19-08). UGC Convention, 15 (48-
28-42-27). UGC Maillot, 17 (40-
68-00-16). v.f. : Saint-Lazare-Pasquier,
8 (43-87-35-43). Paramount Opéra, 9
(47-42-56-31). Les Nations, 12 (43-
61-01-59). UGC Gobelins, 13 (45-61-
94-95). Mistral, 14 (45-39-52-43).
Pathé Montparnasse, 14 (43-20-
12-06). Le Gambetta, 20 (46-36-
10-96).

CHARLIE (A., v.f.) Club Gaumont
(Publics Marignan), 8 (43-59-31-97).
République Cinéma, 11 (48-05-51-33).
Danton, 14 (43-21-41-01). Grand
Pavois, 15 (45-54-46-85). Saint-Lam-
bert, 15 (45-54-46-85).

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR
(A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-
57-57). Pathé Impérial, 2 (47-42-
72-52). UGC Odéon, 6 (42-25-
10-30). UGC Rotonde, 6 (45-74-
94-94). Pathé Marignan-Concorde, 8
(43-59-92-82). UGC Biarritz, 8 (45-
62-20-40). 14 Juillet Bastille, 11 (43-
57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle, 15
(45-75-79-79). UGC Maillot, 17 (40-
68-00-16). v.f. : Saint-Lazare-Pasquier,
8 (43-87-35-43). Paramount Opéra, 9
(47-42-56-31). Les Nations, 12 (43-
61-01-59). UGC Gobelins, 13 (45-61-
94-95). Mistral, 14 (45-39-52-43).
Pathé Montparnasse, 14 (43-20-
12-06). Le Gambetta, 20 (46-36-
10-96).

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR
(A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-
57-57). Pathé Impérial, 2 (47-42-
72-52). UGC Odéon, 6 (42-25-
10-30). UGC Rotonde, 6 (45-74-
94-94). Pathé Marignan-Concorde, 8
(43-59-92-82). UGC Biarritz, 8 (45-
62-20-40). 14 Juillet Bastille, 11 (43-
57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle, 15
(45-75-79-79). UGC Maillot, 17 (40-
68-00-16). v.f. : Saint-Lazare-Pasquier,
8 (43-87-35-43). Paramount Opéra, 9
(47-42-56-31). Les Nations, 12 (43-
61-01-59). UGC Gobelins, 13 (45-61-
94-95). Mistral, 14 (45-39-52-43).
Pathé Montparnasse, 14 (43-20-
12-06). Le Gambetta, 20 (46-36-
10-96).

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR
(A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-
57-57). Pathé Impérial, 2 (47-42-
72-52). UGC Odéon, 6 (42-25-
10-30). UGC Rotonde, 6 (45-74-
94-94). Pathé Marignan-Concorde, 8
(43-59-92-82). UGC Biarritz, 8 (45-
62-20-40). 14 Juillet Bastille, 11 (43-
57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle, 15
(45-75-79-79). UGC Maillot, 17 (40-
68-00-16). v.f. : Saint-Lazare-Pasquier,
8 (43-87-35-43). Paramount Opéra, 9
(47-42-56-31). Les Nations, 12 (43-
61-01-59). UGC Gobelins, 13 (45-61-
94-95). Mistral, 14 (45-39-52-43).
Pathé Montparnasse, 14 (43-20-
12-06). Le Gambetta, 20 (46-36-
10-96).

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR
(A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-
57-57). Pathé Impérial, 2 (47-42-
72-52). UGC Odéon, 6 (42-25-
10-30). UGC Rotonde, 6 (45-74-
94-94). Pathé Marignan-Concorde, 8
(43-59-92-82). UGC Biarritz, 8 (45-
62-20-40). 14 Juillet Bastille, 11 (43-
57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle, 15
(45-75-79-79). UGC Maillot, 17 (40-
68-00-16). v.f. : Saint-Lazare-Pasquier,
8 (43-87-35-43). Paramount Opéra, 9
(47-42-56-31). Les Nations, 12 (43-
61-01-59). UGC Gobelins, 13 (45-61-
94-95). Mistral, 14 (45-39-52-43).
Pathé Montparnasse, 14 (43-20-
12-06). Le Gambetta, 20 (46-36-
10-96).

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR
(A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-
57-57). Pathé Impérial, 2 (47-42-
72-52). UGC Odéon, 6 (42-25-
10-30). UGC Rotonde, 6 (45-74-
94-94). Pathé Marignan-Concorde, 8
(43-59-92-82). UGC Biarritz, 8 (45-
62-20-40). 14 Juillet Bastille, 11 (43-
57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle, 15
(45-75-79-79). UGC Maillot, 17 (40-
68-00-16). v.f. : Saint-Lazare-Pasquier,
8 (43-87-35-43). Paramount Opéra, 9
(47-42-56-31). Les Nations, 12 (43-
61-01-59). UGC Gobelins, 13 (45-61-
94-95). Mistral, 14 (45-39-52-43).
Pathé Montparnasse, 14 (43-20-
12-06). Le Gambetta, 20 (46-36-
10-96).

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR
(A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-
57-57). Pathé Impérial, 2 (47-42-
72-52). UGC Odéon, 6 (42-25-
10-30). UGC Rotonde, 6 (45-74-
94-94). Pathé Marignan-Concorde, 8
(43-59-92-82). UGC Biarritz, 8 (45-
62-20-40). 14 Juillet Bastille, 11 (43-
57-90-81). 14 Juillet Beaugrenelle, 15
(45-75-79-79). UGC Maillot, 17 (40-
68-00-16). v.f. : Saint-Lazare-Pasquier,
8 (43-87-35-43). Paramount Opéra, 9
(47-42-56-31). Les Nations, 12 (43-
61-01-59). UGC Gobelins, 13 (45-61-
94-95). Mistral, 14 (45-39-52-43).
Pathé Montparnasse, 14 (43-20-
12-06). Le Gambetta, 20 (46-36-
10-96).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES

GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma,
11 (48-05-51-33). Danton, 14 (43-
21-41-01). Grand Pavois, 15 (45-54-
46-85). Saint-Lambert, 15 (45-54-
46-85).

CHET BAKER, LET'S GET LOST
(A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-
26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.)
Lucerna, 5 (45-44-57-34). George
V, 8 (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les
Trois Luxembourg, 5 (46-33-97-77).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.)
Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34). La
Triomphe, 8 (45-74-93-50).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)
Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). UGC
Danton, 6 (42-25-10-30). UGC Mon-
tparnasse, 6 (45-74-94-94). UGC Nor-
mandie, 8 (45-63-16-16). Paramount
Opéra, 9 (47-42-56-31). Les Nations,
12 (43-61-01-59). UGC Lyon Bastille,
12 (43-61-01-59). UGC Gobelins, 13
(45-61-94-95). Mistral, 14 (45-39-
52-43). UGC Convention, 15 (45-74-
93-40). UGC Maillot, 17 (40-68-
00-16). Pathé Wepler, 18 (45-22-
46-01). Le Gambetta, 20 (46-36-
10-96).

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU
TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet
Parnasse, 6 (43-26-58-00). Saint-André-
des-Arts, 1 (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 10, TU NE
CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol.,
v.o.)** : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-
58-00). Saint-André-des-Arts, 1 (43-
26-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

LE DÉNOMMÉ : Film français de
Jean-Claude Dague. Forum Orient
Express, 1 (42-33-42-26). George
V, 8 (45-62-41-46). L'Ermitage,
14 (45-43-41-63).

EXTREMES LIMITES : Film améri-
cain de Mac Gillyray, v.f. : La Gode,
19 (46-42-13-13).

FABLE DE LA BELLE COLOMBE
BINE. Film brésilien de Ruy Guerra,
v.o. : Laina, 4 (42-78-47-86). Gau-
mont Ambassade, 8 (43-59-
19-08). Gaumont Parnasse, 14
(43-35-30-40).

RÉBUS : Film italien de Massimo
Guglielmi, v.o. : Forum Orient
Express, 1 (42-33-42-26). George
V, 8 (45-62-41-46). Sept Par-
nassiens, 14 (43-20-32-20).
v.f. : Pathé Francis, 9 (47-70-33-88).
Fauvette, 13 (43-61-56-86). Pathé
Clichy, 18 (45-22-46-01).

SARAFINA : Film américain de
Nigel Noble, v.o. : Action Christine,
8 (43-29-11-30).

**LE DÉCALOGUE 2, TU NE COM-
METTRAS POINT DE PARJURE (Pol.,
v.o.)** : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-
58-00). Saint-André-des-Arts, 1 (43-
26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTE-
RAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol.,
v.o.)** : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-
58-00). Saint-André-des-Arts, 1 (43-
26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 4, TU HONORE-
RAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol.,
v.o.)** : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-
58-00). Saint-André-des-Arts, 1 (43-
26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS
POINT (Pol., v.o.)** : 14 Juillet Par-
nasse, 6 (43-26-58-00). Saint-André-
des-Arts, 1 (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS
PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.)** : 14 Juil-
let Parnasse, 6 (43-26-58-00). Saint-
André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLE-
RAS PAS (Pol., v.o.)** : 14 Juillet Par-
nasse, 6 (43-26-58-00). Saint-André-
des-Arts, 1 (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTI-
RAS PAS (Pol., v.o.)** : 14 Juillet Par-
nasse, 6 (43-26-58-00). Saint-André-
des-Arts, 1 (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOI-
TERAS PAS LA FEMME
D'AUTRUI (Pol., v.o.)** : 14 Juillet Par-
nasse, 6 (43-26-58-00). Saint-André-
des-Arts, 1 (43-26-48-18).

2 FLICS A DOWN TOWN (A., v.o.)
Forum Orient Express, 1 (42-33-
42-26). George V, 8 (45-62-41-46).
v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83). Pathé
Francis, 9 (47-70-33-88). UGC Lyon
Bastille, 12 (43-61-01-59). Fauvette,
13 (43-61-56-86). Mistral, 14 (45-
39-52-43). Pathé Montparnasse, 14
(43-20-12-06). UGC Convention, 15
(45-74-93-40). Pathé Wepler II (ex-
Images), 18 (45-22-47-94). Le Gam-
betta, 20 (46-36-10-96).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.)
Cinéma, 5 (46-33-10-82).

**DRUGSTORE COW-BOY (I) (A.,
v.o.)** : Forum Horizon, 1 (42-33-
42-26). George V, 8 (45-62-41-46).
v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83). Pathé
Francis, 9 (47-70-33-88). UGC Lyon
Bastille, 12 (43-61-01-59). Fauvette,
13 (43-61-56-86). Mistral, 14 (45-
39-52-43). Pathé Montparnasse, 14
(43-20-12-06). UGC Convention, 15
(45-74-93-40). Pathé Wepler II (ex-
Images), 18 (45-22-47-94). Le Gam-
betta, 20 (46-36-10-96).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.)
Cinéma, 5 (46-33-10-82).

**ENNEMIES UNE HISTOIRE
D'AMOUR (A., v.o.)** : Publics Cham-
pagnes, 8 (47-20-76-23). Bienvenue
Montparnasse, 15 (48-28-42-27).
Gaumont Convention, 15 (48-28-
42-27).

ERREUR DE JEUNESSE (Fr.) : Epée
de Bois, 5 (43-37-57-47).

**L'ESPOIR AUX TROUSSES (Pol.,
Dan.-Fr., v.o.)** : Epée de Bois, 5 (43-
37-57-47).

**LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin.,
v.o.)** : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Racine Odéon, 6 (43-26-19-68). Les
Trois Balzac, 8 (45-61-10-60). La Ba-
stille, 11 (43-07-48-60). Les Montpar-
nasse, 14 (43-27-52-37).

**GHOSTS OF THE CIVIL DEAD (I) (A.,
v.o.)** : 14 Juillet Odéon, 6 (43-
26-58-00).

GLORY (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-
22-57-97). George V, 8 (45-62-
41-46). Gaumont Convention, 15 (48-
28-42-27). v.f. : Rex, 2 (42-36-
83-83).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysees
Lincoln, 8 (43-59-36-14).

LA GUERRE DES ROSES (A., v.o.)
Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

**HARRY PLOTNICK SEUL CONTRE
TOUS (A., v.o.)** : 14 Juillet Odéon, 6
(43-26-58-00).

**HISTOIRE DE GARONS ET DE
FILLES (Fr., v.o.)** : Ciné Beaubourg, 3
(42-71-52-36). Reflet Logos I, 5 (43-
54-42-34). Elysees Lincoln, 8 (43-59-
36-14). Sept Parassiens, 14 (43-20-
32-20).

IL GÈLE EN ENFER (Fr.) : Epée de
Bois, 5 (43-37-57-47). George V, 8
(45-62-41-46).

**IL Y A DES JOURS... ET DES
LUNES (Fr.)** : Forum Orient Express, 1
(42-33-42-26). UGC Odéon, 6 (42-25-
10-30). George V, 8 (45-62-41-46).
UGC Normandie, 8 (45-63-16-16).
Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Les Nations, 12 (43-61-01-59). Fau-
vette, 13 (43-61-56-86). Mistral, 14
(45-39-52-43). Pathé Montparnasse,
14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugre-
nelle, 15 (45-75-79-79). Pathé Clichy,
18 (45-22-46-01).

**L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE
L'ETRE (A., v.o.)** : Cinéma, 5 (46-33-
10-82).

JE T'AI DANS LA PEAU (Fr.) : Pathé
Hauteville, 6 (46-33-79-38).

JESUS DE MONTREAL (Can.) : Ciné
Beaubourg, 3 (42-71-52-36). Studio
28, 18 (46-06-36-07).

JOURS TRANQUILLES A CLICHY
(Fr.-It.-All., v.o.) : Forum Orient

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi.
Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

**MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong.,
v.o.)** : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MONA ET MOI (Fr.) : 14 Juillet Bas-
tille, 11 (43-57-90-81).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinéma, 5
(46-33-10-82). Les Trois Balzac, 8
(45-61-10-60). Bienvenue Montpar-
nasse, 15 (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (Irlandais, v.o.)
Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36). Les
Trois Luxembourg, 5 (46-33-97-77).
Gaumont Ambassade, 8 (43-59-
19-08).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopie
Champion, 5 (43-26-84-85).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE (I) (A.,
v.o.)** : Studio Galand, 5 (43-54-
72-71). Grand Pavois, 15 (45-54-
46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2
(47-42-60-33). Rex, 2 (42-36-
83-83). Rex le Grand Rex, 2 (42-36-
83-83). UGC Danton, 6 (42-25-
10-30). Gaumont Ambassade, 8 (43-
59-19-08). UGC Gobelins, 13 (45-61-
94-95). Gaumont Alsia, 14 (43-27-
84-50). Miramar, 14 (43-20-59-52).
Gaumont Convention, 15 (48-28-

Revue : l'éthique en première lecture



Au procès de Nuremberg, les médecins dans le box des accusés.

Suite de la page 19

« Ce qui n'est pas scientifique n'est pas éthique », explique-t-il, ajoutant que ce sont des débats du type de ceux que lance aujourd'hui la revue américaine qui furent à l'origine, en 1983, de la création du comité qu'il préside.

Selon le professeur Jean Bernard, cette discussion en appelle une autre : « Doit-on ou non arrêter les progrès de

la connaissance ? » Il ne le pense pas, mais à condition de savoir, parfois, faire des pauses – des moratoires – pour réfléchir à ce que l'on fait avant de poursuivre. En sachant qu'il vaut mieux confier à un petit nombre d'équipes, voire à une seule, le soin de mener des recherches particulièrement novatrices et pouvant, à terme, poser de redoutables problèmes d'ordre éthique. En décembre 1987, dans

son rapport intitulé « Recherche biomédicale et respect de la personne humaine », le comité d'éthique récapitulait parfaitement les données du problème : « Respecter la personne humaine, c'est d'abord mesurer les immenses bienfaits réels ou possibles de la biomédecine pour sa santé. Ainsi considérons-nous en principe avec faveur toute recherche visant au progrès thérapeutique, diagnostique ou cognitif, dès lors qu'elle observe la règle première de ne pas nuire. Mais il faut convenir que la maîtrise naissante de la procréation, de l'hérédité et du système nerveux fait surgir de graves risques pour notre identité et notre liberté.

« C'est pourquoi, à travers un examen attentif de chaque cas, nous nous efforçons d'éclairer les consciences et d'appeler à des protections contre les bouleversements imprévisibles et les procédures injustifiables qu'il s'agit par exemple de mettre en garde contre des pratiques menaçant la parenté d'éclatement, d'approfondir la réflexion avant de s'engager dans la diagnostic génétique de l'embryon à transplanter ou d'interdire dans les actions actuelles la génothérapie germinale.

« Respecter la personne humaine, c'est aussi en proscrire toute conception réductrice. Car l'homme n'est pas seulement un organisme biologique d'une exceptionnelle complexité. C'est inséparablement un monde d'institutions et de valeurs auquel on touche qu'on le veuille ou non en agissant sur son corps. Et c'est la liberté du sujet en chaque personne, qu'on ne peut donc respecter sans le traiter comme une fin en soi et jamais simplement comme un moyen. »

FRANCK NOUCHI

Péages express

Des systèmes de paiement rapide pour éviter les ralentissements aux péages des autoroutes et faciliter la fluidité du trafic

Il fallait faire face au succès de l'autoroute, dont le trafic semble durablement promis à une croissance annuelle comprise entre 5 % et 10 %. Parmi les obstacles à la fluidité de la circulation autoroutière, menacée par cette ruée des véhicules dont le nombre double en cinq ans, figurent les péages, qui doivent subsister bien au-delà de l'an 2000 pour rembourser les investissements passés et financer l'extension du réseau. Pas question de se priver de cette manne, qui approchera les 17 milliards de francs en 1990, mais pas question non plus de laisser se multiplier les files de voitures attendant de pouvoir payer leur écot. Les sociétés exploitantes d'autoroutes ont donc demandé aux techniciens d'accélérer les paiements.

Les cartes de crédit ne pouvaient convenir, même si elles accélèrent les transactions, en permettant à un automate d'établir la facture acquittée a posteriori par l'automobiliste. L'arrêt du véhicule, l'introduction de la carte dans le lecteur, l'impression du reçu et la récupération de la carte accumulent de précieuses secondes.

Un premier système est en cours d'expérimentation. Il est dit monodirectionnel dans la mesure où le badge, qui déclenche les barrières du péage pour seulement être lu, sur l'autoroute A 1, entre Paris et Lille,

le conducteur présente la carte ad hoc devant un tableau électronique placé sur le côté, tout en roulant à 30 km/h. Le montant de la transaction est calculé par la machine et débité a posteriori du compte de l'intéressé.

Plus ambitieux est le « télé-péage » testé sur l'autoroute A 42 entre Genève et Lyon. Une caméra vidéo placée en avant de la barrière lit la plaque minéralogique de la voiture. Cette information est transmise à une unité de gestion informatique qui vérifie que le véhicule figure sur le fichier des abonnés et donne l'ordre d'ouverture de la barrière. L'opération dure deux secondes et autorise une vitesse de 30 km/h.

A 130 km/h

Ce dispositif n'est pas encore assez performant pour les programmes ambitieux de péage urbain qui fleurissent dans les pays scandinaves, à Singapour, à Hongkong et surtout aux Pays-Bas, où le ministre des transports prépare un système au terme duquel la totale gratuité actuelle sera remplacée par de fréquents péages à la hauteur de ponts par exemple, afin de contenir une utilisation intensive de la voiture individuelle, notamment aux heures de pointe. A moins d'accepter une multiplication des files d'attente, le paiement classique est exclu. Il est

nécessaire d'installer un système capable de traiter plus de deux mille véhicules à l'heure et sans que ceux-ci aient à réduire la vitesse imposée de 130 km/h.

Premid (Suède), Amtech (Etats-Unis), Hamlet - CGA (France) ou Telepass (Italie) évoluent de plus en plus vers un mode bidirectionnel, c'est-à-dire vers un véritable dialogue électronique entre le véhicule et le sol. Les sociétés autoroutières d'Espagne (Asociacion de Sociadades Espanolas Concesionarias Autopistas, Tunes, Puertos y Vias de Ferrol), de France (Association des sociétés françaises d'autoroutes) et d'Italie (Associazione Italiana Società Concessionarie Autostrade e Trafic), qui représentent 12 000 kilomètres d'autoroutes et 40 % du réseau de la CEE, ont lancé un programme de recherches baptisé VITA (Vehicle Information and Transaction Aid).

Il s'agit de définir un matériel et des procédures qui permettront, par exemple, le service suivant : l'automobiliste aura acquis une carte à micro-circuit dont la mémoire comportera l'identification de l'usager et qui sera chargée en droit de passage. Il l'introduira dans un lecteur embarqué sur son véhicule, composera le code d'accès sur un clavier et s'assurera, sur un petit écran, du crédit qui lui restera. Il placera ensuite la carte en haut du pare-brise dans un énième spécial. Peu avant de franchir un poste de péage, l'écran lui annoncera la zone de contrôle et les tarifs.

Protéger la vie privée

A 130 km/h, il franchira la « barrière » qui reconnaîtra la carte et la débitera en moins d'une seconde. Sur l'écran apparaîtra la bonne fin de la transaction et le solde. A la station-service, l'usager pourra régler le carburant pris et une communication téléphonique avec la carte, qui se transformera alors en simple carte de paiement. Remonté dans sa voiture, il pourra être alerté sur l'écran qu'un accident empêche la circulation à 30 kilomètres de là, ou qu'il rencontre une nappes de brouillard sur son chemin. Un itinéraire de remplacement sera affiché séance tenante.

La carte indispensable est à peu près définie. On sait que à condition d'être produite en quantité industrielle, son coût ne devrait pas dépasser 300 F l'unité. Au péage, le radar Doppler qui détecterait l'approche du véhicule, l'antenne de transmission sol-véhicule en hyperfréquences (de 1 à 10 gigahertz) et le système gérant le paiement du tarif codifieraient dans les 5 millions de francs par gare.

Les études préciseront les caractéristiques et le prix d'un petit émetteur-récepteur, d'un lecteur de carte à micro-circuits intégrés, d'un clavier et d'un petit écran qui seraient montés à bord de la voiture. Il conviendra aussi de s'assurer que ces ensembles ne violeront pas la vie privée et qu'il y aura toujours une possibilité de recours en cas de contestation. Sans oublier qu'un tel système électronique devra coexister avec le bon vieux péage fonctionnant avec des pièces de monnaie pour que les automobilistes conservent le choix. La Commission informatique et libertés y veillera. Enfin, puisque l'Europe y a, il sera indispensable de rendre compatibles fréquences et matériels pour qu'un même badge ouvre les péages de toutes les autoroutes des Douze. Les techniciens ont environ jusqu'en 1993 pour maîtriser ce système électronique.

ALAIN FAUJAS

Rencontres CNRS d'Arc-et-Senans

JEUNES ET CHERCHEURS RÉFLÉCHISSENT ENSEMBLE : DANS UN MONDE QUI BOUGE, QUELS NOUVEAUX REPÈRES ?

Face à un monde qui bouge vite, les jeunes sont inquiets. Ils cherchent des repères qui les aideraient à mieux comprendre le présent et surtout à éclairer l'avenir. En organisant ces rencontres, le Centre National de la Recherche Scientifique, premier organisme de recherche fondamentale d'Europe, ouvre le débat entre les jeunes et les chercheurs, fait avec eux le point sur l'état des recherches dans ces différents domaines, sur les directions qu'elles prennent.

Les Rencontres CNRS d'Arc-et-Senans le week-end du 7 au 9 septembre 1990, dans une ambiance de campus, permettront en effet aux jeunes à partir de 18 ans de débattre autour de 9 thèmes importants : - Démocratie et vie quotidienne - Les nouvelles valeurs de l'argent - La mondialisation des problèmes de société - Les visages nouveaux de la mort et de la maladie - Y a-t-il un retour du religieux ? - Haute technologie : les rapports homme-machine - Les problèmes éthiques liés aux progrès de la médecine et de la biologie - Transfert du savoir

et apprentissage - Démographie : enjeux et problèmes.

Espace unique de liberté et d'échange, Les Rencontres CNRS d'Arc-et-Senans, placées sous l'égide d'un comité scientifique présidé par Edgar Morin et constitué de Françoise Héritier-Auge, François Bedarida, Jean-Louis Funck-Brentano, Albert Jacquard, Hervé Le Bras, Jean-Jacques Sylvestre, Alain Touraine, seront ouvertes à un

millier de jeunes et 200 chercheurs.

L'avenir appartient à ceux qui se lèveront tôt le samedi 8 septembre... et à ceux qui ne se réveilleront pas trop tard pour s'inscrire.

300 francs de frais de participation vous donneront droit à l'hébergement dans le village de toile d'Arc-et-Senans et aux repas. Pour avoir de plus amples renseignements quant aux modalités d'inscription composez le (1) 45 50 28 33.

Avec la collaboration du journal Le Monde

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : 30 JUIN 1990

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____ CODE POSTAL _____ TÉL. _____
ÂGE _____ NIVEAU D'ÉTUDES OU PROFESSION _____

Désire participer aux Rencontres CNRS d'Arc-et-Senans du 7 au 9 septembre 1990.
Règlement d'un montant de 300 F par ☐ chèque bancaire ☐ CCP, libellé à l'ordre de : la Fondation Claude-Nicolas Ledoux. À retourner à : CNRS - 15, quai Anatole-France - 75007 Paris, à l'attention du Service Communication Extérieure.

SIGNATURE _____ N.B. Signature des parents obligatoire pour les personnes mineures.

BEAUCHESNE
SCIENCES RELIGIEUSES
PHILOSOPHIE - HISTOIRE
POLITIQUE
Catalogue sur demande
72, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 45-48-60-28

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

SCIENCES • MEDECINE

Le mystère de la vache folle

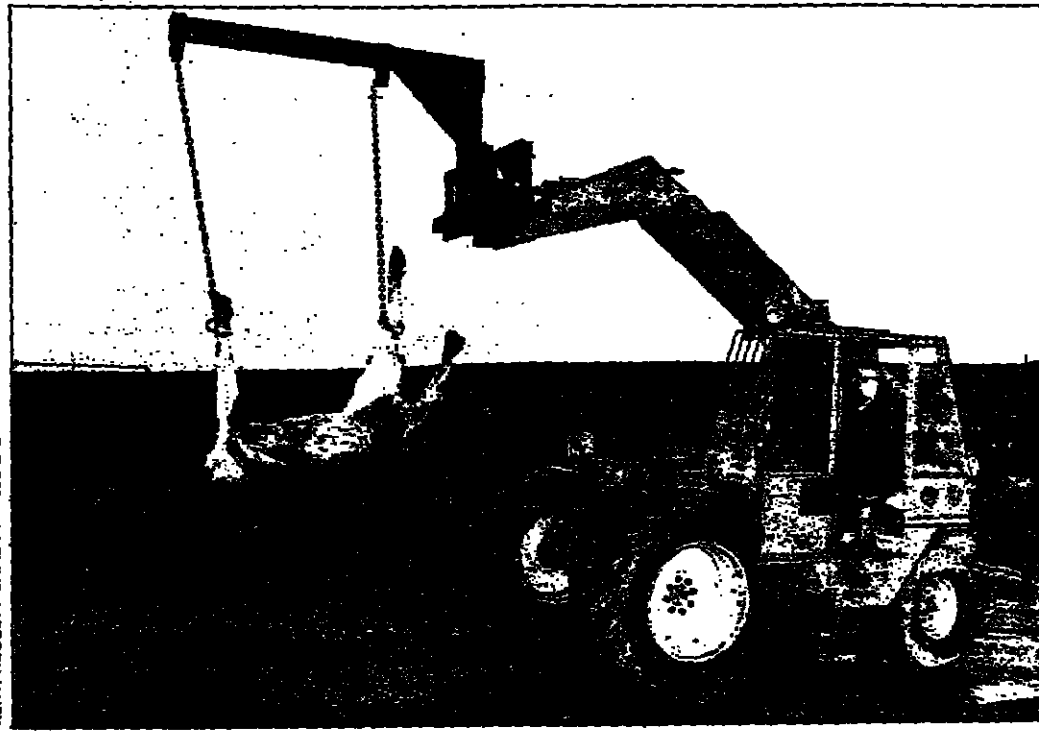
Une affection bovine prend, en Grande-Bretagne, des allures de catastrophe. Cette maladie est-elle transmissible à l'homme?

FAUTE d'une expression scientifique plus exacte, on retiendra celle de « l'épidémie des vaches folles », les spécialistes vétérinaires parlant, quant à eux, d'« encéphalite spongiforme bovine » ou « *bovine spongiform encephalopathy* » (BSE). Cette nouvelle maladie des bovins, à l'origine depuis peu, en Grande-Bretagne, d'une véritable psychose collective, du moins d'une inquiétude généralisée et grandissante dans l'opinion publique. Compte tenu de ses considérables enjeux sanitaires et économiques, elle alimente aussi une très vive controverse chez les responsables politiques.

Depuis trois ou quatre ans, 13 000 bovins ont été abattus dans près de 6 000 fermes du Royaume-Uni et leurs cadavres ont été brûlés. Il y a quelques mois on recensait cent cinquante nouveaux cas de BSE par semaine, ce taux ayant presque doublé le mois dernier. Des cas de BSE ont, par ailleurs, déjà été signalés en Ecosse et en Irlande, dans les îles de Jersey, Guernesey et Man ainsi que dans le sultanat d'Oman.

Il s'agit, de l'avis général des spécialistes, d'une flambée épidémique après l'apparition des premiers cas de BSE en novembre 1986 chez des bovins du Royaume-Uni. « Depuis cette date, le nombre de cas cliniques confirmés n'a cessé d'augmenter. Plus de 3 000 troupeaux ont été contaminés dans toute l'Angleterre, soit un cas pour 1 000 vaches adultes et jusqu'à 400 cas par mois. Dans certaines régions du sud de l'Angleterre on a pu noter jusqu'à 18 % de troupeaux atteints », expliquait déjà, en décembre dernier, M^{me} Jeanne Brugère-Picoux et Jacqueline Chatain (1), deux des trop rares spécialistes français de cette affection.

Comment, schématiquement, peut-on décrire le BSE? On sait aujourd'hui que les symptômes de cette affection n'apparaissent, selon toute vraisemblance, qu'après une longue période d'incubation estimée entre deux et cinq ans. Il s'agit, dans tous les cas, de troubles nerveux touchant à la fois l'appareil sensitif et moteur et évoluant progressivement vers la mort de l'animal. En pratique, l'attention des éleveurs est presque toujours attirée par une modification du comportement de l'animal. Ce dernier apparaît étrangement craintif. Il refuse dans le même temps de se plier aux ordres auxquels, habituellement, il répond.



Au centre d'incinération de Cambridge, de 60 à 80 animaux atteints sont brûlés chaque semaine.

Dans certains cas l'animal réagit violemment par des coups de pied. En dehors de la présence de l'« être humain » il reste à l'écart du troupeau, grince le sol, se lèche le mufle en grincant des dents. On observe vite l'apparition de troubles locomoteurs et, notamment, d'importantes anomalies (ataxie) du train postérieur.

La démarche des animaux atteints est hésitante, à l'origine de fréquentes chutes. « Par la suite, l'état général se détériore, le bovin maigrit. On observe une diminution de la production de lait, explique le professeur Brugère-Picoux. Souvent, les troubles moteurs s'aggravent, l'animal reste couché, les efforts pour le relever se révélant souvent infructueux. Après l'apparition des premiers symptômes, la mort survient - ou l'euthanasie - de l'animal se situe, dans la majorité des cas, entre six et huit semaines après le début des troubles ».

L'ensemble de ces signes et leur installation progressive permettent de faire la différence entre la BSE, la rage, certaines formes de listérioses ou encore certaines maladies métaboliques. La confirmation du diagnostic de BSE se heurte toutefois,

fois en pratique à l'absence de test permettant, à partir d'un simple prélèvement de sang de l'animal, d'affirmer l'existence de la maladie. Seul un examen microscopique des tissus de l'encéphale autorise le diagnostic, après la mort de l'animal. Les lésions observées et la présence au microscope électronique de certaines structures pathologiques, ou « scrapie-associated fibrils », laissent penser que la BSE est l'équivalent bovin d'une autre affection, connue sous le nom de « tremblante du mouton » et qui sévit depuis très longtemps chez les ovins et les petits ruminants d'Europe.

Plus généralement, d'un point de vue anatomo-pathologique, ces affections dégénératives et symétriques du système nerveux central peuvent être retrouvées chez des ruminants sauvages (chevreuil, daim, antilope...), chez le vison, ainsi, accidentellement, chez certains animaux de zoo (tigres). Mais ces affections ne sont pas spécifiques à l'animal, l'homme pouvant aussi être atteint, comme dans le cas du kuru et de la maladie de Creutzfeldt-Jacob, une affection dégénérative survenant vers la cinquantaine, caractérisée par l'association de troubles psychiques (démence) et de troubles moteurs (mouvements anormaux, rigidité), évoluant en quelques mois vers la mort.

D'ovins à bovins

La principale question est ici de savoir si, au-delà de leurs caractéristiques communes, toutes ces affections sont dues à un même agent étiologique, et si oui, lequel. Faute de pouvoir être ici plus précis, on explique aujourd'hui que la BSE appartient au groupe des maladies dégénératives du système nerveux central, maladies associées à la présence d'un « agent de transmission non conventionnel », une particule subvirale dont l'identification n'a encore jamais pu être réalisée. Pour certains, il s'agirait d'une protéine plus ou moins liée à un acide nucléique n'induisant pas de réponse immunitologique de l'organisme infecté. Toutefois, de nombreuses zones d'ombre demeurent encore quant au mécanisme d'apparition de cette ou de ces maladies.

L'autre question, essentielle, porte sur le caractère transmissible ou non de la BSE à l'homme. Y a-t-il, en d'autres termes, un risque de zoonose? Estimant qu'une telle transmission est possible et que sa mise en évidence est d'autant plus difficile que la période d'incubation de la maladie pourrait être de plusieurs années, certains responsables britanniques viennent de prendre des mesures pour réduire ou pour interdire toute consommation de viande de bœuf et de produits dérivés dans les écoles. A partir du même postulat, les autorités soviétiques viennent de refuser l'importation de sept cent cinquante kilos de viande de bœuf destinés aux manifestations culturelles et commerciales soviéto-britanniques prévues le mois prochain à Kiev.

Ces mesures préventives n'ont rien d'excessif, certains spécialistes vétérinaires et médecins virologistes trouvant même qu'on aurait dû les prendre beaucoup plus tôt. Car si aucun lien formel n'a encore pu être établi

1988, tous les animaux atteints sont soumis à déclaration obligatoire. Depuis juillet 1988, l'abattage de ces animaux est obligatoire ainsi que la destruction des cadavres. L'état indemnise les éleveurs concernés. Il est interdit, depuis le 18 juillet 1988, d'utiliser en Grande-Bretagne des protéines animales provenant de ruminants pour l'alimentation d'autres ruminants. De même, il est interdit de vendre et d'utiliser pour l'industrie le lait provenant des animaux atteints de BSE, qu'il s'agisse d'alimentation humaine ou animale.

D'autre part, depuis novembre dernier et bien que la suspicion de zoonose n'ait jamais été confirmée, il est interdit d'utiliser les cervelles, les moelles épinières, les thymus, les estomacs, les boyaux et les rates de bovins de plus de six mois pour toute alimentation humaine, ces abats devant être dénatés puis détruits. De la même manière, des recommandations sur l'utilisation de ces produits en pharmacie ont été données. « Aucune disposition particulière n'a été prise par les autorités du Royaume-Uni concernant les exportations de farine et d'os, malgré les protestations de nombreux personnalités britanniques, convaincues du risque que fait courir, pour les pays étrangers, l'introduction de ces produits éventuellement contaminés », explique-t-on au ministère français de l'Agriculture.

Importations interdites

Ces décisions ont-elles été prises suffisamment tôt? Certains spécialistes, en Grande-Bretagne et ailleurs, estiment que non. Sans commenter l'attitude - difficilement compréhensible - des responsables britanniques en matière d'exportations de farines de viande et d'os potentiellement contaminés, on peut remarquer que les pays de la CEE n'ont pas agi avec une particulière célérité. Il fallut en effet attendre juillet 1989 pour que la CEE obtienne que le Royaume-Uni s'abstienne d'exporter vers d'autres Etats membres des bovins vivants de plus de six mois ainsi que des bovins nés de femelles pour lesquelles la BSE était suspectée ou avait été confirmée. Seule la RFA décidait de mesures plus rigoureuses en interdisant toute importation de bovins et de produits d'origine bovine provenant du Royaume-Uni.

Cette attitude, qui a été contestée et jugée déraisonnable par les Britanniques, apparaît pour beaucoup, aujourd'hui, compte tenu des dimensions prises par l'épidémie, préférable à celle des autres Etats membres. En France, où la direction générale

de l'alimentation (service vétérinaire de la santé et de la protection animale) du ministère de l'Agriculture a informé les services vétérinaires départementaux dès juillet 1988, aucun cas de BSE n'a été signalé. Certains spécialistes estiment toutefois que, compte tenu de la longue durée d'incubation, les premiers cas de BSE apparaîtront dans l'Hexagone d'ici à 1992.

Actuellement, les importations de farines de viande et d'os provenant de pays où sévit la BSE sont interdites « sauf dérogation particulière ». Et il aura fallu la découverte d'un trafic potentiellement dangereux pour qu'on interdise en février dernier l'importation d'abats (têtes entières, thymus, amygdales, moelle épinière, cervelles, rates et intestins) en provenance du Royaume-Uni. L'autre question importante et controversée actuellement soulevée est celle de l'éventuelle présence de l'agent infectieux de la BSE dans la viande (les muscles) des animaux dont le système nerveux central est infecté. Pour sa part, le bureau chargé de l'épidémiologie, qui dirige au service santé et protection animales M^{me} Evelyn Maillot, va entreprendre une recherche systématique des stigmates biologiques de la BSE chez les bovins pouvant présenter des signes nerveux anormaux et chez lesquels jusqu'à présent d'autres diagnostics étaient portés.

Rien, actuellement, ne permet donc encore d'écarter la grave menace de zoonose. « Il faut espérer que le mode de transmission de cette affection restera accidentel et limité au Royaume-Uni », résume M^{me} Brugère-Picoux et Chatain. Il convient aussi d'être particulièrement vigilant quant à l'emploi de produits d'origine animale dans l'alimentation des animaux. Si des mesures ont été prises pour prévenir l'apparition de la BSE en France, il faut remarquer que rien n'a été fait pour limiter les cas de tremblante chez les petits ruminants. »

JEAN-YVES NAU

(1) « L'encéphalite spongiforme bovine », de Jeanne Brugère-Picoux (professeur de pathologie médicale du bétail et des animaux de basse-cour, Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort) et Jacqueline Chatain (vétérinaire à Saint-Louis, Paris). Communication publiée dans le bulletin de la Société vétérinaire de France (décembre 1989).

(2) Il s'agissait, selon le ministère de l'Agriculture, de la découverte à Rungis d'abats de bovins interdits au Royaume-Uni en provenance d'Ecosse.

Fossiles à crédit

Suite de la page 19

Il y a dix ans, le Muséum parlait de science. Seulement de science. Aujourd'hui, trop tard sans doute, il découvre les faiblesses de la tour d'ivoire. Face au tollé déclenché par le plan de restructuration, son jeune directeur, Neil Chalmers, diplômé de l'Open University de Milton Keynes, se voit rassurant. « Nous devons reconnaître notre impuissance par une plus grande sélectivité, mais nous continuons à faire de la taxinomie, car c'est notre plus grande force », affirme-t-il.

Pour devenir un bon taxinome, il ne faut pas seulement un diplôme universitaire, mais des années de recherche et d'expérience. On ne peut pas espérer former de jeunes chercheurs tout en leur demandant de changer tous les mois un thème de recherche », rétorque le docteur l'œcis, responsable du département de paléontologie. Refusant, pour la plupart, le principe des contrats privés temporaires, les chercheurs s'inquiètent également des nouvelles priorités scientifiques de leur direction.

Toujours dans une perspective de rentabilité, les activités de recherche du Muséum devraient en effet, désormais, s'organiser autour de six pôles : biodiversité, qualité de l'environnement, ressources vivantes, ressources minérales, santé humaine et origines de l'homme.

Six domaines de recherche dont les naturalistes ne nient bien évidemment pas l'importance. Mais ils craignent, compte tenu des choix effectués dans les réductions de postes, que la plupart d'entre eux ne restent des coquilles vides. « Les algues et les champignons sont d'excellents indicateurs de pollution. Or ce secteur de recherche va être considérablement

diminué, alors que l'on déclare vouloir faire de la qualité de l'environnement une priorité. Où est la logique? » s'exaspère Chris Humphries, spécialiste des angiospermes au département de botanique. « Comment décider en connaissance de cause de sauver telle ou telle partie de la forêt amazonienne si l'on ne se donne pas les moyens d'étudier la distribution géographique des espèces menacées? », rétorque le paléontologue Peter Forey, en soulignant que la recherche menée sur les mammifères et les oiseaux devrait être l'une des plus touchées par le nouveau plan de réforme.

Largement relayée par la presse quotidienne et spécialisée, l'onde de choc déclenchée à South Kensington, tout compte fait, sera peut-être salutaire. De tous bords, les scientifiques britanniques se mobilisent pour tenter de sauver leur Muséum national, qui prend brusquement valeur de symbole. « Ce plan n'est pas réaliste en anglais », déclarait ainsi récemment John Evans, président de la très respectable Association britannique de géologie. Il a été conçu dans un jargon d'affaires américain, probablement avec l'aimable concours de Disneyland. « Grâce aux efforts menés tous azimuts par les chercheurs du Muséum, la communauté scientifique internationale, elle aussi, commence à se mobiliser. Et l'on parlait enfin, à la mi-mai, d'amorcer de nouvelles négociations. »

Midt. Dans la grande salle d'exposition des insectes, le silence a succédé au tintamarre juvénile de la matinée. « Dites, maître, c'est un scorpion? », questionne un retardataire, les sourcils froncés devant un superbe spécimen de hanneton. L'institutrice hésite, n'ose répondre. Là-haut, dans leurs écrins de bois, les collections attendent.

CATHERINE VINCENT

VOS
AFFAIRES
ONT BESOIN
D'UN CADRE
SUPERIEUR :



VOS BUREAUX
POUR UN JOUR,
UN MOIS,
UN AN,
OU VOTRE
CENTRE DE
CONFERENCES.

Au cœur du monde des grandes décisions, le centre d'affaires REGUS vous offre l'opportunité de traiter vos affaires rue du Faubourg Saint-Honoré, face au palais de l'Élysée. Situés autour d'un superbe jardin privé vos bureaux fonctionnent 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et les jours fériés si vous le désirez. Mais le centre d'affaires REGUS ne se contente pas de vous proposer « le cadre de vos décisions stratégiques ». Tous les types de services sont à votre disposition : secrétariat, interprétariat, assistance juridique, comptabilité, restauration, organisation de réunions ou conférences, réservations de voyages ou spectacles. Vous pouvez également y domicilier votre société qui bénéficiera des services de téléphone, télécopie et courrier personnalisés. De plus, si vous adhérez au Club REGUS, vous pouvez accéder, à des conditions avantageuses, aux centres d'affaires de Londres, Copenhague et bientôt Madrid. Notre réputation est fondée sur la qualité de notre équipe, formée selon les meilleurs critères de savoir-faire et de discrétion. Bien sûr, REGUS est équipé de matériels de pointe : télécopie, micro-informatique et vidéo-communication. Vos bureaux se situent au cœur du monde des grandes décisions quand vous le désirez, pour un jour, un mois ou un an... ou juste pour une heure. Pour en savoir plus, appelez le (1) 46.04.21.84.

Regus
CENTRE D'AFFAIRES

AGENDA

CARNET DU MONDE

M. et M^{me} Pierre Rivelaygue, M. Alain Cardon, M. et M^{me} Dominique Janicoud, Claire et Benjamin, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques RIVELAYGUE, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de philosophie, maître de conférences à l'université de Paris-Sorbonne, survenu le 26 mai 1990.

L'inhumation aura lieu le vendredi 1^{er} juin 1990, au cimetière du Montparnasse où l'on se réunira à 14 h 30, à la porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e.

93, boulevard Edouard-Herriot, 06200 Nice, 74, rue Dancla, 75646 Paris Cedex 13, 96070 Casagiers.

Le président de l'université de Paris-Sorbonne et ses collègues de l'Institut de philosophie, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques RIVELAYGUE, maître de conférences, survenu le samedi 26 mai 1990.

Les obsèques auront lieu le vendredi 1^{er} juin, à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse, porte principale.

La fédération de Paris du Parti socialiste et la section du 13^e-Est, ont la douleur de faire part du décès de leur ami et camarade.

Jacques RIVELAYGUE, membre de la Commission exécutive fédérale, secrétaire de la section 13^e-Est, survenu à Paris le 24 mai 1990.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Antoinette Schreyer, son fils, Terry, sa fille, Martine Schreyer Perrin, ses petits-enfants, la famille vivant à Madagascar, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roland Charles SCHREYER, survenu à Paris le 24 mai 1990.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Marie SENTILHES est entrée dans la paix du Seigneur, le 26 mai 1990, à l'âge de soixante-cinq ans.

Joanette Sentilhes, Monique Bruley, Yves Sentilhes, Louis et Suzanne Sentilhes, Thérèse et Gérard Bergeron, Jacques et Anne-Marie Sentilhes, Paul et Anne Sentilhes, Claude et Nicole Sentilhes, Bernard et Chantal Sentilhes, Henri et Armelle Sentilhes, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Sa famille, Et ses amis, invitent à s'unir par la présence ou la prière à la messe qui sera célébrée le vendredi 1^{er} juin, à 15 heures, en la cathédrale Saint-Louis de Versailles.

8, rue Saint-Louis, 78000 Versailles.

La comtesse de Trentinian, ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de Dieu, le 21 mai 1990, dans sa quatre-vingt-dixième année, du

comte de TRENTINIAN.

Les obsèques ont eu lieu le 25 mai dans l'intimité.

60, rue Cortambert, Paris-16^e.

M. et M^{me} Louis-Laurent Venault et leur fille, M. et M^{me} Georges François et leurs enfants, M. et M^{me} Raymond-Le Bars et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de Dieu de

M^{me} Louis VENAULT, née Irma Carvita, survenu le 27 mai 1990, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 28 mai à Sore (Landes) dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

59, cours Pasteur, 33000 Bordeaux.

M. et M^{me} Michel Werbroeck, ses frères et belles-sœurs, M. François Vanduyndaghe, M^{me} Ghislaine Werbroeck, M. et M^{me} Denis Vanduyndaghe et leurs enfants, M. et M^{me} Daniel Werbroeck et leur fille, Ses neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces, M. Michel Poinevin, son beau-frère, M^{me} Jeanine Duda-Lemaire, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques, survenu le 25 mai 1990, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, à Paris.

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 31 mai, en l'église Saint-Xavier-des-Missions, étrangères, 36, boulevard des Invalides, Paris-7^e, où l'on se réunira à 14 heures.

L'inhumation aura lieu le même jour à 15 h 30, au monument éméritoire du Père-Lachaise, Paris-20^e.

Ses cendres reposeront au cimetière de Marquand-Bareuil (Nord), dans le caveau de famille.

50, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris.

M^{me} Maximilien BUKSPAN, son épouse, M^{me} Elisabeth BUKSPAN, M^{me} Dominique BUKSPAN, ses filles, Justin-Jonathan BUKSPAN, son petit-fils, remercient tous ceux qui ont exprimé leur amitié et leur appui à l'occasion du départ de

Maximilien BUKSPAN.

« Pour les âmes fidèles, il n'y a jamais de disparus. »

M^{me} Michèle Chabant et Vladimir Kojouharov, Et toute la famille, Et tous les jeunes et amis qui remercient tous les jeunes et amis qui partagent la douleur de la disparition de

Michael Balthazar KOJOUKHAROV dans sa quarante-neuvième année

et qui, par leur présence, leurs pensées et leurs fleurs, témoignent de l'amitié et de l'amour dont Michael était le message.

Dans l'impossibilité de répondre personnellement à toutes les marques de sympathie qui leur ont été témoignées à la suite du décès de

M. André ROSA, son épouse, ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, frère et belle-sœur, vous en remerciant chaleureusement.

Il y a dix ans aujourd'hui disparaissait inopinément

Alexandra AFLALO, ceux qui l'ont connue, estimée et aimée, ont pour elle une pensée.

La famille et amis.

A Nîmes, le 11 mai 1990.

Daniel BAHIN nous quittait, à l'âge de quarante-quatre ans.

Il y a un an.

Denis WEXLER, (Dino), quittait les siens.

Ceux qui l'ont connu, estimé et aimé ont pour lui une pensée émue en ces jours de triste souvenir.

L'URSS face aux réformes, au bord du gouffre ou de renouveau ? L'exposé de Jacques Sapir, économiste et spécialiste de l'URSS, qui vient de publier *L'économie soviétique* (Ed. La Découverte), précèdera les débats. Jeudi 31 mai, à 20 h 30, Cercle Bernard-Lazare, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les annonces du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Galerie Katia Granoff recherche œuvres par **AMÉDÉE de la PATELLIÈRE** 92, boulevard Saint-Honoré, 75008 Paris - Tél. : 42-65-24-41

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◄ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 29 mai

TF 1

20.35 Cinéma : Zone rouge ■ Film français de Robert Enrico (1986).

22.35 Magazine : Ciel, mon mardi ! De Christophe Dechavanne.

0.25 Journal, Météo et Bourse.

0.45 Série : Mémoires d'outre-tombe.

1.10 TF 1 nuit.

A 2

20.40 Cinéma : le Coup de sirocco ■ Film français d'Alexandre Arcady (1978).

22.25 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).

23.20 Informations : 24 heures sur la 2.

23.35 Météo.

FR 3

20.35 ► Magazine : La marche du siècle.

Un conseil Promotelec, ça vous change l'électricité.

PROMOTELEC Paris (1) 45 22 87 70

Présenté par Jean-Marie Cavada. Thème : « La Chine, un an après. »

22.15 Journal et Météo.

22.45 Cinéma : Rancho de luxe ■ Film américain de Frank Perry (1975).

0.15 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : L'Empire du soleil ■ Film américain de Steven Spielberg (1987).

22.55 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : le Maître de musique ■ Film franco-belge de Gérard Corbiau (1987). Avec José Van Dam, Anne Roussel, Philippe Volter.

0.35 Cinéma : Visitor ■ Film italo-américain de Michael J. Parake (1980).

LA 5

20.40 Cinéma : les Deux Missionnaires ■ Film franco-italien de Franco Rossi (1974). Avec Terence Hill, Bud Spencer, Jean-Pierre Aumont.

22.15 Série : China Beach.

23.30 Magazine : Réussites.

0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Sans famille. De Jacques Etaud, d'après Hector Malot (1^{re} partie).

22.15 Magazine : Ciné 6.

23.30 Cinéma : Défense de toucher. Film italien de Nello Rossati (1976).

0.00 Six minutes d'informations.

0.05 Informations : Dazibao.

Mercredi 30 mai

Présenté par Christine Bravo. Avec Dick Annegarn, Les Avions, le Quatuor Parisi (Régis Pasquier et Jean-François Heisser), Fino Gomez Band.

23.45 Musique : Carnet de notes. Prélude en mi bémol mineur, de Bach, par Emile Naoumoff, piano.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Traffic, le sang du pavot (2^e partie). De Jacques Reid, avec Bill Paterson, Lindsay Duncan.

15.55 Téléfilm : Les mouettes De Jean Chapot, avec Michel Galabru, Mache Méri.

17.25 Sport : Cyclisme. Tour d'Italie.

17.50 Cabou cadin. Zorro.

En clair jusqu'à 21.00

18.15 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Dana.

18.30 Top 50.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gêdes et Antoine de Caunes.

20.30 Cinéma dans les salles.

21.00 Cinéma : Le retour des mousquetaires. Film franco-italien de Richard Lester (1989). Avec Michael York, Oliver Reed, Frank Finlay.

22.35 Flash d'informations.

22.40 Cinéma : Blanc cassés. Film français de Philippe Venault (1988). Avec Jacques Bonnaffé, Sylvie Orlier, Christophe Odier.

0.25 Cinéma : L'éclipse. ■■ Film italo-français de Michelangelo Antonioni (1961). Avec Alain Delon, Monica Vitti, Francisco Rabal (v.o.).

2.25 Magazine : Rapido. Rediffusion du 27 mai.

LA 5

13.35 Série : Baretta.

14.30 Série : Soko, brigade des stupés.

15.35 Série : Bergarac.

16.40 Dessins animés. Les trois : Polyanna : Les aventures de Claire et Tipoune.

17.35 Magazine : En route pour l'aventure. Max et compagnie : Olive et Tom, champions de foot (rediff.).

18.50 Journal : Reporters. De Patrick de Carolis.

19.45 Journal.

20.40 Drôles d'histoires.

20.40 Histoires vraies. Acte d'amour, téléfilm d'Anthony Harvey et Anthony Page, avec Glenda Jackson, Dick Anthony.

FR 3

13.00 Sport : Tennis (suite). Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision.

15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

17.00 Flash d'informations.

17.05 Sport : Tennis (suite). Internationaux de Roland-Garros.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

20.05 Jeux : La classe.

20.35 Concours Eurovision des jeunes musiciens. Présenté par Alain Duault, depuis le Musikverein de Vienne. Représentante française : Anne Gastinel, violoncelliste.

Journal et Météo.

22.25 Magazine : Mille Bravo.

TF 1

13.35 Série : Police 2000.

14.30 Club Dorothée. Dragon ball : Les samouraïs de l'éternel : Le collège fou, fou, fou : Le survivant : Les chevaliers du zodiaque : Série : Salut les musclés : Les jeux bêtes !

17.05 Série : 21 Jump Street.

17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.

18.45 Avis de recherche.

18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.20 Jeu : La roue de la fortune.

19.50 Tirage du Tac-O-Tac.

19.55 Divertissement : Pas folles les bêtes !

20.00 Journal, Tapis vert, Météo, et Loto.

20.45 Variétés : Sacré soirée. Avec Philippe Laval, Marne Vlady, Enrico Macias, Tina Turner, Michel Berger, Lonnie Gordon, Félix Gray, Didier Barbelivien, Michel Fugain, Véronique Genest, Vanessa Paradis.

22.35 ► Magazine : En quête de vérité. Présenté par Jean-Pierre Foucault.

23.40 Journal, Météo et Bourse.

0.00 Série : Drôles d'histoires (et à 3.35).

1.10 TF 1 nuit.

1.45 Feuilleton : C'est déjà demain.

2.10 Info revue.

2.55 Téléfilm : La vignoble des maudits.

A 2

13.40 Série : Falcon Crest.

14.10 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision.

19.55 INC.

20.00 Journal et Météo.

20.45 Série : Sentiments. La trichuse, de Joyce Bunuel, avec Luc-Mila Mikael, Martin Sacks.

22.20 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).

23.15 Informations : 24 heures sur la 2.

23.30 Météo.

23.35 Magazine : Du côté de chez Fred.

FR 3

13.00 Sport : Tennis (suite). Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision.

15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

17.00 Flash d'informations.

17.05 Sport : Tennis (suite). Internationaux de Roland-Garros.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

20.05 Jeux : La classe.

20.35 Concours Eurovision des jeunes musiciens. Présenté par Alain Duault, depuis le Musikverein de Vienne. Représentante française : Anne Gastinel, violoncelliste.

Journal et Météo.

22.25 Magazine : Mille Bravo.

LA 5

13.35 Série : Baretta.

14.30 Série : Soko, brigade des stupés.

15.35 Série : Bergarac.

16.40 Dessins animés. Les trois : Polyanna : Les aventures de Claire et Tipoune.

17.35 Magazine : En route pour l'aventure. Max et compagnie : Olive et Tom, champions de foot (rediff.).

18.50 Journal : Reporters. De Patrick de Carolis.

19.45 Journal.

20.40 Drôles d'histoires.

20.40 Histoires vraies. Acte d'amour, téléfilm d'Anthony Harvey et Anthony Page, avec Glenda Jackson, Dick Anthony.

TF 1

13.35 Série : Police 2000.

14.30 Club Dorothée. Dragon ball : Les samouraïs de l'éternel : Le collège fou, fou, fou : Le survivant : Les chevaliers du zodiaque : Série : Salut les musclés : Les jeux bêtes !

17.05 Série : 21 Jump Street.

17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.

18.45 Avis de recherche.

18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.20 Jeu : La roue de la fortune.

19.50 Tirage du Tac-O-Tac.

19.55 Divertissement : Pas folles les bêtes !

20.00 Journal, Tapis vert, Météo, et Loto.

20.45 Variétés : Sacré soirée. Avec Philippe Laval, Marne Vlady, Enrico Macias, Tina Turner, Michel Berger, Lonnie Gordon, Félix Gray, Didier Barbelivien, Michel Fugain, Véronique Genest, Vanessa Paradis.

22.35 ► Magazine : En quête de vérité. Présenté par Jean-Pierre Foucault.

23.40 Journal, Météo et Bourse.

0.00 Série : Drôles d'histoires (et à 3.35).

1.10 TF 1 nuit.

1.45 Feuilleton : C'est déjà demain.

2.10 Info revue.

2.55 Téléfilm : La vignoble des maudits.

A 2

13.40 Série : Falcon Crest.

14.10 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision.

19.55 INC.

20.00 Journal et Météo.

20.45 Série : Sentiments. La trichuse, de Joyce Bunuel, avec Luc-Mila Mikael, Martin Sacks.

22.20 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).

23.15 Informations : 24 heures sur la 2.

23.30 Météo.

23.35 Magazine : Du côté de chez Fred.

FR 3

13.00 Sport : Tennis (suite). Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision.

15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

17.00 Flash d'informations.

17.05 Sport : Tennis (suite). Internationaux de Roland-Garros.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

20.05 Jeux : La classe.

20.35 Concours Eurovision des jeunes musiciens. Présenté par Alain Duault, depuis le Musikverein de Vienne. Représentante française : Anne Gastinel, violoncelliste.

Journal et Météo.

22.25 Magazine : Mille Bravo.

LA 5

13.35 Série : Baretta.

14.30 Série : Soko, brigade des stupés.

15.35 Série : Bergarac.

16.40 Dessins animés. Les trois : Polyanna : Les aventures de Claire et Tipoune.

17.35 Magazine : En route pour l'aventure. Max et compagnie : Olive et Tom, champions de foot (rediff.).

18.50 Journal : Reporters. De Patrick de Carolis.

19.45 Journal.

20.40 Drôles d'histoires.

20.40 Histoires vraies. Acte d'amour, téléfilm d'Anthony Harvey et Anthony Page, avec Glenda Jackson, Dick Anthony.

TF 1

13.35 Série : Police 2000.

14.30 Club Dorothée. Dragon ball : Les samouraïs de l'éternel : Le collège fou, fou, fou : Le survivant : Les chevaliers du zodiaque : Série : Salut les musclés : Les jeux bêtes !

17.05 Série : 21 Jump Street.

17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.

18.45 Avis de recherche.

18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.20 Jeu : La roue de la fortune.

19.50 Tirage du Tac-O-Tac.

19.55 Divertissement : Pas folles les bêtes !

20.00 Journal, Tapis vert, Météo, et Loto.

20.45 Variétés : Sacré soirée. Avec Philippe Laval, Marne Vlady, Enrico Macias, Tina Turner, Michel Berger, Lonnie Gordon, Félix Gray, Didier Barbelivien, Michel Fugain, Véronique Genest, Vanessa Paradis.

22.35 ► Magazine : En quête de vérité. Présenté par Jean-Pierre Foucault.

23.40 Journal, Météo et Bourse.

0.00 Série : Drôles d'histoires (et à 3.35).

1.10 TF 1 nuit.

1.45 Feuilleton : C'est déjà demain.

2.10 Info revue.

2.55 Téléfilm : La vignoble des maudits.

A 2

13.40 Série : Falcon Crest.

14.10 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision.

19.55 INC.

20.00 Journal et Météo.

20.45 Série : Sentiments. La trichuse, de Joyce Bunuel, avec Luc-Mila Mikael, Martin Sacks.

22.20 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).

23.15 Informations : 24 heures sur la 2.

23.30 Météo.

23.35 Magazine : Du côté de chez Fred.

FR 3

13.00 Sport : Tennis (suite). Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision.

15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

17.00 Flash d'informations.

17.05 Sport : Tennis (suite). Internationaux de Roland-Garros.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

20.05 Jeux : La classe.

20.35 Concours Eurovision des jeunes musiciens. Présenté par Alain Duault, depuis le Musikverein de Vienne. Représentante française : Anne Gastinel, violoncelliste.

Journal et Météo.

22.25 Magazine : Mille Bravo.

LA 5

13.35 Série : Baretta.

14.30 Série : Soko, brigade des stupés.

15.35 Série : Bergarac.

16.40 Dessins animés. Les trois : Polyanna : Les aventures de Claire et Tipoune.

17.35 Magazine : En route pour l'aventure. Max et compagnie : Olive et Tom, champions de foot (rediff.).

18.50 Journal : Reporters. De Patrick de Carolis.

19.45 Journal.

20.40 Drôles d'histoires.

20.40 Histoires vraies. Acte d'amour, téléfilm d'Anthony Harvey et Anthony Page, avec Glenda Jackson, Dick Anthony.

TF 1

13.35 Série : Police 2000.

14.30 Club Dorothée. Dragon ball : Les samouraïs de l'éternel : Le collège fou, fou, fou : Le survivant : Les chevaliers du zodiaque : Série : Salut les musclés : Les jeux bêtes !

17.05 Série : 21 Jump Street.

17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.

18.45 Avis de recherche.

18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.20 Jeu : La roue de la fortune.

19.50 Tirage du Tac-O-Tac.

19.55 Divertissement : Pas folles les bêtes !

20.00 Journal, Tapis vert, Météo, et Loto.

20.45 Variétés : Sacré soirée. Avec Philippe Laval, Marne Vlady, Enrico Macias, Tina Turner, Michel Berger, Lonnie Gordon, Félix Gray, Didier Barbelivien, Michel Fugain, Véronique Genest, Vanessa Paradis.

22.35 ► Magazine : En quête de vérité. Présenté par Jean-Pierre Foucault.

23.40 Journal, Météo et Bourse.

0.00 Série : Drôles d'histoires (et à 3.35).

1.10 TF 1 nuit.

1.45 Feuilleton : C'est déjà demain.

2.10 Info revue.

2.55 Téléfilm : La vignoble des maudits.

A 2

13.40 Série : Falcon Crest.

14.10 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision.

19.55 INC.

20.00 Journal et Météo.

20.45 Série : Sentiments. La trichuse, de Joyce Bunuel, avec Luc-Mila Mikael, Martin Sacks.

22.20 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).

23.15 Informations : 24 heures sur la 2.

23.30 Météo.

23.35 Magazine : Du côté de chez Fred.

FR 3

13.00 Sport : Tennis (suite). Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision.

15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

17.00 Flash d'informations.

17.05 Sport : Tennis (suite). Internationaux de Roland-Garros.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

20.05 Jeux : La classe.

20.35 Concours Eurovision des jeunes musiciens. Présenté par Alain Duault, depuis le Musikverein de Vienne. Représentante française : Anne Gastinel, violoncelliste.

Journal et Météo.

22.25 Magazine : Mille Bravo.

LA 5

13.35 Série : Baretta.

14.30 Série : Soko, brigade des stupés.

15.35 Série : Bergarac.

16.40 Dessins animés. Les trois : Polyanna : Les aventures de Claire et Tipoune.

17.35 Magazine : En route pour l'aventure. Max et compagnie : Olive et Tom, champions de foot (rediff.).

18.50 Journal : Reporters. De Patrick de Carolis.

19.45 Journal.

20.40 Drôles d'histoires.

20.40 Histoires vraies. Acte d'amour, téléfilm d'Anthony Harvey et Anthony Page, avec Glenda Jackson, Dick Anthony.

LA SEPT

20.05 Documentaire : France et France (2). De Clifford Chenin.

21.00 Documentaire : Vive Québec. De Gilles Carle.

22.30 Magazine : Imagine.

23.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandjean.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Evoluer la recherche.

21.30 La Société des réalisateurs de films (rediff.).

22.40 Nuits magnétiques. L'araignée.

0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Musique Ensembles. Parcourez, de Ducreux ; Embrasure, de Deprez ; Chain I, de Lutoslawski ; Intermezzi, d'Eliaeson ; Ondes, espaces mouvants, de Mafano, par l'Ensemble 2e2m, dir. : Paul Mefano ; sol. : Irène Jarsky, soprano.

22.30 Récital. Evelyn Dubourg, piano ; Variété, de Vogel ; Sonatine pour piano n^o 2, de Busoni ; Deux poèmes pour piano, de Scriabine ; Epitaphie pour Alban Berg pour piano, de Vogel ; sonate pour piano n^o 9 op. 68, de Scriabine ; sonate pour piano op. 69, Deux poèmes pour piano op. 71, Vers la flamme, pour piano, op. 72, de Scriabine.

0.00 Club d'archives. Hommage à Isaac Stern.

Bogard.

22.35 Débat : L'insertion des handicapés. Animé par Gilles Schneider.

23.30 Magazine : Nomades.

0.00 Journal de minuit.

0.10 Bergerac (rediff.).

1.15 Série : Tendresse et passion.

1.40 Série : Voisin, voisine.

2.40 Tendresse et passion.

3.05 Le Journal de la nuit.

3.15 Voisin, voisine (et à 4.35).

4.10 Tendresse et passion (et à 5.35).

M 6

13.25 Série : Cosby show (rediff.).

13.55 Feuilleton : Dynastie.

14.45 Téléfilm : Les jeux sont faits. De Richard Lang, avec Robert Urich, Tony Curran.

16.00 Jeu : Match music.

17.15 Informations : M 6 info.

17.25 Série : L'homme de fer.

18.15 Série : L'ami des bêtes.

18.55 Série : Aline et Cathy.

19.25 Série : La fête à la maison.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Cosby show.

20.35 Téléfilm : Trou de mémoire. De Mike Robe, avec Karl Malden, William Devane.

22.10 Téléfilm : Mortelle rencontre. De Christian Nyby, avec Patrick Duffy, Lori Anderson (rediff.).

0.00 Six minutes d'informations.

0.05 Informations : Dazibao.

0.10 Variétés : Fréquentstar.

2.00 Rediffusions. Avec ou sans rock : Portrait de Patricia Kaas ; Portrait de Serge Reggiani ; Culture pub remix : Parcourez santé (la voix) ; M 6 aime (cinéma) ; Culture pub remix.

LA SEPT

20.05 Documentaire : 10 jours... 48 heures (v.o.). De Georges Dufaux.

21.00 Téléfilm : Le peloton d'exécution. (v.o.). De Michel Andrieu.

22.30 Documentaire : L'âge d'or du cinéma. De John Edwards, David Mingay, Bailey Sillcock.

23.00 Documentaire : Musée d'Orsay. (2). De Pierre Dumayet.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Le pastiche littéraire.

21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française.

22.40 Nuits magnétiques. L'araignée.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Michael Franks.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 14 mai en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois) : Virgo salutaris, de Des Prés ; Missa pro defunctis, de Richefort ; Christus mortuus est pro nobis, Dominus regnavit, de Des Prés ; La sestina, de Da Palestrina ; La bella netta ignuda, de Rore ; Hélios, mon Dieu, de Lejeune ; Anchor che col partire, de Rore ; Io son finto, de Da Palestrina, par Les Sonomés opposés, dir. : Frank Langlois.

23.07 Jazz-club. En direct du Sunset, à Paris : le sextette de la pianiste et chanteuse Lavelle

LE PLAISIR DE SORTIR,
MODE D'EMPLOI

Le Monde

ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

Le Canadien Andrew Sznajder va être au centre des conversations de tout Roland-Garros dans les prochaines heures. Il ne devra pas cette attention - à vingt-trois ans il est classé soixante-quatrième mondial et a gagné douze des vingt matches disputés depuis le début de l'année - à la victoire obtenue lundi 28 mai sur Cedric Pioline au premier tour

des Internationaux de France 1990 mais au fait qu'il sera le prochain adversaire de Yannick Noah qui a été très menacé par un Espagnol sorti des qualifications, Francisco Clavet, classé cent quatre-vingtième.

Les véritables vedettes de la première journée de compétition porte d'Auteuil ont été l'Argentin Alberto

Mancini et le Suédois Niclas Kulti qui ont éliminé deux têtes de série, respectivement l'Américain Jay Berger (n° 9) et l'Espagnol Emilio Sanchez (n° 6). Après un début de saison fracassant en 1989, Mancini s'était endormi sur ses lauriers. Tête de série n° 11 l'an passé, il ne figure plus parmi les seize meilleurs joueurs du tournoi 1990, mais ses

performances en Coupe Davis (élimination de la RFA tenant du titre) attestaient d'un retour en forme qu'il a confirmé en venant rapidement à bout de Jay Berger beaucoup trop pressé de finir l'échange sur cette surface.

Emilio Sanchez était considéré comme l'un des favoris de cette édition 1990, très ouverte. Mais l'Es-

pagnol était-il usé par un début de saison trop généreux où il avait disputé quarante et un matches et remporté trente victoires en treize tournois ?

Le Suédois Kulti, que son rang de cent soixantième avait contraint à disputer les qualifications, en a fait la plus notable victime de ce premier tour après une bataille indécise de cinq sets.

La course contre le temps de Yannick Noah

La volonté de vaincre des qualités n'est pas un vain mot. Le jeune Espagnol Francisco Clavet en a fourni une nouvelle preuve lundi en fin de journée. Cet enfant de Madrid, âgé de vingt-deux ans, avait disputé, et gagné, trois matches pour avoir le droit de figurer parmi les candidats au titre du tournoi parisien. Même si l'on émerge à la 182^e place du classement mondial des joueurs, cette chance ne se laisse pas passer.

Alors, bien préparé par ses précédentes rencontres, Francisco Clavet ne s'est pas laissé impressionner par l'aura de son adversaire, Yannick Noah. De l'autre côté du filet, il ne voit pas le vainqueur de 1983, mais un joueur qui vient de perdre, au premier tour, les six derniers tournois auxquels il a participé. Car Yannick Noah aujourd'hui est un perdant. « J'ai reçu trois mois difficiles, reconnaît-il, j'arrivais le lundi à une époque et dès le soir je pouvais lire ma valise pour aller préparer la suivante ». Un aveu qui en dit long sur le moral d'un joueur qui a déjà oublié ses succès australiens du début de l'année.

Un qualifié jette toutes ses forces dans le jeu, une « ex-gloire » a plus de mal à retrouver ses repères. Ce n'était pas seulement le match de la jeunesse face à l'âge, mûr sur le central, c'était aussi celui d'un garçon à la recherche de reconnaissance opposé à un homme qui doute de ses capacités. A trente ans, Yannick Noah n'a plus l'agilité des rendez-vous passés, il ne sait pas réellement si sa place est encore dans ces compétitions pleines de risques de blessures et de déceptions.

Mais pour Roland-Garros, pour cette terre rouge, lieu de son unique succès dans un tournoi du grand chelem, il cherche à se transcender. Il veut faire oublier sa défaite de l'an dernier au premier tour face au Brésilien Luiz Mattar, il veut effacer les mauvais souvenirs de Rome et d'ailleurs. Yannick Noah ne livre pas vraiment un combat, il détourne plutôt les assauts de Francisco Clavet. Il repousse la balle comme d'autres supplient qu'on leur laisse encore une fois, une fois seulement, le privilège d'utiliser l'instrument de travail qui a mobilisé une partie de leur existence.

Il rappelle ces chemins à qui la SNCF offrait la faveur du « dernier train ». Ces hommes conduisaient une ultime fois leur locomotive. Au passage, les collègues faisaient fonctionner les sifflets en guise de signe d'amitié, et les passagers, étrangers au rite, ne commentaient pas toutes ces émotions à peine contenues. Noah retrouve le terrain de ses exploits, mais personne ne semble prêt à l'aider à repousser avec le passé. Son adversaire se moque de ses nostalgies, quant au public, il n'apprécie que modérément les joueurs qui envoient la balle dans le filet.

Mais le vieux artiste possède encore la recette de quelques tours. Après des dizaines de revers assez ternes, il exécute le geste qui réveille une assistance. Le miracle est possible pour qui soit l'atten-

dre. Les services ou les passages dignes des années fastes émaillent des sets qui s'éternissent.

Noah change de raquette et de tee-shirt à chaque fois qu'il regagne son siège. Étonnante quête d'attributs qui lui fourniraient, enfin, le moyen d'en finir avec ce jeune espagnol présomptueux. Hélas, même la cinquième raquette sortie de son sac, ne lui offre pas le pouvoir d'éviter un quatrième set désastreux (1-6).

Paradis et Demongeot éliminés

Après plus de deux heures et demie de jeu, la partie est toujours incertaine. C'est à ce moment que les portes du central s'ouvrent pour accueillir le public des fins de match. Les travées s'emplissent de jeunes irrespectueux des règles de bienséance. Les applaudissements et les « allez Yannick » se multiplient, créant une ambiance nouvelle. L'homme aux cheveux très sales tente des balles plus hardies et retrouve ses marques.

Les points sanctionnent ses efforts. Mais des erreurs, tout aussi nombreuses, permettent à Francisco Clavet de combler son retard. « J'ai eu du mal à emballer le match », dira Yannick Noah à la fin de la partie, invoquant des problèmes de placement et de manque d'énergie. Comment expliquer autrement ces sept balles de match nécessaires à la conclusion d'une partie de trois heures cinquante et une minutes ?

Le dernier revers de Yannick Noah a marqué les limites du « qualifié ». Au terme d'une longue partie, la jeunesse a trébuché face à un professionnel qui prétend pouvoir « mieux jouer », si ses problèmes de respiration, liés à un fort rhume, s'améliorent dans les jours qui viennent.

Autre invité du court central, Henri Leconte, lui, n'évoque pas de problèmes de santé. Heureux de

fouler un terrain qu'il n'avait pas fréquenté depuis une certaine finale perdue, en 1988, le malade du public français a préféré, cette fois, selon son expression, « parler avec sa raquette ». En trois sets, il a montré au Haïtien Ronald Agnir qu'il avait retrouvé confiance en lui. A l'aise au fond du court, pas avarié d'amortis et de services gagnants, Henri Leconte a triomphé en moins de deux heures d'un paillard très dangereux sur terre battue.

« J'ai bien joué, explique Henri Leconte, car je m'étais préparé pour un match très dur face à un droitier qui avait atteint les quarts de finale l'an dernier. » Fier de la tactique qu'il a mise au point, il estime avoir de bonnes chances de passer le second tour, Fanfaronnade ou juste estimation ? L'imprévisible Leconte répond par un sourire et ajoute : « Cette année, n'importe quel joueur peut arriver en finale ».

Un rêve que ne peuvent caresser Pascale Paradis et Isabelle Demongeot. Les deux joueuses françaises ont été éliminées sur ce même central. Face à Steffi Graf les chances de Pascale Paradis étaient réduites. Elle qui estime n'avoir jamais bénéficié de bons tirages au sort à Roland-Garros, souhaitait simplement « ne pas être ridicule face à des balles qui arrivent avec une très grande vitesse ». Hélas, un match de quarante minutes ne lui a pas apporté beaucoup de satisfactions.

« Il m'a montré simplement l'écart entre elle et moi, et c'est grand », Elle est déçue Pascale, comme son amie Isabelle Demongeot vaincue en 3 sets par la Tchèque Slovaque Jana Novotna (6-0, 6-7, 10-8). Et toutes deux expliquent : « Nous sommes lundi, après-midi, premier jour de Roland-Garros, et c'est fini pour nous. C'est dur de constater cela surtout lorsque l'on avait fondé tous les entraînements sur cette épreuve ».

SERGE BOLLOCH

Chang et Agassi marines en culottes courtes

Roland-Garros a réalisé, lundi, avec un certain effroi que les « marines » que l'Amérique lui envoyait pour conquérir ses plages de sable ocre n'étaient que des gamins en culottes courtes.

Pour la première fois depuis deux lustres, en effet, les baroudeurs Jimmy Connors et John McEnroe n'étaient pas en première ligne avec le renfort de quelques géants comme Tim Mayotte ou Brad Gilbert. Toutes les chances du commando US reposent sur les épaules un peu étroites de Michael Chang et d'André Agassi. Le stade de la porte d'Auteuil a regardé leur premiers pas sur la terre battue avec une certaine appréhension.

L'inquiétude était la plus vive pour Michael Chang. « Ma nouvelle coupe de cheveux me fait paraître plus petit », plaisanterait-il après son premier match. Mais qu'il n'ait pas pris un centimètre depuis sa victoire de l'an passé n'était pas le vrai problème. En fait il s'agissait de savoir si l'adolescent russe qui avait usé les nerfs du numéro un mondial Lendl jusqu'à lui faire perdre tout contrôle de son tennis, puis qui avait encore mystifié le Soviétique Andreï Chesnokov et le Suédois Stefan Edberg, était encore capable de quelques tours de passe-passe. S'il n'avait pas épuisé la sagesse d'un peuple dont il est l'héritier ?

Avec le recul, on mesurait surtout mieux l'énorme part de chance qu'il lui avait fallu, alors qu'il n'avait pratiquement aucune expérience de la terre battue, pour arriver à s'imposer face à des spécialistes chevronnés. Cette année, l'effet de surprise ne pouvait plus opérer. Le jeu de Chang a été analysé par ses adversaires qui, depuis, ne lui ont laissé gagner qu'un tournoi à Londres.

Ce jeu repose tout entier sur le dynamisme : une frappe de balle nerveuse, un déplacement rapide. Cela contraint souvent Chang à aller au bout de ses forces. L'an passé il avait fallu le porter jusqu'aux vestiaires après ses cinq sets contre

Ivan Lendl. Au début de l'année cette débauche d'efforts imposée à un corps encore fragile a provoqué une fracture de fatigue à la hanche. Il a donc été immobilisé pendant deux mois et son retour à la compétition a été plus que laborieux. En arrivant à Paris, il n'avait disputé que sept matches depuis le mois de mars et il n'en avait gagné que deux. Il n'avait surtout pas remporté la moindre victoire sur terre battue.

Comme les pièces d'un puzzle

Les quelques jours d'entraînement effectués dans la capitale avant le début officiel des Internationaux n'avaient rassuré personne. Il avait été vu échangeant des balles avec son père, Joe, qui lui sert de coach depuis la rupture de sa famille avec la fédération de tennis américaine. Il s'était aussi plaint de douleurs au poignet gauche dans l'exécution de son revers à deux mains. L'ancien champion espagnol José Higueras, qui était son principal conseiller en 1989, n'avait plus, aux côtés de son père, qu'une présence furtive qui semblait insuffisante pour remettre en place les éléments d'un jeu apparemment éparpillé comme les pièces d'un puzzle.

Dans ces conditions, l'hypothèse de l'élimination du champion en titre dès le premier tour n'était pas à exclure. Surtout qu'il se retrouvait en face du Brésilien Casio Motta. S'il ne doit pas tarder à prendre sa retraite, celui-ci n'en reste pas moins un bon manœuvrier sur le tas de sable. Heureusement pour Chang, le Brésilien n'a jamais été dans son élément lundi matin. Il gâcha de multiples occasions de prendre l'avantage par des fautes directes dont l'illustration caricaturale fut la double faute lui coûtant le tie-break du second set.

Ce premier match gagné depuis deux mois aura peut-être pour effet de relancer une machine Chang qui est encore loin de son plein rende-

ment. Il a été accueilli avec une certaine réserve par le public du court n° 1. Un peu comme si le prestige d'être le plus jeune vainqueur d'un tournoi du grand chelem s'était déjà émoussé.

En tout cas, le contraste était es heures plus tard pour suivre les premières évolutions d'André Agassi. En fait la foule semblait, comme le classement mondial des joueurs, placer Agassi neuf barreaux plus haut que Chang sur l'échelle des valeurs. Mais les cris aigus des jeunes supporters s'adressaient-ils à celui qui a remporté trois tournois depuis le début de l'année pour retrouver son meilleur rang mondial (quatrième) ou à la caricature de mode qui défilait bandeau fluo au front, short noir et collant orange, chemise assortie décorée de touches de piano ?

Depuis sa première prestation à Roland-Garros en 1987, Agassi draine ainsi un flot de supporters au bord de l'hystérie. Mais il avait alors l'insouciance de la jeunesse et il aimait provoquer ces démonstrations. A vingt ans, Agassi réalisa maintenant que le temps « passé vite, sans doute trop, l'Amérique qui avait espéré tenir en lui le futur champion du monde a commencé à douter de ses capacités. Pour quelques matches perdus, elle l'accuse de ne pas avoir de tripes. Et lui, en dépit de belles prestations pour son pays en Coupe Davis, n'est toujours pas parvenu à franchir le cap des demi-finales dans un des quatre tournois majeurs.

André Agassi a d'ailleurs voulu tirer la leçon de son élimination précoce l'an passé par un de ses camarades d'entraînement, Jim Courier. Il a débarrasé des États-Unis dimanche 27 mai, la veille de l'ouverture du tournoi, sans avoir disputé de tournoi depuis trois semaines. Mais, en privilégiant la préparation physique, n'a-t-il pas pris le risque de se trouver à court de compétition ?

Les difficultés qu'il a éprouvées contre le Canadien Martin Wostenholme, pointé en cent vingt-deuxième place mondiale, tendraient à le confirmer. Ce joueur, qui pourrait être la doublure de Mats Wilander - autre absent de marque - au cinéma sion sur un court, a réussi à faire perdre le contrôle de ses nerfs à l'Américain qui a cassé deux raquettes et écopé d'un avertissement dans la première manche.

Et il y a eu une véritable angoisse dans son regard quand Wostenholme eut deux balles de set dans le tie-break de la deuxième manche et ainsi la perspective de mener deux sets à rien. Agassi ne se sortit de ce mauvais pas qu'en prenant des risques maxima. Il assura ensuite qu'il avait fait la différence sur sa condition physique.

Reste que le résultat de ce premier tour pour les deux espoirs américains n'est pas totalement positif. Ils sont dans des situations différentes et les gèrent chacun à leur manière, introvertie pour Chang, extravertie pour Agassi.

ALAIN GIRAUDO

Les résultats

Simple messieurs

Premier quart du tableau

R. Agassi (ARG) Q1 b. L. Duncan (E-U) 6-3, 6-1, 6-1 ; M. Strelba (TCH) b. K. Jonas (E-U) 6-1, 6-3, 4-6, 6-3 ; A. Sznajder (CAN) b. C. Pioline (FRA) 7-6, 6-2, 6-1 ; Y. Noah (FRA) b. F. Clavet (ESP) 6-4, 4-6, 6-4, 1-6, 7-5 ; A. Tcherkassov (URS) b. F. Vrooux (FRA) 6-0, 6-4, 6-4 ; G. Perez-Roldan (ARG) n°15 b. O. Soules (FRA) 6-7, 6-1, 6-2, 6-2 ; A. Magerit (ARG) b. J. Berger (E-U) n°9 6-4, 6-2, 6-2 ; B. Grosser (YOU) b. E. Jelen (RFA) 7-6, 4-6, 2-6, 6-1, 6-4 ; H. Leconte (FRA) 6-2, 6-4 ; R. Agnir (HAÏ) 6-4, 6-2, 6-4 ; J. Arrese (ESP) b. M. Zoccke (RFA) 6-4, 3-6, 6-3, 6-1 ; F. Santoro (FRA) 6-4, 6-3, 6-1 ; E. Sanchez (ESP) n°6 6-4, 6-4, 6-4 ; F. Krumm (FRA) b. M. Vajda (TCH) 6-2, 6-4, 6-1.

Deuxième quart du tableau

A. Agassi (E-U) n°3 b. M. Wostenholme (CAN) 4-6, 6-6, 6-0, 6-1 ; T. Woodbridge (AUS) Q2 b. M. Bolmann (BRA) 2-6, 6-1, 4-6, 6-3, 6-5 ; A. Boatsch (FRA) Q1 b. M. Kraatzmann (AUS) 6-4, 6-0, 6-3 ; N. Marques (POR)

Q1 b. C. Miniussi (ARG) 6-1, 7-6, 6-2 ; J. Anderson (AUS) b. O. Delafra (FRA) 6-4, 7-5, 6-1 ; M. Srebrar (TCH) b. D. Wheaton (E-U) 3-6, 5-7, 6-3, 7-6, 6-3 ; J. Courier (E-U) n°13 b. J. Altur (ESP) 6-1, 4-6, 6-3, 6-4 ; M. Chang (E-U) n°11 b. C. Motta (BRE) 6-2, 7-6 ; 6-1 ; C. Bergeron (SUE) Q1 b. T. Winstanley (E-U) 6-1, 6-2, 6-0 ; T. Winstanley (E-U) b. M. Meier (TCH) 6-4, 6-1, 4-6, 6-4 ; J. Sanchez (ESP) b. M. Ingaramo (ARG) Q1 b. S. Yout (AUS) 7-5, 6-3, 6-1 ; J. Hasek (SUI) b. P. Lundgren (SUE) 7-6, 2-6, 7-8, 6-2 ; N. Kulti (SUE) Q1 b. E. Sanchez (ESP) n°6 4-6, 6-4, 6-7, 6-2, 6-1.

Troisième quart du tableau

L. Mattar (BRE) b. R. Mattuszewski (E-U) 6-4, 6-1, 6-4 ; K. Novacek (TCH) b. S. Davis (E-U) 6-3, 6-2, 6-2.

Quatrième quart du tableau

N. Kroon (SUE) b. D. Golde (E-U) 7-6, 6-3, 6-1 ; J. Stoltenberg (AUS) b.

M. Schapers (P-B) 6-4, 6-3, 6-1 ; F. Kuhn (FRA) b. D. Engel (SUE) Q1 6-3, 6-1, 6-2.

Simple dames

Premier quart du tableau

S. Graf (RFA) n°1 b. P. Paradis (FRA) 6-0, 6-2 ; S. Cecchini (ITA) b. N. Guenée (FRA) 7-5, 6-0 ; M. Javer (GB) b. A. Kaniopoulou (GRE) 4-6, 6-4, 7-5 ; N. Tauziat (FRA) n°15 b. K. Godridge (AUS) 6-3, 7-5 ; C. Martinez (ESP) n°9 b. J. Thompson (AUS) 7-5, 6-1 ; M. Strandlund (SUE) b. S. Wasserman (BEL) 6-3, 3-6, 6-0 ; R. Zrubakova (TCH) b. S. Meier (RFA) 6-1, 6-2 ; C. Benjamin (E-U) b. P. Ritar (AUT) Q1 7-6, 6-1 ; H. He (E-U) b. K. Nowak (POL) Q1 6-4, 7-6, 6-2 ; B. Romano (ITA) b. J. Popielova (TCH) 6-3, 6-1 ; W. Probst (RFA) b. Z. Garmon (E-U) n°3 6-1, 1-6, 7-5.

Deuxième quart du tableau

G. Sabatini (ARG) n°4 b. A. Viera (BRE) 6-0, 7-8 ; S. Sloane (E-U) b.

A. Coetzee (RSA) 6-4, 6-3 ; N. Sawamatsu (JAP) b. L. Harvery-Wild (E-U) 6-1, 4-6, 6-2 ; J. Novotna (TCH) n°11 b. I. Demongeot (FRA) 6-0, 6-7, 10-8 ; R. Simpson (CAN) b. R. Fairbank-Nideff (E-U) n°13 6-1, 6-2 ; A. Temesvari (HON) b. C. Dahmen (SUI) 6-2, 6-1 ; E. Pampoulova (BUL) b. S. Sabas (FRA) 6-3, 6-3 ; N. Medvedeva (URS) b. B. Bowes (E-U) 6-3, 3-6, 6-2 ; K. Maleeva (BUL) n°8 b. S. Appelmann (BEL) 6-3, 6-3.

Troisième quart du tableau

M. Pierce (FRA) 6-0, 6-1 ; R. Reggi (ITA) n°14 b. A. Galvador (E-U) 1-6, 7-6, 6-2 ; J. Watanabe (AUT) n°12 b. G. Magerit (E-U) 6-4, 6-0 ; M. Jagged (AUS) b. M. Bolger (P-B) 7-5, 3-2, ab. ; C. McGregor (E-U) b. C. Sura (FRA) 6-7, 7-6, 6-3 ; L. Ferrando (ITA) b. A. Keller (E-U) 3-6, 6-0, 6-4.

Quatrième quart du tableau

A. Minter (AUS) b. F. Romano (ITA) 7-5, 6-3 ; P. Tabarini (ARG) b. J. Fauli (AUS) 6-0, 6-4 ; C. Kohde-Kisch (RFA) b. K. Okamoto (JAP) 6-1, 6-1 ; R. Rychova (TCH) b. T. Whittington (E-U) 6-2, 6-0 ; M. Maleeva (BUL) Q1 b. F. Luber (ARG) 6-4, 6-3.

PIERRE

ARPAILLANGE

INVITÉ DE FRANCE CULTURE - JEUDI 31 MAI - 7h - 8h 15

Le Grand Réveil

LE NOUVEAU RENDEZ-VOUS DE FRANCE CULTURE

FRANCE

Culture

ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

26 Un entretien avec M. Jean-René Fourtour
27 Attalia s'associe avec US Air

27 Pernier vend sa division boissons non gazeuses
28 Technologies

38 Marchés financiers
39 Bourse de Paris

BILLET

Transparence des marchés publics

Chang et Agassi
les en culottes courtes

Le gouvernement a profité de l'occasion de l'inscription dans la loi de l'Union européenne sur les marchés publics de travaux du 8 juillet 1989 pour renforcer le contrôle sur ces marchés, dans le même projet de loi, qui doit être examiné mercredi 30 mai par le conseil des ministres. Cet amendement, jugé un peu radical par beaucoup de chefs d'entreprises concernés par ces marchés, a cependant une logique : celle du souci de la transparence des marchés.

En effet, par application de la directive européenne, le projet tend les dispositions de publicité et de mise en concurrence des marchés publics aux organismes ou groupements publics ou privés qui sont « majoritairement » financés par l'Etat ou les collectivités locales (sociétés mixtes, bénéficiaires de concessions ou de contrats d'exploitation) au-dessus d'un certain seuil (en principe 25 millions de francs).

D'autre part, il élargit la compétence de la « brigade » interministérielle d'enquête créée en 1976 à l'ensemble des marchés publics (notamment ceux des collectivités locales). Il étend aussi ses pouvoirs d'investigation, puisque celle-ci pourra enquêter chez les personnes ou les entreprises privées comme auprès des administrations — à la manière des douanes ou du fisc. Sur autorisation du tribunal de grande instance et sous son contrôle, elle pourra même procéder à des perquisitions et saisir des documents.

Enfin, le projet crée un « nouveau délit » : les personnes ayant procuré un « avantage injustifié » à des entreprises pourront être punies de six mois à deux ans de prison, et d'une amende de 5 000 à 200 000 francs ; celles qui enverront des enquêtes de la mission (jusqu'à 5 000 à 50 000 francs d'amende et de deux à six mois de prison).

Ces dispositions ont été ressenties par les entreprises concernées par les marchés publics comme une volonté de l'Etat de « reprendre en main » un contrôle qui lui échappait en partie par l'effet de la décentralisation. Certains, y découvrant des relents de dirigisme, avaient même baptisé le texte de « projet Securitate ». Mais la multiplication des « affaires » (SAE, SORMAE, etc.) montre qu'un contrôle n'est pas inutile. Reste à savoir si la « mission » sera davantage sollicitée que la brigade actuelle et quelles suites seront données à ses enquêtes. Le renforcement de ses pouvoirs suffira-t-il à arrêter le « dérapage » des pratiques ?

G. H.

INSOLITE

La Bundesbank « Nach Berlin »

Pour réaliser l'union monétaire interallemande, la Bundesbank va installer des bureaux dans la partie orientale de Berlin, dans les locaux occupés jusqu'en 1945 par la Reichsbank, l'ancienne banque centrale du Reich, et depuis par le Parti communiste est-allemand, le SED.

Difficile d'échapper au côté symbolique de la chose. Mais M. Wilhelm Gaddum, membre du conseil de la Buba, qui a donné cette information lundi 28 mai à Francfort, a expliqué le choix de l'Institut d'émission par « des raisons tout à fait prosaïques » : les bâtiments berlinois disposent d'un coffre-fort de plusieurs milliers de mètres carrés, qui occupe trois étages en sous-sol.

La réunion ministérielle de l'OCDE à Paris les 30 et 31 mai

Les membres fondateurs signent l'accord de création de la BERD

Les représentants des quarante pays et des deux organisations fondatrices de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD) (1) devaient se retrouver mardi 29 mai, au Palais de l'Élysée, pour procéder à la signature de l'accord sur les statuts de la Banque.

Les parlements des quarante pays devront ensuite ratifier l'accord avant le 31 mars prochain, date prévue pour l'entrée en fonctionnement de la BERD. D'ici

là, deux équipes de travail, l'une à Paris, où est née l'idée de la BERD, l'autre à Londres où la Banque aura son siège social, prépareront la véritable naissance de l'organisation.

Celle-ci sera présidée pendant les quatre premières années par M. Jacques Attali, conseiller spécial du président français. Les premiers concours aux pays d'Europe centrale et orientale s'engageront sur la voie de l'économie de marché devant être engagés dès le printemps prochain.

Les principales dispositions du traité

Voici des extraits des principaux articles du traité de la BERD :

Article premier : *Objet*. — L'objet de la banque est, en contribuant au progrès et à la reconstruction économiques des pays d'Europe centrale et orientale qui s'engagent à respecter et mettre en pratique les principes de la démocratie pluraliste, du pluralisme et de l'économie de marché, de favoriser la transition de leurs économies vers des économies de marché, et d'y promouvoir l'initiative privée et l'esprit d'entreprise.

Art. 2 : *Fonctions*. — Pour remplir à long terme ses objectifs qui consistent à favoriser la transition des économies des pays d'Europe centrale et orientale vers une économie de marché et à y encourager l'initiative privée et l'esprit d'entreprise, la banque aide les pays membres bénéficiaires à mettre en œuvre des réformes économiques structurelles et sectorielles, y compris celles visant au démantèlement des monopoles, à la décentralisation et à la privatisation, propres à aider leurs économies à devenir pleinement intégrées à l'économie internationale ; pour ce faire, la banque prend des mesures destinées à :

— Promouvoir, par l'intermédiaire d'investisseurs privés et d'autres investisseurs intéressés, l'établissement, l'amélioration et le développement des activités du secteur productif, concurrentiel et privé, et en particulier des petites et moyennes entreprises ;

— Mobiliser, dans le but d'attirer l'attention des capitaux nationaux et étrangers ainsi que des équipes de cadres expérimentés ;

Favoriser l'investissement productif

— Favoriser l'investissement productif, y compris dans le secteur des services et dans le secteur financier ainsi que dans les infrastructures lorsque cela est nécessaire pour soutenir l'initiative privée et l'esprit d'entreprise, aidant ainsi à la mise en place d'un environnement concurrentiel, à l'amélioration de la productivité, du niveau de vie et des conditions de travail ;

— Fournir l'assistance technique pour l'élaboration, le financement et l'exécution des projets relevant des objectifs de la banque, qu'ils soient isolés ou qu'ils s'inscrivent dans le cadre de programmes spécifiques d'investissement ;

— Stimuler et encourager le développement des marchés de capitaux ;

— Apporter un soutien aux projets fiables et économiquement viables intéressant plusieurs pays membres bénéficiaires ;

— Promouvoir dans le cadre de l'ensemble de ses activités un développement sain et durable du point de vue de l'environnement ;

Vers l'économie de marché

— Entreprendre toutes autres activités et fournir tous autres services destinés à lui permettre d'acquiescer de ces fonctions (...)

Art. 8 : *Pays bénéficiaires et emploi des ressources*. — (...) La banque peut exécuter ses opérations dans des pays d'Europe centrale et orientale qui procèdent à une transition résolue vers l'économie de marché, participent à la promotion de l'initiative privée et de l'esprit d'entreprise (...)

Au cas où un membre mettrait en œuvre une politique incompatible avec l'article 1 du présent accord, ou dans des circonstances exceptionnelles, le conseil d'administration examine si l'accès d'un membre aux ressources de la banque doit être suspendu ou modifié, et peut faire les recommandations nécessaires au conseil des gouverneurs. Toute décision en la matière est prise par le conseil des gouverneurs à la majorité d'au moins deux tiers des gouverneurs, représentant au moins trois quarts du total des voix attribuées aux membres.

Tout pays bénéficiaire potentiel peut demander que la banque lui permette l'accès à ses ressources à des fins limitées et sur une période de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord. Toute demande de cette nature est jointe en tant que partie intégrante du présent Accord dès qu'elle a été présentée (...)

Art. 11 : *Méthodes de fonctionnement*. — Dans la poursuite de ses objectifs et l'exercice de sa mission tels qu'ils sont définis aux articles 1 et 2 du présent accord, la banque effectue ses opérations d'une quelconque ou de toutes les manières suivantes :

— Soit en accordant des prêts en faveur d'entreprises du secteur privé, de toute entreprise d'Etat en vue de favoriser sa transition vers la propriété et le contrôle privés. Soit en co-finançant de tels prêts avec des institutions multilatérales,

des banques commerciales ou d'autres sources de financement intéressées, soit en participant à de tels prêts, le but étant notamment de renforcer ou de faciliter la participation des capitaux privés et/ou étrangers dans ces entreprises (...)

(...) Sans préjudice des autres opérations visées par le présent article, 40 % au plus du montant total des engagements de la banque en matière de prêts, de garanties et de prises de participation sont consacrés au secteur d'Etat. Dans un premier temps, cette limite s'appliquera pendant une période de deux ans considérée globalement à compter du début des opérations de la banque, puis pour chaque exercice ultérieur.

Quel que soit le pays, et sans préjudice des autres opérations visées par le présent article, 40 % au plus du montant total des engagements de la banque en matière de prêts, de garanties et de prises de participation sont consacrés au secteur d'Etat pendant une période de cinq ans considérée globalement.

Le secteur d'Etat comprend les gouvernements nationaux, les administrations locales, les organismes et les entreprises qu'ils possèdent ou contrôlent.

Ne sont pas considérés comme concours au secteur d'Etat les prêts et garanties accordés à des entreprises d'Etat ou les prises de participation effectuées au sein de telles entreprises qui mettent en œuvre un programme les privatisant ou faisant passer leur direction sous propriété et contrôle privés.

Ne sont pas considérés comme concours au secteur d'Etat les prêts consentis à des intermédiaires financiers qui les utilisent pour financer des opérations du secteur privé.

(1) Les membres fondateurs de la BERD sont : huit pays de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie, Union soviétique, Yougoslavie) ; les deux pays de la Communauté (Belgique, Unionmark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, RFA, Royaume-Uni) ; les six membres de l'AELE (Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Suisse) ; la Turquie, Chypre, Malte, le Liechtenstein, les Etats-Unis, le Japon, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Israël, le Maroc, l'Egypte, la Corée du Sud, le Mexique ; deux institutions communautaires : la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Commission européenne.

Des prévisions optimistes pour l'Allemagne fédérale

L'économie ouest-allemande devrait surmonter en douceur le choc de l'unification interallemande, selon les prévisions des experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) publiées à l'occasion de la vingt-neuvième réunion du Conseil de cette organisation au niveau ministériel, le mercredi 30 et le jeudi 31 mai à Paris.

Ainsi, dans un contexte de ralentissement modéré de la croissance pour l'ensemble des vingt-quatre pays industrialisés qui composent l'OCDE (2,9 % en 1990 après 3,6 % en 1989), la RFA devrait maintenir une croissance pratiquement aussi vive (3,9 % cette année et 3,4 % en 1991 après 4 % l'an dernier), grâce à une demande intérieure toujours très soutenue.

En dépit de l'extension de pouvoir d'achat aux Allemands de l'Est par le biais de la conversion des marks-est en deutschmarks, l'inflation ouest-allemande, quoiqu'un peu plus forte, restera, selon les experts, inférieure à la moyenne de l'OCDE pour s'établir

à 3 % cette année et à 3,4 % l'an prochain, au lieu de 2,5 % en 1989.

La balance des paiements courants ouest-allemande dégageait un excédent encore plus considérable (63,3 milliards de dollars, soit 355 milliards de francs en 1990 contre 57,2 milliards de dollars l'an dernier). L'OCDE ajoute que l'excédent aurait été supérieur de 10 à 15 milliards de dollars sans l'effet de l'unification. Enfin, le chômage atteindrait cette année 6,1 % pour revenir à 5,9 % en 1991, alors qu'il avait baissé jusqu'à 5,5 % en 1989.

Un haut fonctionnaire de l'OCDE, en présentant l'ordre du jour de la réunion ministérielle, s'est félicité du fait que « les politiques économiques soient dans l'ensemble bien orientées », et exprimé l'espoir de voir se réduire effectivement le déficit budgétaire allemand, source de déséquilibres au moment où l'on constate une insuffisance de l'épargne face aux énormes besoins d'investissement dans le monde entier.

S. Gh.

La Chine se met à l'heure française

La firme horlogère France Ebauches s'implante à Canton

Premier fabricant européen et numéro six dans le monde, de mouvements à quartz pour montres analogiques (à aiguilles), la firme horlogère française Ebauches, une grosse PME avec un chiffre d'affaires de 321 millions de francs, s'implante en Chine avec un splendide contrat à la clé. Un accord a été ratifié, ce mardi 29 mai à Besançon, avec China Light, société nationale d'import-export des produits de l'industrie légère chinoise siégeant à Beijing, pour la création en « joint venture » à Zhuhai (zone de développement économique proche de Canton) d'une filiale du groupe français, France Ebauches Company Ltd (FEC).

Les autorités chinoises ont donné le feu vert à cette nouvelle affaire, au capital initial de 3 millions de francs suisses (12 millions de francs environ), dont France Ebauches détient 70 % à travers sa filiale Marbor Grain de Hong Kong.

Opérationnelle en octobre prochain, la FEC a pour objectif, dès son premier exercice, de fabriquer plus de 1 million de mouvements assemblés, au moins 2 millions de modules et quelque 1,2 million de bobines pour les moteurs pas-à-pas. Elle vise à l'horizon 95 de multiplier par sept sa production afin de réaliser cette année-là un chiffre d'affaires de 3,12 millions de francs suisses

(12,5 millions de francs). Même si le contrat prévoit d'exporter 80 % de cette production, la FEC pourra couvrir de 3 % à 6 % des énormes besoins de la Chine en petite horlogerie.

France Ebauches se propose surtout d'écouler 1,6 million de montres terminées directement sur place, ce qui représentera 1 % du marché chinois potentiel (150 millions de pièces par an) en fait 3,2 % du marché réel dans la mesure où l'offre d'articles horlogers est largement déficitaire.

Pour France Ebauches, dernier fabricant français de mouvements pour la petite horlogerie (14 millions de pièces/an, dont 66 % exportés), il s'agit, selon ce que nous a déclaré son président M. François Perret, d'« ancrer la présence commerciale de notre groupe dans cette partie du monde et d'assurer la pérennité de sa présence à Hong Kong ».

En 1985, France Ebauches avait signé un contrat d'ingénierie et de transfert technologique avec le groupe indien Tata. Son démarrage en Chine, à l'automne prochain, devrait lui permettre de gagner son pari de détacher cette année 10 % du marché mondial des mouvements de montres électroniques.

ANDRÉ DESSOT

Sous la pression de MM. Frère et Desmarais

Pargesa cède ses participations industrielles en France

Après avoir, la semaine dernière, vendu à M. François Pinault sa participation de 12 % dans la CFAO (sur les 15 % détenus), Parfinance, filiale française de la holding suisse Pargesa, a cédé ses 20 % dans le capital de la SPEP, société de tête du groupe Schneider, pour un montant d'environ 1,8 milliard de francs, avec une plus-value de 1,2 milliards de francs.

Les acquéreurs sont la Société générale qui, après avoir acquis 4 % de la SPEP en février, est passée à 7 % et maintenant à 10 %, tout comme Paribas. Le solde — les 20 % cédés — étant réparti entre d'autres investisseurs, il est très probable que Parfinance cédera encore ses 43 % d'Imetal. L'ensemble de l'opération a été mené sous la pression de MM. Albert Frères, PDG du groupe Bruxelles Lambert et de M. Paul Desmarais, PDG du groupe canadien Power, désormais

actionnaires majoritaires de Pargesa.

Sans doute peut-on mettre en avant que Parfinance, totalement investie, peut avoir besoin de liquidités pour, dit-on, payer à MM. Frère et Desmarais les 5 % de Paribas qu'ils détiennent directement et qui seront ajoutés aux 5 % figurant déjà dans le portefeuille de Pargesa. Mais, à Bruxelles, on estime que les nouveaux maîtres de Pargesa veulent tourner le dos à la politique de participations industrielles, initiée il y a quatre ans par M. Gérard Eskenazi, et se replier sur la Belgique, ce qui risque de signifier la fin de Parfinance. Ces liquidités, pour un motif ou pour un autre, sont la conséquence directe de l'échec de M. Eskenazi dans son projet, jamais vraiment concrétisé, de prendre le pouvoir à Paribas en y faisant entrer les « Belges ».

Que certains grands actionnaires de Paribas, comme l'UAP de

M. Peyrelevade, aient vu d'un mauvais œil cette entrée, ou que les Belges, au contraire, aient eu peur d'une mainmise de Paribas, comme celle de Suez, sur la Générale de Belgique, le résultat a été le même : un accord de partage d'influence entre le groupe Bruxelles Lambert et Paribas s'est fait, le mois dernier, sur le dos de M. Eskenazi. Ce dernier continue de payer la chute de la maison de courtage new-yorkaise Drexel-Burnham et Lambert, dans laquelle Pargesa détenait 20 % et qui permit à MM. Frère et Desmarais de ramasser en Suisse des titres Pargesa décotés, pour en prendre la majorité.

« C'est un bon gâchis », estime un banquier français, évoquant ces liquidations : « C'est un règlement de compte et une contribution à l'arbitrage entre le groupe Bruxelles Lambert et Paribas », estime un autre banquier, Bruxellois celui-là.

FRANÇOIS RENARD

La politique internationale Moreau Defarges

La synthèse remarquablement puissante de Philippe Moreau Defarges, un ouvrage de référence. André Laurens, *Le Monde*. Si on s'intéresse aux facteurs qui font agir les Etats, on se reportera à la politique internationale de Philippe Moreau Defarges. Un manuel à penser qui servira de grille de lecture de l'actualité.



هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

Un entretien avec le PDG de Rhône-Poulenc

« Nous allons bénéficier très rapidement des synergies liées à l'intégration de l'américain Rorer », nous déclare M. Jean-René Fourtou

Après quatre ans d'une course effrénée à la croissance, menée à coups d'acquisitions parfois importantes (près de 35 milliards de francs d'achats), le groupe nationalisé français Rhône-Poulenc a gagné quatre places au classement mondial de l'industrie chimique, se situant désormais au septième rang, derrière

l'américain Dow Chemical. Surtout, il est parvenu à combler ses handicaps structurels et à occuper les toutes premières places, sinon les premières, dans presque tous ses domaines d'activité. A présent, la firme de Courbevoie s'emploie à digérer son plantureux repas. N'a-t-elle pas eu les yeux plus grands que le ventre ?

Son PDG, M. Jean-René Fourtou, fait le point sur la situation financière du groupe, saine à son avis. Grâce aux perspectives de développement ouvertes par le rachat, au début de cette année, de la société pharmaceutique américaine Rorer, grâce aussi à l'apport par l'Etat d'une partie de sa participation dans Roussel-

UCLAF, Rhône-Poulenc n'a plus besoin d'emprunter pour faire face. Son endettement devrait diminuer très sensiblement dans les deux ans à venir. Et, dans quatre ans, sa pharmacie, grosse de Rorer, devrait dégager à elle seule plus de 4,2 milliards de francs de bénéfice net.

« Pour trouver les capitaux nécessaires à sa croissance sans enfreindre la règle du « ni privatisation ni nationalisation », Rhône-Poulenc a dû recourir à de nombreuses astuces. Dans les milieux boursiers, on a parlé de « bricolage financier ». Avec une augmentation de l'endettement de plus de 20 milliards de francs, l'équilibre financier de l'entreprise n'est-il pas menacé ?

« Permettez-moi de contester cette présentation. Quand je suis arrivé fin 1986, les dettes représentaient 1,4 fois nos fonds propres. A la fin de 1989, après avoir financé les achats importants, de l'année (RTZ Chemicals, GAF et Connaught pour près de 1,8 milliard de dollars), ce ratio était de 0,7. Un tel taux ferait plaisir à pas mal d'entreprises françaises. Je conteste donc que notre situation soit fragile.

« Depuis le début de l'année, nous avons pris le contrôle de Rorer pour un montant de 1,7 milliard de dollars. Malgré cela, je compte bien qu'à fin 1990 notre ratio restera au niveau de fin 1989, et nous prévoyons qu'à fin 1991 il devrait être voisin de 0,5. Il n'y a pas d'astuces particulières dans tout cela. Nous allons bénéficier très rapidement des synergies liées à l'intégration de Rorer, nous allons réaliser un certain nombre de cessions et bénéficier de l'augmentation de capital que nous procure l'apport des actions Roussel-UCLAF. Enfin, permettez-moi de rappeler que, dans le montage Rorer, nous avons pu valoriser notre pharmacie à plus de vingt fois ses résultats, alors que le groupe n'est valorisé qu'à six fois. Comment sommes-nous parvenus à réaliser tout cela ?

« D'abord grâce à l'accroissement de nos résultats. Rien n'est explicable sans cela. Notre autofinancement a fort-

ment augmenté. L'année dernière, il a frisé les 12 milliards de francs, malgré de très fortes dépenses d'investissement et de recherche. Deuxième raison : nous avons fait appel au marché pour augmenter nos fonds propres, notamment en 1987, avec les certificats d'investissement (3 milliards), puis en 1988 avec les titres subordonnés à durée indéterminée (les TSDI, pour 5,4 milliards), très belle opération financière qui a beaucoup fait parler d'elle et qui, depuis, a été largement copiée.

« Dans l'opération avec l'américain Rorer, vous apportez votre pharmacie à une grosse société privée. Vous avez ainsi privatisé une partie de votre groupe ?

« On ne peut en aucun cas parler de privatisation. La formule adoptée est absolument conforme à la loi de répartition du secteur public. Si 32 % de la nouvelle société, Rhône-Poulenc-Rorer, sont détenus par des actionnaires externes, le point important est que nous en possédons 68 %.

« La tutelle nous aide »

« Souhaitez-vous toujours émettre, sous une forme ou sous une autre, de nouvelles actions Rhône-Poulenc ?

« L'apport par l'Etat des actions de Roussel-UCLAF à Rhône-Poulenc va se traduire, pour nous et au total, par une augmentation de capital de près de 5 milliards de francs, dont plus de 1 milliard d'argent frais en provenance des AGF et du Crédit lyonnais. Dans ces conditions, nous n'envisageons pas aujourd'hui de faire appel au marché pour éviter notamment une dilution.

« Finalement, bien que libéral, vous êtes en train de démonter



qu'un grand groupe industriel nationalisé peut se développer au niveau mondial sans obstacle majeur ?

« Mes interlocuteurs de tutelle sont conscients de la problématique industrielle et des nécessités du développement. Je leur explique régulièrement quelle est notre politique, de sorte que, quand une occasion se présente, ils sont rapidement d'accord.

« Dans un passé récent, le géant de la chimie allemande, Hoechst, avait envisagé de racheter Rorer. Mais il y avait renoncé après une étude approfondie. Quels avantages avez-vous trouvés dans ce rapprochement en dehors du simple fait de devenir le numéro cinq ou six mondial du médicament ?

« De nombreux groupes ont essayé

de racheter Rorer. Ce qui a été décisif en notre faveur, c'est que nous avons proposé un partenariat. En réalité, Rorer nous apporte beaucoup : un réseau de distribution aux Etats-Unis, une immersion dans la communauté médicale et scientifique américaine et, en Europe, une position de numéro deux dans la pharmacie esthétique ; un potentiel exceptionnel en OTC (produits vendus sans ordonnance : « Over the counter ») ; enfin, un quadruplement de notre position au Japon, même si notre présence sur ce marché reste insuffisante.

« Sur un plan financier, l'opération est également excellente. Tout d'abord, Rorer est une entreprise saine, dont le chiffre d'affaires et les résultats sont en croissance rapide. En moyenne, sur les trois dernières années, la croissance du résultat a été de 45 %. Ensuite, les prévisions de résultats du nouvel ensemble Rhône-Poulenc-Rorer sont remarquables.

« Le résultat net, qui sera, cette année juste équilibré - compte tenu des 220 millions de dollars de provisions pour restructuration que nous imputons sur l'exercice - devrait dès l'année prochaine être supérieur à 300 millions de dollars et atteindre 460 millions de dollars en 1992.

« Il ne s'agit pas d'un scénario utopique. Ces prévisions sont liées au double effet des synergies liées à la fusion, ainsi qu'au développement des produits actuels et au lancement de nouveaux produits. Notez que, sur le plan financier, ces perspectives de résultats nous ont permis de lever les deux tiers du coût de la prise de contrôle de Rorer, soit 1,2 milliard de dollars, dans le nouvel ensemble, et celui-ci va ainsi rembourser lui-même cette dette dans les quatre ans qui viennent.

« Vous avez récemment racheté Shell Agor et Torfa, deux affaires qui font de Rhône-Poulenc le numéro un européen des produits de jardin. Certains, chez BASF, notamment, prétendent que la rentabilité de ces affaires n'est pas brillante.

« On n'aurait pas réalisé cette opération si elle n'avait pas été rentable. Je dirais même plus : nous n'aurions pas réussi à convaincre Lazard et Marceau Investissement d'être actionnaires avec nous. Car ce sont eux qui rachètent ces affaires que nous allons gérer avec les nôtres. Ils ont jugé le dossier suffisamment intéressant pour prendre le risque industriel avec nous. C'est une très bonne affaire.

« Comment allez-vous faire pour digérer toutes ces acquisitions ?

« C'est aujourd'hui l'enjeu majeur pour le groupe et ma principale préoccupation. On ne fait pas d'acquisitions sans avoir, au préalable, défini un projet d'avenir. Avant de conclure les négociations avec Rorer, nous avons déjà un schéma d'organisation générale, des plans de restructuration, de marketing et de développement des synergies. Dès la signature, nous entrons en action très vite pour éviter des traumatismes durables, pour motiver le personnel qui participera au nouveau projet et traiter de façon exemplaire ceux qui n'y participeront pas. Si vous maltraitez ceux qui ne participent pas, vous polluez tout le système. Vous le faites une fois, mais pas deux. Cela nous coûte cher mais beaucoup moins cher que de ne pas le faire. La première année, une acquisition représente, au-delà du simple prix d'achat, des charges supplémentaires.

« Nous n'allons pas gérer à distance »

« Comment allez-vous gérer Rhône-Poulenc-Rorer à distance sans risquer de mauvaises surprises ?

« Nous n'allons pas gérer « à distance ». Rhône-Poulenc-Rorer est une des sociétés de notre secteur santé et suivra donc les procédures en vigueur dans le groupe.

« Nous avons, je vous le rappelle, la majorité dans le conseil d'administration. Enfin, je suis satisfait du travail déjà accompli par la future équipe dirigeante. Ils ont le moral. La preuve : les ventes sont en progression depuis le début de l'année. Je suis persuadé que la fusion Rhône-Poulenc-Rorer sera très réussie.

« Un croc-en-jambe à 3 mètres de l'essai »

« Vous achetez beaucoup d'entreprises, mais vous avez aussi procédé à quelques cessions. Certaines affirment que vous pourriez revendre votre division « Fibres » ?

« Les fibres représentent 17 milliards de francs de chiffre d'affaires. On ne vend pas une activité de ce poids. Et surtout quand cette activité comprend le nylon, un des joyaux du groupe, pour lequel nous sommes engagés dans une politique d'expansion. C'est pour renforcer cette partie que nous avons racheté Tubize (polymères et poudres à mouler polyamides) et Nordfaser (fil nylon pour tapis). Et nous sommes toujours à l'affût des opportunités. Pour le polyester, en revanche, nous n'envisageons d'intégration. Nous sommes donc en train d'amener le polyester vers plus de spécialités mieux intégrées à celles qui sont les nôtres dans le nylon.

« Vous avez l'oreille du pouvoir, vous avez aussi beaucoup d'ennemis ?

« Beaucoup, je ne pense pas. Mais parfois on me tire dans les jambes, et je ressens cela comme un ailer au rugby en possession du ballon et à qui on fait un croc-en-jambe à 3 mètres de l'essai. Quand ce qui m'est le plus pénible. Quand je pense à ce que j'ai pu entendre à l'extérieur de l'entreprise lors de l'achat d'Union Carbide ! Regardez les chiffres de notre agrochimie. La marge opérationnelle culminait à 500 millions de francs. L'an dernier, elle s'élevait à 1,2 milliard ! On va faire 1,4 milliard en 1990 !

« Quand je pense aussi à ce que j'ai entendu sur l'acquisition de Stauffer. C'est sur le plan financier la meilleure affaire qu'on ait faite. Pour Rorer, on dit que l'affaire a été payée trop cher. Ce qui est absurde. Heureusement, cela n'affecte pas nos actionnaires. Je suis très satisfait de la coopération que j'entretiens avec eux. Chaque fois que j'ai été agacé ad hominem, ils m'ont toujours soutenu.

« Je suis d'autant plus sensible à ce soutien que je plaide pour une société conviviale. Je ne veux pas gouverner par la terreur. Je suis d'autant plus furieux de certaines rumeurs que celles-ci peuvent avoir un effet déstabilisateur à l'intérieur du groupe. Mon problème est, de mobiliser les quatre-vingt-six mille personnes qui le composent. J'essaie de favoriser un climat entrepreneurial pour que chacun puisse donner le meilleur de lui-même. Ce n'est pas au pied du mur qu'on voit le maçon. C'est en haut. Je leur ai donné la possibilité de participer au championnat de première division. Mais ce sont eux qui vont le gagner. Dans la guerre économique qui fait rage dans le monde, les Allemands savent les ruses. Les Japonais en font autant. Nous devons être plus solidaires.

« Il est question de revaloriser le SMIC au 1^{er} juillet prochain. Le débat sur les bas salaires pose-t-il un problème chez Rhône-Poulenc ?

« Depuis que les affaires vont beaucoup mieux, chaque année, nous avons pris l'initiative de revaloriser particulièrement les bas salaires. Nous avons également mis en place une politique visant à débloquer la grille des promotions internes. Si j'entends lutter pour plus de justice et de solidarité, l'entreprise ne me paraît pas cependant le cadre le mieux adapté à la lutte contre les inégalités.

« Les hommes comprennent bien et acceptent une certaine inégalité. Il y a des gens qui sont grands, d'autres petits. Il y a des gros et des maigres. Il y a des gens qui travaillent, d'autres qui ne travaillent pas. Par contre, les hommes n'acceptent pas l'injustice. Je veux que l'on exige de moi que je sois juste, que je donne à tout le monde les mêmes chances ; que je ne favorise pas, dans les promotions, les polytechniciens ou tel autre corps, que j'accorde leur chance, aux autodidactes, que j'agisse, pour une meilleure prise en compte de la formation interne.

« Mais il est impossible de dynamiser le groupe et en même temps d'avoir pour seul objectif la réduction des inégalités. Je préfère y substituer une politique de justice et de solidarité, même si, en définitive, le résultat est le même. Il y a des mots qui sont très dangereux pour l'entreprise. Je défends tout le système culturel et éthique de l'entreprise. C'est ma fonction. »

Propos recueillis par ANDRÉ DESSOT et DOMINIQUE GALLOS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RÉSULTAT CONSOLIDÉ 1989 : + 33,3 %

Le Conseil d'Administration de la Compagnie Générale des Eaux, dans sa séance du 15 mai 1990, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1989.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 98,7 milliards de francs en 1989, contre 85,2 milliards en 1988. La croissance du volume d'activité des sociétés du Groupe a ainsi été de 15,5 %, malgré la cession en cours d'exercice de la division négoce de combustibles de Montemay (3,1 milliards de chiffre d'affaires en 1988). A l'étranger, le chiffre d'affaires a atteint près de 22 milliards de francs, en augmentation de plus d'un tiers par rapport à 1988 ; en deux ans, ce chiffre aura été multiplié par trois. Dans ce total, l'Europe a représenté 11,6 milliards de francs, dont 3,9 milliards en Grande-Bretagne, 3,7 milliards en Allemagne, 1,7 milliard dans les pays du Benelux, 800 millions en Espagne. En Amérique du Nord, le volume d'activité du Groupe s'est élevé à 4,4 milliards de francs.

En 1989, à travers plus de 1.200 sociétés, le Groupe Générale des Eaux rassemblait près de 154.000 personnes (contre 138.000), dont 43.600 hors de la France.

Le résultat d'exploitation consolidé marque, de nouveau, une progression soutenue, à 2.984,7 millions de francs : + 34,9 % par rapport à l'année précédente. En deux ans, ce résultat aura plus que doublé. La croissance de l'ensemble des

sociétés du Groupe a été vive, plus particulièrement encore dans les secteurs eau et propriété. La très nette amélioration de la rentabilité des entreprises de bâtiment, de travaux publics et d'électricité, a accentué cette bonne tendance générale.

Au total, le résultat net, part du Groupe, s'est établi à 1.832,4 millions de francs, contre 1.375 millions, en progression de 33,3 %. Ce résultat net consolidé du Groupe Générale des Eaux est d'un montant plus de trois fois supérieur à celui de 1985.

Les ressources d'autofinancement ont atteint 7,8 milliards de francs. Elles ont augmenté de 82,7 % en deux ans. L'augmentation de l'endettement financier à moyen et long terme du Groupe reste, pour sa part, d'un niveau modéré, représentant 23,7 % du montant des capitaux permanents, un pourcentage très voisin de celui de l'exercice précédent.

Les investissements du Groupe se sont élevés à 16,6 milliards de francs en 1989, après 14,6 milliards en 1988.

Les investissements industriels ont été d'un montant de 9,2 milliards de francs, contre 5,8 milliards : 1,8 milliard dans le domaine de l'eau, 1 milliard dans le secteur du chauffage, 700 millions dans celui de la propriété, 1,6 milliard dans le bâtiment et les travaux publics, 1 milliard dans le domaine de la communication,

1,5 milliard pour des dépenses de construction, au cours de l'exercice, notamment pour le CNIT, dans le quartier d'affaires de La Défense, enfin 1,6 milliard dans les autres champs d'activité du Groupe, dont 900 millions de francs dans la production d'énergie électrique aux Etats-Unis. Le montant des investissements industriels réalisés à l'étranger a été de 2,1 milliards en 1989, contre un peu moins de 1 milliard en 1988.

Les investissements financiers ont atteint 7,4 milliards de francs, après 8,8 milliards au cours de l'exercice précédent. Pour un montant global voisin de 3,2 milliards de francs (après 4 milliards de francs en 1988), ils ont été consacrés à la poursuite du développement international du Groupe, notamment en Grande-Bretagne, en Belgique et en Italie. Comme l'an dernier, ces investissements à l'étranger ont porté sur l'ensemble des secteurs d'activité du Groupe, métiers de services et entreprises de travaux. Par ailleurs, la Compagnie a élevé le taux de sa participation dans la Société Générale d'Entreprises de 55,6 % à 75 % et renforcé certaines participations dans le capital de ses grands partenaires industriels et financiers. Enfin, de nombreux secteurs d'activité poursuivent une politique active de développement, en particulier le bâtiment et les travaux publics, le secteur de la communication, ceux de la propriété, du transport urbain, de l'immobilier et de la santé.

Informations-Actionnaires : par téléphone : 05 05 55 66 par Minitel : 3615 CGEAUX

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vous annonce la nouvelle parution de l'ouvrage
« Les 100 premiers groupes agro-alimentaires mondiaux »
réalisé par AGRODATA Montpellier.

vous rappelle les dernières études parues :

- L'industrie de la chocolaterie en Europe.
- Les industries du lait en Europe : à la recherche d'une nouvelle jeunesse.

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contacter : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49 24 90 50. Téléc. : 282 632.

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Pour consolider son redressement Alitalia s'associe avec US Air

ROME

de notre correspondant

En ouvrant quarante destinations supplémentaires sur l'Amérique du Nord, l'accord de coopération signé lundi 28 mai à Rome avec l'US Air, cinquième compagnie aérienne des États-Unis, affirme l'internationalisation croissante d'Alitalia, et confirme le redécoupage d'une compagnie nationale tombée ces dernières années à un niveau de service médiocre par rapport à celui de ses principaux concurrents européens. Après le renforcement et l'amélioration de la collaboration avec Air France, après l'engagement signé par la compagnie du trafic sur le Japon et le récent accord de coopération à Madrid avec Iberia, Alitalia se lance donc sur le marché américain le plus difficile mais aussi le plus vaste du monde.

Boston, Miami, Las Vegas, San Francisco, Washington à portée de main : « Cet engagement », a déclaré lundi M. Giovanni Eisi, administrateur délégué et numéro un provisoire d'Alitalia depuis la mort de son président il y a sept mois, « nous permettra, à partir du 16 juin prochain de desservir les grands pôles économiques et touristiques des États-Unis ». Concrètement, la compagnie nationale italienne qui a transporté

750 000 passagers sur l'Amérique du Nord en 1989 espère atteindre rapidement le million. L'US Air pour l'instant limité aux États-Unis, qui dispose d'une flotte de 441 appareils (âge moyen : neuf ans) attend en retour un meilleur développement de ses activités, à l'est, en Europe méditerranéenne et, dans le bassin méditerranéen et, plus tard, au Moyen-Orient. L'accord inclut également une coopération étroite dans le secteur du fret. Il n'est pas exclu que les deux compagnies procèdent à l'avenir à des échanges d'actions pour parvenir à des participations croisées.

Avec 126 appareils (154 prévus d'ici fin 1993) et trente mille employés, le groupe italien, en dépit d'une hausse constante de son chiffre d'affaires (4 824 milliards de francs en 1989, soit 2 milliards de francs), a perdu plus de 160 milliards de francs. Augmentation du capital social (passé de 385 à 975 milliards), baisse du nombre de grèves, rénovation des contrats de travail, augmentation des tarifs approuvés par le gouvernement, l'Alitalia, grâce notamment à la réorganisation générale entreprise par l'ancien président décédé, est sans doute sur la voie de la relance et l'exercice en cours se présente nettement mieux que le précédent.

ÉTRANGER

Dans un entretien avec le « Financial Times »

M. Chataline estime que l'URSS doit demander une aide massive à l'Occident

M. Stanislas Chataline, l'un des principaux conseillers économiques de M. Mikhaïl Gorbatchev et membre du conseil présidentiel, a déclaré dans un entretien publié mardi 29 mai par le « Financial Times » que l'Union soviétique devait se tourner vers l'Occident pour obtenir « une assistance financière et technique massive », afin de réussir sa transformation en une économie de marché.

M. Chataline a d'autre part laissé entendre que le président soviétique n'était pas à l'origine du plan présenté la semaine dernière par le gouvernement de M. Ryjkov, qui a provoqué la panique chez les consommateurs, du fait des fortes hausses de prix qu'il prévoit. Un autre plan, plus radical, comportant davantage de réformes institutionnelles et des hausses de prix moins importantes, serait en préparation. Le conseiller présidentiel s'attend enfin à un rejet massif par la population des mesures qui vont être soumises à référendum.

M. Jacques Calvet, président du groupe, en vue d'obtenir l'autorisation de licencier M. Jean-Christophe Dominguez, syndicaliste CFDT, du centre de production Peugeot de Mulhouse. L'inspection du travail avait auparavant rejeté la procédure de licenciement pour « faute lourde », engagée à l'encontre de ce syndicaliste, membre du comité d'établissement et conseiller prud'homme, accusé d'avoir entraîné un agent de maîtrise au lendemain de la reprise du travail, après sept semaines de conflit (le Monde du 20 novembre).

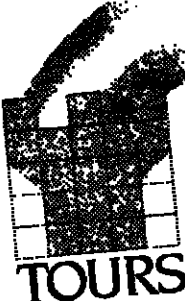
A Tours, en trois jours, nous faisons d'un intello un champion de France.



A Tours, l'été s'annonce passionnant. L'été musical a déjà pris son départ. Les Championnats de France Universitaires et Internationaux d'Athlétisme, les 1^{er}, 2 et 3 juin, donnent aux étudiants une bonne occasion de se changer les idées et de mesurer leurs talents.

été musical ou Championnats de France Universitaires et Internationaux d'Athlétisme ? A Tours, les cerveaux ne savent plus où donner de la tête.

A Tours la matière grise prend des couleurs.



Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Concert dirigé par Sir Yehudi Menuhin le mardi 29 mai au théâtre des Champs Élysées.

Pour fêter le dixième anniversaire de
"Présence de la musique fondation Yehudi Menuhin, France"
Sir Yehudi Menuhin dirigera un concert
le mardi 29 mai 1990 au théâtre des Champs Élysées ;
Orchestre des jeunes de toute l'Europe ;
le concert sera également dirigé par Jiri Mikula,
jeune chef d'orchestre tchécoslovaque.

Les Centres E. Leclerc parrainent l'événement.

E. LECLERC

هكذا من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



a acquis la société allemande
KLEFISH GmbH

**CREDIT LYONNAIS INVESTISSEMENT
CLINVEST**

a initié cette opération
et agi en qualité
de conseiller financier d'AFE

GRUPE CREDIT LYONNAIS

Information SICAV

ORATION Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV ORATION sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 21 juin 1990 à 11 heures, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS, pour mettre les statuts en harmonie avec la Loi du 23 décembre 1988.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le vendredi 29 juin 1990 à 14 heures, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

2) Les actionnaires de la SICAV ORATION sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le vendredi 29 juin 1990 à 14 heures 30, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1989/1990 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

Information SICAV

QUARTZ Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV QUARTZ sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 21 juin 1990 à 10 heures 30, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS pour mettre les statuts en harmonie avec la Loi du 23 décembre 1988.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le jeudi 28 juin 1990 à 10 heures 30, 90 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

2) Les actionnaires de la SICAV QUARTZ sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 28 juin 1990 à 11 heures, 90 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1989/1990 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

TECHNOLOGIES

Sur la sellette lors du premier congrès Patinnova

Les brevets ne sont plus que des tigres de papier

« Tigres de papier ; armes inutilisables vu le coût des munitions. » Certains des quatre cents participants au congrès Patinnova sur les stratégies de protection de l'innovation réunis à Madrid les 22 et 23 mai derniers n'ont pas été tendres pour qualifier ces outils de défense mais aussi de promotion

de l'innovation que sont les brevets. Indispensables pour lutter contre la contrefaçon, ils s'avèrent de moins en moins efficaces, et pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, les instituts chargés de les délivrer croulent sous la charge. Le système judiciaire, lent et coûteux s'avère dans bien

des cas inefficace pour intervenir en cas de litige. Enfin, le droit des brevets, créé pour un monde essentiellement industriel, n'a pas suivi l'évolution des technologies et n'est plus adapté aux nouvelles disciplines que sont l'informatique, l'électronique et les biotechnologies.

MADRID

de notre envoyée spéciale

A l'Office européen des brevets, instance chargée de simplifier les procédures pour délivrer des brevets dans tout ou partie des quatorze pays ayant adhéré à l'Office (1) et de réaliser les études d'antériorité, « 50 000 dossiers sont actuellement en attente », affirme Heinz Bardehle, ingénieur-conseil en propriété industrielle, basé à Munich. Au Japon, où les blocages à des fins protectionnistes s'ajoutent aux engorgements administratifs, la situation est encore pire : 650 000 dossiers patientent pour un verdict. Plusieurs raisons sont à l'origine de cette ruée : l'internationalisation des marchés oblige les industriels à mieux protéger leurs innovations et dans un plus grand nombre de pays. La diminution du cycle de vie des produits, qui réduit bien souvent à trois ans le laps de temps qui s'écoule entre une innovation et son successeur, multiplie donc les demandes. Une évolution que n'avait pas prévue les dirigeants des institutions responsables de la délivrance des brevets : « On ne croyait pas à un tel succès », reconnaît Paul Brandli, président de l'OEB.

Conséquence : il faut à un innovateur environ quatre ans pour se voir délivrer un brevet en Europe, et huit ans pour que son produit soit protégé au Japon. Cette situation est lourde de conséquences. Car le brevet est un outil de protection, mais aussi de diffusion de la connaissance. En vertu de ce second objectif, les brevets sont publiés en Europe dix-huit mois après la date de leur dépôt. Le délai est du même ordre de grandeur au Japon. Les Etats-Unis font exception à la règle : les brevets ne sont publiés que lors de leur délivrance qui est en outre accordée relativement rapidement (en un an environ).

Résultat : pendant environ deux ans et demi en Europe et six ans et demi au Japon, les innovations se retrouvent sur la place publique sans être protégées par autant. Un système tout à fait propice aux contrefacteurs qui, selon André Bouju, conseil en brevets industriels et professeur au centre d'études internationales de la propriété industrielle de Strasbourg, « représentent 3 % à 5 % du commerce mondial, soit 70 milliards de dollars perdus par an pour les innovateurs, dont 5 milliards de francs pour les Français, et 30 000 emplois en moins ».

On comprend donc que de nombreuses entreprises préfèrent ne pas déposer de brevets pour garder leurs recherches secrètes. D'autant plus que déposer des brevets coûte cher : 100 000 F environ pour les douze pays de la Communauté, 15 000 F pour les Etats-Unis, plus les honoraires du conseil en brevets ou le salaire du spécialiste maison.

Certes, un innovateur peut attaquer en justice un plagiaire et demander des dommages et intérêts. Mais le coût et la durée des actions en justice en rebutent plus d'un. Les exemples abondent d'entreprises ayant fait faillite pour avoir été plagiées. Il faut selon les pays entre un et cinq ans pour

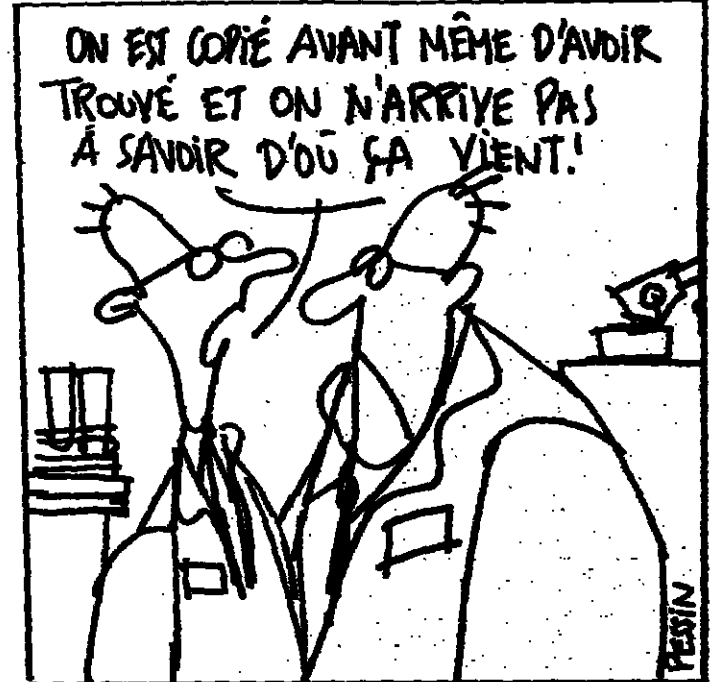
obtenir gain de cause. Et quand les tribunaux ont recours à des experts, les procédures peuvent traîner encore plus longtemps. « C'est alors le jeu de la pomme de terre chaude que les juges rejettent à un expert qui la repasse à un autre pour s'en débarrasser plus vite », ironise Herman Mulder, conseil en brevets hollandais. Et lorsque l'on sait qu'une procédure en opposition peut coûter 1 million de francs en Grande-Bretagne, on comprend que « L'on ne puisse utiliser son arme, parce que les cartouches sont trop chères », poursuit-il.

Des assureurs astucieux ne se privent d'ailleurs pas d'exploiter la situation, en proposant aux innovateurs des assurances couvrant les frais de justice au cas où ils rencontreraient des problèmes avec un contrefacteur ou un licencié ! Une compagnie britannique, le Legal Protection Group, basé dans le Surrey, facture ainsi une prime de 300 livres (2 850 francs) pour assurer un brevet. L'indemnité est ensuite plafonnée de 100 000 à 500 000 livres (950 000 à 4 750 000 francs). Pour Heinz Bardehle, la seule façon de remédier à ces dysfonctionnements serait de pousser les organismes à mieux coopérer. « Le Japon, les Etats-Unis et l'Europe traitent trois fois les demandes : et leurs avis divergent parfois. Pour ne pas devenir des administrations mamouths, elles doivent harmoniser leurs travaux », préconise Heinz Bardehle.

Les efforts faits en ce sens par l'OEB et prochainement par le brevet communautaire (2) sont encore insuffisants. En revanche, les projets d'harmonisation mondiale défendus par Alfons Schäfers, directeur général adjoint de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sont plus prometteurs. Un texte établi en 1985 et visant à harmoniser les différentes législations fait actuellement l'objet de discussions entre les cent vingt-six Etats membres de

cette organisation. Il pourrait être adopté en juin 91 et entrer en vigueur en 1995. Mais ces projets d'harmonisation ne sont pas du

domaines déjà couverts par des brevets. Les conseils en brevets risquent d'être également pénalisés. Et les Français en particulier. Déjà



goût de tous. Certains organismes et conseils en brevets redoutent qu'elle ne conduise à une baisse de leur activité. Les organismes nationaux (l'Institut national de la propriété industrielle en France) sont depuis plusieurs années confrontés à cet état de fait ; les recherches d'antériorité des brevets déposés en France étant maintenant assurées par l'OEB. Pour compenser cette baisse, ils se tournent vers d'autres activités, dont celle d'informer les industriels sur la propriété industrielle et les brevets existants. Un rôle non négligeable lorsque l'on sait qu'un tiers des efforts de recherche européens portent sur des

actuellement « 97 % des Japonais et 87 % des Américains déposent leurs brevets via des mandataires allemands ou britanniques », affirme Michel Moncheury, conseil en brevets parisiens, ex-président de la Compagnie nationale des conseils en brevets.

Mais si l'harmonisation peut remédier à l'asphyxie des offices et à l'inefficacité du système judiciaire, elle ne pourra en revanche améliorer la situation en ce qui concerne une autre faiblesse du système des brevets actuels : à savoir son inadéquation aux nouvelles technologies. Particulièrement faciles à copier, « les organismes conçus par les biotechnologies se reproduisent, les logiciels se copient, les puces se photographient », notait Alberto Bercoff, professeur de droit commercial et avocat à Madrid ; or les nouvelles technologies ne sont pas couvertes par le droit actuel en matière de brevets. Il en est ainsi pour les biotechnologies, car la matière vivante n'est pas brevetable, et pour les logiciels relevant dans la plupart des cas des droits d'auteur et non de la législation sur les brevets.

A la fois indispensables à l'économie mais peu efficaces dans leur état actuel, le brevet et plus généralement les dispositifs de propriété industrielle devront donc être repensés pour mieux s'adapter à l'ère post-industrielle.

(1) Les quatre pays adhérents de l'Office européen des brevets sont les pays de la CEE moins le Portugal et l'Irlande, et les quatre pays de l'AELE.

(2) Adopté à Luxembourg en décembre dernier (voir le Monde du 19 décembre dernier), le brevet communautaire entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1992. Il sera valable dans les pays de la CEE moins le Danemark et l'Irlande, à la différence du brevet européen qui doit actuellement être homologué dans chaque pays souhaité par l'inventeur.

ANNIE KAHN

L'innovation à l'Est

En 1987 et durant les six premiers mois de 1988, les pays de l'Est ont déposé près de 78 500 brevets. Un chiffre non négligeable comparé aux chiffres américains (44 021 brevets déposés en moyenne par année entre 1983 et 1985), allemand (29 539) ou français (10 978). Ce chiffre ressort d'une étude sur les brevets dans les pays du Comecon réalisée par l'Ifo, institut pour la recherche économique, basé à Munich. Comme le note Konrad Faust, auteur de cette étude qui sera publiée en juin dans la revue trimestrielle Ifo-Digest, cette analyse ne reflète pas les changements intervenus à l'Est dans la mesure où les brevets ne sont publiés que dix-huit mois après leur dépôt.

Si l'URSS est, et de loin, le plus gros dépositaire (avec

51 013 brevets), l'Allemagne de l'Est est le pays du Comecon qui en a déposé le plus grand nombre à l'extérieur du Comecon. L'analyse sectorielle de ces brevets est révélatrice des domaines dans lesquels ces pays ont porté leur effort de recherche. La grande majorité des brevets concerne la mécanique (46 % des brevets déposés par des entreprises d'Allemagne de l'Est ; 33,2 % des brevets déposés par l'URSS) ; en revanche, les nouvelles technologies sont sous-représentées (l'informatique représente 2,2 % des brevets déposés par les entreprises d'Allemagne de l'Est, la biologie et le génie génétique 2,1 %).

**REVEILLEZ
VOTRE ANGLAIS
pour gagner en 1992 !**

Dernier l'Europe !
Soyez ! Participez
à un entraînement actif à la
conversation avec des animateurs
anglais expérimentés.
Stages "linguistiques" d'anglais avec
supports pédagogiques audio
et vidéo. Sur le même principe,
8 autres langues.

**RENSEIGNEZ-VOUS
VITE !**

N°VERT 05.19.66.00

Centre de
Formation aux Langues
12 rue Lincoln (Champs-Élysées)
75008 PARIS

VOUS CHERCHEZ UNE FORMATION SPECIFIQUE
D'EXCELLENCE ?

L'INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS

VOUS PROPOSE 6 MASTERS :

- Conception - Gestion des réseaux et systèmes d'information
- Architecture et conception de circuits spécifiques électroniques
- Automatisme de production et réseaux industriels
- Systèmes informatiques répartis
- Sûreté de fonctionnement et qualité des systèmes et logiciels
- Ingénierie et management des réseaux de télécommunications

Renseignements et inscriptions :

INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS
Service des Concours
9 rue Charles Fourier - 91011 EVRY CEDEX
Tél : (1) 60 76 42 15 ou 41 11

Directeur
Relatio

MA 031
IMPRIMERIE CHARLES
DE NEUILLY SAINT

Imag de voi

CHA

Inge
équiper

Directeur des Relations Humaines

Filiale d'un Groupe européen de 17000 personnes, nous commercialisons des biens d'équipements et industriels dont la marque est synonyme de fiabilité et de performance. Nous réalisons en France un CA de 1,5 milliards de francs avec un effectif de 400 personnes et un réseau de concessionnaires.

Rattaché à la Direction Générale et membre du Comité de Direction, le Directeur des Relations Humaines développe les acquis d'une politique de gestion des ressources humaines en conciliant les objectifs de la Filiale et du Groupe. Cette responsabilité, large et complète, englobe tous les aspects de la fonction : politique salariale et paie, évaluation des postes, recrutement et développement des carrières, formation et collaboration d'une équipe motivée et efficace aux compétences spécifiques et complémentaires, d'un budget de fonctionnement et des apports d'un outil micro-informatique performant - Zedig - Ressource 3000.

Force de proposition et animateur, il est bien évidemment le garant d'une politique sociale et de dialogue cohérente avec les partenaires sociaux.

Diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 35 ans environ, le collaborateur recherché a acquis comme Adjoint d'une Direction ou Chef du Personnel, une expérience effective de la gestion des ressources humaines et en maîtrise parfaitement les techniques et les outils. Ce poste, sis Banlieue Nord (voiture de fonction), exige la pratique de l'anglais. Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et votre rémunération actuelle en précisant la référence 2014/LM.

ALPHA CDI
161 avenue Charles de Gaulle
92100 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA CDI

La volonté de vaincre.

Télémeccanique : un nom, une culture, des équipes.
Leader mondial en constituants d'automatisme.
Un marché en expansion.
Une implantation internationale
(14 000 personnes, 55 établissements,
4 000 points de vente).

CHARGE DE PROJETS MARKETING

La Direction Marketing Control renforce son service Méthodes et Outils Marketing basé à Rueil-Malmaison.

A 30 ans environ, de formation supérieure commerciale, vous possédez de bonnes connaissances en systèmes d'information et en micro-informatique. Vous aimez à votre culture commerciale et marketing et de préférence une 1^{re} expérience en marketing, vous prenez en main la mise en place des applications dans nos différents sites en France et surtout dans nos filiales étrangères, dans le cadre d'un schéma directeur. D'autre part, votre mission vous conduit à recueillir l'ensemble des informations nécessaires à l'amélioration des outils, à effectuer l'analyse, la synthèse et à en tirer les meilleures propositions.

Cette mission enrichissante et évolutive nécessite la pratique d'un anglais courant + la connaissance de l'allemand ou de l'espagnol, pour de nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 5P/90-05, à Philippe PELLETIER, TELEMECCANIQUE - 7, rue Henri-Becquerel - 92508 RUEIL MALMAISON CEDEX.

Telemecanique

L'innovation au quotidien

Ingénieur polyvalent en équipements de stationnement

Filiale d'un grand groupe français de dimension internationale, nous sommes spécialisés dans la conception et la gestion du stationnement pour le compte de collectivités locales (parkings, voiries...).

Dans une structure d'exploitation largement décentralisée, notre service technique a un rôle de conseil et d'ingénierie pour le second œuvre du bâtiment, l'implantation des matériels (monétique, contrôle d'accès, GTC...) et l'organisation des flux. Bras droit du Directeur Technique, l'ingénieur définit les solutions les mieux adaptées, les fait réaliser, contrôle et réceptionne les travaux et les matériels.

Ingénieur ou équivalent, vous avez 30 ans minimum et des connaissances en courant faible, électricité et transfert de données. Si vous êtes également homme de contact, bien organisé et désireux d'innover sur le plan technique, alors écrivez sous la référence AA/286.04/LM, aux Conseils en Recrutement Associés - 58, avenue Kléber - 75784 Paris Cedex 16.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES

CE
RA

DU VERRE ET DES HOMMES

PPG BOUSSOIS

Le groupe Boussois (2 200 personnes, 3 usines, 19 filiales en France et à l'étranger, C.A. : 2,2 milliards de francs dont près de 50 % réalisés à l'exportation), filiale de PPG Industries, groupe américain de 37 000 personnes à fort niveau d'investissement en Europe, offre au sein de son usine la plus importante située à Boussois (proximité de Maubeuge) deux postes :

RESPONSABLE FORMATION ET COMMUNICATION INTERNE

Rattaché au Directeur de l'usine (1 100 personnes), il sera le moteur de l'élaboration et de la mise en place de la politique de formation.

Son action s'exercera dans le cadre d'un projet d'entreprise privilégiant l'évolution des hommes, l'initiative et la qualité totale. Il sera responsable de l'élaboration du plan de formation et de la gestion d'un budget important (environ 4 % de la masse salariale).

Dans le cadre de sa fonction, il aura également à définir et à réaliser l'ensemble des actions de communication interne.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure disposant d'une expérience de 4 à 5 ans acquise en milieu industriel et témoignant d'une forte motivation pour les relations humaines.

Des capacités de réflexion et de conception alliées à un esprit de réalisation, une grande force de persuasion ainsi qu'une bonne aisance relationnelle sont nécessaires.

Réf. 228 1829-OM

La réussite dans ces postes ouvre de réelles opportunités d'évolution au sein du groupe.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Les risques industriels, au niveau mondial : un métier d'ingénieurs...

Société multinationale, nous réalisons un chiffre d'affaires de 9 milliards de F.F. Nous avons pour vocation de prendre des engagements financiers dans le monde entier sur des entreprises les plus diverses... Notre métier étant d'évaluer ces risques après diagnostic technique, nous recherchons de jeunes ingénieurs/Grandes Ecoles confirmés par 2 à 5 ans d'expérience, pour poursuivre notre développement dans les secteurs suivants :

Réf. RC 450/2 M

Pétrochimie

Votre expérience en raffinerie, pétrochimie/chimie vous donne la compétence pour évaluer la fiabilité et la qualité d'installations de génie chimique.

Réf. RC 451/2 M

Industrie

Homme de production ou ingénieur d'affaires en ingénierie, vous savez porter un diagnostic sûr en matière d'équipement et installations d'usines.

Réf. RC 452/2 M

Offshore

Ingénierie, exploitation ou entretien sur plate-forme, vous avez orienté votre carrière d'ingénieur vers l'offshore dont vous connaissez bien les aspects techniques.

Réf. RC 453/2 M

Construction

Le bâtiment/génie civil est votre métier acquis en bureau de contrôle ou sur chantier en France ou à l'étranger.

Motivés pour embrasser un métier nouveau et passionnant qui vous fera voyager dans de nombreux pays, vous parlez parfaitement l'Anglais. Nous vous apprendrons toutes les techniques d'expertise propres à notre spécialité au cours d'une formation approfondie.

Merci d'adresser lettre, c.v. et photo sous réf. choix (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83, rue Baudin - 92509 Levallois-Perret Cedex.

BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

NOUS SOUS-LEVEONS L'ORGANISME DE FORMATION des professionnels de l'Expertise-Comptable. Pour conseiller nos clients dans l'élaboration de leur plan de formation et dans le choix des actions de formation à mettre en œuvre,

Pour développer qualitativement notre offre de formation, nous créons un poste de
CONSEILLER EN FORMATION

Sa mission, en relation avec la Direction Générale :

→ Assister nos clients dans la conception de leur plan de formation, en s'appuyant sur une méthodologie rigoureuse.

→ Présenter des produits éducatifs adaptés à leurs besoins actuels.

→ Être à leur écoute afin de recueillir des informations sur leurs besoins potentiels en matière de formation.

→ Analyser l'ensemble de ces informations pour repérer les évolutions qualitatives de la demande.

→ Participer à l'élaboration d'actions de formation qui répondent à ces évolutions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (Lettre, CV, photo et références) au C.F.C.G. (CF90) 88, rue de Courcelles - 75008 - Paris

La Direction des Ressources Humaines de la filiale française (plus de 2 000 personnes) d'un puissant groupe industriel international fortement implanté en Europe recherche son

RESPONSABLE ORGANISATION ADMINISTRATION DU PERSONNEL

"Bras droit" de la DRH, vous aurez une triple mission :

- **Opérationnelle** en animant une petite équipe chargée de la paye, de la gestion administrative du personnel et des régimes sociaux et de la consolidation des données sociales avec les sociétés du même groupe sur le plan européen.
- **D'organisation** auprès des responsables ressources humaines des usines et des directeurs de filiales de la société française (implantées en France et en Europe) dont vous définirez les besoins afin de concevoir et de réaliser en relation avec le service informatique les outils et procédures permettant d'améliorer les systèmes existants et de les harmoniser.
- **De conseil et d'information** sur le plan législation sociale auprès des responsables des sites et de l'ensemble du personnel.

Ce poste s'adresse à un candidat de niveau supérieur disposant de 4 à 5 ans d'expérience en administration du personnel, familiarisé avec les systèmes de traitement d'information sociale et les logiciels de paye (de préférence Pacha) ayant des connaissances en législation sociale et désireux d'évoluer dans un environnement dynamique, ouvert sur l'international.

Ses qualités de contact, d'organisation, d'ouverture d'esprit et d'autonomie lui permettront ensuite d'élargir ses fonctions dans le domaine des relations sociales dans la société ou dans le groupe.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Poste banlieue Nord Ouest de Paris.

Ecrire sous réf. 22A 1857-OM
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

A trente ans, prendre une direction marketing-développement dans le cosmétique.

Un parcours sans faute, une grande école, cinq années de marketing grande consommation, la ligne droite, quoi. Et, à présent, l'envie de rejoindre une structure légère et dynamique où agir avec créativité et autonomie. Avec, en plus, des perspectives.

Notre groupe pèse 500 millions de francs, dont 220 en France, réalisés dans les circuits professionnels et en grande distribution. C'est pour notre gamme "grand public" que nous créons le poste, axé sur les aspects stratégie, développement, communication et à vocation internationale. Vous animerez une équipe de 4 personnes et orienterez les travaux du service Recherche et Développement (30 personnes).

Nous avons confié à Elizabeth Morin, associée de Sirca, le soin de nous assister dans cette recherche. Elle vérifiera avec vous votre adéquation à ce poste qui exige implication, finesse, sens du marché et, bien sûr, une pratique opérationnelle de l'anglais. Merci de lui écrire sous référence 141 531 LM en précisant votre rémunération actuelle. Le poste est basé à Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Glaxo

FORMATEUR EN MANAGEMENT

Il aura pour objectif :
• de faire vivre et développer les stages déjà existants
• d'analyser les besoins en formation des cadres de la société
• de définir, élaborer puis animer de nouveaux modules de formation, en s'assurant, grâce à des contacts fréquents avec notre encadrement, de la pertinence de ces modules
• d'analyser sur le terrain les résultats des actions menées, et de répondre avec efficacité à des demandes ponctuelles.

Il bénéficiera :
• des moyens d'un laboratoire qui consacre un budget important à la formation
• d'un centre de formation performant
• d'une équipe dynamique et compétente.

Réussir dans un tel poste exige :
• une expérience réussie en formation au management et plus particulièrement au management commercial, acquise soit en entreprise soit en organisme de Conseil
• une connaissance approfondie de l'entreprise
• des qualités pédagogiques et une capacité de dialogue à haut niveau
• une formation universitaire de type Maîtrise, Ecole de Commerce...

Pour approfondir l'ensemble de ces informations, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo s/réf. 90058 à notre Conseil J.F. DUFORT
CEGOS - Division Recrutement - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

cegos

Bruxelles - Lisbonne - Londres - Madrid - Milan - Paris

SCP DE COMMISSAIRES AUX COMPTES VERSAILLES

recrute

ASSISTANTS CONFIRMÉS

(4 ans expérience minimum + DPECF exigés)

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo sous n° 8926
Le Monde Publicité - 5, rue de Montessuy - 75007 Paris.

elf aquitaine

RECHERCHE
POUR SA DIRECTION
RAFFINAGE
DISTRIBUTION
UN

INGENIEUR
CONFIRMÉ

dans le cadre du
programme de réalisation
des nouvelles
stations-service

Responsable de la coordination et de l'exécution de toutes les opérations techniques concernant ce programme, depuis l'analyse technique des projets, le choix des méthodes d'exécution et des entreprises sous-traitantes, le contrôle des devis et des coûts jusqu'à la réception des ouvrages.

Par un suivi rigoureux des travaux, en s'appuyant sur une solide équipe de professionnels, il est le garant de la qualité technique des réalisations, son objectif prioritaire étant le respect strict des coûts et des délais.

Ingénieur confirmé (par exemple ayant géré un centre de profit), il a l'expérience des responsabilités techniques, financières et humaines.

Capable de s'imposer à des interlocuteurs expérimentés et de contrôler leur action, c'est un homme de rigueur et d'exigence qui sait aussi communiquer, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise.

Son potentiel et sa réussite dans ce poste lui permettront d'évoluer dans le Groupe.

Le poste est basé à Paris.
Ecrire sa réf. 4868 à Sylvie Lafon qui vous garantira la discrétion.
CEPIAD - 135, avenue de Wagram - 75017 PARIS

Pédagogie et Communication : Les clés de votre carrière dans un groupe international

Groupe international de 3000 personnes, CGI développe ses activités dans tous les domaines du Conseil et de l'Ingénierie, notamment dans la conception, la réalisation et la diffusion de progiciels. Ses produits, classés parmi les plus vendus dans le monde, sont aujourd'hui des "standards" intégrés aux systèmes d'information de nombreuses grandes entreprises en Europe et en Amérique du Nord. L'équipe qui a conçu SIGAGIP* et qui en a fait le leader européen des Progiciels de gestion (Comptabilité, Finances, Trésorerie, Personnel...), souhaite donner une nouvelle dimension à la Formation des utilisateurs et recherche :

DEVELOPPEUR DE COURS

Réf. 22/M.590-A

Vous élaborerez les outils pédagogiques pour des séminaires destinés aux gestionnaires et aux informaticiens. En relation avec l'équipe d'Animateurs et les autres équipes de la Division SIGAGIP* (Développement, Ingénierie, Vente, Marketing), vous recueillerez les informations et vous les traiterez en leur donnant une forme et un contenu adaptés aux objectifs.

Ouvert à l'informatique et à la gestion, vous êtes avant tout un passionné de communication écrite et orale. Vous avez déjà jonglé avec les outils de PAO (Macintosh - Macdraw, Word ou PC - Windows).

ANIMATEUR DE COURS

Réf. 22/M.590-B

Vos compétences en gestion doivent vous permettre, après une formation à SIGAGIP*, de conduire à titre permanent des sessions de formation.

En relation directe avec nos clients, vous aurez une connaissance précise de leurs réactions, de leurs attentes et de leurs opinions, ce qui vous permettra de jouer un rôle important de relai d'informations auprès des équipes de la Division SIGAGIP*, de participer au développement de nos outils pédagogiques et de collaborer à l'élaboration de documentations produits.

Vos qualités : pédagogie, écoute et analyse, diplomatie et disponibilité...

Votre formation supérieure (Ingénieur ou Universitaire de niveau équivalent) vous permettra de vous intégrer aux équipes du Groupe CGI et d'y réaliser une carrière évolutive, ouverte sur tous nos métiers. Une première expérience dans le domaine de la formation serait un atout.

Ces postes sont basés à Paris.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence du poste concerné, à Madame D. JAMET - CGI INFORMATIQUE
30, rue du Château des Rentiers - 75640 PARIS Cedex 13.

*SIGAGIP est une marque déposée de CGI.

Pour ne pas se tromper de carrière

ci

INGENIEURS AGRONOMES
et DIPLOMES BAC + 4 (DROIT, ECO)

INGENIEURS AGRONOMES et DIPLOMES BAC + 4 (DROIT, ECO)

A 35 ans maximum au 1er janvier 1990, vous êtes de nationalité française. Ces postes sont à pourvoir à Paris et peuvent nécessiter de nombreux déplacements en province selon les fonctions.

Les renseignements et dossiers de candidature sont à demander par téléphone au 40 58 70 92 ou 40 58 71 12.
Date limite de dépôt des dossiers : 15 juin 1990
Epreuves écrites : 22 juin 1990
Ecrire à ACCOA - 2 rue St Charles 75740 PARIS cedex 15

Société implantée dans le Sud-Ouest
filiale d'un important groupe industriel
recherche

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

ayant une première expérience dans les domaines de la construction ou de l'ingénierie concernant les installations industrielles, maîtrisant l'anglais et titulaire d'un diplôme d'ingénieur (ENSAI, ENSAM, ENSA, ETP, ECAM, ENSM, ICAM, INSA ou équivalent). Il aura en charge la conception et la réalisation de divers projets d'installations gazières ou pétrolières de production ou de transport (canalisations, station de compression, de pompage, etc.).

Ecrire sous n° 89 - Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy - 75007 Paris.

Le Monde des Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

Directeur d'Usine

Grand Groupe Français, spécialisé dans la Production d'appareils Electro-mécaniques en grandes séries, nous recherchons

Basé en Province, notre Etablissement compte 1000 personnes.
Ingénieur diplômé AM, ICAM, INSA...

35 ans/45 ans, vous avez développé soit une expérience réussie comme Directeur d'Usine ou comme Directeur de Production dans un Etablissement important et souhaitez aborder un nouveau challenge.
Réf 1987/A

Directeur Recherches et Développement

A la tête d'un service de 70 personnes, vous serez chargé de développer et coordonner les études d'amélioration des produits existants et de la mise au point des produits nouveaux.

Vous disposez pour cela d'un budget important, à la hauteur de nos ambitions.

Ingénieur diplômé CENTRALE, SUPELEC...

35 ans/45 ans, vous avez développé une expérience réussie à un poste équivalent ou N-1, dans un domaine surtout électromécanique.
Réf 1987/B

Pour ces deux postes, notre environnement européen nécessite la pratique de l'anglais et/ou de l'allemand. Notre politique de développement est axée sur des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier (présentant sur l'enveloppe la référence et les Sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact) à PARFRANCE ANNONCES 13 rue Charles Lecocq, 75015 Paris qui transmettra.

PROMOUVOIR ET VENDRE NOTRE SAVOIR-FAIRE NUCLEAIRE

Dans le cadre de notre activité Produits et Services Nucleaires, nous recherchons des Ingénieurs Généralistes d'environ 30 ans pour 2 postes stratégiques que nous créons à LYON. Le marché est celui des 400 centrales nucléaires en service dans le monde. Les produits sont des procédés d'intervention de maintenance dont la qualité a été validée et des services nouveaux dans ce même environnement de haute technologie. La mission consiste à renforcer notre présence sur un marché concurrentiel.

Ingénieur Marketing

Responsable de la promotion commerciale de notre activité, vous décelez les besoins et les transmettez aux Ingénieurs d'Affaires. Vous êtes chargé de l'animation et de l'information des commerciaux. Vous leur apportez la logistique, tous les supports nécessaires à la vente. De formation Ingénieur Grande Ecole, vous avez si possible complété votre cursus par une spécialité Marketing Industriel. Vous bénéficiez impérativement de quelques années d'expérience en marketing de produits ou de services industriels dans une entreprise high tech tournée vers l'export. Déplacements fréquents et de courte durée en France et à l'étranger. Anglais courant et 2^e langue (espagnol ou allemand).
(réf. SB/55/M)

Ingénieur d'Affaires

Votre mission d'homme de synthèse et de négociateur s'exerce principalement en France, ponctuellement à l'export. Vous établissez les offres techniques et commerciales. Vous conduisez les négociations avec les clients. Vous établissez et négociez des protocoles de coopération. Vous avez, si possible, exercé une fonction commerciale dans le secteur de l'ingénierie et vous avez une connaissance de l'anglais. (réf. SB/7962/B/M)

Merci d'envoyer lettre et CV au Groupe Framatome, Service Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon en précisant la référence du poste choisi et vos prétentions de salaire.

GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

RESSOURCES HUMAINES

Gestion des carrières. Gestion Prévisionnelle. Connaissance et évolution des hommes. Connaissance et évolution des fonctions. Optimisation de l'adéquation besoins-ressources.

Vous voulez concrétiser ces concepts et agir ! ...

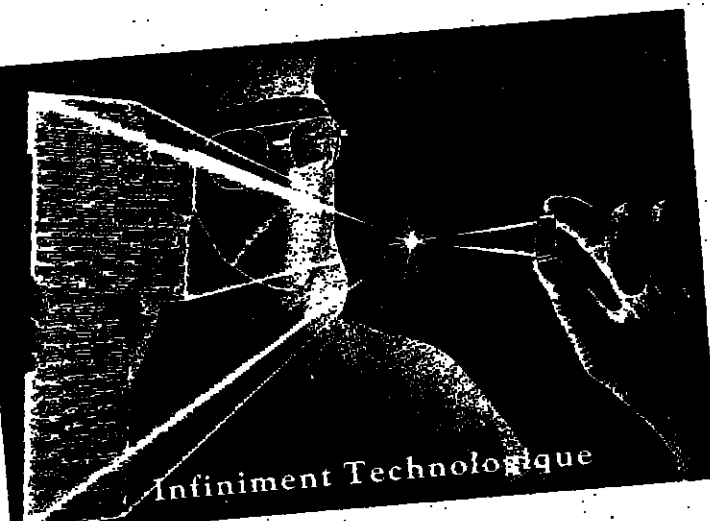
Venez renforcer, au sein de notre DPFRS, notre division ressources humaines. Nous vous confierons la gestion du middle management en relation avec les opérationnels.

Vous êtes de formation supérieure avec une option gestion du personnel. Vous avez une expérience de l'emploi et des hommes dans une Direction du Personnel.

Notre secteur d'activité est en pleine mutation, tant en ce qui concerne les marchés et les produits que les outils de gestion. Il offre un challenge motivant et des possibilités d'évolution.

Le poste est basé à notre siège du MANS. Votre candidature sera traitée confidentiellement, sous référence LM/RH par Albert AUPETIT

VARIANT Groupe PLEIADÉ
7 avenue de la Préfecture 72000 LE MANS
36.16 UGE • PLEIADÉ



C'est à l'échelle de l'Europe que nous préparons l'avenir. Nos projets sont nombreux dans tous les domaines d'application de l'électronique. Si vous souhaitez vous associer à notre réussite, Texas Instruments vous offre une opportunité à la hauteur de vos ambitions.

Responsable relations sociales

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines, vous assurez avec votre équipe l'ensemble des domaines de la fonction : relations sociales, administration du personnel, représentation auprès des instances régionales et professionnelles. Vous participez à la définition et à la mise en application de la politique sociale de l'entreprise. Homme d'ouverture et de contact, vous vous attachez à valoriser la communication interne.

Agé de 30 à 35 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une expérience similaire au sein d'un groupe international et vous maîtrisez l'anglais. Le poste est basé au siège social de Villeneuve-Loubet, près de Nice.

Bernard Tison vous remercie de lui adresser votre candidature (photo jointe) sous réf. CORP905 à Texas Instruments France, 8/10 av Morane Saulnier, 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.

TEXAS INSTRUMENTS

Commercial responsable du développement des Assurances liées aux opérations de crédits.

Responsable de cette activité au sein du département de l'Actuariat, vous bénéficierez de l'appui technique nécessaire pour mener à bien votre mission. Vos principaux interlocuteurs seront les établissements de crédit et les grands courtiers.

Nous recherchons un cadre commercial d'environ 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, créatif, ayant le goût du challenge, à qui nous proposons, pour ce poste, des conseils et négociations à haut niveau, de valoriser son expérience de plusieurs années en Compagnie(s) d'Assurance, dans la commercialisation de contrats d'assurances de personnes ou de prévoyance.

Si vous êtes motivé par cette opportunité, écrivez à Marie-Christine BARJOLIN CARDIF - Secrétariat Général - 56, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine, sous réf. 615.

COMPAGNIE BANCAIRE

CARDIF, parallèlement à sa spécialité de gestionnaire d'épargne (33 milliards d'encours) a acquis une compétence originale dans l'assurance des emprunteurs. Filiale de la Compagnie Bancaire, le distributeur européen de crédit, elle bénéficie entièrement de son appartenance à ce groupe.

CARDIF
La signature française

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Au Sud de la Loire...
Après intégration, Membre du Comité de Direction...

Nous sommes une société industrielle française (400 MF, 1000 p.) filiale de deux leaders, l'un français, l'autre américain, sur le marché des biens d'équipement. Suite à une promotion au niveau du Groupe, nous sommes appelés à rechercher le

DIRECTEUR du PERSONNEL et des RELATIONS SOCIALES H/F
300.000 F

En liaison étroite avec le Directeur Général, il sera chargé de concevoir, proposer et appliquer la politique humaine au niveau de la société (recrutement, formation, rémunération, carrières, communication...) en veillant bien à maintenir et développer le bon niveau de dialogue existant avec les partenaires sociaux. Une fonction complète donc, qui ne peut convenir qu'à une personne compétente, décidée et ouverte. Relayé par deux Chefs du Personnel (un sur chaque site) et leurs équipes, vous conduirez le changement... dans la continuité. Prêt à nous rejoindre ? Alors, à bientôt.

Adressez votre candidature sous référence 1281 M à GRH Conseils, 43, rue de la Brèche-aux-Loups, 75012 Paris. Discretion assurée.

GRH Conseils

Nous sommes la filiale française d'un constructeur automobile de dimension mondiale. Nous recherchons pour l'une de nos unités (500 personnes) le

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Poste basé dans le 92

VOTRE MISSION : Dans une structure à forte gestion participative, vous encadrez une équipe de 4 personnes et avez la responsabilité de : ☐ la gestion stratégique des R.H. ☐ le recrutement ☐ la gestion des carrières ☐ la politique de formation ☐ la politique salariale ☐ les relations avec les partenaires sociaux ☐ la communication interne ☐ la promotion des valeurs de l'entreprise.

VOTRE PROFIL : ☐ la trentaine environ ☐ une expérience significative de la Fonction Ressources Humaines dans le domaine industriel ☐ une formation supérieure, de préférence en R.H. (IGS, CELSA ...) ☐ un bon niveau d'anglais ☐ le sens du contact et une bonne capacité à établir des relations de confiance.

NOUS VOUS OFFRONS : ☐ un environnement de travail très enrichissant (concepts de qualité totale, management participatif ...) ☐ une structure qui vous donnera les moyens de mettre en avant vos qualités ☐ des perspectives d'évolution importantes, en France ou à l'étranger.

Pour un entretien individuel avec la société le jeudi 21/06/90 ou le vendredi 22/06/90

adressez ou télécopez CV, lettre et photo à EUROMAN - 100, avenue Charles de Gaulle 92522 NEUILLY CEDEX ; Fax : 47.22.00.19 en indiquant la référence 5272 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

Invitation à la Métamorphose



AUDITEUR DE GESTION INDUSTRIELLE

N° 1 de la Productique en France, RENAULT AUTOMATION (1 600 personnes dont 500 ingénieurs et cadres) développe autour de son approche globale des métiers complémentaires : la Robotique, l'Assemblage automatisé, la Productique d'usinage, la Carrosserie-Tôlerie, la CFAO, l'ingénierie et l'informatique industrielles.

Rattaché à la Direction Financière de notre siège, vous réalisez dans chacun de nos sites industriels des missions d'audit sur les affaires en cours de réalisation (méthodologie, procédure, évaluation). D'autres dossiers d'analyse vous seront confiés, comme par exemple, les demandes d'investissements émanant des Directeurs opérationnels.

A 30 ans environ, ingénieur généraliste, vous avez complété votre formation par un 3^e cycle en gestion et/ou en organisation et vous avez l'expérience du milieu industriel.

Ce poste est basé à Paris 2. En préliminaire à cette métamorphose, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et rémunération) sous référence 90.41 à la Direction des Ressources Humaines - RENAULT AUTOMATION - Centre Paris 2 BP. 70 - 78152 LE CHESNAY Cedex.

Renault Automation

La Productique : Métamorphose de l'outil

LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES RELATIONS SOCIALES DE LA CONFÉDÉRATION NATIONALE A BESOIN DE VOS COMPÉTENCES

SPECIALISTE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Vous avez un doctorat de 3^e cycle (sciences humaines et sociales) et une première expérience acquise au sein d'une entreprise ou d'un cabinet conseil. Vous prendrez en charge des études et des projets innovants dans le domaine de la GRH par le biais de la négociation.

Les structures existantes (commissions paritaires, comités de groupe...) vous mettront en rapport avec tous les acteurs de ces négociations : organisations syndicales, DRH des groupes régionaux, élus. Votre créativité et votre faculté d'intégration à notre équipe seront déterminantes.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 Fédérations régionales, 7 millions de clients, 22.000 collaborateurs et 4.500 points de vente, la plus forte croissance de ces 10 dernières années, la puissance de la 5^e Banque Française.

La Confédération Nationale du Crédit Mutuel est l'organisme national chargé du contrôle et du bon fonctionnement du Crédit Mutuel.

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 205/RH à la DREES, Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 88-90 rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

Responsable de la Communication

Filiale d'un groupe européen franco-allemand leader mondial sur son marché de produits industriels, nous réalisons un CA de 1 Milliard de francs avec 1 500 personnes.

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines et de la Communication, vous aurez en charge la communication interne et externe de notre société en relation très étroite avec le Directeur de la Communication Groupe en Allemagne.

Agé d'environ 35 ans, Ingénieur ou Universitaire, vous avez une bonne pratique de l'allemand. Professionnel de la communication, vous savez travailler de façon autonome tout en créant les liens nécessaires pour coopérer avec vos multiples interlocuteurs. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 116-051M à notre Conseil ARPE, 38 rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

CONSEIL arpe
EN RECRUTEMENT



ASSISTANCE TECHNIQUE AUX VENTES EN I.A.A. SUR UNE ZONE EXPORT

Notre société (2000 personnes, C.A. 1989 >3 MdF) occupe une position de tout premier plan dans le domaine des gélatines, additifs et arômes destinés principalement à l'industrie alimentaire, mais aussi à d'autres applications non alimentaires. Les principaux marchés alimentaires concernés par nos produits sont les produits laitiers, les desserts, la confiserie, la salaison... Pour renforcer la synergie produits/applications/marchés de la division technico-commerciale et collaborez sur la zone Scandinavie - Suisse dans un premier temps, la Direction Commerciale recherche un

INGÉNIEUR D'ASSISTANCE TECHNIQUE

chargé, en liaison étroite avec le cadre commercial responsable de la zone, de l'assistance technique à la clientèle et aux agents locaux : priorisation produits/applications, suivi de la qualité, démonstrations, sessions de formations, etc... Au-delà de l'assistance aux ventes, vous devrez en première analyse tout élément technique nécessitant l'implication de nos experts spécialistes de marché, ou encore le développement d'études à moyen terme sur les applications de la clientèle.

Diplômé d'une Ecole d'ingénieurs (Agro, Chimie, etc...), muni d'une expérience relative aux produits, process, applications en I.A.A., à 30 ans environ, vous souhaitez exercer une fonction internationale. Pour ce poste, basé à notre Centre de Développement Alimentaire de Gagny (Seine-Saint-Denis), et nécessitant de nombreux voyages sur zone, l'anglais courant est obligatoire, la connaissance de l'allemand constitue un atout complémentaire.

Notre société en très forte croissance est issue d'un groupe offrant de multiples possibilités d'évolution.

Pierre CHAUSSEMER, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations) sous la référence CIAT/IM à l'adresse suivante : R.P.C. 34, rue de la Fédération 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants



- Un marché international
- Des technologies de pointe
- Des projets ambitieux
- Une culture d'entreprise
- Une dynamique des carrières
- Une politique de formation

D'ambitieux projets se préparent avec notamment la mise en place de nouveaux produits (compensation multidevisse...), de nouvelles techniques (globales...). Le directeur de la compensation recherche un

JEUNE CADRE BANCAIRE

pour diriger les services compensation des secteurs financiers et marchandises (onze personnes) ainsi que la trésorerie de MATIF SA.

Vous mènerez notamment les études nécessaires à la réalisation de ces importants développements. C'est un rôle d'action et de réflexion nécessitant une capacité à décider, goût pour l'analyse, aptitude à la synthèse, aisance rédactionnelle... Le poste est très évolutif.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une grande école de gestion ou de l'université ayant un minimum 3 à 4 ans d'expérience dans la banque.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence E 602 sur l'enveloppe, à notre conseil ORNICAR - 6 rue Halévy - 75009 PARIS -

ornicar



The Walt Disney Company.

FINANCIAL ANALYST EUROPE MIDDLE-EAST

La vocation de notre Division Consumer Products est la commercialisation des personnages Walt Disney à travers des produits destinés au grand public, notamment les publications, les vêtements, les jouets, les disques, l'édition musicale, etc. Notre Division représente un CA Europe de 150 millions de \$ et connaît une croissance importante avec d'ambitieux objectifs de développement.

Nous recherchons pour le Siège européen de notre Division, basé à Paris, un Financial Analyst. Vous serez responsable du Reporting et de la Consolidation des comptes européens avec une importance toute particulière donnée à l'analyse de nos activités, et ce, en relation avec les responsables financiers de nos filiales et de notre Société-mère.

Vous êtes diplômé(e) d'une Grande Ecole de Gestion avec 2 à 3 ans d'expérience professionnelle. Votre anglais est courant et vous avez une bonne pratique de la micro-informatique.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo + présentations) sous réf. WID/85 M à notre Conseil :

International Management

75, rue de Miromesnil - BP 385 - 75008 PARIS - 42.94.07.34

Le Monde des Cadres

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS
POUR LES METIERS D'AVENIR

MANAGER LA FONCTION ACHATS

VIDEOCOLOUR, filiale du Groupe THOMSON, fabrique des composants haute technologie pour la télévision. Nos productions qui alimentent la majeure partie des besoins européens de la branche, sont faites en grandes séries à l'aide d'équipements spécifiques.

RESPONSABLE ACHATS

Sous l'autorité du Material Manager, vous gardez la réalisation du programme d'achats de l'établissement (matières premières, composants, sous-traitance, achats généraux) dans les conditions définies de coût, qualité et délais.

Vous gérez les stocks de matières premières et le parc d'outillages. Vous définissez les programmes d'approvisionnement.

De formation supérieure Technique ou Gestion, vous possédez une expérience de 3 à 4 ans des Achats. Vous souhaitez aujourd'hui prendre la responsabilité de la fonction Achats dans son ensemble et manager une équipe.

L'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, sous réf. 995 - HAY MANAGERS, place de la gare de la Part-Dieu - 69428 LYON CEDEX 04



JEUNES SUP DE CO

MANAGEZ NOTRE RESEAU COMMERCIAL

Pour manager notre réseau commercial, vous organiserez et développerez une vingtaine d'agences régionales (chiffre d'affaires: 100 millions de francs) intervenant auprès d'une clientèle d'entreprises et de particuliers. Vous recruterez, formerez et animerez les responsables de ces agences et serez garants de la réalisation des objectifs de votre région.

Pour réussir dans cette fonction, nous vous offrons une solide formation initiale et tous

les moyens du groupe pour développer vos projets. Vous êtes diplômés d'école de commerce et attirés par l'animation commerciale, votre mobilité géographique vous permet d'envisager un poste en province. La puissance et le développement du groupe vous assureront de nombreuses opportunités de carrière en France ou à l'étranger. Ecrivez à C. BUSO en précisant la référence A/R9746M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

UAP

l'assureur européen de référence

PA Consulting Group

Creating Business Advantage



Nous sommes le 3ème Groupe Pétrolier Mondial (120.000 pers. - 48 millions de \$ de CA) présent dans 70 pays. Pour notre activité Lubrifiants en Europe, nous renforçons nos structures et créons le poste de

PACKAGING MANAGER

PARIS LA DEFENSE

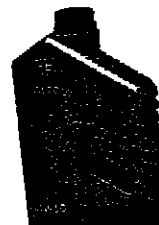
MISSION : En collaboration avec les Directions Logistique et Marketing Europe, assurer les opérations de packaging : choix techniques (spécifications), process de production, design (standards visuels) et mise aux normes des nouveaux produits (bidons plastiques et fûts métalliques) □ en relation avec les chefs de produits, suivre l'évolution du comportement des utilisateurs (choix des matériaux - Design - Facilité d'utilisation) □ exercer un véritable rôle d'Expert et de Conseil au sein du Groupe □ l'Anglais est la langue de travail.

OFFRE : La notoriété et les moyens d'un groupe multinational □ un travail créatif et stratégique en étroite collaboration avec des spécialistes dans 13 pays européens □ une grande responsabilité et autonomie □ à terme, de larges perspectives d'évolution au sein du Groupe BP International.

PROFIL : 32/45 ans □ une formation supérieure dans le domaine considéré (Ecole d'ingénieur...) □ une expérience réussie de plusieurs années dans un poste similaire en milieu industriel (chimie, I.A.A., fabrication plastique...) □ la maîtrise parfaite de l'Anglais □ une forte créativité associée à la rigueur d'un gestionnaire □ l'envie de développer votre savoir-faire pour évoluer avec nous.

Pour un entretien individuel avec la Société le 21/06/90

adressez ou télécopez CV, lettre et photo à : EUROMAN - 96, rue Saint Charles - 75015 - PARIS. FAX : 45 79 49 94 en indiquant la référence 6531 sur la lettre et sur l'enveloppe.



EUROMAN

Rejoignez un groupe dynamique en intégrant l'une de ces unités, à savoir :

ACMS

N° 1 française des outils pour pelles hydrauliques ;

200 personnes près Compiègne (Oise).

DOMINE

Foreuses eau - Matériel de sondage et d'injection. Usinage pour perçage ;

Machines à vendanger ;

150 personnes à Châtelleraut (Vienne).

FAUCHEUX

N° 1 européen des chargeurs de haute technologie. Pelles rétro. Chargeurs TF ;

150 personnes à Chartres (Eure-et-Loir).

Nous recrutons dans le cadre de notre développement européen.

1 directeur général

- Sens du commandement, animateur et gestionnaire ;
- Expérience en milieu PME-PMI ;
- Envergure européenne.

3 ingénieurs d'études

(Arts et Métiers, ENSI, ENSAT...)
- Mécanique, hydraulique et automatique ;
- Expérience dans les domaines d'activités précitées ;
- Calcul de structure et esprit créatif.

2 directeurs de fabrication

- Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent ;
- Expérience en PME-PMI dans les domaines de la mécanosoudure ;
- et de l'assemblage d'engins.

3 ingénieurs d'affaires

(formation technique et commerciale)
- Connaissance d'un ou des marchés précités ;
- Sens du contact humain à haut niveau ;
- Grande mobilité ;
- Expérience de la négociation internationale.

1 responsable marketing

(formation commerciale ou spécialisée)
- Connaissance marché / produit indispensable ;
- Expérience publicité / communication ;
- Grande mobilité.

Pour tous ces postes, l'anglais, l'allemand ou l'espagnol est demandé.

envoyer CV, photo et présentations à CRESI SA - 25, rue Jean-Giroudoux, 75018 Paris, chargé du développement stratégique du groupe.



**EAU - ENVIRONNEMENT
INFRASTRUCTURES**

Pour développer les activités d'études et de suivi de réalisations, on recherche :

JEUNES INGENIEURS

- Eau potable, assainissement urbain (501)
- Pollution et traitement des eaux (502)
- Environnement, études d'impact (503)
- Déchets urbains et industriels (504)
- Infrastructures, voiries, VRD (505)

POSTE EN FRANCE ET/OU A L'ETRANGER

Envoyer CV + lettre manuscrite + photo à M. LORDEREAU
BETURE-SETAME - 2, rue Stephenson - 78181 St Quentin Cedex (Indre, réf.)
GRECOM

GESTIONNAIRE DES OPERATIONS en qualité de CONSULTANT SENIOR

Votre mission consistera à effectuer de façon autonome et/ou en synergie avec une équipe à compétences multiples (Management, Stratégie de développement, Gestion de la Production, GRH, Qualité, Communication, Transfert de technologies, Formation) des missions en entreprises résultant de contrats existants ou négociés par vous-même.

Secteurs d'intervention :
• Industrie automobile et sous-traitants
• Electroménager
• Industrie des loisirs
• Bâtiment

Nature des Entreprises :
• Transformation des Matières Plastiques, des Métaux et autres entreprises industrielles.

Pour réussir vos objectifs, vous avez une formation de base technique : Ingénieur Généraliste ou AM + MBA ou équivalent. Vous justifiez d'une expérience professionnelle réussie d'au moins 10 ans, majoritairement en entreprise, complétée éventuellement par des actions de conseil. Outre vos qualités de technicien, vous avez également le sens de la relation humaine.

Maîtrise de l'Anglais, Allemand apprécié.
Vous pourrez être amené à assumer des responsabilités de Direction. Merci d'adresser votre candidature détaillée (lettre manuscrite + CV + photo récente) avec vos présentations à Michel CHAMARIE - Directeur Général - I.B.C.G. - Le Front de Parc - 109 bd Stalingrad 69100 LYON VILLEURBANNE.

IBCG

INTERNATIONAL BUSINESS CONSULTING GROUP

هكذا من الأصل



UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHÉ...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons, notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidé dont près de 25 % d'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Jeunes diplômés ESC, Maîtrise Gestion... Optez pour un secteur en pleine mutation.

Si vous recherchez un poste de Responsable Commercial dans un secteur d'avenir, nous devrions nous entendre... Nous vous proposons, après une solide formation, une fonction à larges responsabilités qui fera appel tant à vos compétences techniques (marketing, plans d'action...) qu'à vos qualités personnelles (organisation, animation...). A la tête de 20 agences, vous serez responsable du développement de votre territoire. Vous participerez ainsi activement à la vie économique de votre région. Vous bénéficierez, cela va sans dire, des moyens techniques et logistiques nécessaires pour mener à bien votre mission et de réelles perspectives de développement. Postes offerts dans les régions suivantes : EST, NORD, CENTRE, SUD, RHONE-ALPES.

Prenez contact en adressant lettre, CV et préférences géographiques sous réf. M37 à Christine LABBE - Département Ressources Humaines - AGF - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



Entreprise de Distribution : 42 hypermarchés (20.000 personnes) recherche pour la Direction Régionale Ressources Humaines du Sud-Est (effectif : 500 cadres).

RESPONSABLE RECRUTEMENT DES CADRES

VOTRE PROFIL : 35/40 ANS

- De formation universitaire en psychologie ou sociologie, diplômé de graphologie, et si possible morphologie.
- Votre expérience d'au moins 5 ans en cabinet de recrutement et/ou en entreprise vous outille aux techniques d'embauche et font de vous le collaborateur efficace dans l'aide à la décision.

VOTRE FONCTION :

Chargé en priorité du Recrutement des cadres, votre action dans ce domaine sera déterminante et devra être le garant de la pérennité de notre Réussite, basée sur les qualités humaines et les capacités d'évolution des hommes et des femmes de l'entreprise.

Vous serez aussi amené à assister les opérationnels dans les bilans individuels et les décisions d'évolution de carrière.

Ce poste requiert une grande habileté relationnelle et une force de persuasion basée à la fois sur vos qualités d'expert et sur votre personnalité.

Basé en Avignon avec déplacements dans tout le Sud de la France, ce poste exige une grande disponibilité.

Merci d'adresser votre dossier complet à notre conseil Françoise Meyer - 25, rue Falque - 13006 MARSEILLE - tél. 91.37.77.77.



MERCEDES-BENZ FRANCE

cherche pour sa Direction de l'Organisation, de l'Informatique et des Télécommunications

Réf.767

Dans le cadre du schéma directeur Bureau, il devra assurer les développements micro-informatiques, la formation et l'assistance aux utilisateurs ainsi qu'exercer un rôle de veille technologique en sélectionnant les produits adaptés aux besoins de la société.

Vous avez une formation supérieure (MAGE ou équivalent) et une première expérience de la bureautique en entreprise.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable et celle de l'allemand serait un atout supplémentaire.

jacques tixier consultants s.a.
7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC

Réf.768

Il sera chargé de l'analyse et du suivi de l'évolution des postes, de l'élaboration des circuits, des systèmes d'information et des procédures.

Il possède une formation supérieure en gestion, ainsi qu'une solide culture informatique.

Une première expérience réussie dans la fonction Organisation serait vivement appréciée. Sens de l'analyse, rigueur et qualité de contact seront exigés pour ce poste.

La connaissance des langues anglaise et allemande est indispensable.

L'expérience que vous apporterez cette fonction vous ouvrira de nombreuses perspectives d'évolution au sein de notre société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence choisie à Mme Catherine de la Roche Saint André.

CONTEXTE



Responsable Gestion Locative

Dans le cadre de son nouveau projet d'entreprise, notre société anonyme d'HLM (2000 logements), appartenant au réseau SCIC, crée le poste d'adjoint au directeur de l'exploitation et du développement avec pour mission la coordination et la dynamisation des équipes décentralisées de gestion locative.

Nous recherchons un (e) candidat (e) ayant une solide expérience du métier, maîtrisant l'outil informatique et capable de s'intégrer rapidement dans une équipe jeune (30-40 ans).

Lieu de travail : Paris - Rémunération : environ 230 Kf.

Merci d'adresser votre candidature détaillée s/réf.NL à notre conseil CEFLU RECRUTEMENT - 5, rue de Vienne - 75008 PARIS.



ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL QUARTIER DE L'ETOILE recherche pour sa Direction de l'Information

Journaliste d'entreprise

De formation C.F.I., Sciences PO ou équivalent, vous disposez d'une première expérience réussie dans le domaine de la Communication écrite. Responsable des publications de notre organisme, vous assurerez notamment la réalisation de notre bulletin bi-mensuel de liaison diffusé à 50.000 exemplaires : collecte de l'information auprès des services, mise en forme, participation au comité de rédaction, préparation de la maquette avec l'imprimerie, signature du bon à tirer après la relecture, suivi de la gestion du fichier des abonnés et relations avec le lecteur.

Votre esprit de synthèse, votre sens de l'organisation et vos qualités rédactionnelles vous permettront d'évoluer avec aisance dans cette fonction.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations) sous réf. 253/M à CK 23 bis rue Pierre Guérin - 75016 PARIS



Chantal Kervyn

PROVENCE Cette ville moyenne a des ambitions industrielles, économiques et sociales importantes. Elle recherche :

DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION HF (190-230Kf)

« Patron » de la fonction (5 personnes et budget de 3 à 4 Mf), il est le conseiller en communication de la ville (social, politique, événementiel, culturel...) et le rédacteur en chef d'un magazine quotidien « le technicien » (édition presse, affichage, expos, défilés, agences).

Une expérience idéalement (édition, rédaction, collectivité publique) est exigée.

Pour ces deux postes de statut H.F. envoyer CV très détaillé (références) et adresse actuelle à :

a.m.s.-sélection
64, bd Longchamp, 13001 MARSEILLE

MARSEILLE, MONTPELLIER, NICE, NIMES, TOULON, AVIGNON

L'Ecole d'Ingénierie en Génie des Systèmes Industriels, à La Rochelle, en Charente-Maritime

complète son équipe pédagogique et recrute pour la rentrée de Septembre 1990

PROFESSEURS

1^{er} et 2^{ème} Cycle

- Attachés à l'école ou vacataires,
- Pour cours ou Travaux Dirigés.
- Dans les domaines suivants :
 - Mécanismes et Sciences Physiques,
 - Génie Mécanique et Electrique,
 - Génie des systèmes,
 - Informatique industrielle,
 - Management et Economie,
 - Langues Vivantes : Anglais, Allemand.

Les enseignants intéressés qui souhaitent participer à un projet pédagogique innovateur et moderne sont invités à adresser leur résumés de carrière à :

Direction Générale - Hotel d'Entreprises
Av. Marillac 17000 LA ROCHELLE Tél. 49 34 84 82



Holding d'un important groupe d'édition recherche :

Documentaliste pour sa Direction Marketing

Vos principales missions :
- veille économique et marketing concernant les entreprises et marchés du groupe (France et Etranger),
- recherche documentaire préalable à des études spécifiques auprès de sources appropriées,
- mise à jour permanente de dossiers de base.

Une bonne maîtrise des techniques documentaires et une solide formation économique sont nécessaires. Vous êtes bilingue anglais et parlez l'allemand ou l'espagnol. Vous avez une expérience d'environ 5 ans dont, si possible, 2 ou 3 dans un Service Etudes et Recherche et une approche opérationnelle dans vos collectes d'informations.

Merci d'envoyer votre CV, accompagné d'une lettre manuscrite, et rémunération actuelle, sous la réf. M/90141 à notre conseil :

Gornier Demolnet & Associés
17, rue Tronchet 75008 PARIS



Département EAU - ENVIRONNEMENT

INGENIEUR DE DIRECTION (500)

- Mission :
 - Assurer l'encadrement et la gestion des équipes "Hydraulique Urbaine et Traitement des Eaux"
 - Développer et commercialiser ces produits en France et à l'Etranger
 - Intervenir dans la gestion du département

- Profil :
 - Ingénieur Grande Ecole, polyvalent
 - Expérience ≥ 8 ans France et Etranger
 - Bonne connaissance langues étrangères

POSTE BASE A ST QUENTIN EN YVELINES

CV + lettre manuscrite + présentations à M. LONDEAU
BETURE-SETAME - 2, rue Stephenson - 78181 St Quentin Cedex (Indiq. réf.)

GRECOM

Le Monde Cadres

RESPONSABLE D'OPERATIONS

Viabilisation lotissements

Alsace - Cette filiale d'un des principaux groupes bancaires français réalise des opérations d'aménagement de terrains qu'elle viabilise et transforme en parcelles ou lotissements commercialisés auprès d'entrepreneurs, lotisseurs, promoteurs... La direction souhaite intégrer un responsable sur la région de Mulhouse où d'importantes réalisations sont en cours et en projet. Ce professionnel, technicien du VRD, du foncier ou de la promotion immobilière, agira en tant que coordinateur auprès des différents

partenaires concernés (financiers, techniques, administrations) pour mener à bien les réalisations des opérations lancées. Les conditions proposées et le contexte évolutif sauront motiver un candidat de valeur trouvant intéressant d'intégrer une institution financière diversifiée de tout premier plan. Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6656M - PA Consulting Group - 3, rue Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex TA. 88.22.01.54. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Larousse

"Un nouveau souffle dans l'édition"

ATTACHE DE PRESSE H/F

Afin de renforcer le Service Relations Extérieures de la librairie LAROUSSE, et sous l'autorité du Responsable du Service Presse, nous recherchons un attaché de presse à fort potentiel.

Dans le cadre de votre fonction, vous aurez pour missions essentielles :

- l'établissement de relations quotidiennes entre la presse et les Editions LAROUSSE, la création et la mise en place de manifestations à cet effet,
- l'organisation d'interviews d'auteurs auprès de la presse régionale et nationale.

Votre double formation en communication et en lettres (Bac + 4), ainsi qu'une première expérience d'environ deux ans dans la fonction d'attaché de presse, vous permet, aujourd'hui, de vous prévaloir d'une connaissance de la presse que d'une bonne culture générale. Une expérience au sein d'une maison d'édition serait un atout supplémentaire appréciable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à C. L'HUILLIER, Responsable de la Gestion du Personnel, sous réf. A.P., Librairie LAROUSSE, 17, rue du Montparnasse - 75296 Paris Cedex 06.

Larousse

Sauriez-vous raconter Einstein, Louis XIV, l'oeil, la navette spatiale, aux lecteurs d'OKAPI ?

OKAPI avec ses 500 000 lecteurs, garçons et filles, se développe et progresse (+ 20 % par an). Nous recherchons aujourd'hui le journaliste qui réalise les dossiers (16 pages par numéro).

Ce poste requiert une double dimension :

- sur le fond, un travail d'analyse et de synthèse dans des domaines divers : scientifique, technique, historique, actualité, etc...
- véritable "metteur en scène" de l'information, vos talents d'écrivain vous permettront de rendre le lecteur par la main et de l'accompagner au fil de ces dossiers.

Pour nous résumer, si vous êtes pédagogue, motivé(e) par la presse jeunesse et par un travail journalistique en profondeur, votre expérience nous intéresse.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, et prétentions sous réf. : MLAS2 à BAYARD PRESSE Direction des Affaires Sociales 5, rue Bayard - 75008 PARIS.

47 Publications - 18 à l'étranger - 29 en France - 1,5 Milliards de CA - 1700 personnes

BAYARD PRESSE

L'aéronautique en toute confiance



Leader européen des commandes de vol pour avions et hélicoptères, Sarma équipe les grands programmes mondiaux : Airbus, Boeing, Douglas, British Aerospace, Dassault, Fokker, M.B.L. Avec près de 1 000 personnes, 4 unités de production et 1 centre techniques, nous poursuivons nos investissements en recherche et développement pour des équipements toujours nouveaux et à la pointe de la technologie.

RESPONSABLE LOGISTIQUE GLOBALE

Sous l'autorité du Directeur d'Unité, vous êtes responsable de l'organisation et de la gestion des flux. En particulier, vous contrôlez : les achats ; les approvisionnements ; la gestion des stocks ; le lancement et la planification des approvisionnements ; la gestion des commandes ; les expéditions vers le monde entier.

Vous animez une équipe de 25 personnes. Ingénieur de formation, vous justifiez d'une expérience de 8 à 10 ans dans un environnement industriel. Vous maîtrisez la fonction Achats. "Juste à temps". Vous maîtrisez la fonction Achats. Vous trouverez dans ce poste une excellente opportunité de faire la synthèse de votre expérience et de développer vos qualités d'organisateur.

SARMA - EQUIPEMENT AVIATION - GROUPE SKF

Le Monde Fonction Commerciale

DEVELOPPEZ VOS TALENTS A L'EXPORT (CEE)

Filiale d'un Groupe Français International (12 milliards de FF).

Leader dans l'information économique et financière.

Notoriété reconnue.

Développement continu.

COMMERCIAL EXPORT

VOTRE MISSION : Commercialiser des services d'informations soit directement auprès des professionnels de la finance (banques, assurances, sociétés de bourse, grandes sociétés industrielles...), des pays de la CEE.

VOTRE PROFIL : Diplômé d'études supérieures de gestion, vous disposez d'une expérience réussie de la vente de service d'informations financières ou économiques à l'export. Votre anglais est courant. A vos qualités relationnelles s'ajoutent celles d'un excellent négociateur.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- Une formation à nos produits et à nos techniques de vente.
- L'assise et les moyens d'un groupe international.
- Une autonomie et des responsabilités importantes au sein d'une structure à taille humaine.
- Des produits de qualité et des contacts avec des interlocuteurs de haut niveau.
- Des conditions de travail motivante (fixe, prime, statut cadre, etc...).

Intéressé par ce poste basé dans PARIS, adressez lettre, CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL 95, avenue Victor-Hugo, 92563 RUEIL-MALMAISON CEDEX sous réf. 52.3707 LM, portée sur la lettre et l'enveloppe.

Mercuri Urval

VENDRE LA COMMUNICATION DE RECRUTEMENT

Paris

C'est ce que nous vous proposons.

Vous intégrerez notre équipe commerciale qui a la charge de gérer et développer une large clientèle (Industrie, Distribution, Services...) et qui intervient auprès de Décideurs de haut niveau : Direction Générale, Marketing, Ressources Humaines, etc.

ESC, CELSA ou équivalent, vous avez une première expérience de vente dans les Services (PUB, PRESSE, TRAVAIL TEMPORAIRE...) et souhaitez évoluer pour être reconnu comme un véritable professionnel de la Communication.

Totale confidentialité garantie.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + photo sous réf. 5662 à notre Conseil ou transmettez-le par Minitel en composant le 3616 Code CV PLUS.

ISOVER SAINT-GOBAIN

N°1 français et européen de l'isolation thermique et acoustique

Pour notre division spécialisée dans le lancement et la commercialisation de produits innovants à dominante technologique, nous recherchons un :

Ingénieur commercial

Rattaché au Directeur des Applications Nouvelles, vous aurez à développer la vente de produits existants ou à participer au lancement de produits nouveaux. Votre clientèle est internationale (G.B., Allemagne, France...) et dans des secteurs variés (Aéronautique, Chimie, Automobile...). Nous souhaitons rencontrer un INGENIEUR ENSEI ou équivalent

avec une expérience de 4 à 5 ans dans la vente de produits industriels. La maîtrise de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'allemand est souhaitée. Votre sens de la communication, votre goût de l'autonomie et vos capacités d'initiative vous permettront d'évoluer au sein de notre Groupe.



Merci, si vous vous sentez concerné, d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. et prétentions) sous référence A/05/14 à notre Conseil. Madame Claude Favereau FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération 75015 PARIS

SAINT-GOBAIN

VENDRE DU MINERAL DANS LE MONDE ...

Groupe minier international, nous exploitons une mine très importante et commercialisons ce minéral à l'échelle mondiale.

Vous vous occupez des clients, des Pays de l'Est à l'Amérique du Nord et du Sud en passant par l'Europe. Dans ces pays, un agent vous assiste. Vous négociez la vente de ce minéral stratégique sur deux marchés différents et vous réglez aussi les problèmes financiers et techniques pouvant s'y rapporter.

A 30 - 35 ans, de formation scientifique et/ou commerciale, vous avez acquis une expérience de la négociation. Disponible pour vous déplacer plus du tiers de votre temps, vous faites preuve de souplesse et d'adaptabilité pour passer rapidement et avec aisance d'un pays à l'autre. Bien entendu, vous parlez couramment anglais et peut-être une autre langue.

Christine SUQUET vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3216A/LM BOSSARD CARRIERES 4, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS

BOSSARD Carrieres

هكذا من الأصل

Le Monde de la **Fonction Commerciale**

CABLETRON systems

Cabletron Systems Inc.
est une société leader internationale qui produit et fournit le matériel nécessaire à la gestion de réseau.
Cette société américaine bénéficie d'une croissance rapide (CA de plus de 100 M\$)
et désire poursuivre son expansion européenne.

Nous ouvrons une filiale en France, près de Paris, et nous recherchons des professionnels de haut niveau pour les postes clés suivants :

DIRECTEUR COMMERCIAL
CHEFS DES VENTES
VENDEURS/TÉLÉVENDEURS
INGÉNIEURS SUPPORT A LA CLIENTÈLE
INGÉNIEURS APRÈS-VENTE
DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Afin d'être considéré pour ces positions, il est essentiel d'avoir la connaissance et l'expérience d'IT et une expérience LAN ou WAN serait utile.

Excellente rémunération.

Si vous pensez pouvoir faire partie de notre succès, envoyez votre C.V. en anglais à l'adresse suivante :

Bernard R.J. Noble
European Operations Manager
CABLETRON SYSTEMS LTD
Network House
Newbury Business Park
London Road, Newbury
Berkshire RG13 2PZ
Tél. : (19-44) 635-580000
Fax : (19-44) 635-44578

**PLUS PERFORMANT
QUE JAMAIS !**



**Avec nous, relevez le défi
des années 90**

PSA : 153 milliards de francs de Chiffre d'Affaires et
159.000 personnes, la volonté et les moyens
de devenir le premier constructeur européen.

CADRES GRANDES ÉCOLES

Créatif, enthousiaste, animé de l'esprit de compétition,
vous êtes à la fois homme de terrain et de marketing.
Vous voulez exercer des responsabilités correspondant à
votre formation et à vos aspirations.

Vous recherchez une société dynamique offrant une
grande variété de postes formateurs dans un environne-
ment professionnel stimulant. **Alors, rejoignez notre**

DIRECTION COMMERCIALE

L'animation du réseau, les développements marketing ou
l'organisation de la logistique et de nouveaux services à la
clientèle constitueront votre première expérience.

Vos perspectives d'évolution seront à la mesure
des objectifs ambitieux que nous nous fixons.

Venez gagner avec nous, écrivez-nous :

**AUTOMOBILES
PEUGEOT**
DCP/RES - RM/LM/DC
75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

Cadre commercial France Export

PECHINEY ELECTRO-
METALLURGIE recherche
pour son activité - produits
industriels pour la
siderurgie et la chimie
située à PARIS-LA
DEFENSE un CADRE
COMMERCIAL France-
Export.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de
Commerce avec peut-être une
première expérience dans la vente de
produits industriels, vous alliez à votre
sens du travail en équipe, de véritables
qualités relationnelles et le goût des
contacts.

Responsable d'une ligne de produits,
vous définissez la politique
commerciale, le budget et vous
participez à l'évolution des produits à
moyen terme.

Présent chez vos clients en France et à

l'export (principalement en Europe),
vous animerez un réseau de vente
spécialisé.

Commercial de tempérament, ayant le
goût des questions techniques, vous
possédez une parfaite maîtrise de
l'anglais et si possible une bonne
connaissance de l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de
candidature, sous réf. ELM/39/LM,
PECHINEY - Service du Recrutement
CEDEX 68 - 92048 PARIS-LA
DEFENSE.

P/E/M

Stages, 1^{er} emploi : 3614 code PECHINEY

UNE SOCIÉTÉ DU
GROUPE PECHINEY

**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir
l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent
et de restituer aux intéressés les documents qui
leur ont été confiés.**

Le Monde des **Cadres**

MAIRIE DE RUEIL-MALMAISON

recherche

Directeur du personnel
Directeur administratif
Directeur du service logement
Ingénieurs services techniques
Spécialistes circulation
Contrôleur des travaux
Responsable propreté
Architectes urbanistes
Journalistes professionnels
pour éditions municipales

Titres et sérieuses références obligatoires.
Prière d'envoyer candidature avec C.V. détaillé
et propositions de rémunération.
Ecrire : Cabinet du maire, mairie de Rueil-Malmaison,
13, bd Foch, 92500 Rueil-Malmaison.

Une importante et dynamique collectivité territoriale
de la région Poitou-Charentes
CHERCHE

SON RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

(550 agents)

Attaché Principal de la fonction publique territoriale ou équivalent,
vous avez une trentaine d'années et êtes passionné par tout ce qui
concerne les relations humaines et le management.
Vous êtes convaincu que l'initiative publique peut devenir
entrepreneuse et compétitive en favorisant le développement
professionnel des agents. Vous avez envie de relever ce défi.
Rémunération : + ou - 170 000 F/an.

Envoyer candidature manuscrite + C.V. à :
Réf. 341, RSL Conseil
175, rue du Chevaleret, 75013 Paris.

LA MUTUELLE GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

recherche un

DOCUMENTALISTE JURISTE

pour s'intégrer à une équipe d'une dizaine de personnes.

Licence ou maîtrise en droit (droit de la Sécurité sociale) et diplôme
en documentation EXIGÉS.

Qualités requises : dynamisme, sens de la communication, intérêt
pour l'informatique.

Poste basé à PARIS 15^e A POURVOIR RAPIDEMENT.

Envoyer C.V. et lettre de motivation à :
MGEM - 34, place Raoul-Dautry, 75748 PARIS Cedex 15.
A l'attention de Monsieur DAUBLAN.

La Ville de Clichy-la-Garenne

50 000 habitants en expansion

recherche

au sein de la Direction de la Communication

UN COLLABORATEUR

chargé des Relations PRESSE-MÉDIAS, amené à travailler
en liaison directe avec le Maire et la Municipalité.

PROFIL :
Ce collaborateur aura une expérience en agence publicitaire ou dans une
société de communication, un organe de presse, et aura établi un large
 éventail de contacts avec le milieu PRESSE-COMMUNICATION.
La connaissance de ce milieu et l'expérience seront plus déterminantes
que la formation (universitaire, commerciale, publicitaire, etc.).

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à :
Monsieur le Maire
Conseiller général
Hôtel de Ville, 92110 Clichy-la-Garenne.

La Ville de Clichy-la-Garenne

50 000 habitants en expansion

recherche

1 CHARGÉ DE MISSION A L'ENVIRONNEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT URBAIN

MISSION :
- Mise en place d'une politique d'environnement urbain s'intégrant dans
une politique globale d'urbanisme ;
- Définition et gestion des moyens techniques pour lutter contre toutes
les nuisances urbaines.

PROFIL :
Collaborateur direct du Maire : ce poste exige une formation supérieure
de haut niveau (ingénieur, architecte, diplômé universitaire en urba-
nisme et écologie) ainsi qu'une expérience permettant d'appréhender de
manière concrète et rapide la fonction.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à :
Monsieur le Maire
Conseiller général
Hôtel de Ville - 92110 Clichy-la-Garenne.

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

M. Renaud de la Genière remplace M. Dominique Chatillon à la tête de la Compagnie La Hélin

La présidence de la Compagnie La Hélin (CLH), filiale de la Compagnie financière de Suez, sera assurée par M. Renaud de la Genière, PDG de cette dernière, en remplacement de M. Dominique Chatillon, par ailleurs président de l'Association française des Banques (AFB), qui restera à la tête de la Compagnie financière internationale (CFI) détenue à 49,15 % par la CLH.

La CFI exploite un important domaine immobilier - près de 500 000 mètres carrés - et a reçu en 1989, les principaux actifs immobiliers de sa maison mère, la CLH, pour 1 milliard de francs, ce qui en fait le principal pôle de la Compagnie de Suez dans ce domaine.

M. Patrick Ponsolle, directeur général de Suez, a été nommé vice-président directeur général de La Hélin, qui se consacre désormais à l'agro-alimentaire (le sel avec les Salins du Midi, le vin avec le domaine Cordier à Bordeaux et le foie gras avec Labeyrie et Rougier).

Le gouvernement dit non à la revente du chantier de La Ciotat. M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, a rencontré le 28 mai M. Adam Backstrom, président du groupe Lexmar et lui a renouvelé l'opposition du gouvernement à la relance du chantier naval de La Ciotat (Le Monde du 29 mai). Même si la reprise actuelle du marché des grands pétroliers peut justifier un redémarrage dans l'immédiat, il n'y a aucune perspective de rentabilité à moyen et à long terme, indique-t-on dans l'ouvrage du ministre de l'Industrie. « L'opposition de M. Fauroux ne modifie en rien la volonté de notre société de construire des super pétroliers sur le site », a déclaré pour sa part M. Benoît Barthélemy, président de Lexmar France.

Cadbury Schweppes rachète une partie des boissons non minérales de Perrier

Le groupe agro-alimentaire britannique Cadbury Schweppes et la firme Perrier ont signé dans la soirée du lundi 28 mai à Londres un accord qui prévoit le rachat par le premier des boissons Oasis, Atoll et Bali ainsi que des droits d'embouteillage de la boisson Gini.

Cette transaction, d'un montant de 125 millions de livres (1,2 milliard de francs), fait suite à la décision annoncée en novembre dernier par M. Gustave Leven, le président de Perrier, de se séparer de sa division « soft drinks ».

En faisant passer de 130 à 330 millions de litres ses capacités de production, cette acquisition permet à Schweppes France, la filiale française du groupe, de prendre une position de leader sur le marché des boissons plates, grâce à Oasis, et de revendiquer la deuxième place derrière Coca Cola sur la liste des fabricants de boissons non alcoolisées.

Les industriels français restent optimistes. Les industriels français restent optimistes, indique l'INSEE au vu de son enquête mensuelle (mai) auprès des chefs d'entreprise. Si le ralentissement de la croissance de la production s'est poursuivi ces derniers mois, les stocks sont maintenant jugés proches de leur niveau normal. De plus, les carnets de commandes se sont remplis, en partie grâce à la demande étrangère. Si cependant la conjoncture s'améliore pour la construction automobile et le matériel de transport terrestre, les perspectives sont moins favorables pour les biens d'équipement professionnels.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 84, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VENTE au Palais de Justice CRÉTEIL, jeudi 7 JUIN, à 9 h 30
UN PAVILLON à ARCUEIL (94)
5, allée Bellevue
M. à P. : 160 000 F S'adr. M^r TH. MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison-d'Or à CRÉTEIL (94).
Tél. : 49-80-01-85 - M^r D. FAQUET, avocat à PARIS (75). 27, bd Raspail, Tél. : 45-44-55-95.

Vie s/sais. Pal. Just. PARIS, jeudi 14 juin 1990, à 14 h 30
LOGEMENT à PARIS-11^e
15, rue de Charonne - 51, rue de Lappe - 2 PIÈCES PRINCIPALES
1 CAVE - MISE A PRIX : 60 000 F - S'adr. M^r BIDOT, avocat à PARIS-5^e, 70, bd de Port-Royal - Tél. : 43-31-29-29, de 16 h à 18 h.

Vie s/sais. Pal. Just. CRÉTEIL, jeudi 7 juin 1990 à 9 h 30
APPARTEMENT à CRÉTEIL (94000)
UNE CAVE - UN PARKING - ET UN EMPLACEMENT DE PARKING
14, rue Chéret - Type 3 P+1 - 1^{er} ét. - Bât. 14 n° 3 - 3 Pcs ppales - Loggia - Chauffage
M. à P. : 100 000 F S'adr. M^r TH. MAGLO, avocat à CRÉTEIL (94000), 4, allée de la Toison-d'Or - Tél. : 49-80-01-85.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 14 JUIN 1990, à 14 h 30
2 P. en DUPLEX - 17-19, RUE LAURISTON
à PARIS (16^e) - au rez-de-ch. avec escal. intérieur
M. à P. : 250 000 F VERNEUX, avocats à PARIS (8^e), 55, bd Malesherbes - Tél. : 45-23-04-36.
Sur les lieux pour visiter, le 12 JUIN 1990, de 12 h 30 à 13 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 14 JUIN 1990, à 14 h, en un LOT
APPARTEMENT à PARIS-3^e
de 4 P. ppales, 4^e étage C. bât. sur esc. B
dans un ensemble immobilier
27, rue de Saintonge
Mise à prix : 650 000 F
S'adresser à la S.C.P. CONSTENSOU-MOYCARICO, avocats, 19, rue Ampère, 75017 PARIS - Tél. 47-43-53-68.
au Greffe des Créances du Tribunal de Grande Instance de Paris, à tous avocats postulant près ce Tribunal
et pour visiter à M^r RUFFET, huissier à PARIS, Tél. 42-78-42-50.
Vente le 12 juin 1990 de 14 h à 15 h.

Vente aux enchères publiques, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 21 JUIN 1990, à 14 h 30

Importante propriété

EN BORD DE MER avec accès direct CRIQUE et PLAGE

à THÉOULE-SUR-MER

(Alpes-Maritimes - Côte d'Azur - FRANCE)

21, boulevard de l'Esquillon

Comportant, sur 10 540 m²

Une grande VILLA sur 3 niveaux, Terrasse, Solarium au 4^e

Maison de gardien - PISCINE - Parc arboré et fleuri

LIBRE - Mise à prix : 5.000.000 de francs

M^r Yves TOURAILLE, avocat à Paris-9^e, 48, rue de Clichy (Tél. : 48-74-45-85)

M^r Antoine CHEVRIER, syndic à Paris-5^e, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée

Visites (sur rendez-vous) : M. SENTENAC, tél. : (16) 93-75-82-22

NEW-YORK, 28 mai

Clos

Tous les marchés commerciaux et boursiers américains ont fermé le 28 mai pour la célébration du « Memorial Day ».

Bénéfices records pour les quatre grandes maisons de titres japonaises.

Les résultats financiers annuels des quatre grandes maisons de titres japonaises (Nomura, Daiwa, Nikko et Yamachi) affichent des bénéfices très satisfaisants dans un contexte boursier hostile (flambée des taux d'intérêt et chute du Kabuto-Cho sur les trois derniers mois). Les quatre firmes ont annoncé leurs résultats, au terme de l'année fiscale 1989 terminée le 31 mars, qui ne peuvent être comparés avec l'exercice précédent en raison d'une modification de leur date de clôture (auparavant fixée au 30 septembre).

En valeur absolue, ce sont toutefois des bénéfices annuels records.

Nomura Securities, première maison de titres mondiale, a enregistré un bénéfice annuel net de 218,7 milliards de yen (1,4 milliard de dollars). Daiwa Securities de 146,02 milliards de yen (960 millions de dollars), Nikko Securities de 120,14 milliards de yen (760,3 millions de dollars) et Yamachi Securities de 98,04 milliards de yen (644 millions de dollars).

« Les bénéfices annuels des quatre grandes sont en hausse moyenne de 18,2 % par rapport aux douze mois précédents, a calculé Paul Heston, analyste financier à la firme de courtage étrangère W.I. Carr Ltd, en cumulant les deux semestres précédents (avril 1988 à septembre 1988 et octobre 1988 à mars 1989).

Sur cette base, Nomura enregistre une progression de ses profits de 7,2 %, Daiwa de 20,3 %, Nikko de 33,2 % et Yamachi de 26,5 %.

LONDRES, 28 mai

Clos

Les marchés financiers britanniques étaient fermés lundi 28 mai.

Ouverture d'un marché du caoutchouc

Un marché à terme du caoutchouc s'est ouvert, mercredi 23 mai, à la bourse londonienne des contrats à terme et des options Futures and Options Exchange (FOX), la City essayant ainsi de rétablir son importance sur un marché international du caoutchouc dominé par l'Extrême-Orient.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

Le nouveau marché fonctionne grâce à un système de transactions électronique, déjà utilisé pour le sucre blanc, et dispose pour le moment de terminaux à Londres, New-York et Singapour. La qualité cotée, le SR 20 (Standard Indonésien type 20) est un caoutchouc bénéficiant actuellement d'une demande croissante, notamment des fabricants de pneumatiques. Des marchés à terme sur le caoutchouc existaient déjà à Kuala Lumpur (Malaisie), Tokyo et Kobe (Japon). Le dernier marché à terme londonien avait été fermé il y a quatre ans, après seulement quelques mois d'existence, en raison du manque d'activité.

PARIS, 28 mai

Maussade

Début de semaine assez maussade Rue Vivienne. Le dénouement s'est même effectué sous le signe de la baisse (-0,64%). Mais, progressivement, le marché a allé regagner le terrain perdu initialement. Vers 11 heures, l'indice CAC-40 ne perdait plus que 0,34%. Par la suite, il devait progressivement s'avancer et, dans l'après-midi, il s'inscrivait à 0,12 % au-dessus de son niveau précédent.

Après la chute de Wall Street, vendredi, il ne fallait guère s'attendre à mieux. Sur le parquet, les professionnels assurant du reste que la Bourse consolidait bien ses positions, depuis le passage de l'indice CAC à « le vieux », basé 100 au 31 décembre 1981, à son plus haut niveau historique.

Le seul événement dont la Bourse fut le théâtre, a été la nouvelle baisse de l'acron E1 Gabon (plus de 13%) en raison avec la décision prise par la compagnie française d'arrêter la production de pétrole dans ce pays, mais le monde en attendant des jours meilleurs et de rapatrier tout son personnel.

D'une façon générale, le sentiment restait relativement confiant sous les « Grises ». Mais bien des investisseurs restent l'arme au pied en attendant d'y voir un peu plus clair.

L'annonce du passage de la barre du chômage au-dessus des 2,5 millions de demandeurs d'emploi n'a produit aucun effet. Mais ce n'est pas nouveau. Emploi et chômage sont deux mots très mal connus Rue Vivienne. A moins, bien sûr, que les chiffres publiés ne soient extraordinaires. Ce qui n'est pas le cas. Preuve de l'attente générale : les courants d'échanges ont été très maigres. Cette faible activité a grandement contribué à l'effacement des cours. Pour l'instant, nul n'attendait rien de nouveau avant vingt-quatre heures. Wall Street clôturait lundi 28 mai pour la célébration du Memorial Day. Une raison de plus, qui a incité les opérateurs à prendre un jour de vacances supplémentaire.

L'annonce du passage de la barre du chômage au-dessus des 2,5 millions de demandeurs d'emploi n'a produit aucun effet. Mais ce n'est pas nouveau. Emploi et chômage sont deux mots très mal connus Rue Vivienne. A moins, bien sûr, que les chiffres publiés ne soient extraordinaires. Ce qui n'est pas le cas. Preuve de l'attente générale : les courants d'échanges ont été très maigres. Cette faible activité a grandement contribué à l'effacement des cours. Pour l'instant, nul n'attendait rien de nouveau avant vingt-quatre heures. Wall Street clôturait lundi 28 mai pour la célébration du Memorial Day. Une raison de plus, qui a incité les opérateurs à prendre un jour de vacances supplémentaire.

L'annonce du passage de la barre du chômage au-dessus des 2,5 millions de demandeurs d'emploi n'a produit aucun effet. Mais ce n'est pas nouveau. Emploi et chômage sont deux mots très mal connus Rue Vivienne. A moins, bien sûr, que les chiffres publiés ne soient extraordinaires. Ce qui n'est pas le cas. Preuve de l'attente générale : les courants d'échanges ont été très maigres. Cette faible activité a grandement contribué à l'effacement des cours. Pour l'instant, nul n'attendait rien de nouveau avant vingt-quatre heures. Wall Street clôturait lundi 28 mai pour la célébration du Memorial Day. Une raison de plus, qui a incité les opérateurs à prendre un jour de vacances supplémentaire.

L'annonce du passage de la barre du chômage au-dessus des 2,5 millions de demandeurs d'emploi n'a produit aucun effet. Mais ce n'est pas nouveau. Emploi et chômage sont deux mots très mal connus Rue Vivienne. A moins, bien sûr, que les chiffres publiés ne soient extraordinaires. Ce qui n'est pas le cas. Preuve de l'attente générale : les courants d'échanges ont été très maigres. Cette faible activité a grandement contribué à l'effacement des cours. Pour l'instant, nul n'attendait rien de nouveau avant vingt-quatre heures. Wall Street clôturait lundi 28 mai pour la célébration du Memorial Day. Une raison de plus, qui a incité les opérateurs à prendre un jour de vacances supplémentaire.

L'annonce du passage de la barre du chômage au-dessus des 2,5 millions de demandeurs d'emploi n'a produit aucun effet. Mais ce n'est pas nouveau. Emploi et chômage sont deux mots très mal connus Rue Vivienne. A moins, bien sûr, que les chiffres publiés ne soient extraordinaires. Ce qui n'est pas le cas. Preuve de l'attente générale : les courants d'échanges ont été très maigres. Cette faible activité a grandement contribué à l'effacement des cours. Pour l'instant, nul n'attendait rien de nouveau avant vingt-quatre heures. Wall Street clôturait lundi 28 mai pour la célébration du Memorial Day. Une raison de plus, qui a incité les opérateurs à prendre un jour de vacances supplémentaire.

L'annonce du passage de la barre du chômage au-dessus des 2,5 millions de demandeurs d'emploi n'a produit aucun effet. Mais ce n'est pas nouveau. Emploi et chômage sont deux mots très mal connus Rue Vivienne. A moins, bien sûr, que les chiffres publiés ne soient extraordinaires. Ce qui n'est pas le cas. Preuve de l'attente générale : les courants d'échanges ont été très maigres. Cette faible activité a grandement contribué à l'effacement des cours. Pour l'instant, nul n'attendait rien de nouveau avant vingt-quatre heures. Wall Street clôturait lundi 28 mai pour la célébration du Memorial Day. Une raison de plus, qui a incité les opérateurs à prendre un jour de vacances supplémentaire.

L'annonce du passage de la barre du chômage au-dessus des 2,5 millions de demandeurs d'emploi n'a produit aucun effet. Mais ce n'est pas nouveau. Emploi et chômage sont deux mots très mal connus Rue Vivienne. A moins, bien sûr, que les chiffres publiés ne soient extraordinaires. Ce qui n'est pas le cas. Preuve de l'attente générale : les courants d'échanges ont été très maigres. Cette faible activité a grandement contribué à l'effacement des cours. Pour l'instant, nul n'attendait rien de nouveau avant vingt-quatre heures. Wall Street clôturait lundi 28 mai pour la célébration du Memorial Day. Une raison de plus, qui a incité les opérateurs à prendre un jour de vacances supplémentaire.

L'annonce du passage de la barre du chômage au-dessus des 2,5 millions de demandeurs d'emploi n'a produit aucun effet. Mais ce n'est pas nouveau. Emploi et chômage sont deux mots très mal connus Rue Vivienne. A moins, bien sûr, que les chiffres publiés ne soient extraordinaires. Ce qui n'est pas le cas. Preuve de l'attente générale : les courants d'échanges ont été très maigres. Cette faible activité a grandement contribué à l'effacement des cours. Pour l'instant, nul n'attendait rien de nouveau avant vingt-quatre heures. Wall Street clôturait lundi 28 mai pour la célébration du Memorial Day. Une raison de plus, qui a incité les opérateurs à prendre un jour de vacances supplémentaire.

L'annonce du passage de la barre du chômage au-dessus des 2,5 millions de demandeurs d'emploi n'a produit aucun effet. Mais

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 MAI

Regiment

COMP. NO.	VALUERS	Cash priced	Premier	Dealer	%	COMP. NO.	VALUERS	Cash priced	Premier	Dealer	%	COMP. NO.	VALUERS	Cash priced	Premier	Dealer	%	COMP. NO.	VALUERS	Cash priced	Premier	Dealer	%	COMP. NO.	VALUERS	Cash priced	Premier	Dealer	%
3711	CHESS	3716	2200	3685	-0.57	COMP. NO.	VALUERS	Cash priced <td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td><td>COMP. NO.</td><td>VALUERS</td><td>Cash priced<td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td><td>COMP. NO.</td><td>VALUERS</td><td>Cash priced<td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td><td>COMP. NO.</td><td>VALUERS</td><td>Cash priced<td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td></td></td></td></td></td></td></td>	Premier <td>Dealer</td> <td>%</td> <td>COMP. NO.</td> <td>VALUERS</td> <td>Cash priced<td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td><td>COMP. NO.</td><td>VALUERS</td><td>Cash priced<td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td><td>COMP. NO.</td><td>VALUERS</td><td>Cash priced<td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td></td></td></td></td></td></td>	Dealer	%	COMP. NO.	VALUERS	Cash priced <td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td><td>COMP. NO.</td><td>VALUERS</td><td>Cash priced<td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td><td>COMP. NO.</td><td>VALUERS</td><td>Cash priced<td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	Premier <td>Dealer</td> <td>%</td> <td>COMP. NO.</td> <td>VALUERS</td> <td>Cash priced<td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td><td>COMP. NO.</td><td>VALUERS</td><td>Cash priced<td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td></td></td></td></td>	Dealer	%	COMP. NO.	VALUERS	Cash priced <td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td><td>COMP. NO.</td><td>VALUERS</td><td>Cash priced<td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td></td></td></td>	Premier <td>Dealer</td> <td>%</td> <td>COMP. NO.</td> <td>VALUERS</td> <td>Cash priced<td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td></td></td>	Dealer	%	COMP. NO.	VALUERS	Cash priced <td>Premier<td>Dealer</td><td>%</td></td>	Premier <td>Dealer</td> <td>%</td>	Dealer	%
1118	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	385	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	465	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1020	Samuel	1040	1045	1040	.....	228	John Smith	2290	2290	2290	.....
1119	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	386	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	466	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1021	Samuel	1040	1045	1040	.....	229	John Smith	2290	2290	2290	.....
1120	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	387	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	467	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1022	Samuel	1040	1045	1040	.....	230	John Smith	2290	2290	2290	.....
1121	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	388	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	468	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1023	Samuel	1040	1045	1040	.....	231	John Smith	2290	2290	2290	.....
1122	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	389	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	469	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1024	Samuel	1040	1045	1040	.....	232	John Smith	2290	2290	2290	.....
1123	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	390	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	470	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1025	Samuel	1040	1045	1040	.....	233	John Smith	2290	2290	2290	.....
1124	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	391	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	471	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1026	Samuel	1040	1045	1040	.....	234	John Smith	2290	2290	2290	.....
1125	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	392	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	472	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1027	Samuel	1040	1045	1040	.....	235	John Smith	2290	2290	2290	.....
1126	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	393	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	473	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1028	Samuel	1040	1045	1040	.....	236	John Smith	2290	2290	2290	.....
1127	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	394	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	474	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1029	Samuel	1040	1045	1040	.....	237	John Smith	2290	2290	2290	.....
1128	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	395	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	475	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1030	Samuel	1040	1045	1040	.....	238	John Smith	2290	2290	2290	.....
1129	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	396	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	476	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1031	Samuel	1040	1045	1040	.....	239	John Smith	2290	2290	2290	.....
1130	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	397	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	477	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1032	Samuel	1040	1045	1040	.....	240	John Smith	2290	2290	2290	.....
1131	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	398	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	478	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1033	Samuel	1040	1045	1040	.....	241	John Smith	2290	2290	2290	.....
1132	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	399	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	479	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1034	Samuel	1040	1045	1040	.....	242	John Smith	2290	2290	2290	.....
1133	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	400	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	480	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1035	Samuel	1040	1045	1040	.....	243	John Smith	2290	2290	2290	.....
1134	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	401	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	481	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1036	Samuel	1040	1045	1040	.....	244	John Smith	2290	2290	2290	.....
1135	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	402	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	482	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1037	Samuel	1040	1045	1040	.....	245	John Smith	2290	2290	2290	.....
1136	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	403	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	483	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1038	Samuel	1040	1045	1040	.....	246	John Smith	2290	2290	2290	.....
1137	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	404	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	484	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1039	Samuel	1040	1045	1040	.....	247	John Smith	2290	2290	2290	.....
1138	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	405	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	485	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1040	Samuel	1040	1045	1040	.....	248	John Smith	2290	2290	2290	.....
1139	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	406	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	486	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1041	Samuel	1040	1045	1040	.....	249	John Smith	2290	2290	2290	.....
1140	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	407	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	487	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1042	Samuel	1040	1045	1040	.....	250	John Smith	2290	2290	2290	.....
1141	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	408	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	488	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1043	Samuel	1040	1045	1040	.....	251	John Smith	2290	2290	2290	.....
1142	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	409	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	489	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1044	Samuel	1040	1045	1040	.....	252	John Smith	2290	2290	2290	.....
1143	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	410	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	490	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1045	Samuel	1040	1045	1040	.....	253	John Smith	2290	2290	2290	.....
1144	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	411	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	491	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1046	Samuel	1040	1045	1040	.....	254	John Smith	2290	2290	2290	.....
1145	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	412	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	492	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1047	Samuel	1040	1045	1040	.....	255	John Smith	2290	2290	2290	.....
1146	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	413	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	493	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1048	Samuel	1040	1045	1040	.....	256	John Smith	2290	2290	2290	.....
1147	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	414	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	494	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1049	Samuel	1040	1045	1040	.....	257	John Smith	2290	2290	2290	.....
1148	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	415	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	495	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1050	Samuel	1040	1045	1040	.....	258	John Smith	2290	2290	2290	.....
1149	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	416	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	496	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1051	Samuel	1040	1045	1040	.....	259	John Smith	2290	2290	2290	.....
1150	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	417	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	497	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1052	Samuel	1040	1045	1040	.....	260	John Smith	2290	2290	2290	.....
1151	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	418	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	498	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1053	Samuel	1040	1045	1040	.....	261	John Smith	2290	2290	2290	.....
1152	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	419	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	499	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1054	Samuel	1040	1045	1040	.....	262	John Smith	2290	2290	2290	.....
1153	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	420	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	500	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1055	Samuel	1040	1045	1040	.....	263	John Smith	2290	2290	2290	.....
1154	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	421	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	501	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1056	Samuel	1040	1045	1040	.....	264	John Smith	2290	2290	2290	.....
1155	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	422	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	502	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1057	Samuel	1040	1045	1040	.....	265	John Smith	2290	2290	2290	.....
1156	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	423	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	503	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1058	Samuel	1040	1045	1040	.....	266	John Smith	2290	2290	2290	.....
1157	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	424	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	504	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1059	Samuel	1040	1045	1040	.....	267	John Smith	2290	2290	2290	.....
1158	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	425	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	505	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1060	Samuel	1040	1045	1040	.....	268	John Smith	2290	2290	2290	.....
1159	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	426	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	506	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1061	Samuel	1040	1045	1040	.....	269	John Smith	2290	2290	2290	.....
1160	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	427	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	507	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1062	Samuel	1040	1045	1040	.....	270	John Smith	2290	2290	2290	.....
1161	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	428	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	508	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1063	Samuel	1040	1045	1040	.....	271	John Smith	2290	2290	2290	.....
1162	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	429	Qr. Camp	425.30	434	423	-0.53	509	Lafayette	472.50	470	471.50	-0.21	1064	Samuel	1040	1045	1040	.....	272	John Smith	2290	2290	2290	.....
1163	C.F.P. T.P.	1121	1121	1121	.....	430	Qr. Camp	425.30	434	4																			

COMPTANT (sélection)[illegible]

SICAV (selection)

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
15-55-91-82, poste 4330

- : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marche continu

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

La crise au Gabon

M. Dumas : Elf « n'a pas fermé les pompes » mais « ralenti l'exploitation »

L'armée française n'interviendra « absolument pas » dans les affaires intérieures du Gabon et a pour mission de protéger les ressortissants français, a affirmé, mardi 29 mai, sur Europe 1, M. Roland Dumas. Les instructions qui ont été données à l'armée française sont tout à fait claires et très strictes : nous avons là-bas 20 000 de nos compatriotes qui travaillent. Fallait-il les protéger ? Nous avons répondu par l'affirmative et toutes les mesures qui ont été prises sont adaptées à la situation », a ajouté le ministre des affaires étrangères.

Interrogé sur l'ultimatum posé par le président gabonais Omar Bongo à la compagnie Elf pour qu'elle reprenne son exploitation

pétrolière dans les cinq jours, le ministre a précisé que la firme française n'avait « pas fermé les pompes mais a simplement ralenti l'exploitation » à Port-Gentil. Le président Bongo a le devoir d'assurer le ravitaillement de son pays. Il a aussi le devoir d'assurer la rentrée des ressources qu'il tire du pétrole. Mais, Elf a l'obligation d'assurer la sécurité de ses travailleurs. Je souhaite que l'exploitation soit reprise mais je souhaite surtout que le calme revienne à Port-Gentil et que facilite la reprise du travail (...). J'espère que les choses vont rentrer dans l'ordre », a-t-il dit.

Interrogé sur les accords de « défense et d'intervention » datant de l'indépendance qui lient la France aux pays africains et qui

sont au nombre de huit, M. Dumas a estimé qu'ils « sont anciens et mériteraient sans doute d'être révisés ». Ces accords seront abordés lors du sommet franco-africain du 19 juin à La Baule. A propos des difficultés économiques et du problème de la dette, le ministre a observé qu'il y avait « également un déficit démocratique dans ces pays » : la démocratie « fait des progrès partout » et elle « doit en faire aussi en Afrique », a-t-il souligné. Pour M. Dumas, « c'est tout une jeunesse qui aspire à plus de liberté. Il faut donc en tenir compte, mais c'est avant tout aux dirigeants africains de prendre conscience de ces mouvements ».

Le ministre ouest-allemand de la défense rejette l'idée d'un « statut à la française » dans l'OTAN

Le ministre ouest-allemand de la défense, M. Gerhard Stoltenberg, a rejeté lundi 28 mai l'idée avancée il y a quelques jours par M. Mikhaïl Gorbatchev de doter l'Allemagne unifiée d'un statut à la française au sein de l'alliance atlantique. La France a quitté en 1966 le commandement intégré de l'OTAN.

« Ce n'est pas la solution que nous recherchons », a dit M. Stoltenberg, au siège du ministère est-allemand de la défense où il venait de rencontrer son homologue de RDA, M. Rainer Eppelmann. « La République fédérale ne croit pas qu'il faille aboutir à un tel résultat ». Il est remarquable, a-t-il cependant ajouté, que le président soviétique commence à se préoccuper en public des conditions préalables à une appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN.

C'est lors de la visite à Moscou de M. François Mitterrand que M. Gorbatchev avait évoqué publiquement cette idée en indiquant qu'il l'avait soumise à son hôte. Elle n'a pas suscité de réaction publique du président français, ni encore des Américains, qui ont toujours défendu jusqu'ici le principe de l'appartenance de l'Allemagne unie non seulement à l'alliance atlantique mais à son commandement militaire intégré, dont la RFA est actuellement l'élément central.

M. Stoltenberg a fait ces déclarations après deux heures d'entretiens avec M. Rainer Eppelmann au cours desquelles les deux ministres avaient pu constater leur désaccord sur le futur statut militaire de l'Allemagne. Ils ont décidé en revanche que des contacts bilatéraux seraient ouverts à tous les niveaux entre les deux armées à compter du 1^{er} juin.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Tondue !

ALORS, elle a pas été tondue, la petite Guadeloupéenne qui a bouleversé la France ! Ces sales Blancs, elle les a inventés de toutes pièces, pour pas se faire engouler par ses parents en revenant de l'école avec une coupe à la Grace Jones. C'est vraiment pas de chance ! En reconnaissant les faits, son apprenti-coiffeur de copain a cassé le coup d'un certain nombre de gamins qui, j'en suis persuadée, auraient très bien pu, sur la lancée, invoquer eux aussi une agression encagoulée - ils ont voulu m'arracher ma croix, ma main de Fatma, me kippa - pour justifier un retard ou un œil au beurre noir choppé en cour de récré. Normal. De quoi s'inspirent les contes en l'air ? De l'air du temps. Et comme il est au racisme, là en ce moment...

Il y a deux, trois ans, fallait trouver autre chose. Rappelez-vous cette histoire à coucher debout servie à son ment ainsi qu'à nous - on ne parlait que de ça dans les journaux, dans les médias - par une jeune femme que trois faux voyous avaient fausement violée sous le regard impavide de tout un compartiment de faux témoins. Dur, dur, après ça, d'apitoyer les flics, déjà trop enclins à accuser les

victimes d'une suspecte et coupable complaisance, en venant déposer plainte pour ce genre de crime : Ouais, ouais, ça va, allez raconter vos salades ailleurs, faut pas nous prendre pour des crétins.

Remarquez, d'une certaine façon, il tombe plutôt bien, le gros mensonge de la petite Anne. Le jour où l'« Agit Joxe » - c'est le surnom que lui donne le *Quotidien* - s'est mis dans l'idée de désarmer les gardiens de la paix. Il cite l'exemple de Londres, où, sur vingt mille bobbies, il y en a à peine un millier autorisés à dégaîner. Et il a cent fois raison.

Eux poussent les hauts cris, bien entendu. Les priver de leur petit tutu, autrement dit leur 357 magnum, c'est une intolérable atteinte à leur virilité. Qu'est-ce qu'on cherche, à les rabaisser au rang de gardes-champêtres ? Comment tenir en respect les gamsters sinon au bout d'un revolver ? Mais non, ça brave pas, ces braves chiens de fusil - là : ça aboie et ça fait peur aux malfaiteurs. Allons, allons, pour jouer au gendarme à la sordide des écoles, où les enfants jouent aux voleurs, suffit d'un bâton.

M. Le Floch-Prigent : « Nous recommencerons à travailler dès que les conditions de sécurité le permettront »

Après les propos menaçants prononcés le 28 mai par le président Bongo à l'encontre de la société pétrolière française, M. Loïc Le Floch-Prigent, président d'Elf, nous a fait savoir que si son groupe avait décidé d'interrompre la production et de rapatrier ses techniciens, « c'était uniquement pour des raisons concernant la sécurité des personnes et des biens. Nous ne sommes pas partis de notre fait. Nous voulons continuer à travailler au Gabon et nous recommencerons dès que les conditions de sécurité le permettront. Nous pouvons en 24 ou 36 heures remettre tout en route. Il n'y a pas de problème technique majeur ».

Devant les troubles au Gabon, la société pétrolière Elf a pris une série de mesures pour rapatrier la majorité de son personnel ne laissant sur place qu'une équipe de

maintenance. Au total, 646 personnes, membres des familles comprises, ont été rapatriées. Il y a quelques jours de la capitale économique port-gentil, une cinquantaine de techniciens seulement restant sur place.

Elf rappelle dans un communiqué que c'est le 23 mai que la production pétrolière a dû être interrompue dans le seul but de préserver la sécurité des agents et des installations. Le 24 mai, dix personnes dont sept agents expatriés d'Elf Gabon avaient été retenus en otages par des manifestants.

L'essentiel de la production d'Elf Gabon est Off-Shore, c'est à dire en mer à partir d'une soixantaine de plate formes de forage et d'exploitation. Le groupe français a produit 6 millions de tonnes en 1989 et ELF Gabon a dégagé un résultat net de 350 millions de francs. La quasi

paralysie de la production pétrolière au Gabon porte évidemment un coup sévère à l'économie du pays qui espérait doubler ses revenus pétroliers en 1990 du fait de la montée en régime du gisement de Rabi Kounga où Elf a une participation, la société opératrice étant Shell.

En 1989 les revenus pétroliers à l'exportation du Gabon s'élevaient à 850 millions de dollars. Mais le pétrole gabonais ne représente que 4,4 % des approvisionnements pétroliers de la France.

Pour sa part le groupe Bouygues indique qu'il a au Gabon 17 techniciens expatriés de la société Socotec (électricité), 9 de Colas (travaux routiers) et 22 de Bouygues et Dragages Travaux Publics. Tous ces techniciens sont à Libreville et les dispositions sont prises, précise le groupe, pour les rapatrier en avion si la situation l'exige.

F. G.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Démocratie : « Le Pen président ? », par Alain Carignon ; Environnement : « Philo sans culture », par Maryvonne David-Jougnau ; Bibliographie : « Mémoires d'ouverture », de Jean-Pierre Soisson... 2

Les troubles au Gabon

Les manifestations se poursuivent à Port-Gentil... 3

« Plaies d'Afrique »

Il - Matières premières : du miracle au mirage... 4

La Roumanie après la victoire de M. Iliescu

Des intellectuels sous le choc... 6

La lutte anti-drogue au Mexique

Dans le village d'Aguililla, le gouverneur et l'opposition s'affrontent... 7

Attentat à Jérusalem

Un Israélien tué, dix autres blessés... 8

Le sommet arabe de Bagdad

Violents réquisitoires contre la politique américaine au Proche-Orient... 8

Le débat sur l'immigration

Des mesures électorales ont permis d'inverser la courbe des demandes d'asile... 10

SECTION B

Des projets pour Valence

Désengorger la ville, laisser à l'homme la primauté sur l'industrie étaient les principales préoccupations de cette consultation internationale d'architectes... 11

Munich au chevet du théâtre musical

La Biennale a montré que ce genre artistique se meurt s'il reste confiné dans les établissements lyriques... 14

L'armement de la police

Les déclarations de M. Joxe, soulignant que l'immense majorité des policiers ne sont pas armés,

suscitent surprise et consternation dans les syndicats... 15

« Diagonales »

Géologique, par Bertrand Poirot-Delpech... 16

Les nouvelles alliances de la télévision par câble

Alors que s'ouvre, à Lyon, le Salon Média, les dirigeants de la Générale des eaux et de France Télécom s'expliquent sur leur rapprochement... 17

Le tournoi de Roland-Garros

Chang et Agasi, des marines en culottes courtes... 24

SCIENCES • MÉDECINE

Le mystère de la vache folle • Fossiles à crédit • Pages express • Ethique en première lecture... 19 à 21

SECTION C

Pargesa se dégage

Le holding suisse cède ses participations industrielles en France... 25

L'avenir économique de l'Allemagne

L'OCDE est optimiste... 25

Technologies

Les brevets instruments de défense et de promotion de l'innovation... 28

Services

Abonnements... 8
Annonces classées... 29 à 31
Carnet... 22
Marchés financiers... 38-39
Météorologie... 23
Mots croisés... 22
Radio-télévision... 23
Spectacles... 18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » date 29 mai 1990 a été tiré à 561 664 exemplaires.

FOOTBALL : faute de garanties hypothécaires

Le conseil général rejette une demande de caution des Girondins de Bordeaux

BORDEAUX

de notre correspondante

Le président des Girondins de Bordeaux, M. Claude Bez, a assisté, lundi 28 mai, à la séance au cours de laquelle le conseil général de Gironde a rejeté la demande de caution de 45 millions de francs que demandait le club de football bordelais. Sur soixante-trois votants, trente-trois se sont prononcés contre et vingt-sept pour. Il y a eu trois abstentions.

Dans le cadre d'un réaménagement de leurs dettes, les Girondins de Bordeaux veulent emprunter 120 millions de francs auprès d'une société suisse (DIS Finance). Ils ont déjà obtenu, le 4 mai, une caution de la ville de Bordeaux pour 75 millions de francs remboursables en quinze ans. La municipalité s'est même engagée à lever,

le cas échéant, un impôt pour assurer le remboursement de la dette.

Mais, lundi, M. Philippe Madrelle (PS), président du conseil général, n'a pas suivi M. Jacques Chaban-Delmas. « En 1984, j'ai pris personnellement une part déterminante dans le soutien aux Girondins de Bordeaux FC en faisant voter une avance remboursable, a rappelé M. Madrelle. L'an passé, au creux de la vague, j'ai tendu la main. J'ai porté notre concours financier de 4 à 8 millions de francs, plus 4 millions d'abandon de remboursement de l'emprunt. J'ai aidé le club à relever le défi de son redressement sportif. Mais je ne prendrai pas la responsabilité de livrer le contribuable girondin en otage de quelque cause que ce soit. Or, la garantie demandée à toute chance d'être immobilisée un jour ou l'autre ».

GINETTE DE MATHA

Depuis 1894 DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 350 F PANTALONS 780 F VESTONS 1 570 F 3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX et PARDESSUS UNIFORMES ET RISQUES MILITAIRES LEGRAND Tailleur 27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-81. Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Mort du peintre Yves Brayer

Le peintre Yves Brayer est mort mardi 29 mai. Il était âgé de 82 ans. Né le 18 novembre 1907 à Versailles, Yves Brayer avait fait ses débuts de peintre dans les années vingt. En 1930 il était grand prix de Rome et séjourna longtemps en Italie, dont il rapporta de nombreuses gouaches retraçant la vie romaine. Mais le peintre, un méditerranéen de cœur, est surtout connu par ses paysages du Tarn, ses chevaux de Camargue, ses oliviers de la plaine des Baux, qu'il a peints à partir de l'après-guerre dans un style aisé et cultivé.

CAPÉLOU LE GRAND DU PETIT CONVERTIBLE GRAND CHOIX EN EXPOSITION (0,65 et 0,80 - 1,20 et 1,40) LIVRAISON GRATUITE ET RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE 37, Av. de la République 75011 PARIS Tél. (1) 43.57.46.35 Métro Parmentier

BOURSE DE PARIS

Matinée du 29 mai

Résultats

Comme la veille, le marché était hésitant mardi matin. L'indice CAC 40, qui avait terminé la séance lundi sur un modeste gain de 0,12 %, ouvrait la séance sur une baisse de 0,12 %. Au fil des heures, il parvenait à effacer ses pertes et se maintenait en fin de séance à + 0,02 %. Les plus fortes progressions étaient enregistrées par Eurotunnel (+3,9 %), Immobiliers Péninsule (+3,6 %) et SGE (+3,4 %). Du côté des baisses, on notait Bafip (-3,5 %), Sograp (-2,9 %) et Midland (-2,7 %).

TAPIS PERSANS FAITS MAIN points noués solidés à ANAKIR 397 x 281 31.000 F - 15.500 F KERMAN 361 x 151 23.000 F - 14.500 F NAMEDAN 175 x 107 5.000 F - 2.500 F SERIKER 160 x 145 11.000 F - 5.500 F et 30 % REMISE tous les jours de 10 h à 18 h 31.000 F - 21.700 F MAISON DE L'IRAN 45, Champs-Élysées (9^e)

La meilleure façon de ne rien oublier était de penser à tout DALLOZ CODE DU TRAVAIL Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz : une actualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte. Dalloz - Les indispensables